

## Les Douze à l'écart

Les réactions au « pacte » américano-japonais visant à stabiliser la parité entre le yen et le dollar sur fond de promesses mutuelles de saine gestion économique ont quelque chose de surréalistes. Chacun fait mine de s'en réjouir, toute solution allant dans le sens d'un plus grand calme monétaire pouvant difficilement ne pas être saluée. Chacun, pourtant, s'en méfie au nom d'intérêts particuliers ou au nom d'une concertation multilatérale battue en brèche par un accord qui associe ouvertement les deux premières puissances économiques du monde occidental.

L'accord coïncide avec les élections. La Maison Blanche a quelque raison d'être satisfaite. En obtenant d'un Japon pour le moins réticent à l'origine une nouvelle baisse de son taux d'escompte, Washington bénéficie d'une petite marge de manœuvre supplémentaire pour sa politique de crédit et, surtout, apporte une nouvelle preuve de sa puissance politique. Le fait qu'elle soit d'une portée limitée importe peu pour le moment. Au lendemain du scrutin, il sera toujours temps de reprendre le fond du contentieux intéressant l'ouverture du marché nippon.

Parfaitement conscients de ce risque, les Japonais sont en droit de se satisfaire d'une entente qui leur permet de gagner du temps avec leur principal partenaire commercial. Les deux pays ont, en outre, des intérêts politiques et économiques communs. Cette entente n'est donc pas, comme on l'a dit, le résultat d'une simple manœuvre de la Maison Blanche. Elle est le fruit d'une négociation complexe, où les deux parties ont cherché les risques de réajustement mutuels, sans pour autant se laisser aller à une économie malmenée par la flamme brûlante du yen au cours des derniers mois.

Le bien est nettement moins positif dans le camp européen. Laissons pour compte dans ce pacte bilatéral, l'Europe masque mal ses divisions internes. La bonne manière japonaise aux Etats-Unis met en lumière le refus persistant de la RFA de jouer la concertation internationale dans un domaine essentiel pour tous les pays en mal de croissance.

Sensible au climat électoral américain, les partenaires de Bonn se sont aussi aux imprudences du scrutin général qui se déroulera en janvier prochain en RFA. A Paris, Londres ou Bruxelles, on regrette que les Etats-Unis aient porté leurs pressions en faveur d'une baisse des taux d'intérêt allemands à un point difficilement acceptable par les dirigeants d'outre-Rhin. Cette Commensalité qui n'en finit plus d'étaler au grand jour ses frictions risque d'en pâtir.

Pour l'instant, les Allemands persistent et signent : le président de la Bundesbank a estimé « improbable » une action de l'institut d'émission permettant à la RFA de porter à trois le « groupe des deux » constitué par les Américains et les Japonais. Ils ne laissent à leurs partenaires européens qu'une issue désagréable : soutenir, comme l'a fait le président de la Commission, M. Jacques Delors, que la question majeure des relations monétaires doit dépendre de la prospérité de chacun soit discutée dans un cadre multilatéral, « également avec l'Europe ». Triste avec d'insipides faces aux Etats-Unis et au Japon, pour l'information économique croissante à de quoi inquiéter le Vieux Continent.

## Les élections aux Etats-Unis

### M. Reagan s'est battu jusqu'au bout pour garder la majorité au Sénat

M. Ronald Reagan, qui a terminé lundi 3 novembre, en Californie, sa « dernière campagne » électorale, s'est battu jusqu'au bout pour conserver, à l'occasion des élections de mardi, la majorité républicaine dont il dispose au Sénat. Tout les membres de la Chambre des représentants, le tiers des sénateurs, trente-six gouverneurs sur cinquante, et des milliers de responsables locaux devaient être désignés à la faveur de cette consultation.



Lire page 4, l'article de Bernard Gauthier.

## Liberté des prix et transparence des marchés

### Le gouvernement définit le nouveau droit de la concurrence

Le texte du projet d'ordonnance instaurant un nouveau droit de la concurrence sera soumis prochainement au Conseil d'Etat. Il devrait être examiné par le conseil des ministres le 26 novembre. Liberté des prix, transparence du marché et contrôle des concentrations sont les trois idées-forces de cette nouvelle législation. L'application en sera assurée par un Conseil de la concurrence indépendant, remplaçant l'actuelle Commission de la concurrence.

Accroissement difficile que celui du nouveau droit de la concurrence, qui doit faire entrer la France dans le club des nations vraiment libérales. On aurait pu se contenter d'un texte de trêve, lignes condamnant le principe des atteintes à la concurrence, des ententes et des abus de position dominante, en laissant à la jurisprudence le soin de dire le droit, au fil du temps et des procès. Un organisme anti-trust aurait pu être chargé de contrôler les concentrations. Le goût cartésien des constructions juridiques précises l'a emporté. Le projet d'ordonnance ne comporte pas moins de cent articles, dont près de la moitié précisant les conditions de contrôle de cette liberté retrouvée et la nature des sanctions.

Résultat du « libre jeu de la concurrence et de la négociation commerciale », « la fixation des prix et des marges relève exclusivement de la responsabilité des entreprises ». De plus, dans un délai de deux ans, les réglementations spécifiques (livres, produits pharmaceutiques, tarifs des taxis...) seront révisées. Cependant, une épée de Damoclès réglementaire subsiste : le gouvernement peut, grâce à un décret en Conseil d'Etat, « arrêter des mesures d'urgence » en matière de prix qu'exigeraient « une situation de crise, des circonstances exceptionnelles, une calamité nationale », ou un dérèglement du marché.

JOSÉE DOYÈRE.  
(Lire la suite page 35.)

Les critiques de M. Barre, les avancées de M. Chirac et l'attente de M. Mitterrand

## Les vertus du miracle présidentiel

par Jean-Marie Colombani

« L'expérience qui se déroule sous nos yeux est en fait, au milieu d'une complaisance ou d'une indifférence, quelque chose de remarquable, de remarquable nos institutions. » Ainsi parle M. Raymond Barre, avant de promettre un état des lieux plus complet, « le moment venu ». Ce moment approche à grands pas : un an et demi au maximum nous sépare de l'élection présidentielle. Cette proximité — ainsi que la « complaisance » ou l'indifférence — de l'opinion, qui ressemble à un plébiscite cohabitationniste — fait que tous les acteurs politiques se comportent désormais comme s'ils avaient coché sur leur calendrier aux échéances et une seule : le printemps 1988. Sauf extraordinaire, la cohabitation devrait aller à son terme normal.

Le premier ministre — et depuis toujours à bien plus son statut. Pourrait se prévaloir du succès de l'alternance, puis de la cohabitation, et conclure ainsi l'essentiel de ses contemporains avec une page dense dans les manuels d'histoire, voilà qui devrait combler notre homme. S'y ajoute la possibilité de garder les mains libres le plus longtemps possible, comme il l'a toujours fait, avant de prendre une décision sur sa propre candidature.

Tenir le calendrier, c'est pour le premier ministre valider sa propre analyse : oui, il était bien possible de gouverner dans ces conditions ; non, ce ne fut pas la « pagaille ». Mais tenir, c'est aussi poursuivre et achever la mise en place de l'Etat-Chirac. (Le Monde du 25 octobre). C'est enfin en finir, sinon dans les faits, du moins dans l'opinion — avec l'image d'homme agité, impulsif et irrégulier qui

(M. Chirac, d'après le Monde) lui confère à la peau. Cliquet la porte de la cohabitation serait, au contraire, rassurer ce vieux démon.

« Je vous l'avais bien dit ! », clamerait aussitôt M. Barre. Pourtant, au-delà de ce cas de figure simple (l'échec de la cohabitation valant les thèses de M. Barre et justifiant le recours à une personnalité capable de restaurer les institutions), le député du Rhône a, lui aussi, besoin de temps. Plus précisément, M. Barre, comme M. Mitterrand, attend que vienne le temps de l'usure et de la déception. Or le climat d'union nationale qu'a suscité la vague terroriste a évacué les préoccupations quotidiennes et repoussé ce moment-là.

(Lire la suite page 9.)

## « La maison européenne »

par J.-B. Raimond et H. D. Genscher  
Alors que s'ouvre à Vienne la troisième Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, les ministres des affaires étrangères de la RFA et de la France expriment, dans un article commun, leur opinion sur la sécurité, les droits de l'homme et les relations entre les pays du continent.

PAGE 6

## Un nouveau président au Mozambique

M. Chissano, ministre des affaires étrangères, succède à Samora Machel.

PAGE 7

## Budget de l'éducation

La majorité a pris ses distances à l'égard du rapport de M. Martinez.

PAGE 8

## Un entretien avec le président de Bul

Les craintes de M. Stern devant une possible dérégulation des services de télécommunications.

PAGE 36

## Code de la nationalité

M. Toubon estime qu'il ne faut pas tenir compte de l'avis négatif du Conseil d'Etat.

PAGE 11

Le sommaire complet se trouve page 40

## René Zazzo Les jumeaux le couple et la personne



Collection Quadrige PUF

Les livres des PUF questionnent le monde.

## Les enjeux de la procréation artificielle

### Un débat planétaire

C'est à la mi-décembre que le Comité national d'éthique fera connaître sa position sur les nouvelles méthodes de procréation artificielle. La réglementation de ces techniques, réclamée depuis plusieurs mois par de nombreux chercheurs, devrait faire ensuite l'objet d'un projet de loi. Ainsi, petit à petit, seront mis en place, en France, des garde-fous destinés à encadrer les fantasmes progressistes enregistrés dans ce domaine.

Mais légiférer ne signifie pas forcément entraver. Et le professeur Jacques Testart, l'un des pionniers de la fécondation in vitro, qui annonçait dans nos colonnes (Le Monde du 10 septembre) qu'« il n'y avait pas plus loin » risque de se retrouver bien seul sur une position aussi en retrait. Au cours du douzième congrès mondial sur la fertilité et la stérilité qui vient de se tenir à Singapour, aucun chercheur n'a approuvé le célèbre biologiste français. Au contraire, tous semblent vouloir aller de l'avant

« aussi loin que les nécessités thérapeutiques l'imposent ».

Le professeur Testart ne croyait pas si bien dire. Lui qui s'inquiétait de la possibilité de pouvoir choisir le sexe des enfants, il voit ses prédictions confortées par ce qui se passe actuellement au Japon. Dans ce pays, grâce à une méthode mise au point par le Dr Rihachi Iizuka, une quarantaine de femmes ont déjà été fécondées in vitro dans le but avoué de pouvoir choisir le sexe de leur enfant. Dans la plupart des cas, il s'agissait aussi de prévenir la transmission de maladies héréditaires, mais dans au moins une clinique privée, la méthode est employée aux seules fins de permettre aux couples de choisir le sexe de leur enfant.

En Australie, en revanche, l'un des pays les plus avancés en matière de procréation artificielle, le pouvoir législatif tente actuellement, contre l'avis des principaux chercheurs, de régle-

menter de manière très stricte le développement de ces méthodes. Au point que l'un des plus célèbres spécialistes de la fécondation in vitro, le Dr Alan Trounson, menace tout simplement de quitter son pays si le gouvernement décidait d'entraver les conclusions d'un rapport sénatorial.

Conçues au départ comme des traitements de la stérilité, les nouvelles méthodes de procréation artificielle voient leur champ d'application s'élargir de jour en jour : elles sont admises aujourd'hui par de nombreux chercheurs comme autant de techniques permettant de prévenir les maladies héréditaires. Seront-elles employées demain à d'autres fins que médicales comme cela se fait actuellement au Japon ?

(Lire pages 19 et 20 les articles de FRANK NOUCHI, PHILIPPE PONS et SYLVIE CROSSMAN.)

Handwritten text in Arabic script: "مكتبة جامعة القاهرة"



# Débats

## Fanatiques, terroristes et mercenaires

Il existe des croisements entre les groupes qui recourent aux attentats mais ils ne forment pas un adversaire unique.

par ALAIN TOURAINE (\*)

### LA VIOLENCE POLITIQUE

Les ministres des affaires étrangères des Douze vont se retrouver à nouveau le 10 novembre afin de poursuivre l'examen des responsabilités de la Syrie dans le terrorisme en Europe. Alain Touraine demande que l'on résiste à la tentation de rechercher le même chef d'orchestre, et Dimitri Viza expose une idée qui permettrait de résister au chantage des amis de ceux qui ont été incarcérés.

Il est tentant de confondre toutes les formes de violence politique et même d'affirmer qu'elles ont une origine unique, qu'elles sont télécommandées par le même chef d'orchestre ; ce qui revient à penser comme les terroristes eux-mêmes. Mais il faut résister à ces tentations et, sans atténuer la condamnation de la violence politique, en distinguer différentes formes, à l'égard desquelles on ne peut pas agir de la même manière.

Sont terroristes ceux qui se prétendent l'avant-garde d'une révolution sociale ou nationale mais qui ne peuvent pas provoquer la mobilisation de ceux au nom desquels ils parlent, car leur idéologie ne correspond pas à celle des intéressés. Pour réveiller la classe ou la nation qu'ils disent endormie ou aliénée, ils recourent à l'électrochoc de la violence. La Fraction

armée rouge allemande, les Brigades rouges italiennes, Action directe en France se sont considérées comme l'avant-garde d'une révolution prolétarienne, mais dont les ouvriers européens sont depuis longtemps éloignés ; isolés, ils se sont enfermés dans la violence.

Ceux qui recourent à la violence politique au Moyen-Orient en appellent à la nation ou à la communauté arabe, alors que celle-ci se dissout et que le Moyen-Orient est dominé aujourd'hui, comme l'Europe du XVIII<sup>e</sup> siècle, par la constitution d'États nationaux et l'avortement d'autres.

Ainsi se dessinent deux grandes lignes de terrorisme, social et national. Elles se croisent en un lieu précis, celui des groupes qui en appellent à la fois à la révolution sociale et à la libération nationale, dans l'esprit du marxisme-léninisme à la chinoise. Le terrorisme est aujourd'hui la maladie sévère du monde. Il y a vingt ans, en Amérique latine, le nationalisme révolutionnaire conduisait les Tupamaros uruguayens et les Montoneros argentins aux attentats. Ce gauchisme extrême fut encouragé en Europe même par des intellectuels marxistes qui ne voulaient voir dans leur propre société que pouvoir total, manipulation et exclusion.

Aujourd'hui, c'est dans le monde arabe surtout que des intellectuels occidentaux, assez souvent chrétiens, en appellent à la fois à l'anticapitalisme et à l'anti-impérialisme et s'appuient sur des États nationalistes et sur l'Union soviétique contre l'Occident qui est aussi le soutien d'Israël. Ces groupes sont les agents centraux du terrorisme.

comprend plus toujours la raison d'être. Le lien central du terrorisme est aussi le plus proche de l'action mercenaire.

Inversement, on ne saurait considérer comme mercenaires ou même comme terroristes ceux qui recourent à la violence politique mais qui appartiennent à un mouvement politique, national ou social, organisé et qui a une capacité de mobilisation populaire. La violence est ici l'expression du fanatisme, qui est bien différent du terrorisme. Le fanatisme repose sur l'idée que la marche en avant du bien est empêchée par les forces du mal qui sont étrangères et avec lesquelles il n'y a d'autre relation que la lutte à mort. Chaque fois qu'une lutte sociale se transforme en guerre, le conflit est remplacé par la contradiction ; et le militantisme par le fanatisme.

Le mouvement islamiste porte en lui le fanatisme justement parce qu'il existe comme force historique réelle, alors que les groupes marxistes et nationalistes révolutionnaires du Liban ne sont souvent que des terroristes qui peuvent devenir des mercenaires. Le fanatisme des partisans d'une république islamiste ne peut être confondu avec le terrorisme du FPLP et des groupes qui en sont sortis.

On peut être tout à fait hostile au régime khomeiniste ; on ne peut pas nier l'existence d'un mouvement qui, sous différentes formes, agit le monde islamique, et pas davantage négliger l'existence permanente de l'Iran dans le Moyen-Orient. En revanche, il faut traiter comme de simples terroristes, ou même comme des mercenaires, ceux qui, isolés des groupes de référence sociaux et nationaux au nom desquels ils prétendent agir, sont entrés dans le maelström de la violence pure.

Il est vraisemblable qu'il existe bien des alliances et des croisements entre les groupes qui recourent à la violence politique, mais ils ne forment pas un adversaire unique. Il ne faut négocier avec aucun, mais il faut élaborer une politique à l'égard de ceux qui représentent une force historique réelle, tandis qu'il faut seulement chercher à éliminer ceux qui ne sont que des terroristes ou des mercenaires. Derrière le fanatisme, il y a toujours une croyance ou une conviction ; derrière le terrorisme, il n'y a que les contradictions de la violence ; derrière les mercenaires, il n'y a que les intérêts d'États conquérants.

## Otages des prisonniers

Pour des détentions dans des lieux situés hors de toute juridiction nationale.

par DIMITRI VIZA (\*)

JUSQU'À présent, nos sociétés démocratiques se sont accommodées du système carcéral établi, malgré l'imprécision qui caractérise sa finalité, tant dans son rôle préventif que répressif. Face aux actes aveugles du terrorisme, la bonne vieille justice aux yeux bandés se retrouve paralysée, enfermée dans une spirale très vicieuse.

En condamnant des terroristes à des peines de prison, on expose la population au chantage et aux représailles. On peut alors se poser la question de l'utilité d'incarcérer pendant quelques années des fanatiques invétérés, dont la réclusion ne changera ni la conviction ni la détermination,

mais, en revanche, exacerbera l'activité de leurs complices rendant leur neutralisation par l'emprisonnement un leurre. On voit combien l'application d'un droit suranné, établi à l'usage d'une démocratie, se révèle illusoire face au terrorisme international moderne.

Loin de satisfaire l'instinct de justice ou le besoin de prévenir la violence, la prison s'avère inutile, voire dangereuse, secrétant le terrorisme qu'elle prétend combattre. Quant à la police, elle se trouve dans l'impossibilité de tenir sa promesse de terroriser les

terroristes, son déploiement ostentatoire étant nuisible à son efficacité.

Faut-il alors libérer les terroristes arrêtés ? Ne plus rechercher les auteurs d'attentats ? Rétablir la peine de mort et l'appliquer dans les quarante-huit heures qui suivent l'arrestation, pour éviter l'escalade du chantage ? Organiser des phalanges contre-terroristes qui, prenant des otages haut-placés dans les pays soupçonnés, forceraient ceux qui s'en réclament à mettre le holà ?

### Capituler ?

Rien de tout cela n'est, pour le moment, tolérable dans nos pays. Alors, la capitulation ? Le livre cours de la violence et des violences en retour avec des retournades et des actions personnelles se substituant à la justice impuissante ? Car on ne bafoue pas impunément les instincts fondamentaux de justice et de souveraineté d'un peuple, et ceux qui commettent des actes de violence, prétendument au nom de la liberté et de la dignité, devraient être les premiers à le savoir.

(\*) Biologiste.

### COURRIER DES LECTEURS

#### Pour la défense des enfants franco-algériens

Sait-on que nous autres enfants franco-algériens (cavours ont cinquante mille personnes issues de couples mixtes), nous n'avons ni représentants pour prendre la parole en notre nom, ni même une association de défense qui nous permette de proposer et soutenir les mesures destinées à améliorer le climat et les conditions d'une meilleure insertion ? Notre situation est pourtant difficile avec nos familles, nos tuteurs, nos biens et parfois nos mœurs de carrière et de formation éparpillées de part et d'autre de la Méditerranée.

En matière sociale, la loi malheureusement est restée silencieuse. Cette situation n'est sans doute pas étrangère à l'étonnante dispersion de notre électorat partagé entre la gauche (30 %), l'extrême droite (20 %) et l'abstentionnisme (25 %).

Ne serait-il pas opportun, dans ces conditions, et alors que se forment de nouvelles solidarités, de confier à une association représentative la défense de nos intérêts communautaires dans le respect des traditions nationales, et de confier à un bureau d'affaires la promotion de nos activités et le parrainage de quelques grands projets de coopération ?

Les personnes et personnalités intéressées par la réalisation de ces projets peuvent écrire au n° 30,

parvis Saint-Jean-Baptiste, 1080 Bruxelles (Belgique).

C.M. BENAMMAR  
ancien élève de l'ENA  
(Bruxelles).

#### Le sacrifice des soldats en Indochine

Je me permets de vous signaler la surprise et l'émotion qu'ont ressenties beaucoup de familles dont les enfants sont tombés en Indochine, du fait du peu de place que la presse et les médias ont accordée à un événement important : le rapatriement en France de vingt-cinq mille corps. (...) Il paraît que quarante mille combattants français sont tombés en Indochine. N'oublions pas qu'ils étaient tous volontaires !

Ce retour à revêtu, du reste, une solennité et une gravité toutes particulières. La cérémonie des Invalides a été très belle, mais l'on en a si peu parlé... beaucoup moins que de certains faits divers sensationnels ! Par contre, certaines images horribles ont paru à la télévision : des jambes et des bras arrachés que l'on déterrait, des scènes macabres qui étaient inutilement atroces.

Il me semble qu'il serait bon que nos concitoyens connaissent mieux le sacrifice de nos soldats et s'en souviennent avec gratitude et respect.

MARCELLE KRAEMER-BACH,  
présidente de l'Association  
des parents des tués  
« Les pères et mères des morts pour la France ».

### L'anglais au sprint



Vous voulez parler l'anglais vite, très vite ? A vos marques ! Choisissez parmi les deux formules ILC réservées aux sprinters.

La semaine bloquée : 6 heures d'anglais chaque jour pendant une semaine. Un rythme féroce mais des progrès géants.

Les cours intensifs : 4 heures d'anglais par jour pendant deux semaines. Vos blocages n'y résisteront pas.

Si votre problème n'est pas d'aller vite, renseignez-vous sur nos différentes formules : cours trimestriels, cours à thèmes (conversations, anglais des affaires, anglais culturel), cours préparatoires aux examens, séjours linguistiques en Angleterre.

L'English Connexion

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE  
20, passage Douphine  
75006 Paris - Tél. 43.25.41.37

### « PIERRE GEMAYEL », de Jacques Nantet

#### L'homme qui croyait au Liban

JACQUES NANTET ne s'est pas contenté d'être le genre de Paul Claudel et l'un des fondateurs du Parti socialiste unifié (PSU). Nantet a écrit une *Histoire du Liban* (1) qui a tenu le route. On se souvient aussi de son *Mandé* France et de son *Toucheville* ainsi que de son *Panorama de la littérature arabe d'expression française*. Malgré son âge il est né en 1910 et les dangers encourus, il a été en Liban où il a effectué une véritable enquête, à la fois de journaliste et d'historien, sur Pierre Gemayel (1906-1984).

Son père, pharmacien et non pas féodal comme cela a été dit tant de fois, — fondateur en 1936 des Kataeb — ce mot politiquement mal traduit en français par « phalangiste », — permanent de la scène politique au Liban durant cinquante ans, « Cheikh Pierre » restera aussi comme père de deux chefs, Béchir et Amine, d'un État libanais en perdition, mais auquel il ne cesse jamais de croire.

Nantet a rencontré nombre de témoins familiaux ou politiques de la vie de Pierre Gemayel, il a fouillé les archives encore fraîches, éclaircissant de nombreux points : ainsi le titre de cheikh, habituellement réservé aux dignitaires musulmans fut conféré à cette famille de montagnards maronites par l'émir Béchir II (1794-1840) du mont Liban, pour services rendus à la petite principauté des royaumes, d'où devait sortir en 1926 cette République libanaise, victime aujourd'hui d'un « Étatisme ».

La recherche fait la lumière également sur l'origine des Kataeb si souvent accolés aux Jeux olympiques internationaux de 1936 tenus dans l'Allemagne nazie. Gemayel avait été délégué à Berlin (avec un autre sportif libanais, musulman celui-là) au titre de fondateur de la Fédération libanaise de football et de premier arbitre officiel du monde arabe. Le jeune homme n'avait

aucune connaissance politique dans l'Allemagne hitlérienne et il en avait eu seulement ébloui par la magistrale organisation des Jeux.

En revanche, on ignorait, semble-t-il, jusqu'ici que Gemayel s'était lié à Berlin avec Oberto Chir, dirigeant des Sokols, société de gymnastique tchèque fondée en 1862 par un philosophe et qui devait peu à peu une formation nationaliste et paramilitaire, anti-allemande. Ce serait donc là, au moins en partie, l'origine des Kataeb, avec en plus une dose de personnalisme chrétien empruntée au fondateur d'Espérance, Emmanuel Moukhlis (1905-1950). Kamel Jounblatt, le chef druze, ne fut pas admis au Parti kataeb pour « féodalisme ». Enfin le mandataire français dissout le mouvement pour manifestation nationaliste à Beyrouth : deux morts, soixante-dix blessés dont Cheikh Pierre.

Plus tard, on devait lui reprocher un trop grand attachement à la France. Pourtant il fut bien l'un des partisans les plus convaincus du Liban indépendant, un « homme-nation », selon Nantet. En revanche, et c'est là où l'auteur a probablement manqué un peu de sens critique, la création intransigeante de Pierre (et d'Amine) Gemayel (mais non point de Béchir) sur la formule politique de 1843, basée avant tout sur l'entente sunnite-maronite, a sans doute été très préjudiciable au Liban à l'heure où il fallait intégrer au système la vitalité chiite. Est-il encore temps de le faire ?

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ Editions Lattès, 192 p. avec dix-sept photos, 75 F.

(1) Préface par François Mauriac, publié en 1963 par les Editions de Minuit, cet ouvrage indispensable à toute bonne bibliothèque était devenu introuvable. Les Editions Lattès, 82, rue Bonaparte, 75006 Paris, viennent de le rééditer. 300 p., 120 F.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 65072-F  
Tél. MONDIPAR (1) 45-23-96-81  
Tél. (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

La Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateurs.

Administrateur général :

Bernard Worts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmartre, 75007 PARIS

Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136-7

#### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 390 F

2. — SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les mandats en espèces ou en chèques.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tape LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 37 437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde 0395-2037 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde s/a Speedprint, 42-45 30 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y., postmaster : send address changes to Le Monde s/a Speedprint, U.S.A., P.O. Box 40-30 30 street, L.I.C., N.Y. 11104.

سكاي نيوز



مكتبة الشرق

# Etranger

... Le Monde • Mercredi 5 novembre 1986 3

## La lutte contre le terrorisme

### Les Britanniques ne demandent plus de sanctions contre Damas estime M. Chirac

M. Jacques Chirac estime que les pays de la Communauté arriveront à une « position commune » sur l'attitude à adopter face à la Syrie, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE, le 10 novembre prochain à Londres. « Je suis persuadé que les Douze arriveront à une position commune qui marque la solidarité avec la Grande-Bretagne », a indiqué le premier ministre, lundi 3 novembre, dans une déclaration à la presse, avant le voyage qu'il doit faire jeudi à Madrid.

Il y a une semaine, réunis à Luxembourg, les partenaires de la Grande-Bretagne avaient refusé d'adopter une série de sanctions contre la Syrie suggérées par les Britanniques après leur décision de rompre les relations avec Damas, à l'issue du procès Hindawi. M. Chirac a précisé, à ce propos, que la situation était aujourd'hui différente, puisque « il n'y avait plus de demande de sanctions contre la Syrie » de la part des Britanniques, « les seules demandes de sanctions d'ordre économique un instant envisagées ayant été retirées par les Anglais ».

#### « Une explication directe »

De son côté, la Belgique a rappelé, lundi, son ambassadeur à Damas pour une série de consultations avant la réunion de Londres. Pour sa part, le gouvernement néerlandais a demandé des explications à la Syrie à la suite du verdict rendu dans l'affaire Hindawi, qui a conclu

à une implication directe de Damas dans la tentative d'attentat contre un avion d'El Al à l'aéroport londonien d'Heathrow en août dernier. « Nous étions convenus (à Luxembourg) qu'il fallait avoir une explication directe avec la Syrie » au sujet des accusations britanniques, a indiqué, lundi, un porte-parole officiel à La Haye, tout en observant que les preuves avancées par Londres paraissent « éloquentes ».

#### « Prise la main dans le sac »

A Washington aussi, la conviction du gouvernement paraît acquise si l'on en croit une nouvelle déclaration faite lundi par le secrétaire d'Etat, M. George Shultz : « La Syrie, a-t-il dit, a été prise la main dans le sac » : les Etats-Unis ont témoigné leur solidarité avec Londres en rappelant leur ambassadeur à Damas, et « nous ferons plus encore », a poursuivi M. Shultz.

A Damas, le ton est à la mise en garde à l'égard des Européens avant la réunion de Londres. Pour Radio-Damas, la campagne en cours a pour objet de « terroriser » la Syrie et de la contraindre à modifier sa ligne politique afin qu'elle engage des négociations avec Israël. « La Syrie, selon l'éditorialiste de la radio officielle, est la poudrière de cette région, et ceux qui jouent avec risquent fort de la voir exploser au visage (...). Tout le monde sera tenu pour responsable des conséquences de ses actions. » — (AFP, Reuters, AP.)



### L'ambassade de France réplique au « Washington Post » qui accusait Paris de « lâcheté »

L'ambassade de France à Washington a répliqué lundi 3 novembre à un éditorial du Washington Post dénonçant l'attitude du gouvernement français à l'égard de la Syrie dans l'affaire du terrorisme international.

Lundi matin, dans un violent éditorial intitulé « La commission de la France », le quotidien accusait la France de « lâcheté » et de « conduite honteuse », affirmant que Paris avait négocié des ventes d'armes en rappelant leur ambassadeur à Damas, et « nous ferons plus encore », a poursuivi M. Shultz.

Dénonçant l'absence de solidarité manifestée par la France à l'égard de la Grande-Bretagne à l'issue de l'affaire Hindawi, le Post écrivait notamment : « Nous ne nous souvenons pas d'un exemple plus fré-

quent de lâcheté, d'infidélité envers un ami et de malhonnêteté dans la lutte contre ce que tous considèrent comme une menace ».

Le Washington Post estimait encore que Paris « ne cherchait pas tant à protéger ses citoyens — ce que tout gouvernement démocratique se doit de faire — mais cherchait à poursuivre un Proche-Orient une politique dans l'évidence la France n'a plus les moyens ». Le journal concluait : « Il faut savoir clairement si la France se situe du côté des victimes du terrorisme ou du côté de ses auteurs ».

Dans une mise au point adressée au quotidien, le conseiller de presse de l'ambassade, M. Philippe Faure, estime qu'il est « urgent de fournir aux lecteurs des informations qui montrent clairement que l'auteur de cet éditorial se trompe et que ses affirmations et ses conclusions sont fautes ».

Il rappelle que, le 23 octobre, le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, avait déclaré à l'Assemblée que « les demandes d'autorisation (de ventes d'armes à la Syrie) qui ont été soumises à l'approbation des autorités au cours des mois derniers ont été rejetées » et que les livraisons d'hélicoptères et de missiles, prévues au terme de contrats passés en 1982 et 1984, « ont été gelées ».

« Si ces assertions peuvent être interprétées, même de loin, comme des confirmations de la faiblesse de la France vis-à-vis de la Syrie », demande la lettre de l'ambassade de France, comment doit-on formuler un démenti qui puisse être compréhensible à l'auteur de cet éditorial ?

An sujet de Georges Ibrahim Abdallah, incarcéré à Paris et qui doit être jugé pour complicité d'assassinat de deux diplomates — un Américain et un Israélien, l'ambassade de France rappelle que les autorités « ont clairement indiqué qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura pas de négociations avec les terroristes et que Georges Abdallah sera jugé en accord avec la loi internationale ».

La lettre rapporte les propos de M. Raimond du 26 octobre, selon lesquels Paris n'a conclu ni marché ni arrangement sur l'affaire Abdallah pour mettre un terme à la vague de terrorisme en France.

## ISRAËL : la répression dans les territoires occupés

### Un journaliste palestinien est arrêté et menacé d'expulsion

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Dans la lutte quotidienne, et le plus souvent routinière, qu'Israël mène contre l'OLP dans les territoires occupés, certains coups passent moins inaperçus que d'autres. C'est le cas de l'arrestation, assortie d'une menace d'expulsion, qui a frappé lundi 3 novembre M. Akram Haniyeh, l'un des meilleurs journalistes arabes de Cisjordanie. Appréhendé à l'aube à son domicile de Ramallah, Akram Haniyeh est le rédacteur en chef d'Al Cha'ab (le Peuple), l'un des deux grands quotidiens palestiniens de Jérusalem-Est — avec Al Fajr (l'Aurore) — fidèles à M. Arafat.

C'est la première fois depuis quatorze ans qu'Israël ordonne l'expulsion d'un journaliste de haut rang. En janvier dernier, un autre collaborateur d'Al Cha'ab, M. Hassan Jawad, avait été expulsé. A trente-trois ans, Akram Haniyeh, éditeur, journaliste et romancier respecté, a déjà un long passé de militant politique. Membre du Comité d'orientation nationale, dissous en 1982 parce que trop proche de l'OLP, il fut assigné cinq fois à résidence, dont l'une pendant trente mois d'affilée. Il est l'archétype de l'intellectuel « modéré » ouvert au dialogue avec les Israéliens.

#### Aucun indice sérieux

Les autorités militaires ont justifié l'ordre d'expulsion pris contre Akram Haniyeh en accusant celui-ci d'avoir « noué des contacts étroits avec de hauts responsables du Fatah et d'autres organisations hostiles », « collecté de l'argent au bénéfice de l'OLP » et « profité de sa position pour organiser des activités favorables au Fatah (réunions, pétitions, grèves). Mais les Israéliens ne disposent apparemment d'aucun indice pouvant laisser croire que le journaliste en chef d'Al Cha'ab menaçait la sécurité de l'Etat juif ou encourageait des actions violentes. Ce qui lui est reproché, c'est d'être aussi, comme tous les journalistes arabes de Jérusalem, un militant nationaliste.

L'Association des journalistes palestiniens — dont Akram Haniyeh est un ancien président — a désigné pour le défendre une avocate israélienne, M<sup>lle</sup> Felicia Langer. Incarcéré à la prison de Jeddah, près de Naplouse, il devra attendre plusieurs semaines avant d'être définitivement fixé sur son sort. Selon la procédure en usage, une commission militaire, au rôle consultatif, approuvera ou non la mesure d'expulsion. La Haute Cour de justice se prononcera ensuite en appel. S'il est exilé vers la Jordanie, Akram Haniyeh risque quelques semaines à Amman où il n'est pas en odeur de sainteté. Car depuis la brouille entre le roi Hussein et M. Arafat, son journal avait épousé une ligne nettement antijordanienne.

L'hostilité accrue des Palestiniens de l'intérieur « envers le régime hachémite explique, sans doute, largement la mesure prise contre l'animateur d'Al Cha'ab et — plus généralement — ces derniers mois le durcissement israélien à l'égard des journaux arabes de Jérusalem. Ceux-ci ont été plusieurs fois saisis, retardés à la distribution ou interdits de vente en Cisjordanie. Il y a un an, une petite agence d'information Al Manar et un hebdomadaire Al Darb avaient dû fermer leurs portes. Ils ont été remplacés par deux publications proches du FPLP de George Habache, Al Mithaq et Al Ahd qui ont le même sort.

#### Faire plaisir à Amman

La censure militaire, qui s'est faite beaucoup plus trépidante, vise en priorité les articles antijordaniens. Pour M. Simons, rédacteur en chef d'Al Fajr, les choses sont claires : l'ordre d'expulsion contre Akram Haniyeh est « un signe supplémentaire de la coopération croissante entre Israël et la Jordanie aux dépens de l'OLP ». Il n'est pas le seul à voir une nouvelle preuve de la « division du travail » qui s'est instaurée entre Jérusalem et Amman contre l'OLP, devenue l'ennemi commun. Qu'Israël se prête à un tel jeu ne peut qu'encourager ici les partisans de la manière forte envers les Palestiniens. « Mais, interroge le Jerusalem Post, qu'obtenons-nous en retour de la Jordanie ? ». « Qui-que ne peut tolérer la présence dans notre pays d'un Palestinien authentique comme Akram Haniyeh a déclaré une guerre éternelle à son peuple », souligne, pour sa part, M. Mail Peled, député de la « Liste progressiste pour la paix », parti d'extrême-gauche judéo-arabe.

Quoi qu'il en soit, une chose est sûre : le gouvernement d'union nationale entend poursuivre la politique de « déportation sélective » avec laquelle Israël renna en février 1985 après cinq ans d'insurrection, et bien qu'elle soit contraire à la quatrième convention de Genève de 1949. Depuis, plusieurs dizaines de Palestiniens ont été contraints à l'exil en vertu de décrets d'urgence datant de l'époque mandataire. La plupart des expulsés étaient d'anciens combattants « en situation irrégulière », libérés lors du spectaculaire échange de prisonniers de mai 1985.

Parallèlement, l'autorité d'occupation continue de recourir à la « détention administrative », elle aussi contraire à l'honneur en août 1985. Quelque cent vingt personnes ont subi cet internement préventif — et donc sans procès. Vingt-quatre y sont encore soumises aujourd'hui. Ces méthodes répressives ont visiblement les faveurs de M. Rabin, le ministre de la défense travailliste qui, dans ce domaine, se distingue par son zèle de ses devanciers du Likoud.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

## Après la libération de M. Jacobsen

### Le président Reagan se montre prudent sur le sort des autres otages américains

Le président Ronald Reagan a déclaré, lundi 3 novembre, qu'il n'y avait « pas moyen de savoir ce qui se passe » si les efforts visant à faire libérer d'autres otages au Liban allaient aboutir après la libération, dimanche, de M. David Jacobsen. Le gouvernement a déjà subi des « déceptions décevantes » après l'échec d'efforts similaires par le passé, n'a déclaré M. Reagan à Las Vegas (Nevada) où il se trouvait en tournée électorale.

Ces déclarations sont intervenues alors que diverses rumeurs dans les milieux informés à Washington faisaient état de la possible libération de deux autres otages américains (sur les six encore détenus), MM. Terry Anderson et Donald Sutherland, qui détiennent l'organisation Jihad islamique.

Les porte-parole américains, tant à la Maison Blanche qu'au département d'Etat, se sont refusés, lundi, à tout commentaire sur ce point. « Il n'y a rien de nouveau », a déclaré M. Larry Speakes, le porte-parole de la présidence.

Pour sa part, M. Charles Rodman, porte-parole du département d'Etat, a réaffirmé à Washington que les Etats-Unis étaient « prêts à parler avec quiconque de la sécurité et de la libération des otages mais ne feraient pas de concessions aux terroristes » qui les détiennent.

De même, Washington s'est refusé, jusqu'à présent, à commenter un communiqué du Jihad islamique parlant de nouvelles « ouvertures » susceptibles de déboucher la situation. Le Jihad a fixé comme condition de libération de certains otages français et américains l'élargissement de dix-sept prisonniers au Koweït. M. Speakes s'est par ailleurs refusé, lundi, à tout commentaire sur le rôle éventuel de Téhéran, signalé par certaines sources diplomatiques, dans la libération de M. Jacobsen. En ce qui concerne l'embargo sur les ventes d'armes américaines à l'Iran, il a déclaré qu'il avait été décrété par Washington « en raison de la guerre Iran-Irak » et « ne constituerait pas

un facteur » dans la question des otages.

M. David Jacobsen, cinquante et un ans, l'otage américain libéré dimanche à Beyrouth par le Jihad islamique, a, selon ses premiers entretiens médiatiques, « remarquablement bien supporté les épreuves de sa captivité » de dix-sept mois, a déclaré lundi soir le directeur de l'hôpital militaire américain de Wiesbaden, le colonel Ken Maffet.

Avant de quitter Lamaca pour Wiesbaden, M. Jacobsen avait tenu à préciser que, « malgré sa déclaration sur une cassette vidéo », il était « fier d'être américain » et également « fier de son gouvernement ».

Dans la cassette vidéo ramené aux Etats-Unis par l'otage américain Lawrence Jenko, libéré le 27 juillet dernier, Jacobsen suppliait la Maison Blanche de négocier avec le Jihad et déclarait : « Il y a des jours où je me dis que le gouvernement s'en fiche et que nous avons été complètement abandonnés. » — (AFP, Reuters.)

## Europe

### GRÈCE

### Le directeur d'un hebdomadaire condamné pour diffamation envers le dissident cubain Armando Valladares

ATHÈNES  
de notre correspondant

Le directeur du journal satirique d'Athènes Pontiki (« la Souris »), M. Kostas Papaïonnou, a été condamné, la semaine dernière, à trois mois et demi de prison pour un article jugé « injurieux » envers le dissident cubain Armando Valladares. Le journal avait publié un compte rendu de la revue Soberania du Nicaragua, qui attaquait International de la résistance et plusieurs personnes qui en sont membres, dont M. Valladares. Aux accusations de la revue, Pontiki avait ajouté des affirmations qui en aggravèrent le sens. C'est ainsi que M. Valladares aurait été « un ancien officier de la gendarmerie de Batista », que la CIA « en a fait un poète ». Des expressions comme « les fleurs de

l'obscurantisme », « une horde de tortionnaires et de tueurs », « la crème du néo-fascisme » ont, selon le tribunal, directement visé M. Valladares.

#### Des conditions vivement contestées

Malgré cette décision, le procès s'est déroulé dans des conditions vivement contestées, tant par M. Valladares que par les dissidents soviétiques, MM. Vladimir Boukovi et Leonid Pionotchek, qui sont venus à Athènes témoigner en sa faveur. L'avocat de Pontiki a réussi à faire admettre par le tribunal des interprétations de code de la procédure, et de la loi grecque qui ont interdit aux deux dissidents soviétiques de prendre la parole.

L'avocat français de M. Valladares, M. Jacques Miquel, vint assister au procès, n'a pas pu non plus y participer, le règlement de la CEE assurant le libre exercice de la profession d'avocat dans tous les pays membres n'étant pas encore applicable en Grèce.

De ce fait, M. Valladares s'est retrouvé seul devant ses détracteurs, ce qui a failli, selon le mot de M. Pionotchek, « le transformer d'accusateur en accusé ».

L'affaire sera de nouveau jugée en appel, et on annonce déjà la probable venue à Athènes de M<sup>me</sup> Simone Veil et d'Yves Montand pour soutenir M. Valladares. M. Miquel n'accepte pas, d'autre part, un recours auprès de la Cour des droits de l'homme de Strasbourg contre le déroulement du procès.

THÉODORE MARANGOS.

LA

RECHERCHE

en novembre :

DOSSIER : LES APPLICATIONS DES SYSTEMES EXPERTS  
par Pierre Vandeginste

KAÏKO : L'EXPLORATION DES FOSSES DU JAPON  
par Siegfried Laubmann, Serge Lallouard, Laurent Jolivet et Philippe Huchon

LES ÉTRUSQUES  
par Michel Gras

LA PERCEPTION DU TEMPS CHEZ L'ANIMAL  
par Marc Richelle et Helge Lejeune

LES SURPRENANTES PRÉDICTIONS DE LA MÉCANIQUE QUANTIQUE  
par Franck Laloe

ETC.

L'ASPIRINE

par Odile Robert et B. Berth Vargatig

RECHERCHE

N° 182

25 F

EN VENTE PARTOUT

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT d'un an, 11 n° : 219 F au lieu de 275 F

A servir à: Nom \_\_\_\_\_ Adresse: \_\_\_\_\_

Le règlement s'effectue à l'ordre de LA RECHERCHE par chèque par mandat

LA RECHERCHE, 57, rue de Seine, 75280 Paris Cedex 06

Priz de vente au numéro



## Proche-Orient

## ÉGYPTÉ

## Le gouvernement est passé à l'offensive contre les maximalistes musulmans

Près d'une centaine d'extrémistes musulmans ont été arrêtés à la suite des affrontements qui ont eu lieu ces derniers jours à Assiout, dans le sud de l'Égypte, entre policiers et militants intégristes. Les heurts ont éclaté lorsque la police est intervenue vendredi dernier pour disperser des islamistes qui criaient des slogans antigouvernementaux à la sortie des mosquées.

LE CAIRE  
de notre correspondant

Le gouvernement égyptien a visiblement décidé de changer sa stratégie à l'égard des maximalistes musulmans. Abandonnant la défensive qui caractérisait depuis des années sa politique, le régime du président Moubarak est déterminé à prendre l'initiative dans la confrontation l'opposant aux islamistes. Le gouvernement n'a donc ouvert les hostilités dès le fin de la trêve tacite observée ces derniers jours.

À la rentrée universitaire, début octobre, l'ordre d'interdire l'accès des campus à toute émeute portant le vêtement islamique recouvrant la femme de la tête aux pieds a déclenché plusieurs incidents. Ceux-ci ont opposé les membres des *gamaat islamiya* (assemblées islamiques), outrés par cette « provocation », et la garde civile universitaire, chargée de faire respecter l'ordre sur les campus.

Mais si, au Caire, les étudiants se sont pliés au règlement, en Haute-Égypte, notamment à Assiout, ce fut non tant par anxiété que par peur. Le vendredi 31 octobre, les islamistes d'Assiout réagissaient en tentant de reprendre le contrôle de la mosquée El Gamaa El Charaya, qui, tant récemment encore, contenait leur lieu de rassemblement. Les forces de l'ordre répliquèrent presque immédiatement à coups de grenades lacrymogènes et de matraque. Bilan

Cette première victoire, qui portait l'empreinte du général Zaki Badr, ministre de l'Intérieur et ancien gouverneur de la province d'Assiout, allait être suivie par de nouvelles opérations anti-islamistes. Mi-octobre, le ministre de l'Intérieur annonçait que « trois groupes de saboteurs extrémistes » avaient été arrêtés à Assiout. Selon le général Badr, les islamistes arrêtés avaient incendié plusieurs magasins de location de films vidéo et projetaient de prendre par la force la radio locale.

Quelques jours plus tard, un autre groupe d'islamistes était appréhendé au Caire, toujours pour l'incendie de magasins de location de films vidéo. Dans une conférence donnée la semaine dernière aux professeurs et étudiants de l'université d'Assiout, le ministre de l'Intérieur a affirmé qu'il frappait « d'une main de fer la minorité extrémiste de saboteurs » et a accusé les maximalistes musulmans d'être financés par l'étranger.

## Une campagne de presse

Selon l'hebdomadaire d'opposition *El Wajd*, le ministre visitait l'Arabie saoudite, ce qui démentait implicitement, deux jours plus tard, le général Badr qui affirmait qu'une coordination policière existait entre l'Égypte et les pays arabes, dont l'Arabie saoudite.

Toujours dans ce même cadre, la police arrêtait au Caire un des hauts responsables des *gamaat islamiya* de l'université d'Assiout, sur l'accusation d'avoir tenté d'envoyer à ses complices un colis postal contenant des tracts attaquant le régime ainsi qu'un explosif. Le vendredi 31 octobre, les islamistes d'Assiout réagissaient en tentant de reprendre le contrôle de la mosquée El Gamaa El Charaya, qui, tant récemment encore, contenait leur lieu de rassemblement. Les forces de l'ordre répliquèrent presque immédiatement à coups de grenades lacrymogènes et de matraque. Bilan

Après l'expulsion d'infirmières britanniques d'Arabie saoudite  
Londres redoute une nouvelle détérioration de ses relations avec Ryad

LONDRES  
de notre correspondant

Vingt-trois infirmières britanniques employées des hôpitaux saoudiens sont arrivées à Londres, lundi 3 novembre, après avoir été expulsées, ou à la suite d'une annulation subite de leur contrat de travail. Selon le Foreign Office, huit autres personnes devraient rentrer en Grande-Bretagne au cours des prochains jours pour les mêmes raisons. Toutes ont été accusées par les autorités saoudiennes d'avoir enfreint l'interdiction de la consommation de boissons alcoolisées.

Trois femmes britanniques sont actuellement incarcérées à Ryad parce que, selon la police locale, elles avaient fréquenté un appartement où a été découvert du matériel pour la fabrication d'alcool. Elles n'ont pas été inculpées et le Foreign Office estime qu'elles seront, elles aussi, expulsées.

## Ne pas provoquer la susceptibilité

Alors que cette affaire suscite une vive inquiétude à Londres, le gouvernement britannique préfère souligner qu'il faut se garder de spéculer sur la signification de ces mesures. Le Foreign Office a fait savoir que cela ne devrait pas affecter la visite officielle que le prince et la princesse de Galles doivent effectuer en Arabie saoudite à partir de la semaine prochaine. Mais un porte-parole a reconnu que le nombre et le moment de ces sanctions étaient surprenants. Dans les milieux parlementaires de Westminster, on ne manque pas de faire un rapprochement avec l'embarras causé au Foreign Office, au début du mois d'octobre, par la divulgation d'un document confidentiel rédigé par l'ancien ambassadeur de Grande-Bretagne en Arabie saoudite, Sir James Craig.

Celui-ci, juste avant de prendre sa retraite en 1984, avait remis au secrétaire au Foreign Office un rapport de fin de mission dans lequel, sur un ton peu diplomatique, il critiquait sévèrement le fonctionnement de la société et de l'administration saoudiennes. Apprenant que l'hebdomadaire *New Statesman* était en

## Correspondance

## Une mise au point de l'ambassadeur d'Irak

À la suite de la publication dans le Monde daté du 13 octobre d'un article de Jean Guéyras, « Des libertés dans le régime irakien », nous avons reçu de M. Mohammed S. El Mashat, ambassadeur d'Irak, une lettre dont nous publions ci-dessous les principaux passages :

M. Guéyras fait état d'une « sédition larvée » qui se serait instaurée dans le village de Tikrit. Comme les rêves de nos adversaires ne se sont pas réalisés et que le peuple irakien reste remarquablement uni, voici qu'on imagine des querelles dans le village natal du président Saddam Hussein. Quant à M. Omar Hazzak, qui était commandant militaire de Bagdad en 1969, il ne joue effectivement plus aucun rôle dans l'armée dans la mesure où il a été démis de ses fonctions à l'âge de la retraite. Une rumeur qu'il vit paisiblement dans sa maison qui n'a jamais été rasée.

De même, les rumeurs sur la disparition de M. Naim Haddad sont sans fondement. Si celui-ci n'a pas été réintégré au commandement régional du Parti Baas, il continue à militer au sein du Baas, où il est normal que s'exerce un certain nombre de rotations dans les postes dirigeants.

Pour le reste, personne en Irak n'a jamais évoqué l'idée d'un remplacement du président Saddam Hussein ; il incarne l'unité nationale et le salut public.

Il est extravagant de parler de « tiraillement au sein de l'armée ». Si l'Irak a pu résister à plus de six ans de guerre, c'est dans la mesure où l'armée irakienne s'est montrée exemplaire, unie et motivée.

Enfin M. Guéyras fait état d'une « mobilisation impopulaire ». Certes, à l'exception des hommes qui régnaient à Téhéran, personne n'aime la guerre. Mais le peuple irakien la supporte dignement et chacun fait son devoir parce que c'est une question de survie collective et nationale.

● IRAN : 98 morts dans l'accident d'un avion militaire. — Les 98 passagers de l'avion militaire iranien C-130 qui s'est écrasé le dimanche 2 novembre près de Zahedan, dans la province frontalière du Balouchistan-Sistan (sud-est de l'Irak), sont tous morts dans l'accident, a rapporté, lundi, l'agence iranienne Irm. L'avion, qui transportait 91 soldats de la 88<sup>e</sup> division blindée et 7 membres d'équipage, a été victime d'une défaillance technique, selon l'Irm. — (AFP.)

● IRAN : nouvelles exécutions de Moudjahidines. — Vingt-huit membres de l'organisation des Moudjahidines du peuple d'Irak auraient été passés par les armes à l'occasion d'une nouvelle vague de répression politique, affirme, lundi 3 novembre, un communiqué du bureau de presse de ce mouvement à Paris.

L'organisation des Moudjahidines se livre à cette nouvelle vague de répression avec l'arrivée à Bagdad de son chef, Massoud Radjavi. — (AFP.)

## Amériques

## Le scrutin du 4 novembre aux États-Unis

## La « dernière campagne » de Ronald Reagan

WASHINGTON  
de notre correspondant

C'est bel et bien la dernière fois qu'on a vu Ronald Reagan se battre pour lui-même, sillonnant l'Amérique dans l'avion présidentiel, entouré de ses collaborateurs à la fibre dévise : « Laissez Reagan être Reagan », et poursuivi par la fine fleur de la presse américaine en état de dépression avancée.

C'était la fin d'une époque. Une époque qu'on n'oubliera pas de sitôt tant elle laissera les historiens perplexes. L'Amérique était « de retour », mais il lui n'a fallu presque une semaine pour s'assurer le contrôle militaire de la Grenade. L'Amérique était « dressée de toute sa hauteur », mais quelques sanglants attentats terroristes suffisaient pour la chasser du Liban.

L'Amérique avait retrouvé la confiance des investisseurs, mais sa dette publique avait doublé en cinq ans et ses déficits commerciaux et budgétaires avaient dépassé la cote d'alerte. L'Amérique prêchait au monde la rigueur, mais finissait sa relance économique à crédit. L'Amérique remettait à la mode le marché contre l'État, mais tirait gloire d'une croissance qui n'était jamais été exemplaire sans l'explosion des commandes militaires.

L'Amérique religieuse, conservatrice et puritaine allait chercher à Hollywood un président divorcé, qui ne se souciait pas même d'afficher une foi religieuse ou une intense vie de famille. L'Amérique aimait tant ce président qu'il n'avait qu'à déserter que l'échec était un succès pour qu'aussitôt bondisse sa popularité et

que l'on crût, et les idées de Reagan ont redonné à l'Amérique une adolescence en laquelle le monde et elle-même ont vu une nouvelle vigueur.

C'était une époque qui insultait la logique et ovationnait l'artifice, mais une époque salutaire pourtant, car elle a laissé voir que l'Amérique et les démocraties occidentales ne pouvaient plus, quarante ans après, continuer à vivre sur leurs consensus politiques et sociaux de l'après-guerre.

L'attaque frontale contre l'État-providence a été massivement approuvée, car l'idée qu'on puisse résoudre toutes les difficultés sociales à coups de fonds gouvernementaux était épuisée depuis bien longtemps. L'abaissement du rôle des syndicats s'est fait sans vagues, car ils étaient déjà affaiblis, rompus par leur triomphe et barricadés dans des bastions industriels à cotés desquels passait l'économie nant que le chômage et les restructurations n'y imposent l'abandon des avantages acquis.

## Des valeurs à défendre

La glorification simpliste et nationaliste de l'Amérique a enthousiasmé, car, à force d'avoir cru à leurs fantômes, les nations démocratiques se sont souvent qu'elles avaient aussi des valeurs dignes d'être défendues. L'apologie de l'esprit d'entreprise a pu faire oublier que les entrepreneurs n'étaient pas par définition des humanistes, car les années 70 avaient fait réaliser que le monde sorti de la guerre n'était pas un monde fini et qu'il fallait, pour répondre aux nouveaux défis, sortir de ses confort.

Les idées simples ont plu, car c'est sur elles que l'on mobilise et

que l'on crée, et les idées de Reagan ont redonné à l'Amérique une adolescence en laquelle le monde et elle-même ont vu une nouvelle vigueur. Maintenant vient l'heure de la vérité — celle des choix, des décisions et des sacrifices. Les candidats de demain devront parler à la « raison plus qu'à la peur », de réalités plutôt que de rêves, de programmes et non plus des défauts de M. Carter.

Ce sera difficile, et l'on ne reverra plus de sitôt un vieux monsieur si charmant emporter dans une joie évidente la joie de ses auditeurs avec les ficelles qui font adorer les grands spectacles. Ces ballons bleus par milliers, ces bannières étalées, ces blagues répétées d'étape en étape entre les deux mêmes phrases des mêmes discours, ces moments d'émotion qui arrivent toujours aux mêmes moments, ces mots creux si bien dits, on les regrettera.

On les regrette déjà, et une émotion, vraie, est passée lorsque ce transformateur d'eau en vin a terminé sa dernière campagne électorale, lundi soir, dans cette Californie où avait commencé une carrière à laquelle il ne pen de gens avaient cru. Il dit, et c'est la fin de son propos : « Qui sait, peut-être dans de nombreuses années, l'un de vos enfants ou de vos petits-enfants vous interrogera sur ce jour de novembre où un certain Reagan était venu ici pour sa dernière campagne... Espérez que vous lui direz ce mot non que ce n'est pas vrai, qu'il n'y a pas en fait de dernière, d'ultime campagne, que chaque génération doit renouveler et reconquérir pour elle-même ce don précieux : l'héritage sacré de la liberté. »

BERNARD GUETTA.

## Les « midterm elections » : une échéance redoutée

Les campagnes électorales sont pour Ronald Reagan un bain de jouvence. Dans les deux mois qui ont précédé la consultation du mardi 4 novembre, le plus âgé des présidents que l'Amérique ait jamais eus a parcouru 40 000 kilomètres, « sillonné » une vingtaine d'États, Fuyant Washington et ses traces quotidiennes, il est allé vers ceux qu'il appelle familièrement les « vrais Américains ».

Pour un homme aussi sensible aux humeurs de l'opinion, il importait de prendre le pouls du pays, la grande question étant de savoir si, pour reprendre une formule consacrée, le corps électoral était en prise à une fureur « démangeaison » au, par conséquent, l'objet d'un simple « frémissement ».

Les « midterm elections » sont en effet généralement une épreuve pour le parti de l'homme qui occupe la Maison Blanche, surtout celles qui se tiennent au bout de six ans de l'exercice du pouvoir par ce parti. Depuis 1860, ce cas de figure s'est présenté huit fois : quatre fois dans la période allant de 1868 à 1926 et quatre autres fois plus récemment, en 1938 sous Franklin Roosevelt, en 1958 sous Eisenhower, puis en 1966 et en 1974 respectivement sous les présidents Johnson et Ford.

Pour s'en tenir à ces derniers exemples, le parti du président, à chacune de ces élections, essaya de lourds revers. La perte de sièges à la Chambre des représentants ne fut jamais inférieure à 47. Elle atteignit le record de 71 en 1938. Au Sénat, où les variations sont moins amples, les pertes furent quand même sensibles

allant de 4 à 13 sièges sur un total ne dépassant pas, en tout état de cause, 100 sénateurs.

Sur les huit consultations mentionnées plus haut, une seule a permis au parti du président de recueillir au Congrès légèrement plus de « votes » qu'il n'en avait perdus en 1902. Cette année-là, à l'époque, le nombre des membres de la Chambre des représentants avait été augmenté, et tout le monde y avait trouvé son compte.

## Une situation exceptionnelle

C'est donc à juste titre que ces « élections de la sixième année » sont redoutées par le parti au pouvoir. Les échecs régulièrement subis par le parti présidentiel dans ces consultations doivent toutefois être relativisés : depuis que le Sénat est élu au suffrage universel — cela remonte à 1914, jamais, à une exception près, une défaite n'a conduit à une perte du contrôle de la Chambre haute par le président en place.

L'exception se situe en 1918, du temps du président démocrate Woodrow Wilson : la bataille perdue par Wilson donna, à ses adversaires républicains la majorité, ce qui ne devait pas être sans conséquences pour la suite, notamment sur le sort du traité de paix, finalement rejeté par le Sénat en mars 1920.

Dans les autres cas, le résultat de l'élection fut sans effet sur le rapport de forces existant au Congrès : soit que la majorité présidentielle fût suffisamment importante, comme en 1938 sous

Roosevelt, pour supporter sans dommage un serrage de ses troupes, soit que le Congrès, comme en 1958 et en 1974 sous les républicains Eisenhower et Ford, fut déjà aux mains de leurs rivaux démocrates.

En ce sens, la situation dont bénéficie M. Reagan depuis 1980 est plutôt exceptionnelle : l'ancien gouverneur de Californie a réussi la performance de conserver depuis six ans la majorité qu'il avait conquise en 1980 au Sénat, mettant fin à près d'un quart de siècle de domination démocrate. Ses prédécesseurs républicains qui ont occupé la Maison Blanche depuis la fin de la dernière guerre eurent moins de chance. Réélu en 1956 avec un bon score (57 % des suffrages), Eisenhower n'eut qu'à concéder la perte du Congrès deux ans plus tôt, une tendance qui ne devait que s'aggraver par la suite. Malgré ses succès personnels en 1968 et en 1972, M. Nixon connut le même sort.

Si étonnant que cela puisse paraître à un esprit français, habitué à ce que majorité parlementaire et majorité présidentielle coïncident — la cohabitation en vigueur depuis mars dernier, à cet égard, est déconcertante — une telle situation, aux États-Unis, n'est pas évidente. Ainsi, dans l'hypothèse où M. Reagan, dont le parti est déjà minoritaire à la Chambre (et il le restera), viendrait à perdre le Sénat, il ne serait pas le premier, loin s'en faut, à affronter une telle adversité. Pour s'en tenir à la période d'après-guerre, Eisenhower, Nixon et Gerald Ford se sont trouvés avant lui dans des situations similaires.

MANUEL LUCBERT.

## A TRAVERS LE MONDE

## Afghanistan

## Réaction chinoise négative au retrait soviétique

Le *Quotidien du peuple*, organe du Parti communiste chinois, a déclaré, dimanche 2 novembre, le récent retrait partiel de forces soviétiques d'Afghanistan comme une manœuvre destinée à dissimuler un renforcement militaire et à « tromper l'opinion publique internationale ». Il s'agit de la première réaction officielle chinoise au retrait opéré par Moscou en octobre, à grand renfort de publicité. Le journal a rapporté l'existence chinoise d'un retrait total des forces soviétiques engagées en Afghanistan. — (AFP.)

## Corée du Sud

## Persistance de la tension

L'une des personnalités les plus connues de l'opposition au régime sud-coréen, le révérend méthodiste Moon Il Hwan, a été condamné, mardi 4 novembre, à trois ans de prison pour avoir organisé, en juin, une manifestation antigouvernementale. D'autre part, un officier de la police a été condamné, dimanche 2 novembre, à plus de mille heures de travail social à la suite des manifestations qui se sont déroulées la semaine dernière à Séoul. Le veille, plus d'un millier d'étudiants avaient encore manifesté de la capitale pour protester contre l'assaut donné vendredi 31 octobre par les forces de l'ordre à l'université de Konkuk. — (AFP, Reuters.)

## Pakistan

## Les incidents intercommunautaires à Karachi

Une quatrième journée de violence entre ethnies rivales à Karachi, lundi 3 novembre, a porté le bilan des incidents à quarante-quatre morts et trois cents blessés depuis vendredi dans cette seule ville, selon la police. L'armée est intervenue à nouveau pour séparer les émeutiers pathans et la population locale, mais une bataille rangée s'est ensuivie, durant laquelle les soldats ont ouvert le feu. Huit morts ont été dénombrés, mais, selon l'armée, une seule de ces victimes a été tuée par les forces de l'ordre (le Monde du 4 novembre). — (AP.)

مكتبة الشارقة



مکان المثل

## Amériques

Contrebande, bavures policières, enlèvements

### Les limites de la liberté retrouvée en Haïti

PORT-AU-PRINCE  
de notre envoyé spécial

La liberté n'est toujours son symbole; nous nous en souvenons, après le départ de Jean-Claude Duvalier, mais, au fond, peu de choses ont changé. Le seul événement, c'est que, pour la première fois dans notre histoire depuis 1804, un homme providentiel ne s'est pas encore imposé. Mais les gens mesurent toujours de loin et les colloques ne changent rien.

Après les reproches de «sui-visme» faits au CNG (Conseil national de gouvernement) dans les premiers mois, alors que sa popularité était certaine, ce sont des accusations de «faiblesse» qui sont formulées aujourd'hui. Clandine Auguste, agronome, explique que «le peuple ici, ce sont les paysans, et pourtant le grand commerce est encore la principale force; il est menagé et organisé en contrebande».

A Gonâves, à 150 kilomètres au nord de la capitale, les quais étaient autrefois déserts. Dimanche, plus d'une dizaine de petits cargos se pressent le long de l'unique jetée, et deux autres bateaux sont en mouillage faute de place. Des jeunes déchargent des sacs de riz et de vêtements en provenance de Miami. Des cargos transportent des radios, des appareils électroménagers, pour le plus grand profit de leurs propriétaires. «Souvent, des commerçants de la ville», affirme le sous-directeur du port, Vladimir Demesier.

Ces coques rouillées sur lesquelles flotte le plus souvent le pavillon hondurien font-elles partie de ce réseau de contrebande qui s'est développé dans les nombreux ports de l'île? «Pas du tout», répond le sous-directeur, ce sont des messages; d'ailleurs, les douanes sont là.

L'un des inspecteurs, Jean-François Blasson, explique que «seuls les produits de première nécessité sont débarqués. Les voitures et les appareils appartenant, eux, à des particuliers».

L'activité du port a quadruplé depuis huit mois aux Gonâves, selon M. Demesier. Et les petits commerçants de la capitale ont adressé une lettre au CNG, dénonçant ces «pratiques». Dans les plaines de l'Artibonite (le centre du pays), les paysans qui cultivent les céréales arrêtent les camions pour répandre «ce riz qui nous empêche de vendre le nôtre».

Même le ministre de l'économie et des finances, M. Leslie Delatour, affirme: «Il n'est pas question de laisser pousser cette situation, et des mesures vont être prises», mais le message passe mal.

Mais la faiblesse du CNG, dit-on dans les milieux politiques, concerne aussi les membres de l'ancien régime. Deux tortionnaires notables, Frank Romain et le colonel Jean Walme, ont été libérés sans même être jugés. Pas une seule procédure judiciaire n'a été engagée contre les profiteurs de l'ancien régime.

M. Luna Hassard, ancienne propriétaire de l'hôtel La Villa créole, assure que «les duvalistiens se réunissent régulièrement. Même si l'on sait qu'un rétablissement est improbable, c'est inquiétant».

#### Les maotons toujours...

D'autres sources concordantes font état d'un regroupement d'anciens maotons dans la plaine de Port-au-Prince, à Santo, où ils suivraient un entraînement militaire. Des affirmations qui sont corroborées par certains faits troublants: plusieurs hold-up ont ainsi été perpétrés depuis quelque temps par des individus en uniforme; des hommes publics font actuellement l'objet de menaces téléphoniques, comme Hubert de Romerosy, président du Parti démocrate-chrétien, ou le journaliste Jean Dominique.

On commente avec inquiétude une «bavure» mystérieuse. Un membre de la mission d'alphabétisation a disparu depuis la mi-septembre, après une descente de police dans la cité Soleil, à la suite d'une attaque. Depuis, personne n'a en de nouvelles de Chariot Jacquelin et le CNG reste muet sur cette affaire, qui embarrasse par ailleurs beaucoup les membres du cabinet.

«Il y a», dit Marc Bazin, président du MIDH (Mouvement pour l'instauration de la démocratie), «collusion entre les coupables et le gouvernement. Ce dernier n'est pas un rassemblement de civils désarmés, mais de militaires spécialisés du maintien de l'ordre; c'est un mauvais signe».

L'hypothèse la plus communément admise est celle d'un passage à tabac ayant entraîné le mort de

Chariot Jacquelin. Mais cette disparition inquiète. «Elle vient renforcer l'impression», dit Georges Turrier, l'un des nimateurs du café-concert Le Batofon, «des maotons, qui opèrent ouvertement, agissent toujours aujourd'hui, mais dans le secret».

L'Eglise, par la voix du président de la conférence épiscopale, Mgr Goyot, a réagi, en vain, des explications sur cette affaire.

Dans ce contexte, la liberté semble avoir trouvé ses limites. Les élections à l'Assemblée constituante sont passées totalement inaperçues. Avec un taux de participation avoisinant les 5%, les premières élections en Haïti depuis trente ans n'ont pas soulevé l'enthousiasme. C'était un pari ambitieux dont tout le monde — CNG, partis politiques et électeurs — s'est en fait désintéressé. Pour Daniel Henrys, secrétaire général de l'AMH (Association médicale haïtienne), qui sillonne comme médecin rural les campagnes de l'île, «il fallait expliquer une élection peu compréhensible. Dans plusieurs villages, les gens pensaient qu'il s'agissait d'être leur maître».

Une critique que l'on admet au ministère de l'Information, où l'on précise toutefois que «si les élections ont été précipitées, on n'a pas transporté les gens en camion, comme dans le passé». «La difficulté», dit Mgr Roméo, «n'est pas la mission même du CNG; il hérite d'un lourd passé et doit assurer une transition démocratique. Les bases de ce passage sont bonnes, mais la population attend surtout une réponse aux problèmes sociaux du pays».

La fragilité de son assise semble être perçue au sein même du CNG. Le général Namphy, lors de la messe pour la paix dite par le nonce en la cathédrale de Port-au-Prince, est arrivé précédé d'une nombreuse escorte. De la dizaine de voitures sont sortis des soldats armés de mitraillette, l'encadrant et pénétrant armés au sein même de l'église. Autant de signes inquiétants, disent certains dirigeants politiques en privé, «même si le CNG reste une des meilleures garanties de l'évolution démocratique».

DENIS HAUTIN-GURAUT.

#### NICARAGUA

### L'Assemblée générale de l'ONU demande aux Etats-Unis de respecter le jugement de la Cour de La Haye

NEW-YORK  
de notre correspondant

Par quatre-vingt-quatorze voix pour, trois voix contre et quarante-sept abstentions, l'Assemblée générale des Nations unies a voté, lundi 3 novembre, une résolution demandant «instamment» aux Etats-Unis de respecter le jugement rendu le 27 juin 1986 par la Cour internationale de La Haye sur le conflit qui oppose ce pays au Nicaragua. Introduit par les amis de ce dernier, la résolution reprend les arguments déjà développés, à trois reprises en quatre mois, devant le Conseil de sécurité, où les Etats-Unis avaient, chaque fois, utilisé leur droit de veto.

Le jugement de La Haye, rendu à la demande du Nicaragua, après vingt-six mois de délibérations, comporte une condamnation sans équivoque de certains aspects de la politique des Etats-Unis, notamment du minage des ports nicaraguayens, de l'embargo commercial et de l'aide aux agents secrets agissant contre le régime de Managua. «Les Etats-Unis sont coupables de vouloir influencer le régime intérieur d'un pays souverain qui a procédé à des élections internationalement contrôlées», estiment les juges. Vont défendre personnellement sa cause devant le Conseil de sécurité, le président Daniel Ortega avait, en août dernier, demandé que l'ONU «fasse respecter la loi, car, sans le respect, il n'y a pas de loi».

Les Etats-Unis, qui ne reconnaissent pas la juridiction de la Cour internationale en Amérique centrale, font une critique essentiellement politique des attitudes de La Haye: le régime nicaraguayen opprime son peuple, emprisonne et exile les opposants

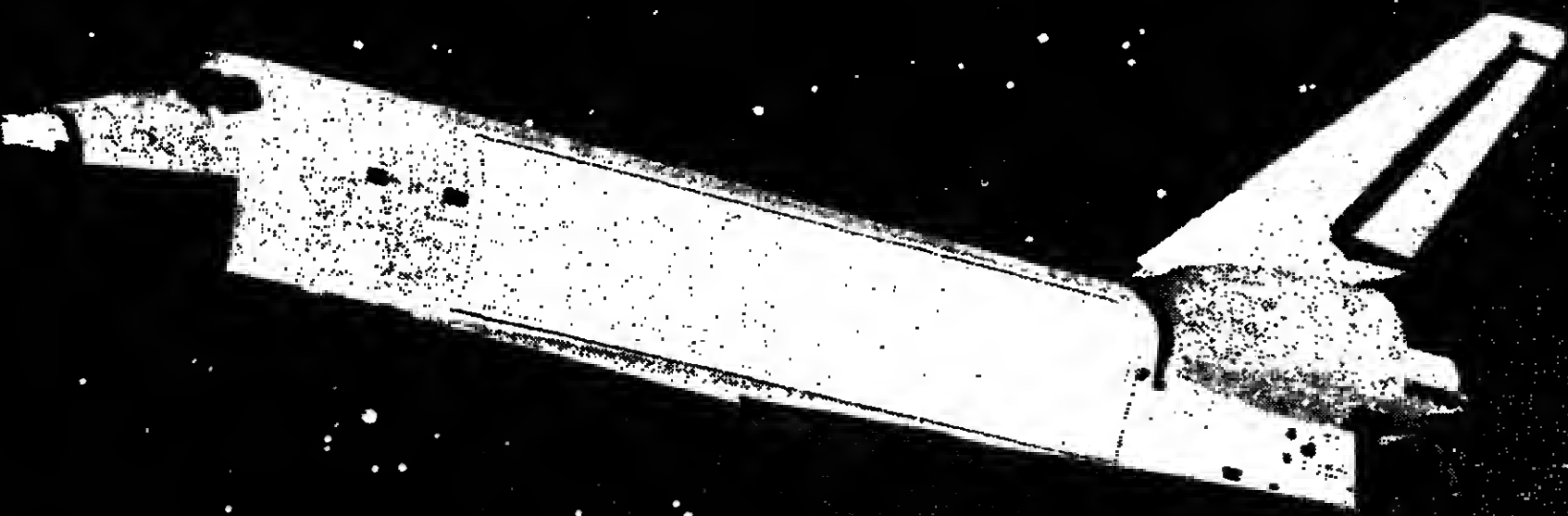
et bâillonne la presse, estime le représentant américain à l'ONU, M. Vernon Walters. «Le gouvernement du Nicaragua aurait mieux fait de remarquer que la Cour ne considère pas l'opposition armée comme inféodée aux Etats-Unis, mais comme un mouvement démocratique indépendant», a-t-il déclaré.

Le vote de la résolution n'a pas donné lieu à un débat politique. En réalité, il s'agissait d'accorder un soutien à la Cour internationale, organisme créé par l'ONU. C'est d'ailleurs l'explication du très grand nombre d'abstentions, dont celles de la France et de l'ensemble du bloc occidental (seuls El Salvador et Israël ont voté, avec les Etats-Unis, contre le texte). Comme la France, beaucoup de pays craignent qu'une Cour internationale puissante et sûre d'elle ne leur pose, un jour, des problèmes de souveraineté.

CHARLES LESCAUT.

● Eugène Hasenfus revient sur sa démission de la CIA. — Le pilote américain Eugène Hasenfus, actuellement jugé au Nicaragua, est revenu dimanche 2 novembre sur les propos par lesquels il avait accusé deux Américano-Cubains chargés de superviser des opérations de livraison de matériel militaire aux rebelles antisandinistes d'avoir été des agents de la CIA, et l'un d'eux un ami du vice-président américain George Bush. Il a cependant reconnu devant le tribunal populaire avoir livré des armes aux rebelles opposés au gouvernement de Managua, comme il l'avait déjà avoué en marge de son procès. «J'ai dit que Max Gomez et Ramon Medina travaillaient pour la CIA et que Max Gomez était un ami personnel de George Bush. Je tenais cela de Bill Cooper et d'autres pilotes. Mais je n'en avais aucune connaissance directe», a dit Hasenfus. — (Reuters).

## Quand l'espace sera à vendre, nous aurons toujours les meilleurs emplacements.



Chez Horizons Media, notre volume d'achat d'espace est très important. Cela ne nous empêche pas de regarder sa qualité dans le détail. Nous estimons la valeur de chaque emplacement pour chaque média et nous pratiquons systématiquement analyses et bilans, annoncés par annonce, campagne par campagne. Cette méthode nous permet d'acheter des «produits espace» d'une

qualité exceptionnelle. Et bien sûr, si la recherche du meilleur emplacement est une de nos premières fonctions, nous estimons également de notre devoir de vous le facturer au prix le plus juste. Bref! Quand vous vous lancez dans l'espace avec Horizons Media, vous avez de fortes chances de décrocher la Lune. Quel que soit le montant de votre budget.

Contactez Max Nidham - Horizons Media, 22, rue Jamin 75018 Paris. Tél. 46.47.97.88.

**HORIZONS MEDIA**

Les conquérants de l'espace.



## Diplomatie

## La conférence sur la coopération et la sécurité en Europe

# Rendre la maison européenne habitable

Un article commun des ministres allemand et français des affaires étrangères

par  
Hans Dietrich Genscher  
et Jean-Bernard Raimond

Les rapports de la France et de l'Allemagne sont aujourd'hui à ce point exemplaires que leurs ministres des affaires étrangères peuvent, sans surprise, exprimer ensemble leur opinion sur un thème qui est au centre des intérêts des deux pays.

La France et l'Allemagne ont en une grande part dans la naissance de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) : il n'est que d'évoquer la formule « de l'Atlantique à l'Oural », forgée par le général de Gaulle, ou l'entreprise menée avec persévérance et lucidité par la RFA vers la normalisation de ses relations avec ses voisins de l'Europe centrale et orientale et avec l'URSS, alors qu'étaient confirmés le statut quadripartite de Berlin et la composante nord-américaine de la sécurité, ce qui a ouvert la voie d'Helsinki.

Étroitement unis à leurs partenaires dans la coopération européenne, qui a si souvent joué un rôle moteur dans les réunions de la CSCE, membres de l'alliance atlantique, nos deux pays s'efforcent ensemble de faire avancer la CSCE. D'une seule voix, ils disent leurs grands objectifs communs : préserver notre liberté, revenir à l'unité du continent européen par un processus à long terme.

L'Acte final du 1<sup>er</sup> août 1975 a entamé un processus tendant à renforcer la sécurité en Europe par des mesures de confiance, à associer les intérêts des États au progrès économique, scientifique et technique par le développement de la coopération, à affirmer la conscience d'une identité européenne, dans l'intérêt des hommes qui vivent sur ce continent, par des contacts entre les personnes ainsi que par des échanges culturels et des échanges d'information.

La CSCE vise par un effort de tous les États, grands et petits, à surmonter l'antagonisme Est-Ouest

dans le respect du droit de chacun de déterminer librement son système politique, social, économique et culturel conformément aux choix de sa population. Aussi contribue-t-elle à l'instauration de relations plus normales entre les pays et les peuples européens. On ne saurait, en effet, réduire la sécurité en Europe à la seule dimension Est-Ouest ni la tenir pour un appendice de la sécurité définie entre les deux grandes puissances ; elle concerne chacun des États, à preuve la participation des pays neutres ou non alignés, et elle dépend, bien entendu, aussi de la contribution que lui apporte la présence en Europe des États-Unis et du Canada.

## Un double postulat

Le processus de la CSCE repose sur un double postulat : l'amélioration des relations entre États doit s'exercer au service de l'homme ; les relations entre États ne peuvent durablement s'améliorer que si les droits de l'homme sont partout respectés. Il appartiendra à la réunion qui s'ouvrira à Vienne d'évaluer les résultats de processus engagés à Helsinki : respect des engagements déjà souscrits, mais aussi mise en œuvre équilibrée de toutes les parties de l'Acte final : la sécurité, la coopération dans le domaine économique, mais aussi la dimension humaine, c'est-à-dire les droits de l'homme et les contacts entre les personnes.

Le résultat atteint à la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe marque une étape importante. Au-delà de l'Acte final, il stipule notamment un abaissement des seuils de notification des manœuvres, la possibilité d'exiger des inspections sur place, l'obligation d'établir un calendrier annuel des activités militaires. Depuis Helsinki, c'est le premier accord sur la sécurité en Europe. Cela met en évidence la vitalité du

processus de la CSCE et démontre la possibilité de parvenir dans ce cadre à des accords de désarmement substantiels.

Ce succès, qui fait bien augurer la réunion de Vienne, est dû largement à l'action concertée de nos deux pays ; la cohésion de l'alliance atlantique a, d'autre part, fait une nouvelle fois ses preuves. Il reviendra à la conférence de Vienne de décider si une nouvelle phase doit être envisagée.

Pourtant, selon l'Acte final d'Helsinki, la sécurité en Europe ne se réduit pas à la dimension militaire. Elle se situe d'abord dans une dimension politique, codifiée dans « les principes régissant les relations mutuelles des États participants ».

Certains de ces principes prennent acte de la configuration territoriale héritée de la fin des hostilités (inviolabilité des frontières, intégrité territoriale) sans figer la situation ni sanctionner le *status quo* en Europe, ainsi que le montrent par exemple les références, dans le Principe I, à la possibilité de modifier les frontières, conformément au droit international, par des moyens pacifiques ; et, dans le Principe VIII, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui offrent non seulement au peuple allemand, mais à tous les peuples des possibilités d'agir sur leur avenir.

C'est sur le terrain des droits de l'homme que l'Acte final se différencie le plus d'autres instruments diplomatiques de portée universelle, en reconnaissant que le statut des personnes constitue, tout autant que les relations entre États, une partie intégrante de la sécurité en Europe. Par là, les trente-cinq pays se sont créés une obligation en même temps qu'ils soulevaient une immense espérance chez les peuples et les individus. Elle a été souvent déçue.

Les réunions qui se sont tenues à ce sujet ne sont pas parvenues à des résultats agréés, mais elles ont montré que l'on ne peut faire obstacle à un débat sur le respect des droits de

l'homme dans tous les pays participants en invoquant le principe de la souveraineté nationale. Ne renonçons donc pas à nos efforts. Au reste, c'est par l'accumulation de pas successifs que seront améliorées les conditions de vie de toutes les personnes.

## La deuxième corbeille

La deuxième corbeille, qui a trait à la coopération économique, n'est pas, comme l'avancent certains, le parent pauvre de la CSCE. L'examen de sa mise en œuvre à Vienne montrera que des progrès réels ont été faits. Sait-on que, depuis la signature de l'Acte final d'Helsinki, les échanges Est-Ouest ont presque doublé ? Il est vrai que, pendant ce temps, le déséquilibre au détriment des pays à économie de marché s'est accru.

Les variations que connaît l'économie mondiale ne sont pas seules en cause, et les résultats globaux pourraient être bien meilleurs si les recommandations très concrètes d'Helsinki et de Madrid avaient été appliquées, notamment à la transparence des données économiques, à l'amélioration des conditions de travail des hommes d'affaires étrangers, aux contacts directs entre les entreprises, au suivi des marchés, au rôle des petites et moyennes entreprises. Des efforts devront aussi être poursuivis pour tenter de surmonter certains obstacles structurels (troc, non-convertibilité des monnaies) qui limitent les possibilités de développement des échanges.

De même, le progrès de la confiance entre les États et celui de la circulation des idées et des hommes sont-ils les meilleurs moyens de favoriser la diffusion des connaissances et des techniques. La coopération en ce domaine mérite d'être développée à condition, bien entendu, que soit reconnue la protection légitime due à l'innovation technique et aux intérêts de

sécurité de chaque État. Quant à la préservation de l'environnement, c'est là, naturellement, un vaste champ ouvert à la coopération.

La « dimension humaine » des relations intra-européennes trouve dans la troisième corbeille son expression concrète. L'Acte final prévoit, souvent de façon détaillée, les moyens d'étendre les contacts entre les personnes, ainsi que dans les domaines de l'information, de la culture et de l'éducation. Le document de clôture de Madrid contenait des améliorations pour la réunion des familles, les mariages mixtes, l'émigration, voire les conditions de travail des correspondants de presse étrangers.

Dans la pratique, on a pu constater des progrès dans certains domaines (visites, liaisons téléphoniques). Mais beaucoup reste encore à faire pour traduire dans les faits les textes d'Helsinki et de Madrid. Il faut que soient supprimés les obstacles à l'intensification des contacts entre les hommes, à la réunion des familles et au franchissement des frontières. Les propositions constructives formulées à cet égard à la réunion de Berne devront être reprises à Vienne.

## Le domaine de la culture

Dans le domaine de la culture, il conviendra de puiser dans le réservoir formé par les idées exprimées au forum de Budapest. Dès à présent, il nous faut relever ensemble le défi des nouvelles technologies de télécommunications, par exemple, les satellites de télévision. Ne devons-nous pas aussi donner aux intellectuels l'occasion d'intensifier le dialogue qui autrefois allait de soi entre tous les peuples de l'Europe ? Nous poursuivons nos efforts pour que soit reconnu le droit de chaque pays à ouvrir des instituts culturels dans les autres pays. De même apporterons-nous notre soutien à l'idée d'un forum des écrivains

en 1989, bicentenaire de la Révolution française.

En premier lieu, on devra conforter la crédibilité du processus de la CSCE par une approche large et équilibrée qui tienne compte des enchevêtrements de tous les domaines et de tous les problèmes sans recourir à une politique d'interdépendance artificielle. Rester crédible, c'est d'abord ne pas fuir, en s'abritant derrière des principes que l'on respecte moins dans les situations où cela arrange, le nécessaire examen contradictoire de ce qui a été fait et de ce qui reste à faire. Il est donc sans cesse à effectuer sans complaisance cet examen qu'attendent nos peuples à la mesure des espoirs qui leur ont été livrés.

Même si des insuffisances subsistent, la coopération doit être poursuivie et intensifiée dans d'autres domaines. Nous négligerions nos intérêts en renonçant à des progrès dans un domaine parce que le bilan demeure insatisfaisant dans d'autres. Des progrès doivent être accomplis là où ils sont possibles. Ils doivent trouver une traduction dans la vie quotidienne. A long terme, ils devront concerner tous les domaines couverts par l'Acte final et représenter un ensemble équilibré.

À Vienne, il ne peut être question de réviser l'Acte final, qui recèle d'importants potentiels encore inexploités. Si ses dispositions sont pleinement observées, de bonne foi, par tous les États participants, si la coopération dans de nombreux domaines est améliorée et approfondie, si de nouveaux champs lui sont ouverts, alors la maison européenne sera habitable, la sécurité de l'Europe confortée.

La CSCE est un moyen de créer la confiance. Elle doit aider les hommes à mieux se connaître et à mieux travailler ensemble. Elle doit permettre à l'Europe de retrouver l'unité qui doit être la sienne, par-delà les vicissitudes de l'histoire.

Et quand vous ne serez pas là pour alerter,  
qui le fera à votre place?

L'emballage.



Alerter, c'est attirer l'œil du consommateur quand il passe devant votre produit. C'est faire qu'il s'arrête, grâce à l'impact d'une couleur, d'une forme, d'un graphisme, d'un matériau, ou d'une nouveauté : nouvelle formule ou nouveau mode d'emploi. Alerter, c'est une des fonctions vitales de l'emballage.

Car l'emballage ne sert pas qu'à emballer. Bien conçu, bien réalisé, l'emballage sert aussi à informer (voici ce que je fais), à positionner (voici en quoi je suis différent), à séduire (aimez-moi). Et bien sûr à alerter (arrêtez-vous).

Pour que l'emballage puisse donner à votre produit toutes ses chances, confiez-le à des vrais professionnels de l'emballage. Eux seuls savent comment profiter au maximum de ce fantastique média qu'est l'emballage. Eux seuls sont au courant de toutes les nouveautés concernant les techniques, les matériaux, les machines.

Venez les rencontrer à Emballage 86 : avec eux, vous découvrirez que l'emballage a des tas de choses à dire. Surtout quand il s'agit de parler pour vos produits.

Du 13 au 20 novembre 1986  
(sauf le 16)

**EMBALLAGE 86**

27<sup>e</sup> Salon  
International de l'Emballage  
Parc des expositions,  
Paris-Nord/Villepinte

L'emballage a des tas de choses à dire.

مكتبة المجلد



هكنا من الدول

# Diplomatie

## réunie à Vienne

### Les Soviétiques font face aux questions de nombreux émigrés sur les droits de l'homme

Les autorités soviétiques devront se prononcer plus rapidement sur les demandes d'émigration ou d'immigration, aux termes d'un nouveau décret qui entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1987, a annoncé lundi 3 novembre un membre de la délégation soviétique à la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe (CSCE).

Un cours d'une conférence de presse, l'avocat soviétique Anatoli Motchvan a indiqué que les autorités soviétiques, à partir de l'an prochain, un mois, en règle générale, pour donner suite à nos demandes de visa de sortie ou d'installation en URSS. Dans certains « cas spéciaux », ce délai pourra être porté à six mois, alors que pour des personnes malades la décision devra être rendue en quelques jours, a-t-il dit. — (Reuters.)

VIENNE  
de notre envoyé spécial

L'Autriche se renferme : trente-cinq ministres des affaires étrangères à Vienne, cela fait chaud au cœur. Les organisations de défense des droits de l'homme occupent le terrain, multipliant les initiatives, tandis que les Soviétiques, arrivés en avance, en profitent pour limiter les dégâts avant de lancer la contre-offensive attendue, tant à propos des droits de l'homme que du désarmement. La veille d'armes de la troisième « conférence-bilan » de la CSCE, qui commence ce mardi 4 novembre, s'est déroulée de manière tout à fait classique.

Pour tous ceux qui veulent rappeler aux dirigeants occidentaux et aux opinions publiques l'importance primordiale du respect des libertés individuelles élémentaires, telles qu'elles sont mentionnées dans la troisième corbeille de l'Acte final d'Helsinki, c'est la mobilisation générale.

Plus de trente groupes de défense des droits de l'homme s'efforcent d'attirer l'attention par la voix de certains émigrés célèbres, comme Iouri Orlov, libéré d'URSS il y a moins d'un mois et qui a toutes les raisons d'être l'hôte d'honneur de cette conférence. Il a payé de sept ans de camps et de plusieurs années de réclusion en Sibirie la mise sur pied, en 1976 à Moscou, du premier groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, alors tout fraîchement signés.

Naturellement, on attire l'attention sur divers cas individuels parmi les plus douloureux, comme ceux, en URSS, d'Anatoli Marchenko et d'Alexandra Djoukova, en prison depuis des lustres. La Fédération internationale d'Helsinki pour les droits de l'homme a diffusé une brochure consacrée aux violations des droits de l'homme dans les pays de l'Est et en Turquie, tandis que d'autres, forts du soutien des pacifistes et de certains opposants d'Europe de l'Est, appellent à la réflexion, à « penser autrement », en Europe et non en termes de confrontation Est-Ouest. Dans le même temps, des émigrés des pays baltes, de Pologne et de Tchécoslovaquie s'attachaient à rappeler au monde l'injustice faite à leurs peuples par l'histoire, ou plutôt par son bras armé dans cette partie de l'Europe, c'est-à-dire l'URSS.

Précisément du côté soviétique, au lieu de se crispier dans une attitude méprisante et brutale, comme ce fut parfois le cas dans le passé, les porte-parole, en particulier M. Vladimir Lomtchov, ont voulu présenter un visage avenant, répondant poliment à ceux — parents de dissidents emprisonnés ou empêchés de quitter l'URSS — qui les interpellaient. La présence de M. Orlov tout comme l'arrivée à Vienne d'une juive soviétique autorisée à se rendre avec sa famille en Israël pour

que son frère puisse bénéficier d'une greffe osseuse sont autant d'indices qui pourraient laisser croire que les Soviétiques sont désormais plus souples. Mais pour les défenseurs des droits de l'homme et pour certains délégués occidentaux, ces quelques solutions ponctuelles ne changent rien au fond du problème. Le représentant américain à la conférence, M. Warren Zimmermann, a même estimé, chiffres à l'appui, que le respect des droits de l'homme avait sensiblement « régressé » en URSS.

#### Un entretien de M. Chevardnadze avec M. Waldheim

Sur un autre plan, les Soviétiques, et en particulier leur ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, n'ont pas manqué d'utiliser au maximum leur présence à Vienne. Activé nettement avant les Occidentaux, M. Chevardnadze a ainsi pu réunir, dès dimanche à l'ambassade d'URSS, tous ses partenaires du camp socialiste. Il devait rencontrer ce mardi matin, juste avant l'ouverture de la conférence, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe. Et la veille, il n'avait pas ménagé ses efforts pour faire preuve de la plus grande amabilité à l'égard du pays hôte, l'Autriche, en profitant pour rendre un hommage appuyé au rôle des autrichiens.

M. Chevardnadze a donc non seulement rencontré son homologue, M. Frankfurter, mais aussi le chancelier, M. Vranitzky, et surtout il a eu trois quarts d'heure d'entretien avec M. Kurt Waldheim, un homme que les Américains, eux, jugent désormais peu fréquentable et que M. George Shultz aurait l'intention d'éviter.

Le chef du département d'Etat pourra, en ce cas, invoquer, sans bien sûr convaincre personne, des raisons d'emploi du temps. Il n'arrive, en effet, à Vienne que mercredi matin, juste à temps pour prendre la parole devant la conférence, puis pour rencontrer M. Chevardnadze, pour la première fois depuis le sommet de Reykjavik. Dès ce moment, il est vraisemblable que la conférence de Vienne sera réduite à un simple décor pour le dialogue entre les représentants des Deux Grands.

JAN KRAUZE.

Un envoyé spécial du président Alfonsín à Paris. — Le secrétaire d'Etat aux relations extérieures argentin, M. Jorge Sábato, est arrivé à Paris dimanche 2 novembre pour expliquer aux autorités françaises la position de son pays dans le litige qui l'oppose à la Grande-Bretagne à propos des Malouines.

Il doit être reçu le 5 novembre par le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond. Il se rendra ensuite en Italie, aux Pays-Bas, en Belgique, en RFA, en Espagne et en Suisse.

# Afrique

## La situation politique et militaire au Mozambique

### M. Joaquim Chissano a été élu président de la République

Elu, lundi 3 novembre, nouveau président du Mozambique par le comité central du FRELIMO, M. Joaquim Chissano, ancien ministre des affaires étrangères, a réaffirmé l'orientation marxiste-léniniste du régime, en ajoutant cependant que le parti

devait tenir compte des « réalités politiques et économiques de la région ». Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pik Botha, a présenté « ses meilleurs vœux » au nouveau président mozambicain, félicité aussi par Washington. — (AFP.)

#### Un militant de la première heure

Dès la disparition du « camarade-président », la rue l'avait plébiscité. A la quasi-unanimité, les responsables mozambicains comme les observateurs étrangers pronostiquaient que, après Eduardo Mondlane, puis Samora Machel, Joaquim Chissano serait porté à la tête du FRELIMO. La personnalité et l'indépendance de ce père fondateur du FRELIMO rendaient sa désignation quasi inéluctable.

Né dans la province de Gaza le 22 octobre 1939, ce fils de paysan réussit à suivre des études primaires à Xai-Xai, puis secondaires au lycée de Lourenço-Markos. Là, très tôt, il s'engage dans la lutte anticoloniale. Adhèrent du « noyau des élèves africains du secondaire » — le qualificatif africain prend tout son poids dans un système d'enseignement monopolisé par des Blancs et quelques rares métis, — il est porté à sa présidence. En 1960, il étudie au Portugal, mais fait le pays en 1961, et, après un séjour de quelques mois en France, rejoint Dar es-Salaam, alors quartier général des mouvements anticoloniaux mozambicains.

C'est là qu'il crée l'Union nationale des étudiants mozambicains, dont il sera le premier président. En tant que chef de file de tout un courant de Noirs éduqués, il participe à la fondation du FRELIMO. Son premier congrès (1962) le nomme à ses deux plus hautes in-

stances : le comité central et le comité exécutif.

Le nouveau président joue donc un rôle-clé dans la lutte de libération sur le plan militaire comme sur le plan politique, et cette notoriété acquise dans les maquis auprès des acteurs responsables militaires lui confère aujourd'hui une autorité incontestée. Cela l'aidera à remettre un minimum d'ordre dans le commandement, l'approvisionnement et le comportement d'une armée menacée de se désagréger.

#### Un rôle de fédérateur

C'est en 1974, avec sa participation aux négociations qui suivent le coup d'Etat au Portugal, puis sa nomination au poste de premier ministre du gouvernement de transition (7 septembre 1974-25 juin 1975), que Joaquim Chissano apparaît pour la première fois au grand jour. L'habileté dont il fait alors preuve et la popularité qu'il acquiert, laissent supposer qu'il assure sans interruption depuis l'indépendance les fonctions de ministre des affaires étrangères.



Mais son autorité ne semble pas aller au-delà et reste même très en deca de son rang et de son titre officiel.

Tenu à l'écart de toutes les discussions internes, le nouveau président devrait plus facilement se couler dans le même moule que son prédécesseur pour préserver l'avantage majeur — voire unique — que conserve l'équipe dirigeante : son unité. Il est le mieux placé pour obtenir, et à défaut

rechercher avec obstination, le consensus, fût-ce en renonçant à certaines de ses convictions.

Car sa personnalité incline certainement vers ce rôle de fédérateur. Grand, très mince, le visage orné d'une barbe soignée, habillé avec recherche, il est aussi posé que Samora Machel était turbulent. Ouvert mais prudent, il se gardera bien de la moindre parole ou du plus petit geste qui offrirait à l'Afrique du Sud un prétexte pour accentuer encore sa pression sur le Mozambique ; la rupture du pacte de Non-alignement ne doit pas pouvoir être attribuée à Maputo.

La continuité semble donc l'avoir emporté. Mais, en même temps, la majorité des responsables savent bien que l'heure des changements a sonné. Et c'est probablement aussi pour l'avoir pressenti et même déclaré publiquement que Joaquim Chissano a été choisi. En janvier 1986, brisant le tabou de l'unanimité, il prenait devant l'Assemblée nationale populaire le contre-pied des thèses avancées par le courant « doctrinaire » du FRELIMO et déclarait en substance : l'Etat ne peut tout à la fois prétendre à l'omnipotence et à l'omniprésence tout en se révélant incapable d'assurer de multiples charges qu'il s'est octroyées.

Dans sa lutte pour la survie, le FRELIMO vient probablement d'abattre l'un de ses derniers stouts.

RENÉ DAMIEN.

## L'armée affronte une offensive sans précédent de la rébellion

MAPUTO  
de notre envoyé spécial

Sur les quais presque déserts du port, un cargo soviétique d'Okosa déverse sa marchandise : des armes, des munitions, des roves de canon, etc. Aucune surveillance particulière, si ce n'est quelques militaires venus prendre livraison du matériel de guerre. Le grand frère de l'Est approvisionne les forces du FPLM (Forces populaires de libération du Mozambique), en lutte depuis une décennie contre les rebelles armés de la RNM (Résistance nationale du Mozambique). Une fourniture qui est la bienvenue à un moment où l'armée de Maputo doit affronter la plus sérieuse offensive jamais lancée depuis le début de la guerre (le Monde du 28 octobre).

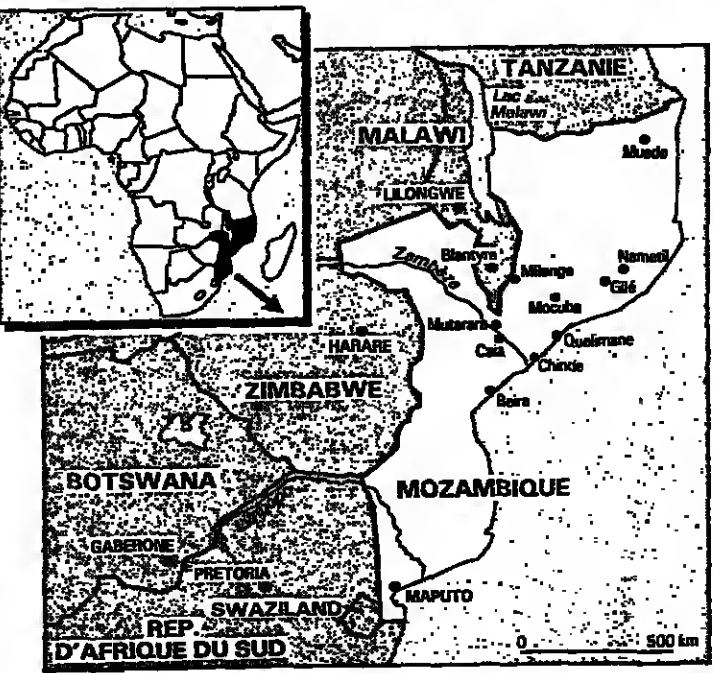
Une attaque au cours de laquelle la RNM a incontestablement marqué des points puisque plusieurs villes de petite importance non seulement ont été conquises, mais sont restées sous son contrôle. La plupart sont situées à proximité de la langue de terre malawite en territoire mozambicain, d'où l'offensive a été déclenchée le 25 septembre. Mutarara, Coia, Milange, Gile sont tombées aux mains de l'ennemi, qui affirme également s'être emparé de Nametiti et du camp militaire de Menede, à proximité de la frontière tanzanienne. Zumbo, tout près du sol zambien, aurait été totalement détruit.

Selon la RNM, Chinde, le long du canal du Mozambique, serait le prochain objectif visé, mais surtout Mocimboa, à une centaine de kilomètres au nord de Quelimane, siège du quartier général des forces armées pour la province du Zambéze.

L'antenne de Médicos sans frontières travaillant dans l'hôpital de cette ville de quatre-vingt mille habitants s'est réfugiée provisoirement sur Maputo, de même que celle opérant dans la province de Tete directement menacée par cette attaque tridirectionnelle, au sud, à l'est et à l'ouest du pays.

Elle est menacée par une force de huit mille à douze mille hommes

Zimbabwe, Robert Mugabe, pour informer le président Hastings Banda qu'il devait fermer les bases de la RNM sur son sol sous peine de voir les frontières de son pays envahies complètement bloquées. Le 17 septembre, une délégation malawite de seize membres conduite par John Tembo, homme de confiance du président Banda, était allée à Maputo pour annoncer à Samora



qui, pour la première fois, paraît tenir tête aux forces armées mozambicaines. Une contre-attaque appuyée par l'armée du Zimbabwe pour reprendre Mutarara a échoué devant la puissance de feu de la RNM. D'habitude, les rebelles menaient plutôt des opérations de guérilla et évitaient l'affrontement direct avec les troupes régulières.

Machel que son pays acceptait de faire cesser les activités de la RNM et approuvait la création d'une commission conjointe de sécurité chargée de régler cette question. Celle-ci a cependant toujours pas été formée, et le 25 septembre, la RNM pénétrait massivement en territoire mozambicain, faisant peser une menace directe sur tout le nord et sur le couloir de Beira.

Assiste-t-on à un tournant de cette guerre ? Il faut encore attendre pour savoir si la RNM est en mesure de conserver les villes conquises et si elle peut poursuivre cette attaque sans précédent et proclamer une partie du territoire « zone libérée ». Peu d'informations circulent sur l'ampleur des combats et la nature véritable des engagements. On ignore également si la RNM continue de bénéficier du soutien de ses bases installées au Malawi.

Le 11 septembre, Samora Machel s'était rendu à Blantyre (capitale économique du Malawi) en compagnie du président zambien Kenneth Kaunda et du premier ministre du

Les risques à long terme d'une coupure du Mozambique en deux inquiètent les autorités, de même que la transformation en conflit ouvert de ce qui était jusqu'alors essentiellement une guérilla. Avant sa mort, Samora Machel avait pris directement les choses en main en amorçant une réorganisation de l'armée. L'appareil militaire des provinces de Tete et du Zambéze a été modifié, et le chef d'état-major des FPLM, Sebastião Mabote a été remplacé par le commissaire politique des forces armées, Armando Pangene.

#### Réorganisation de l'armée

Mal équipées, démoralisées, mal payées, pauvrement encadrées, les troupes du FRELIMO n'ont plus été en mesure de contrôler efficacement les activités de la RNM depuis au moins quatre ans. Les désertions sont fréquentes. Récemment, mille cinq cents soldats sont passés avec armes et bagages au Malawi. Bien que supérieures en nombre, puisqu'elles comptent trente mille unités, les FPLM sont bien souvent une armée de logisticiens anarchiques, se livrant parfois à des exactions contre les populations civiles.

Il faudra encore du temps pour rendre efficaces les troupes du FPLM, dont les soldats combattent depuis souvent six ou sept ans, quelquefois plus, sans espoir de démobilisation. La conscription est inefficace, et les jeunes qui tentent de s'y dérober sont enrôlés de force.

Alors que ce conflit oublié entre dans une nouvelle phase, nombreux sont ceux, à Maputo, qui pensent qu'on assiste à une « organisation » d'une guerre qui peut entraîner dans sa spirale tous les Etats de la région, y compris l'Afrique du Sud, qu'on accuse dans la capitale de tirer les ficelles.

MICHEL BOLE-RICHARD.

« Le Monde diplomatique » de novembre

## Faux « abcès de fixation » au Proche-Orient

Deux dossiers accompagnés de cartes très parlantes permettant de comprendre, d'une part, l'enchevêtrement des crises au Proche-Orient, et, d'autre part, l'impérialisme « guerre du blé » que les principaux producteurs livrent aux quantités de peuples du tiers-monde souffrant de sous-alimentation.

Ainsi que Jean Klein met en lumière les progrès réalisés dans les négociations stratégiques et les raisons de l'échec du dialogue Reagan-Gorbatchev à Reykjavik, deux articles exposent les autres

difficultés majeures de la Maison Blanche : l'hostilité du Congrès à l'égard du président, par Marie-France Toiney, les résistances économiques du Japon, par Hiro Yamano.

Assassinats de membres de l'opposition en Colombie, mécontentement populaire en Haïti, morosité économique au Brésil : la liste est longue des drames du sous-développement aggravés par la crise économique mondiale. Devient-elle de déséquilibres et d'épreuves, de vagues bruyantes

préchant un « ordre moral », dont Claude Julien montre l'hypocrisie. A l'occasion d'un festival de théâtre, Anne Fuchs présente de l'Afrique du Sud une vision instantanée.

Dans le même numéro, un supplément de huit pages sur l'Algérie, et des articles de Mario Berton, Claude Bourdet, Jean-Pierre Cor, Jacques Decroix, Marie Lavigne, René Lenoir, etc. Prix Nobel de la paix, Adolfo Pérez Esquivel évoque, en un tableau saisissant, « les holocaustes de notre siècle ».

## AERONAUTIQUE : RAFALE CONTRE EAP

SCIENCE & VIE vous explique l'engin de la bataille entre le chasseur de DASSAULT et son concurrent européen.

## SCIENCE & VIE



هكذا من الأول



# Politique

## La préparation du congrès du CDS

### M. Barrot : « Notre fidélité à la ligne barriste ne varie pas »

Les 7, 8 et 9 novembre se tiendront à Metz le congrès du CDS. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le secrétaire général du CDS, M. Jacques Barrot, dresse un premier bilan de la cohabitation et explique comment les centristes entendent devenir « le moteur » du prochain septennat.

« Lors de votre dernier congrès de Toulouse, en 1984, les militants du CDS avaient été invités à être « les militants de la clarté ». Pensez-vous avoir répondu à cette exigence depuis deux ans ?

« Nous pensions que la période de cohabitation, du fait de sa brièveté, serait difficile à gérer et peu propice à une action d'envergure. Mais la majorité étant ce qu'elle était le 16 mars, la loyauté et la clarté voulaient que nous participions au gouvernement de manière constructive. Même si nous ne l'avons pas encore suffisamment mise en valeur, la clarté de nos orientations est indiscutable.

« Nous avons pesé au sein de ce gouvernement par plusieurs propositions d'actions concrètes. Le dernier exemple en est le plan contre la pauvreté de M. Adrien Zeller, adopté par le conseil des ministres de mercredi. Nous sommes donc cohérents, mais nous attendons, avec une certaine impatience, le prochain septennat, afin de conduire, avec plus de clarté encore, une action qui aura l'avantage de porter sur une longue période et d'imposer des choix fondamentaux pour l'avenir de notre société.

« Avant qu'elle ne s'instaure, vous-même dénoncez le « jeu obscur et dangereux » de la cohabitation. Sept mois plus tard, votre jugement n'a-t-il pas varié ?

« Cette cohabitation n'est strictement pas pour nous un modèle institutionnel. Elle a les apparences de l'entente mais nous la réalité. Cette sorte d'accommodement permanent entre François Mitterrand et Jacques Chirac ne donne pas au gouvernement une liberté d'action sociale. On le voit bien aussi dans la politique de la défense. La vérité oblige toutefois à dire que le gouvernement a finalement disposé de deux atouts qui atténuent les conséquences de cette situation : la baisse du prix du pétrole qui a permis notamment de mener la libération des prix ! Une évolution profonde des mentalités dont nous venons de prendre la mesure avec l'accord inespéré des partenaires sociaux sur les procédures de licenciement.

#### Pour une trêve de la « présidentialomanie »

« Ne peut-on donc pas penser que la cohabitation soit susceptible de favoriser au bout du compte ce que vos anciens du MRP appelaient « l'harmonie sociale » ?

« Non, ce n'est sûrement pas par cette méthode-là qu'on peut y parvenir. La cohabitation se déroule sur un fond d'ambiguïté qui ne peut engendrer une telle ouverture. Si une ouverture de la majorité actuelle peut se faire, elle ne peut se produire qu'à ce moment-clé de la 5<sup>e</sup> République qu'est l'élection présidentielle. Toutefois si l'histoire voulait qu'on ne puisse retrouver une harmonie entre majorité présidentielle et majorité parlementaire, je n'hésite pas à dire qu'il faudrait s'interroger sur l'opportunité d'un passage au régime présidentiel. La séparation des pouvoirs permettrait alors aux Français, d'une part, de choisir un président qui constituerait lui-même une équipe exécutive, d'autre part, d'envoyer au Parlement des représentants qui pourraient adopter des comportements moins rigides parce que n'étant plus aussi étroitement liés à l'exercice du pouvoir exécutif.

« En mars dernier, votre parti a choisi délibérément d'occuper dans

ce gouvernement des postes techniques. Etablissez-vous le bon choix ?

« La participation du CDS au gouvernement a une connotation positive dans le pays. Les compétences et le dynamisme de nos ministres sont largement admis. Plus qu'un choix technique, il y a eu aussi d'une bonne adéquation entre ces hommes et les tâches qui leur ont été confiées. Autre avantage : ce sont des ministres où se décide l'avenir. Notre fierté est que nos ministres tracent un chemin qui pourra continuer dans un prochain septennat, parce que ce chemin est un juste cap.

« Après « l'affaire Stasi », n'attirez-vous pas que votre loyauté et votre travail ont été bien mal récompensés ?

« Le gouvernement n'y est pour rien, c'est un problème de discipline majoritaire. Le rendez-vous est pris pour le 2 avril. Une procédure régulière a été engagée, elle doit suivre son cours. Je ne peux pas imaginer l'hypothèse où cette procédure serait modifiée.

« Dans l'hypothèse contraire et à la suite de l'élection présidentielle, n'est-ce pas votre participation au gouvernement qui risque d'être remise en cause ?

« Nous avons été cohérents dans la manière dont nous sommes entrés dans la cohabitation, dans la manière dont nous le vivons, nous le serons aussi dans la manière dont nous en sortirons. Au moment donné, il faudra appliquer une règle du jeu qui nous permettra, la période de gouvernement touchant à son terme, d'entrer sans heurts dans celle de la préparation du prochain septennat. Tout dépendra de la maîtrise de soi dont fera preuve la majorité pour bien distinguer les deux temps. D'où le souhait du CDS d'une trêve de la « présidentialomanie ».

« A votre congrès de Metz, la campagne est de ne pas parler de M. Barrot. Faut-il en conclure que le soutien des centristes lui est définitivement acquis ?

« Notre fidélité à la ligne barriste ne varie pas selon les soutiens et ne peut s'assimiler à un quelconque snobisme. La volonté de M. Barrot de mobiliser les efforts du pays, son attachement à une démarche de vérité et de générosité, sa dimension internationale et son engagement européen, tout a contribué à nous tenir proches de lui.

#### « Être une force centriste »

« Au cours de ce congrès, vous voulez manifester votre ambition de vous poser « en moteur du prochain septennat » ? Comment ?

« Nous n'accepterons pas d'importer quel septennat. Pour avoir « l'aval centriste », le candidat de la majorité à l'élection présidentielle devra nous répondre sur un certain nombre de questions, pour nous prioritaires. Il faut en effet que la France puisse dans un premier temps pratiquer une cure d'épargne, et d'investissement. Nous sommes attachés au renouveau familial et démographique, à une profonde rénovation des relations sociales, à un redéploiement des solidarités. Au lieu de persister à courir après le maintien des avantages acquis, nous voulons organiser la chasse aux exclusions. Enfin, le problème européen exige que le prochain septennat ne s'engage pas sur des idées floues dans ce domaine.

« Chacun conviendrait que cette élection présidentielle se joue une fois de plus au centre. Le CDS est-il à la hauteur de cet enjeu. Autrement dit que lui manque-t-il pour devenir demain un grand parti ?

« Historiquement, les divergences qui, à un moment, ont séparé le MRP et le général de Gaulle, ensuite la tentation dans le milieu chrétien de rejoindre les socialistes ont amené le centre à devenir, au fil des années, centrifuge. Tout notre problème est d'être aujourd'hui une force centriste. Le bienfait de la double alliance entre la droite et la gauche a été de montrer qu'il fallait, d'une manière ou d'une autre, chercher une synthèse entre l'initiative personnelle et les solidarités nécessaires. Les valeurs auxquelles nous tenons sont en concordance avec les attitudes de la société française. Au moment où la France devient centriste, le combat serait que le centre reste un champ de manœuvres dont se serviraient la gauche et la droite. Nous avons des vents favorables, l'essentiel va dépendre de nous.

« Ce discours n'est pas nouveau dans vos rangs. Beaucoup de

rendez-vous ont été manqués. Comment allez-vous faire pour ne pas rater celui-ci ?

« De Toulouse à Metz, nous avons connu une progression électorale significative. Nous entrons dans une deuxième phase, celle de l'organisation et sans doute aussi de la personnalisation. Notre tradition militante n'est pas à renier mais à indiquer : elle a privilégié les engagements, fruit d'une humilité authentique, mais trop souvent perçus comme les reflets de certains états d'âme. Le monde d'aujourd'hui exige une clarté dans les choix, une efficacité dans l'action et une aptitude à la communication.

« Quel homme peut personnellement aujourd'hui le centre ?

« Le CDS a l'honneur d'être uni autour de son président, Pierre Méhaignerie. En tant que secrétaire général, j'attesterai de cette unité à Metz. Restant dans une tradition centriste de travail en équipe, Pierre Méhaignerie a sans doute refusé une personnalisation excessive, mais, compte tenu aussi du poids qu'il a pris au gouvernement et de la confiance unanime du mouvement, c'est un leader reconnu. J'ai bien la volonté de former autour de lui une équipe très solide, ayant les moyens d'apparaître comme un centre attractif.

Propos recueillis par DANIEL CARTON.

### M. Barre dénonce la dérive « insidieuse » des institutions

Dans l'édition de sa lettre mensuelle *Faits et arguments* du mois de novembre, M. Raymond Barre s'en prend avec vigueur au fonctionnement des institutions sous influence cohabitationniste.

« Sur le plan des institutions, écrit l'ancien premier ministre de M. Giscard d'Estaing, l'expérience qui se déroule sous nos yeux est en train, au milieu d'une complaisance ou d'une indifférence quasi générale, de miner insidieusement le rôle de chacune d'entre elles et leur articulation, qu'il s'agisse de la fonction présidentielle, de celle du premier ministre, des rapports entre le gouvernement et l'Assemblée nationale, ou de l'influence des partis politiques sur la politique gouvernementale.

« L'observateur est conduit à se demander s'il ne s'agit pas d'une revanche — longtemps attendue — de la classe politique et de tout ce qui gravite autour d'elle sur la 5<sup>e</sup> République.

« Le bilan de cette période devra être fait le moment venu. On risque alors de mesurer que le septennat socialiste n'aura pas — avec quelques concours instantanés — épargné nos institutions.

« En tout cas, conclut M. Barre, leur affaiblissement devant les exigences de l'avenir n'est pas de bon augure pour la capacité de la France de faire face. »

### Les vertus du miracle présidentiel

(Suite de la première page.)

Sans « décap du chiraquisme », il ne peut y avoir, en effet, ni critique efficace, ni alternative à l'intérieur de la droite elle-même. Celle-ci reste aujourd'hui largement dominée. Et en son sein, le RPR assoit progressivement son empire. Si bien que deux des trois grandes forces politiques du pays sont réduites à tout espérer d'un miracle présidentiel.

Le PS attend, lui, un double miracle. Le premier serait une nouvelle candidature... du président. Voilà qui apaiserait les querelles internes renaissantes et légitimerait probablement l'hypothèse Rocard. Le second serait évidemment la réélection de M. Mitterrand. Car si la gauche paraît aujourd'hui durablement minoritaire, M. Mitterrand, par la dimension qu'il a su acquérir à travers la cohabitation, peut être majoritaire. A charge pour lui, sans doute, de ne pas chercher une Chambre... introuvable — c'est à dire de ne pas dissoudre l'Assemblée nationale, — mais plutôt de miser sur l'inévitable recomposition de la droite qu'entraînerait sa propre victoire.

Point de salut non plus pour l'UDF, à moins d'un miracle. Car, dans le système qui se met en place, le RPR n'a qu'un seul but : l'hégémonie. Cette recherche est fort subtile, car M. Chirac ne vise

pas la disparition de l'UDF. Au contraire, il a constamment cherché à s'appuyer sur les notables de la confédération. Il sait, d'autre part, que la situation n'est pas mûre pour forger un unique parti conservateur : ce serait faire le jeu du président et aider le PS à récupérer la frange « sociale » de la droite. M. Chirac s'efforce donc de priver l'UDF — le décapage électoral est fait pour cela — de toute capacité de développement. Si bien que celle-ci est vouée, dans le schéma actuel, à n'être qu'une force d'appoint, ses élus devenant les « porteurs d'eau » du RPR. Ce processus de satellisation est d'ailleurs parfaitement relayé, à l'intérieur de l'UDF, par la « bande à Léo », comme en témoignent les récentes déclarations de M. Longuet.

Un seul événement peut entraîner ce processus mis en place par M. Chirac : une victoire de M. Barre à l'élection présidentielle. Les cartes seraient alors redistribuées, à la faveur d'élections législatives que M. Barre ne manquerait pas de provoquer.

Ainsi l'attente hypothétique d'un miracle tient-elle lieu de stratégie au PS comme à l'UDF, face au « rouleau compresseur » qu'est devenu le RPR.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

### La plus belle histoire (vraie) de gendarmes et de voleurs du XX<sup>e</sup> siècle.

Honoré Daumier adorait croquer le monde de la finance, les brigands de tout poil et leurs adversaires, les gens de justice et leurs sbires. En contemplant ses beaux dessins corrodés dont chacun est un chef-d'œuvre, il est difficile de s'empêcher de penser au livre sulfureux de Jean Cosson : « Les Industriels de la fraude fiscale ».

On dirait que Daumier pressentant le livre de Cosson s'est écrié à l'illustrer avant la lettre. C'est évident, le texte accusateur et sarcastique de notre auteur « colle » merveilleusement avec les « charges » du grand dessinateur. Pour en avoir le cœur net je n'ai pu m'empêcher de les réunir dans la même somptueuse édition. C'est fabuleux.

première édition illustrée, augmentée et actualisée par l'auteur

Les révélations étonnantes de l'éminent juriste confrontées aux dessins de l'artiste attitré



### Le livre fracassant de Jean Cosson « LES INDUSTRIELS de la FRAUDE FISCALE » illustré par le grand DAUMIER

gent une dimension nouvelle. Le style même de ses confidences prend une vigueur teintée d'humour voltairien dont on appréciera les fines et les étonnantes.

#### Toutes les vérités sont bonnes à dire.

Si la langue de Jean Cosson associée aux œuvres de Daumier nous enchante, il faut dire que ce langage toujours urbain habille une actualité brûlante, scandaleuse même, où notables et autorités sont compromis à l'envie, sans que l'auteur se laisse impressionner par l'importance des personnages en cause.

Jean Cosson parle en expert bien informé. Il est issu d'une famille de magistrats. Docteur en droit et diplômé de droit comparé, il a été substitut de la section financière du Parquet de Paris de 1958 à 1968 avant d'être nommé avocat général puis conseiller à la Cour de Cassation. Un très haut magistrat bien placé pour connaître les dessous d'affaires que l'on n'aime guère ébruiter. Il s'est donné pour mission d'éclaircir notre lanterne. Pour notre plaisir, mais surtout parce qu'il s'agit de vérités bonnes à dire.

On ne peut cependant s'empêcher d'être quelque peu admiratif devant les ruses inédites et les astuces utilisées par ces « industriels de la fraude fiscale ». Depuis Mandrin et les gabelous, rien n'a changé.

**Présentation de l'ouvrage**  
Dans notre travail, il n'y a aucune magie, mais un soin patient apporté à chaque détail. Le papier est fabriqué « à la forme ronde » comme au XVIII<sup>e</sup> siècle. Par ce procédé lent et coûteux les fibres de la pâte s'entremêlent naturellement et donnent des feuilles solides et sonantes.

**Attention : ce livre paraîtra dans quatre mois environ. Les souscriptions sont ouvertes. Ne pas joindre votre règlement.**

### Titre de souscription

à envoyer à JEAN de BONNOT 1  
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Veuillez m'envoyer « Les Industriels de la fraude fiscale » de Jean Cosson, illustré par Honoré Daumier, dès que ce volume sortira de chez le relieur (dans 4 mois environ).

Ce bon prioritaire m'assure un exemplaire de luxe de ce tirage que je réglerai à réception de facture au prix avantageux de souscription, soit 420F (+ 26,50F de frais d'envoi).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Commune .....  
Signature .....

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

Nous utilisons toujours les anciens outils du relieur : presse, massicot, fers à dorer gravés à la main. Les cahiers sont assemblés et cousus avec du fil résistant et

**260 compositions retrouvées dans les originaux dont de très nombreux inédits, tous de la meilleure époque, par Honoré Daumier, prince des caricaturistes**

les coins du cuir sont remplis à la main avec un os de boeuf.

Le volume est un grand in-quarto de 21 x 27 cm de 520 pages avec 260 illustrations plein format d'Honoré Daumier. La reliure est faite d'une seule pièce de cuir sans raccords. Les fers à dorer ont été gravés à la main et signés par Maurice Charrier.

La décoration, dite « à froid » et « à chaud », a nécessité 135 cm<sup>2</sup> de feuilles d'or véritable titrant 22 carats. Les tranche-fils et le signet sont assortis.

Une doublure invisible du dos assure une résistance supplémentaire. Nos livres sont conçus pour être lus et relus pendant plusieurs générations.

#### La garantie à vie de Jean de Bonnot

La qualité de nos livres et la noblesse des matériaux mis en œuvre leur assurent une longévité comparable à celles des éditions d'autrefois. Avec les ans ils en prennent la patine et le charme. A cela s'ajoute la valeur des textes restitués avec conscience et choix pour leur intérêt littéraire, historique ou artistique. Il s'agit chaque fois d'une création et à ce titre nos livres méritent leur renommée. C'est pourquoi je m'engage à les racheter au souscripteur à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot



# La Revue des Deux Mondes

Maurice SCHUMANN



**"LES ÉTATS-UNIS ET LA RUSSIE SOVIÉTIQUE, CONTRE L'EUROPE".**

Jacques CHIRAC



**"AVANT LES PRÉSIDENTIELLES, MON PROGRAMME".**

**"L'AVENIR DE LA PRODUCTION AUTOMOBILE".**

par Maurice KNEIBLER, directeur de General Motors.

La Revue des Deux Mondes  
15 rue de l'Université - Paris VII  
Tél. 42.61.21.49

POUR MIEUX CONNAÎTRE NOTRE TEMPS  
Profitez de cette offre d'introduction et recevez GRATUITEMENT la 1<sup>re</sup> livraison d'un abonnement de six mois à la Revue des Deux Mondes.  
Faites-nous parvenir votre règlement sans tarder et ne payez que 125 F.  
Nom : .....  
Prénoms : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
La Revue des Deux Mondes  
15 rue de l'Université - 75007 Paris

Tous les ouvrages sur  
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,  
les médecines naturelles...  
à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES**  
6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

## PROPOS ET DÉBATS

M. de Charette :

Giscard d'Estaing  
d'abord !

A propos de la prochaine élection présidentielle, M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique et du Plan, invité samedi 1<sup>er</sup> novembre de la radio privée du *Matin*, a souhaité que M. Valéry Giscard d'Estaing soit candidat, sans exclure pour autant une candidature unique pour la majorité, représentée alors par Jacques Chirac. « Je soutiens, a-t-il affirmé, que Valéry Giscard d'Estaing soit candidat, car c'est un homme de gouvernement et d'idées, profondément centré. Mais je n'exclus absolument pas qu'un candidat unique défende les couleurs de toute la majorité LDF-RPR. En ce cas, ce sera évidemment Jacques Chirac. »

Le ministre a estimé aussi que « la candidature de M. Létourneau est envisageable » dans le cas où l'ancien président de la République ne se présenterait pas. « Elle fera alors nécessairement l'objet d'un choix commun avec Valéry Giscard d'Estaing », a-t-il dit.

■ **RECTIFICATIF.** — Nous avons reçu de Jacques Couillard, rédacteur en chef adjoint de l'*Humanité*, le rectificatif suivant : « J'apprends par le Monde (des 26 et 27 octobre) que j'aurais couvert la tragédie de Budapest en 1956. Sans doute est-ce une erreur matérielle. Je ne saurais imaginer, en effet, quelconque malveillance hétéro (sic). Je me permets de vous signaler que je me suis rendu pour la première fois à Budapest en octobre 1988. »

[Une regrettable confusion nous a fait attribuer à Jacques Couillard le titre d'un article d'André Sola, envoyé spécial de l'*Humanité*, dans le numéro du 20 novembre 1985 : « Budapest recommence à mourir à travers ses blessures ». Jacques Couillard avait rendu compte, lui, pour le quotidien de l'AFP, des événements d'octobre 1956 en Pologne. — P. J.]

## Politique

Elections municipales : Draguignan le 23 novembre

**M. Jean-Paul Claustres (RPR),**  
maire sortant, se représente

TOULON

de notre correspondant

Les électeurs de Draguignan (Var) joueront les prolongations en se rendant aux urnes le 23 novembre pour élire un nouveau maire.

Il avait fallu, en février 1984, quatre tours de scrutin à M. Jean-Paul Claustres (RPR) pour enlever la mairie à M. Edouard Soldani, ancien sénateur (PS), qui détenait ce mandat depuis plus de vingt-cinq ans. Mais le 19 mars 1986, la chambre régionale des comptes dépecha sur place deux conseillers chargés d'élaborer le budget, la ville étant en état de cessation de paiement. Selon ces deux conseillers, « le déficit global à la fin de 1985 était supérieur à 50 millions de francs ».

Lâché par son parti et par ses amis politiques du département, M. Claustres s'accroche à son fauteuil, mais en vain. Le nombre de ses fidèles diminue au fil des démissions. Et la vacance effective du conseil fut constatée, le 24 octobre dernier, avec le retrait de M. Charles Girard (divers droite) : le maire ne disposait plus de tiers d'élus nécessaires à la gestion des affaires communales.

À la suite de la majorité, M. Claustres a décidé de se représenter, mais il ne bénéficie d'aucun soutien de ses anciens amis politiques. M. Jean-Louis Hermet, ancien premier adjoint (RPR) du maire sortant, avait, pour sa part, envisagé de constituer sa propre liste. Il n'a, néanmoins, pas reçu l'investiture officielle de sa formation et devrait s'effacer au profit de celle de M. Max Pisselli.

Conseiller municipal (PS) de 1971 à 1983 — il affirme avoir démissionné du Parti socialiste en 1981, — M. Pisselli s'était officiellement opposé à la constitution, sous la houlette de M. Edouard Soldani,

d'une liste d'union de la gauche aux dernières élections municipales, et avait rejoint depuis lors les rangs de la majorité locale. A ses côtés figure le général Multon, ancien commandant de l'école d'artillerie de Draguignan. Ce dernier (proche du RPR) devrait séduire l'électorat militaire qui représente près du tiers de la population totale de la ville. M. Pisselli devrait bénéficier de l'investiture officielle de la majorité UDF-RPR.

À la suite de l'opposition, si le PC s'est prononcé en faveur de M. Jean-

Claude Nardini pour conduire la liste communiste, le PS n'a pas encore fait connaître sa décision.

M. Gérard Sabater, conseiller municipal, fait figure de favori, mais son « père spirituel », M. Soldani, a démissionné quinze ans après, n'a pas dit son dernier mot. Ce dernier a été reçu, la semaine dernière, par M. Jean Poperen, numéro deux du PS, au siège parisien du parti.

Enfin, M. Lenoir, ancien préfet, a fait part de son intention de conduire une liste « apolitique ».

JOSÉ LENZINI

A Saint-Pierre-et-Miquelon

**Le « coup de cœur » de M. Pons**

SAINT-PIERRE

de notre correspondant

Avant de quitter l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, a visité, vendredi 31 octobre, l'île de Miquelon-Langlade où il s'est rendu à bord d'un chalutier de haute mer, le *Centaure*. Il y a notamment participé à une réunion de travail au cours de laquelle le maire, M. Lucien Coste, et les membres du conseil municipal, peu habitués aux visites officielles, souvent annulées pour cause de tempête ou de brouillard, lui ont exposé les difficultés budgétaires de leur commune en insistant sur deux problèmes cruciaux pour la population locale : l'approvisionnement en eau et la voirie.

Le ministre a promis d'ordonner une enquête pour la réalisation d'une adduction d'eau, et il fera signer un système qui permette aux habitants de consommer sans interruption l'eau de la commune. M. Pons a également donné son accord pour l'engagement de travaux d'apportement à Langlade.

Après un séjour dansant — on a vu le ministre des DOM-TOM esquiver quelques pas de valse — et un déjeuner de travail suivi d'une visite de l'écluse de Miquelon, M. Pons a regagné Saint-Pierre. Devant le conseil général, il y a donné l'assurance que le gouvernement défendrait les professionnels de la pêche locale aussi bien vis-à-vis des autorités canadiennes que vis-à-vis des armateurs métropolitains, accusés par les pêcheurs locaux de pratiques frauduleuses dans cette zone maritime. Évoquant un arrêté pris par le président du conseil général tendant à ce que des observateurs saint-pierrais puissent être présents à bord des chalutiers métropolitains pêchant dans les parages, M. Pons a dit qu'il comprendrait cette réaction et qu'il interviendrait auprès du secrétaire d'État à la mer pour qu'il prenne à son tour un arrêté autorisant un tel contrôle des bateaux venant de métropole pour pêcher dans la région de Saint-Laurent.

Au terme de sa visite, M. Pons, dont c'était le premier séjour à Saint-Pierre-et-Miquelon, a affirmé qu'il avait éprouvé une véritable « coup de cœur » pour cette terre française d'Amérique du nord.

MARCE DE SAINT-MARIE

## APPEL DE 170 PERSONNALITÉS POUR LES DROITS DE L'HOMME A BILLANCOURT

A Billancourt chez Renault, un cadre supérieur fait la grève de la faim. Laurent Gabaroum, c'est son nom, travaillait à la direction du personnel. A prix d'efforts et d'études de haut niveau, cet homme de vaillance avait mérité responsabilités, considération, dignité. Et puis, tout a basculé. D'abord à la manière rampante, celle qui harcèle, ensuite à la manière hussarde, celle qui coupe. Aujourd'hui, il est éconduit, licencié sans motif déclaré. Homme de couleur, la direction de la régie va jusqu'à lui proposer — bien que fils d'une famille française depuis trois générations — un retour en Afrique. L'homme n'accepte pas. Il rejette les astuces et les alignements. Il veut vivre debout. Il aime Renault de Billancourt, symbole ici et dans le monde de l'industrie

automobile française avec ses avancées conquises en technique, en modernité, en humanité. Mais, précisément. La régie tourne le dos à son avenir et s'engage dans une omière industrielle creusée par l'argent. Des hommes refusent, syndicalistes ou non. Magnifiés hier comme artisans de Renault, ils sont moqués, malmenés, licenciés aujourd'hui pour leur fidélité et leur innovation. Neuf délégués responsables du syndicat C.G.T. connaissent aussi cette invalidation. Laurent Gabaroum avec et comme ses camarades a raison. Et leurs opinions seraient-elles matière à discussion, ils n'ont pas raison les licenciés d'agir au mépris du droit, des droits de l'homme. Nous sommes à ses côtés inflexiblement.

### LISTE DES PERSONNALITÉS

Philippe ADRIEN : Professeur José ABOLKEL, ex-chef de service de neurochirurgie de l'hôpital Beaujon ; Roger DE ANDRADE, sous-directeur de banque ; Pierre AUBERGER, directeur adjoint des affaires internationales de la régie Renault ; Anne AUBLANC, cadre administratif ; Jean-Louis AUDUC, secrétaire général adjoint au Syndicat national des enseignants du second degré ; M. APPELHIS ; Gérard ASTOR, docteur en lettres, directeur de théâtre ; Joël AUXENFANS, étudiant d'art ; Marcel AZZOLA ; Pierre BAILLY, docteur en médecine ; René BAILLY, chef de division P.T.T., Paris-VI ; René BALLEST, écrivain ; Simone BALLEST, professeur à l'I.U.T. de Paris-5 ; Daniel BARTKOWIAK, conseiller régional de Lorraine ; Henri BARTOLI, professeur émérite à l'université de Paris-I ; Jean-Claude BAUDURET, ingénieur ; Jean BELANGER ; Claude BERNIER, retraité Renault, ancien délégué U.G.I.C.T. ; Gérard DE BERNIS, professeur à l'université de Grenoble ; Marianne BERTAMANI, directrice d'école primaire ; Gérard BLAIN ; Georges BLEUSE, cadre P.T.T. ; Marcel BLUNAL ; Paul BOCCARA, maître de conférences à l'université d'Amiens ; Claude BOCK, administrateur C.G.E. ; Roger BORDIER ; Roland BORRELLY, professeur à l'université de Grenoble ; Jean-Luc BOUTTE ; Jean BRAFMAN, chirurgien-dentiste ; Jean-Pierre BUSSIERE, ingénieur ; Guy CAIRE, économiste ; J. CASANOVA, chirurgien ; Tatia CASANOVA, professeur ; François CAVANNA ; Edmonde CHARLES-ROUX ; Jean-François CHARROL, inspecteur départemental de l'Éducation nationale, honoraire et officier avec palmes académiques ; François CHAUMETTE ; Maurice CLING, professeur à l'université de Villeneuve ; Maurice COHEN, rédacteur en chef de la R.P.D.S. ; Gilles COHEN-TANNOUJ, physicien théoricien au C.E.A. ; Dominique CORDESSE, architecte, maître adjoint communiste de Malakoff ; Jacques COULAND, maître de conférences à l'université de Paris-8 ; Claude COULBAUT, psychologue, maître adjoint de Noisy-le-Sec ; Henri COULLEAU, ancien délégué de Renault, licencié par la régie en 1982 ; Pierre COUMMAN, médecin ; Robert CREANGE, conseiller municipal communiste de Boulogne-Billancourt ; Didier DAENINCKX ; Albert DAUM, secrétaire général du Syndicat national des enseignants du second degré ; Yvan DAUTHN ; Marc DECASTER, ingénieur au C.N.R.S. ; André et Francine DEMICHEL ; Jacques DEMY ; Michel DION, sociologue, chargé de

recherches au C.N.R.S. ; M.-L. FAURE-BRAC, bibliothécaire honoraire à Six-Fours ; Jean FERRAT ; Jérôme FONTANA ; Dominique FRELAUT, maire communiste de Colombes ; Alfred GABSON, ingénieur Orstom ; Raymond GALINSKI, médecin ; Jean-Michel GAMA, ingénieur ; Gabriel GARRAN ; Marcel GASSOUK, comédien ; Lutz GAUTIAM, architecte à la mairie de Montataire (Oise), origine tchadienne ; Roger GENDRIN, directeur de recherches au C.N.R.S. ; Michel GERMA, président du conseil général du Val-de-Marne ; Noëlle GEROME, ethnologue, chargée de recherches au C.N.R.S. ; Laurent GONON, docteur en gestion ; René GONZALEZ ; Dominique GRANDMONT ; Daniel GRINBERG, médecin, conseiller municipal ; Guy BROUX, chercheur scientifique ; Christine GUERIN, ingénieur au C.N.R.S. ; Roger HABERT, officier contributeur de la circulation aérienne ; Michel HENRY, avocat ; Simone HEURTER, professeur à Paris ; Laurent HEYNE-MAN ; Philippe HOANG CHE THE DAN, praticien hospitalier, anesthésiste hospital Avicenne de Bobigny ; Jean-Marie HUBERT, père de Gruyère-Artois ; Henri JACOT, professeur de sciences économiques à l'université de Lyon-II ; André JAEGLÉ, ingénieur général à l'I.G.N. ; Joseph JACQUET, syndicaliste ; Jean-Paul JOUARY, philosophe ; Daniel JUNKER, cadre S.N.C.F. ; Michel JUTEAU, administrateur de la S.F.E.N.A. ; Roger KAHANE ; François KALDOR, avocat ; Patrice KERBRAT ; Alain KIEVITCH, directeur d'établissement médico-social ; Pierre KOEHLER, secrétaire de la C.G.T. ; Jean-Pierre KORASZTEIN, médecin du sport ; Monique LABBE, architecte ; Yvonne et René LAMBERTY, directeurs d'école ; Lucien LANTIER, maire de Gennevilliers ; Roger LAURENT, cadre du Livre ; Yvan LAVALLÉE, maître de conférences au conservatoire des arts et métiers ; Jacques LAVERGNE, cadre commercial à Airbus Industrie ; Danièle LEBRUN ; Charles LEDERMAN, avocat, sénateur du Val-de-Marne ; Robert LEFEBVRE, conseiller municipal et conseiller prud'homme ; Sylvie LE ROUX, chercheur scientifique, députée communiste au Parlement européen ; Claude LETELLIER, professeur de lettres à l'école normale de Caen ; Albert LEVY, secrétaire du M.R.A.P. ; Jean LOJIKINE, sociologue, directeur de recherches au C.N.R.S. ; Jacky LONGET ; Stéfano LORENZI ; Yvette LUCAS, sociologue, directeur de recherches au C.N.R.S. de Toulouse ; Roger LUGAND, cadre supérieur retraité ; Mario LUZ-

ZATI, directeur de recherches au C.N.R.S. ; Marcel MARCEAU ; Jean-Baptiste MARCELLES, professeur à l'université de Rouen ; Christiane MARCELLES, maître de conférences à l'université de Rouen ; Jean-Pierre MARCHAND ; Pierre-Louis MARGER, chargé de mission ; André MENEAU, cadre P.T.T. ; Paul MER-CIECA, maire de Vitry-sur-Seine, député du Val-de-Marne ; Daniel MESGUISH ; Patrice MESTRAL ; Roger MONCHARMONT, inspecteur du travail à Avignon ; Alain MOHNIER, chercheur à l'I.N.E.D. ; Bernard MORIN, cardiologue, directeur d'enseignement à l'université ; Bernard NOEL ; Joël NORDMANN, avocat ; Alain OBADIA, secrétaire général de l'U.G.I.C.T.-C.G.T. ; Jean PACILLY, maire communiste de Palaiseau ; Charles PALANT, député résistant, président du M.R.A.P. ; Guy PALUS, cadre P.T.T. ; Gilles PERRAULT ; Rosette PERRET, 91 ans, doyenne des correspondants de l'Humanité ; Monique PETITDIER, chargée de recherches au C.N.R.S. ; Monique PICARD-WEYL, avocat ; Michèle PICAUD, maire adjoint de Prignac (Gironde-Atlantique) ; Claude PIERLU ; Michel PIERRE, chargé de recherches au C.N.R.S., unité thyroïde de l'Insam ; Jean-Claude PION, ingénieur ; Michel PLESKOFF, docteur en médecine ; Paul PUAUX ; Claude QUIN, professeur de gestion à Dauphine ; Jean-Jacques RECHT, maître assistant université Paris-3 ; Pascal RENNES, directeur adjoint du travail et de l'emploi ; Jean-RISTAT ; Michel RIZZI, cadre à la R.A.T.P. ; Henri ROLLIN, président de l'Union des mutuelles de l'Île-de-France ; Willy RONIS ; Docteur ROUBIER, médecin conseil en santé publique ; Jacques ROZIER ; André SAULLEAU, cadre P.T.T. ; Elane SAMPAYO, psychologue ; Pierre SANTINI ; Francis SARAMITO, rédacteur en chef du Droit ouvrier ; Marc SCHONE, médecin généraliste ; Docteur SENET, président de l'Union syndicale médicale ; Bernard SOBEL ; Roger SYLVAIN, membre du conseil d'administration de Renault ; Jean-Paul TEBSSON-NIERE, avocat ; Daniel THOMAS, professeur à l'université de Compiègne ; Henri TISOT ; André TRISTANI, maire adjoint de Besta ; Denis TROUPENAT, chef d'agence pour l'emploi ; Docteur VAN, généraliste à Mussy ; Gérard VERSEZ ; Antoine VITEZ ; Robert VIZET, sénateur de l'Essonne ; Franco WEYL, avocate ; Frédéric WEYL, avocat ; Roland WEYL, avocat ; WOLINSKI ; Roger WUILLEME-NOT, médecin ; Jean-Pierre WURTZ.

DES MILLIERS DE SIGNATURES INDIVIDUELLES ONT DÉJÀ ÉTÉ RECUEILLIES SUR CET APPEL.

Les personnes désireuses de participer au coût financier de la publication de cet appel peuvent adresser leur contribution à Jacky Longet, compte Crédit Lyonnais n° 73883 T 40.

سكانة الجبل



Après l'avis négatif du Conseil d'Etat

## M. Toubon: le gouvernement ne doit pas modifier son projet de loi sur la nationalité

L'examen par le conseil des ministres du projet de loi sur la réforme du code de la nationalité, qui devait avoir lieu mercredi 5 novembre, a été reporté à une date ultérieure après l'avis négatif du Conseil d'Etat (le Monde, 2-3 novembre). Le gouvernement doit-il modifier son texte ? Ce n'est pas l'avis de M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR et président de la commission des lois à l'Assemblée nationale.

« Je suis partisan de soumettre au Parlement le projet gouvernemental tel qu'il a été envisagé, sans le modifier », déclare M. Toubon. Contrairement à ce qu'affirme le Conseil d'Etat, la tradition républicaine n'est nullement mise en échec dans ce texte. Si la tradition était ce que prétend le Conseil d'Etat, alors il faudrait mettre en cause tout pouvoir de décision de l'Etat français dans toute forme d'accession à la nationalité française. Est-ce que la fraude au mariage, que nous voulons combattre, doit être aussi considérée comme une tradition ?

### « Être français ce n'est pas rien »

« Ce n'est pas la gauche, mais une majorité gauchiste qui avait établi, en 1972, le code actuel de la nationalité. Pourquoi remettre-vous en question cette législation qui assure le droit de sang ? (l'acquisition de la nationalité française par filiation) et « droit du sol » (l'acquisition par naissance en France) ? Les modifications envisagées sont assez limitées et ne mettent pas en cause le principe fondamental du jus soli [droit du sol]. Ce n'est pas un bouleversement. Il s'agit, d'une part, de lutter contre la fraude : je pense, en particulier, aux nombreux « mariages blancs » que des étrangers contractent avec un Français ou une Française dans le seul but d'acquiescer la nationalité. Et, d'autre part, de faire en sorte que les jeunes étrangers nés en France ne deviennent pas français à leur majorité sans l'avoir demandé, parfois même

sans le savoir. Être français, ce n'est pas rien. Ce n'est pas seulement un papier, une formalité, mais une valeur. La législation actuelle fait bon marché de cette valeur :

— Vous voulez dire qu'on s'était trompé en 1972, sous Georges Pompidou... ?

— Non, je dis qu'il y a des moments où il faut savoir faire un examen de conscience, voir quelles valeurs comptent le plus pour nous. Aujourd'hui, nous sentons le besoin de réaffirmer l'appartenance à la France. La modification du code de la nationalité n'est cependant qu'un moyen parmi d'autres d'aborder avec franchise et réalisme le problème de la situation des étrangers. Il faut dissiper l'hypocrisie dans laquelle se complait une partie de la classe politique et de l'intelligentsia de ce pays. Notre générosité, qui s'était traduite dans les lois, n'est plus possible à ce niveau, elle doit subir des restrictions.

— Pourquoi ?

— Eh bien, parce que ça ne marche pas. Ça ne marche ni dans les écoles, ni dans les HLM, ni dans les hôpitaux... Il faut sortir du septième ou du seizième arrondissement de Paris et voir les choses en face. Dans certains quartiers, la cohabitation entre Français et immigrés est dramatiquement mauvaise. Sans compter le chômage et un formidable écart de natalité entre Français et étrangers. On ne peut plus se cacher derrière son petit doigt. On alors, il faut dire : la France est un courant d'air, on y fait n'importe quoi. Et là, on se heurte à un sentiment populaire. Il ne faut pas donner au législateur les habits rutilants de la générosité.

— Entre quatre-vingt mille et cent mille personnes nées de parents étrangers, acquiescent chaque année la nationalité française. Cela vous paraît-il excessif ?

— L'imprécision des chiffres est déjà tout à fait significative. L'Etat ne connaît même pas exactement le nombre de ces nouveaux Français ! Cela confirme que la législation actuelle est inadéquate. Aujourd'hui, je crois qu'il est opportun de restreindre l'installation des

immigrés en France, et, en matière de nationalité, si l'on réduisait de moitié, par exemple, ces chiffres, cela ne paraîtrait plus conforme à la situation. Mais le problème est moins quantitatif que qualitatif. Il ne s'agit pas d'empêcher de devenir français ceux qui le souhaitent ardemment et remplissent les conditions légales, mais de faire en sorte qu'ils soient pleinement conscients de ce que cela signifie.

— Et vous voulez donc une demande solennelle à l'âge de la majorité... ?

— Oui, je tiens à la solennité. Ma préférence va à une prestation de serment (même si les textes proposés jusqu'à présent ne me satisfont pas, car il y a eu questionnement de « la République » et non de la France). Mais deux autres formules sont possibles et peuvent être étudiées dans la discussion parlementaire. Soit un acte solennel de justice, soit une déclaration écrite de l'intéressé. Le jugement est plus impressionnant, plus marquant, alors que la déclaration écrite risque de n'être qu'un papier de plus dans le dossier.

### Accélérer la procédure pour les réfugiés

— Beaucoup de jeunes Maghrébins nés en France préfèrent acquiescer la nationalité française discrètement, pour ne pas provoquer une cassure avec leurs parents. Vous allez les mettre dans une situation impossible... ?

— C'est quand même un argument étonnant ! Il conforte la thèse que je soutiens. On ne peut pas acquiescer la nationalité française par simple commodité. Il faut reconnaître la valeur d'être français, de le devenir autrement que pour les avantages économiques et sociaux que cela comporte. Il faut manifester une volonté de participer à la communauté française, quitte à conserver un certain nombre de différences. L'expression publique de la volonté d'être français est un élément déterminant d'intégration.

— Le droit d'asile en France doit-il être reconstruit ?

— Question fort difficile : le mieux ne serait-il pas d'appliquer strictement la Constitution ? L'asile doit être réservé à des personnes qui sont persécutées parce qu'elles défendent la démocratie dans des pays non démocratiques ; il ne peut pas bénéficier à ceux qui s'attaquent à des pays démocratiques avec des méthodes violentes.

— La majorité a-t-elle toujours l'intention de modifier le statut de réfugié ?

— La question est à l'étude. Actuellement, certains demandeurs vivent en France pendant deux ans, parfois même davantage, dans l'attente d'une décision des autorités. C'est absurde et d'ailleurs inhumain. En cas de refus, est-il possible de les renvoyer après tout ce temps ? Mais est-il normal de ne pas appliquer la loi ? Il faut absolument accélérer les procédures.

— A propos des expulsions d'étrangers en situation irrégulière, êtes-vous contre « la politique des châtiments », qui a mis mal à l'aise M. Claude Malinvergne, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme ?

— Je ne suis ni pour ni contre. Je suis simplement pour l'application de la loi que la gauche, elle, n'appliquait pas. Le moyen employé — expulsions collectives ou expulsions individuelles — ne me paraît pas changer la nature du problème.

Propos recueillis par

ROBERT SOLÉ.

SCIENCE & VIE MICRO  
SVM  
NOVEMBRE 86

### CONNAISSEZ-VOUS LA BIOMETRIE ?

La biométrie, elle, vous connaît. Personnellement. L'ordinateur biométrique vous identifie par une mesure effectuée sur votre propre corps. Infalsifiable.

## REPÈRES

### Tourisme

Le Club Méditerranée abandonne Santa-Giulia en Corse

Le Club Méditerranée ferme son camp de Santa-Giulia près de Porto-Vecchio en Corse-du-Sud : « Sécurité et tranquillité n'étaient plus assurées », a expliqué M. Gilbert Trigano, responsable du Club. Ce centre a, en effet, connu un été chaud avec notamment un hold-up le 4 septembre accompagné d'une brève prise d'otages, et des cases ont été détruites lors des incendies de forêt.

M. Trigano a toutefois précisé que les deux autres camps situés dans l'île, à Cargèse (près d'Ajaccio) et à San-Ambrogio (Bagnole), n'étaient pas touchés par cette mesure.

### Pollution chimique

Les mystères de Bâle

Cinq jours après l'incendie qui a détruit, samedi 1<sup>er</sup> novembre à Bâle (Suisse), l'usine chimique Sandoz, la confusion et le mystère continuent à régner. Négligence ou acte criminel ? La police helvétique n'exclue pas cette dernière hypothèse. Quelles sont les substances toxiques libérées dans l'air et dans le Rhin ? Des analyses sont en cours, mais Sandoz a alerté toutes les stations de pompage jusqu'à Rotterdam et on recommande aux Bâlois de lever les

légumes. Enfin, il est impossible de savoir qui des autorités helvétiques ou françaises est responsable du retard mis à prévenir les populations françaises. Les élus et les fonctionnaires alsaciens, réunis lundi 3 novembre à Saint-Louis (Haut-Rhin), ont demandé l'établissement d'un « téléphone rouge » franco-germano-suisse.

### Industrie

Bulgarie : accident dans une usine de produits chimiques

Les causes de l'accident qui a fait 17 morts et 19 blessés, dont 4 dans un état grave, samedi 1<sup>er</sup> novembre dans la matinée au combinat chimique de Devnya, en Bulgarie, n'ont pas été rendues publiques. Toutefois, on a appris lundi qu'il s'agissait probablement de la rupture d'une conduite où du chlorure de vinyle circulait sous haute pression entre deux ateliers, celui où l'on prépare ce chlorure et celui où il est transformé en polyvinylchlorure. L'explosion qui s'est ensuivie a détruit les deux ateliers ainsi qu'un entrepôt de produits finis.

Une commission d'enquête gouvernementale s'est rendue sur place. Le combinat de Devnya, situé à 30 kilomètres de la ville de Varna, sur la mer Noire, est le plus important de Bulgarie. Des milliers de personnes y travaillent dans une dizaine d'usines qui produisent du carbonate et du nitrate de sodium, de la soude, du chlorure, des engrais, des matières plastiques et du ciment.

### MONDES EN DEVENIR

POUR UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

Sous la direction d'Edmond JOUVE

Le tiers monde et ses luttes

13,5 x 20 cm - 232 p. - 110 F

Editions BERGER-LEVRULT

# MICROAGE.

## QUAND LA MICRO-INFORMATIQUE DEVIENT UNE AFFAIRE DE PROFESSIONNELS.

MicroAge est déjà l'une des plus importantes chaînes mondiales de magasins spécialisés dans l'équipement des entreprises en micro-informatique.

Son succès est fondé sur l'apport d'un service global : fournir des systèmes complets, procéder avant implantation à une expertise technique, aboutir à un choix adéquat de produits parmi des marques leaders.

Mais la spécificité de MicroAge repose sur sa fonction de consultant auprès des petites et des moyennes entreprises et sur la priorité donnée par MicroAge à l'analyse en profondeur de leurs besoins particuliers.

Ensuite, et ensuite seulement, MicroAge préconise et fournit des solutions opérationnelles : matériels micro-informatique, formation professionnelle, logiciels, éléments périphériques et de liaison répondant aux besoins immédiats et futurs de chaque secteur d'activité de l'entreprise.

Vous pouvez déjà profiter du service complet MicroAge à :

PARIS 2<sup>e</sup>  
9-11 rue du Mail  
Tél : 16 (1) 42 96 15 62

PARIS 4<sup>e</sup>  
14, rue Malher  
Tél : 16 (1) 42 72 63 01

MONACO  
2 Bd Rainier III  
Tél : 16 (93) 25 67 67

Pour connaître la liste des autres centres MicroAge, téléphonez au 16 (1) 47 23 72 26.

MicroAge





## Société

## Un arbitrage financier pourrait réduire les ambitions de M. Albin Chalandon sur les prisons privées

Mille deux cents détenus de plus au mois d'octobre

Le nombre de détenus a augmenté de 1 200 en un mois. Il atteint aujourd'hui le chiffre de 50 000 pour 32 500 places. Le garde des sceaux a vu une raison supplémentaire pour hâter son projet de prisons privées, qui sera probablement soumis au conseil des ministres le 19 novembre.

Les exigences de M. Albin Chalandon — 25 000 places dans de nouveaux établissements privés — suscitent des réserves. Rue de Rivoli. Pour des raisons de coût, les ambitions du garde des sceaux pourraient être limitées, dans un premier temps au moins, à 15 000 ou 18 000 places, indique-t-on à la chancellerie.

Le nombre de détenus augmente de nouveau. Une progression propre à donner raison, et sans doute bien-tôt satisfaction, à M. Chalandon. Il y avait 48 371 détenus en France métropolitaine le 1<sup>er</sup> novembre; soit probablement 50 000 avec les départements et territoires d'outre-mer. En un mois, l'augmentation est de 2,62 %. En un an, le nombre de détenus a progressé de 7 000 personnes. Seule note encourageante : la diminution relative du nombre des prévenus, c'est-à-dire des détenus en attente d'un jugement définitif. Leur proportion était de 51 % en novembre 1985; elle n'est plus que de 46 % depuis le mois de juillet (22 665 le 1<sup>er</sup> novembre).

La nouvelle augmentation du nombre de détenus était prévisible. M. Chalandon y a largement contribué en recommandant, le 8 avril,

aux parquets de prendre des « réquisitions fermes » contre les délinquants et de veiller à l'exécution immédiate et effective des peines prononcées.

Pour faire face aux besoins actuels, le garde des sceaux se dispose que de 32 500 places, pour 50 000 détenus, d'où la tentation, vite réprimée, de procéder à des libérations « massives », sous la forme d'une grâce collective accordée à 5 000 ou 8 000 détenus. D'où aussi un plan d'urgence visant à créer, à très court terme, 5 000 places dans des constructions préfabriquées.

M. Chalandon a fait ses calculs : la population pénale augmentée de 8 000 détenus par an. L'administration pénitentiaire a donc besoin, affirme-t-il, de 40 000 places supplémentaires. « Or, explique le garde des sceaux, même en tenant compte de l'effort gigantesque que l'Etat va faire dans le budget 1987, en nous donnant la possibilité de lancer 2 000 places, je constate qu'il nous faudrait vingt ans pour résoudre le problème ».

Cet effort « gigantesque » — le ministère en est convaincu — ne sera pas possible longtemps car « les Français n'ont aucune envie de voir leurs impôts servir à construire des prisons ».

C'est ce raisonnement qui est à la base du « plan Chalandon », lequel repose à la fois sur le secteur public et sur le secteur privé. « Mon idée, commente le ministre, c'est (...) de continuer à développer le public : je veux faire 10 000 places de plus dans les cinq ans, donc tenir le rythme de 2 000 places par an pendant cinq ans, et, parallèlement,

lancer 25 000 places dans le système privé sous contrôle de l'Etat ».

Le volet « privatisation » de ce plan est aujourd'hui l'objet de soins prioritaires du garde des sceaux. Il compte le soumettre, le 19 novembre, au conseil des ministres et l'a envoyé, le 31 octobre, au Conseil d'Etat, qui a quinze jours pour donner son avis. Viendra ensuite la discussion parlementaire, que M. Chalandon espère mener à bien avant la fin de l'année. Il y a urgence, plaident à la chancellerie, statistiques pénitentiaires en main.

## Trois obstacles

Trois obstacles pourraient ralentir cette course à la privatisation : l'un est financier, l'autre politique, le troisième constitutionnel.

Les prisons privées, pour lesquelles l'Etat n'aura rien à débours, sont immédiatement viables. Elles coûtent à la collectivité : autour de 300 francs par jour et par détenu. Les grands argentiers du gouvernement, MM. Edouard Balladur et Alain Juppé, voient cela d'un bon œil. Mais, ont-ils demandé à M. Chalandon de limiter ses ambitions immédiates à 15 000 ou 18 000 places, le solde (10 000 ou 7 000 places) ne lui serait accordé que dans dix-huit mois.

L'obstacle politique se mesurera aux réactions que suscitera, dans la majorité, le projet de M. Chalandon. Celles qui se sont manifestées jusqu'ici sont plutôt favorables. Il y a que M. Simone Weil, ancien magistrat à l'administration pénitentiaire, a se dire heurtée par l'abandon au privé d'une prérogative de la puissance publique.

Excepté celui des directeurs de prisons, les syndicats pénitentiaires sont, eux aussi, opposés à la privatisation, toutes tendances confondues. Ils annoncent une « grève des écrous » qui doit avoir lieu à partir du 17 novembre. L'entrée des prisons sera refusée aux nouveaux détenus, qui devront être gardés provisoirement ailleurs. Et ceux qui, par exemple, seront convoqués devant un juge d'instruction ne pourront sortir.

Cette grève prévue pour une date illimitée pourrait perturber la vie des établissements pénitentiaires. Mais, en même temps, certains dirigeants syndicaux affirment avoir du mal à mobiliser leur base contre le projet Chalandon, qui paraît, pour l'instant, bien abstrait à bon nombre de surveillants.

Ultime obstacle, celui qui pourrait opposer à ce projet le Conseil constitutionnel. Au cours de la discussion interministérielle qui vient de prendre fin, le ministre des affaires sociales a fait observer à celui de la justice qu'il était impossible d'interdire le droit de grève aux gardiens du privé. Ce serait contraire à la Constitution. Et, comme — autre principe constitutionnel — le projet de loi prévoit d'aligner le régime des prisons privées sur celui du secteur public, où le droit de grève est interdit aux gardiens, on ne voit pas la solution.

Houssièrement, la chancellerie pense en trouver une bientôt sous la forme d'une astuce de rédaction, qui sera certainement décurtée par M. Robert Badinter et ses collègues, si M. Chalandon franchit d'ici là les obstacles qui restent sur sa route.

BERTRAND LE GENDRE.

A Marseille

## L'universitaire preneur d'otages pour obtenir la garde de son fils va être jugé en correctionnelle

La dixième chambre du tribunal correctionnel de Marseille s'est déclarée compétente, lundi 3 novembre, pour juger M. René Charnasson, un universitaire qui voulait passer devant la cour d'assises après avoir pris en otage, le 7 janvier 1984, armé d'un fusil, M. Jean Vadon, l'avocat de son ancienne épouse, pour obtenir la garde de son fils, Luc, âgé de douze ans. Le tribunal a fixé au 8 décembre la date de l'audience.

## L'opinion du procureur

Le 6 octobre, M. Charnasson, soixante-trois ans, maître de conférences à l'université de Provence, poursuivi pour violence et voie de fait, avait déclaré qu'il « demandait à passer devant un jury populaire », et ses avocats, M. Frédéric Monneret et Lucienne Calzaroni, avaient plaidé l'incompétence du tribunal. « Il a commis un crime par excès d'amour pour son fils. Il a tiré. Les éléments constitutifs du crime sont réunis », avaient-ils dit.

Le procureur de la République adjoint, M. René Salomon, était d'un avis contraire. « On ne choisit pas sa juridiction. Les faits reprochés à M. Charnasson sont des délits. L'intention homicide n'est pas établie. Si M. Charnasson avait voulu tuer M. Vadon, il aurait pu le faire au moins cent fois pen-

dant la prise d'otages qui a duré plusieurs heures ».

M. Charnasson, armé d'un fusil de chasse, avait fait usage de son arme une seule fois devant la villa de M. Vadon à Cassis (Bouches-du-Rhône), avant de prendre celui-ci en otage, ainsi que sa fille et son petit-fils qui se trouvaient chez lui. Par cette action, l'enseignant espérait récupérer son fils, dont la garde venait d'être confiée à sa mère; le garçonnet était sur le point de quitter la France pour rejoindre M. Mary Mac Innis, de nationalité canadienne, qui était retournée vivre dans son pays natal après son divorce.

● Expulsion d'un ressortissant basque espagnol. — Un ressortissant basque espagnol, Pablo Vivanco-Ruiz, alias « Chrono », vingt-neuf ans, arrêté lundi 3 novembre dans l'après-midi à Cues (Var), a été immédiatement reconduit au poste-frontière du Perthus.

Vivanco-Ruiz, militant de l'organisation politique basque Herri Batasuna, réfugié en France depuis 1982, avait obtenu le droit d'asile politique et avait été autorisé à y rester puisqu'il disposait d'un titre de séjour valable jusqu'au 27 novembre, titre qui pouvait être renouvelable. Il assurait une émission d'information culturelle et politique relative au Pays basque sur les ondes de Radio Goliard, une radio privée de la région Provence.

Cinq sociétés asiatiques d'import-export impliquées dans un trafic de drogue

## Fruit exotique à l'héroïne

M. Albin Chalandon, garde des sceaux, prévoit, parmi d'autres mesures dans son plan anti-drogue présenté cette semaine au conseil des ministres, une répression accrue pour les trafiquants : jusqu'à quarante ans de prison en cas de récidive.

Depuis longtemps, la lutte contre les responsables du trafic se développe avec plus ou moins de succès. Si les réseaux de « passeurs » sont plus facilement déman-

chés, les « cerveaux » échappent souvent à la justice. Le trafic de drogue utilise des circuits commerciaux et financiers, à la manière d'une multinationale, de plus en plus difficiles à détecter.

Pour la première fois dans l'histoire de la répression anti-drogue, la structure commerciale d'un trafic d'héroïne-base a été mise à nu : une saisie de 56 kilos

depuis Bangkok au siège de Boon Manee, la cargaison était évaluée par cet importateur à 252 millions de bahts — soit environ 65 millions de francs.

Le compt-circuit opéré cette fois-ci par la police met en lumière un système qui avait probablement déjà servi. La première manifestation — il y en aurait eu d'autres — identifiée aujourd'hui de cette organisation très perfectionnée remonte effectivement à 1980. C'est du moins ce que dit un des trafiquants arrêtés à Anvers, Took Sae Tang, un Chinois. Lui-même, reconnaît-il, était venu en France en 1980 pour superviser la vente d'une livraison de 35 kilos d'héroïne. La drogue, cette fois-là, avait été importée à Paris, dissimulée dans une machine à fabriquer des pâtes commandée par la société Manee fixe à Colombes. La machine avait réussi. L'argent de cette vente avait été transféré par les comptes de Manee et du restaurant Chintown en France, mais aussi par d'autres sociétés étrangères sur la sellette depuis le 25 janvier 1984.

Fiste passionnée... Car il reste à découvrir où sont allés les fonds énormes de ce trafic. Le trajet suivi par l'héroïne base est désormais connu. En sera-t-il de même pour le circuit financier ? L'argent pourrait bien avoir voyagé par porteurs et à travers des comptes bancaires à numéros ouverts, en Asie et en Europe. Une partie même aurait pu être ainsi « blanchie » par le biais des comptes de sociétés françaises spécialisées dans les fausses factures de la confection asiatique. Ainsi évoquait-on l'une des principales banques impliquées dans ce circuit de la confection et condamnée par le tribunal de grande instance de Paris le 25 novembre 1985 (le Monde du 27 novembre 1985). Toutes ces pistes sont autant de questions qui trouveront peut-être une réponse lors du prochain procès à Paris.

Dans le cadre très international de cette affaire, qui sont les vrais responsables du trafic ? On ne le sait trop. Certes, de nombreux trafiquants ont été arrêtés et, depuis, sont emprisonnés. Ainsi à Bangkok, Keokachanasakul, alias Ah Po, dirigeant de la Boon Manee : il est accusé, par d'autres, d'être un des patrons du trafic. Un autre « cerveau », appelé Chauw Poa, serait en fuite. En Belgique, deux hommes sont incarcérés : Took Sae Tang et Santi Hiransaroj, PDG de la Food Staff Trading International de Singapour. Enfin, en France, six personnes sont en prison. Trois frères, l'appartement. Selon un télex trouvé

dans une affaire intéressant deux continents et mettant en jeu cinq sociétés internationales d'import-export asiatiques. Neuf trafiquants sont en détention provisoire, dont six en France. L'enquête a duré trente mois, sous l'autorité de M. Gilles Bouloque, juge d'instruction à Paris.

Le procès de cette affaire doit très prochainement s'ouvrir au tribunal de grande instance de Paris.

Les demi-frères de Santi arrivés sans ressources en 1978 et devenus, six ans plus tard, directeurs de sociétés florissantes : Kim, De et Thanh Quach. Et leur ami — leur protecteur ? — un citoyen ichimien de Hongkong, Peter Sui Chor Ng. Plus deux autres fidèles vietnamiens : Truong Van Thanh et Phong Tan Ngoin. Tous ces hommes, dès qu'ils se sont connus, ont fait rapidement affaire.

Obéissent-ils à une même société secrète, comme la célèbre « 14 K » de Hongkong présente dans certains trafics de drogue ? En tout cas, tous apparaissent en bonne place dans l'organisation des cinq sociétés d'import-export qui assuraient le voyage d'un passeur-rambutan. Les trafics ne manquent pas, aujourd'hui, de ces amitiés aussi vite nouées que rompues en affaires. Tous se déplacent beaucoup et, de Francfort à Anvers via Paris. Jusqu'à nos jours où l'irrésistible ascension se brise... sur onze fausses boîtes de rambutan.

DANIELLE ROUARD.

(1) Ce restaurant resta fermé un court temps puis changea de propriétaire. La nouvelle société n'a aucun lien avec le trafic.

## De la toxicomanie au terrorisme

## M. Alain Marsaud contre les « déstabilisateurs »

Il n'y a pas que les terroristes pour chercher à déstabiliser la société française. Les trafiquants de drogue, réels ou supposés, menacent aussi les fondements de la nation : c'est l'opinion que M. Alain Marsaud, hier juge d'instruction, aujourd'hui chef de la section anti-terroriste du parquet de Paris.

M. Marsaud avait à se prononcer, le 6 octobre dernier, comme magistrat instructeur, sur une demande de mise en liberté d'un Africain, M. Mamadou Khourma, inculpé d'infraction à la législation sur les stupéfiants. Le parquet appuyait cette demande, faisant valoir que l'intéressé n'était pas un trafiquant, comme le soutenait M. Marsaud, mais un simple usager.

Le juge n'a rien voulu savoir. Il en a même rajouté sur un ton qui ne déplaît pas aux adhérents du RPR dont il est un militant actif. « Attendu, écrit M. Marsaud, que la drogue, et plus particulièrement l'héroïne, tue, lentement, mais sûrement; que les trafiquants de drogue mènent contre notre population une véritable guerre; que Khourma, étranger, doit être considéré comme un déstabilisateur nuisible à la santé de la nation française; qu'il importe de le maintenir en détention ».

M. Marsaud ne regrette pas cette « sortie » : « C'était un trafiquant d'héroïne, maintenant. Je ne suis pas le seul à manquer de tendresse avec ces gens-là ».

En traitant les drogués de fauteurs de guerre, c'est-à-dire comme des terroristes, M. Marsaud ne manque-t-il pas plutôt de mesure ou, plus grave pour ses nouvelles fonctions, de jugement ?

B. L.-G.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

Vient de paraître  
**PLANTU**

196 pages,  
plus de  
300 dessins  
publiés dans  
**Le Monde**

EN VENTE  
CHEZ TOUS  
LES MARCHANDS  
DE JOURNAUX  
45 F

OU PAR CORRESPONDANCE

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_  
NOM DES DESTINATAIRES \_\_\_\_\_ X 49 F (sans d'expédition incl.)  
Commande à faire parvenir avec votre règlement à LE MONDE Service des Ventes au Numéro  
7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

مكتبة الشامل



هكمان المثل

## Société

Les actions en faveur des victimes des attentats

### Indemniser le malheur

Depuis quelque temps, depuis l'attentat de la rue de Rennes à Paris surtout, les initiatives se multiplient pour secourir les victimes. La Croix-Rouge des Hauts-de-Seine utilise le matériel pour informer le public sur les droits et les démarches à accomplir par les personnes frappées à la suite d'un attentat (1). La Mairie de Paris a ouvert le 29 septembre une permanence Solidarité attentats Paris (2) qui reçoit les victimes ou leurs familles et les aide à résoudre leurs problèmes psychologiques ou matériels. Des associations de victimes se sont regroupées avec l'appui du ministère de la justice pour créer, le 22 septembre, l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (IVANEM) (3).

La colère venait de loin, de très loin en elle. « Ah! non! monsieur! ne comptez pas sur moi pour rencontrer cet homme. Je n'ai rien à faire avec lui. » C'est qu'à l'autre bout du fil, l'interlocuteur, responsable d'un club Prospectives et Réalités, avait un bon de conseil à M<sup>me</sup> Françoise Rudetzki : « Vous devriez prendre contact avec M. Pierre-Christian Taittinger — qui vous aiderait — M. Taittinger, sénateur UDF-PR de Paris, dont la famille possède le restaurant Le Grand Vélou à Paris, où M<sup>me</sup> Rudetzki fut grièvement blessée dans un attentat non revendiqué le 23 décembre 1983. La famille Taittinger, après avoir procédé à la réfection à grands frais de ses locaux endommagés, a toujours refusé d'aider la victime... »

Un coup de fil parmi d'autres. Depuis près d'un an M<sup>me</sup> Françoise Rudetzki en reçoit des dizaines par jour. De personnalités, d'hommes politiques, de personnes désintéressées, prêtes à donner leur temps ou leur argent. Mais, surtout, des appels d'autres victimes ou de leurs parents. Pourtant, que de chemin parcouru depuis un an. Ses apparitions à la télévision, des interviews, une émission « Au nom de l'amour », avec Pierre Bellemare, qui déclara l'envoi de cinq cent mille cartes postales réclamant le vote d'une loi d'indemnisation des victimes.

Cette loi a été promulguée le 9 septembre. Désormais, l'indemnisation sera prise en charge par un fonds de garantie alimenté grâce à un prélèvement sur les contrats d'assurance de biens. En attendant

Quant à l'association SOS-Attentats fondée par M<sup>me</sup> Françoise Rudetzki, elle continue son action : sa permanence fonctionne depuis septembre 1985 (4). Après avoir obtenu le vote d'une loi, la loi du 9 septembre 1986, SOS-Attentats considère que son combat est loin d'être terminé. Elle lance cette semaine une opération avec Médéas du monde. L'idée en est double : faire appel aux entreprises et aux associations à but humanitaire pour qu'elles versent des aides aux victimes des attentats commis avant le vote de la loi. Aux entreprises, parce qu'elles sont depuis longtemps de la nécessité de souscrire certaines assurances; aux associations, parce qu'elles peuvent, sans abandonner leur aide aux déshérités du bout du monde, secourir aussi les victimes proches.

La mise en place de celui-ci, le Fonds de garantie automobile (5), qui secourt les accidents de la route, assure provisoirement le relais. Il est tenu de verser une provision aux victimes dans un délai d'un mois après la demande.

La loi comprend non seulement toutes les personnes blessées sur la voie publique qui seront indemnisées, quelle que soit leur nationalité : « J'y tenais beaucoup », souligne M<sup>me</sup> Rudetzki — mais aussi les Français en déplacement à l'étranger ou résidant à l'étranger, s'ils sont immatriculés à leur consulat. Enfin, le champ d'application de la loi inclut les victimes d'actes de terrorisme, tels que les détournements d'avions et de bateaux.

#### « Une machine lourde »

M<sup>me</sup> Rudetzki est décidée à batailler encore pour obtenir une reconnaissance de la loi d'un an au moins. Un an, cela représente deux morts et quelque trois cents blessés : attentat aux Galeries Lafayette, au Claridge, chez Gilbert Jumeau, à la FNAC, dans le TGV, à la galerie Point Show, à la préfecture de police; à la brigade de répression du banditisme, etc., sans parler du bureau de poste de l'Hôtel de Ville et de la cafétéria à la Défense qui, à quelques heures près, échappent à l'application de la loi.

Dans l'état actuel de la législation, ces victimes, qui sont au nombre de sept cents si l'on remonte à 1974, ne peuvent espérer qu'une indemnisation par l'Etat. Or M<sup>me</sup> Rudetzki sait de quoi elle

parle : « La machine étant tellement lourde », les choses s'éternisent. Elle même, blessée fin 1983, n'a, pour l'instant, reçu aucun dédommagement. Elle sera opérée pour la trentième fois dans quelques semaines.

Parmi les autres difficultés à résoudre figurent le problème de la Sécurité sociale, qui réclame le remboursement des soins par les victimes lorsqu'elles sont indemnisées et la nécessité d'un bûcher de douze à dix-huit mois pour que celles-ci ne soient pas indéfiniment traitées d'expertises en expertise.

M<sup>me</sup> Rudetzki vient de demander une audience à M. Alain Chalançon, garde des sceaux. De son fauteuil roulant, elle continue de dénouer les trente à quarante lettres qu'elle reçoit chaque jour et répond à chacune d'elles. « Les attentats, s'il frappent les esprits, frappent aussi les corps (...). Il faut donc un peu moins parler des terroristes et un peu plus des victimes (...). Et pas seulement le jour où l'honneur s'éclaire dans la rue. »

CHARLES VIAL

(1) Croix-Rouge 92, composez le 36-14, puis le code CRS 92.  
(2) Solidarité attentats Paris, 14, rue Jean-Bart, 75006 Paris. Téléphone : 45-49-42-99, de 9 heures à 18 heures.  
(3) INAVEM, 45, avenue Parmentier, 75010 Paris. Téléphone : 42-40-54-45.  
(4) SOS Attentats, adresse de préférence : Boîte Postale 100, 75060 Paris Cedex 02. Téléphone : 42-27-55-58.  
(5) Fonds de garantie automobile, 64, rue de France, 93407 Vincennes.

A Paris

### Nouvel interrogatoire de Georges Ibrahim Abdallah

Georges Ibrahim Abdallah, inculpé à Paris depuis le 4 juillet 1985 de complicité d'homicide volontaire dans l'assassinat, le 18 janvier 1982, du lieutenant-colonel Robert-Charles Ray, attaché militaire adjoint à l'ambassade des Etats-Unis, et dans celui de Yacov Barimoutov, deuxième conseiller à l'ambassade d'Iraq, commis le 3 avril suivant, a été interrogé de nouveau, lundi 3 novembre, par M. Gilles Boulou, juge d'instruction chargé du dossier.

Il s'agissait, pour le magistrat, d'entendre le chef présumé des Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL) en Europe sur ce qu'il avait à dire de la production dans le dossier actuel — à la demande de la partie civile américaine — d'un certain nombre de documents qui figuraient à l'origine dans la procédure engagée contre lui à Lyon pour association de malfaiteurs, délit qui, au mois de juillet dernier, entraîna sa condamnation à quatre ans de prison.

Il n'apparaît pas que ces documents aient apporté des éléments nouveaux de nature à modifier les charges initiales. L'inculpation à Paris de complicité d'homicide volontaire, qui fait encourir à Georges Ibrahim Abdallah la peine de réclusion criminelle à perpétuité, reste essentiellement fondée sur la découverte, parmi bien d'autres armes, dans un appartement parisien, 18, rue Lacroix, loué par lui-même, d'un pistolet d'origine tchécoslovaque dont les expertises ont établi qu'il fut utilisé

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Bâtiment, métallurgie, productique, bureautique...

### 780 apprentis pourront préparer un brevet et un baccalauréat professionnels

M. Philippe Seguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, vient de signer une circulaire mettant en place pour deux ans des « sections expérimentales » permettant de préparer des brevets et des baccalauréats professionnels par la voie de l'apprentissage.

Sept cent quatre-vingt apprentis pourront ainsi entreprendre une formation supérieure à l'ancien CAP (certificat d'aptitude professionnelle) dans une quinzaine d'établissements. A l'issue de deux années supplémentaires d'études, ils pourront obtenir leur diplôme en alternant, pratiquement à parité, les semaines de cours dans un centre de formation d'apprentis (CFA) et les périodes en entreprise. Cette formule nouvelle a nécessité des dispositions particulières, arrêtées à titre provisoire en l'attente de l'adaptation des textes législatifs et réglementaires. Il a fallu, en outre, s'entourer de précautions pour offrir le maximum de garanties pédagogiques et ne pas faire concurrence aux établissements existants. Pour les bacs professionnels notamment, une commission a examiné la liste des projets transmis par les recteurs.

Certains CFA, en Normandie, Rhône-Alpes et Bretagne, ont été retenus. Mais le choix définitif n'est pas encore arrêté, l'Etat devant passer des conventions avec les régions, qui, depuis la décentralisation, ont la maîtrise de la formation professionnelle. L'Etat supportera la moitié des coûts. Pendant toute la période d'expérimentation, des commissions seront chargées du suivi.

Pour les maîtres d'apprentissage, en entreprise ou en atelier, seuls « seront autorisés à conclure des contrats d'apprentissage (...) les maîtres ayant été expressément agréés à cet effet ». L'agrement « ne sera délivré qu'aux maîtres dont le niveau de qualification ou l'expérience professionnelle paraîtront

suffisants ». A « titre dérogatoire », des contrats d'apprentissage seront accordés à des jeunes qui peuvent avoir déjà obtenu un premier diplôme par la voie de l'apprentissage et qui devront prolonger leur formation.

Cette formule était réclamée depuis des années par les formateurs d'apprentis et plus encore par quelques professionnels associés à l'apprentissage. Les représentants des principaux organismes gestionnaires — chambres de métiers, du commerce et de l'industrie, de l'agriculture ou, encore l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) — ont négocié avec les ministères concernés : les affaires sociales, l'éducation nationale, le commerce et l'artisanat. Cinquante sections accueillant deux cent quatre-vingt-cinq apprentis seront

ouvertes pour le bâtiment et les travaux publics et prépareront à des brevets professionnels qui font cruellement défaut. Vingt-trois sections prépareront trois cent soixante-deux apprentis à des baccalauréats professionnels, à la demande du secteur de la métallurgie et des chambres de commerce. Quatre sections, pour cinquante-sept apprentis, prépareront au brevet de maîtrise, souhaité par les chambres de métiers. Enfin, cinq sections, pour soixante-six apprentis, prépareront à des brevets de techniciens ou des bacs G1, G2 (secrétariat et gestion).

Les qualifications recherchées pour ces diplômés sont très variées, allant du génie climatique au béton armé, en passant par la productique, la maintenance des systèmes mécaniques ou la bureautique.

A. L.

### Les professeurs de langues anciennes s'inquiètent des projets de M. Monory

LYON  
de notre correspondant régional

Risque de « disparition pure et simple » : danger de « discrimination » : « projets inadmissibles » : plus de deux cents professeurs de langues anciennes (latin-grec) — représentant près de quatre mille de leurs collègues — sont en opposition ouverte avec le ministre de l'éducation nationale, M. René Monory. A l'occasion de son premier congrès, qui s'est tenu à Caluire (Rhône) du 27 au 29 octobre, la Coordination nationale des associations régionales des enseignants de langues anciennes (CNARELA) a voulu prendre date, tout en précisant que sa démarche n'était en aucun cas « catégorielle » (les enseignants de langues anciennes sont — aussi — des enseignants de français, donc assurés du maintien

de leur poste), mais basée sur la nécessité d'une « culture générale solide et diversifiée ».

Les congressistes du CNARELA protestent contre le « refus délégué » (de la part du ministère) « de toute information et de toute concertation ». Craignant que les « intentions » de M. Monory (le Monde du 24 octobre) n'aboutissent à la « disparition du latin et du grec », les professeurs redoutent la suppression des « options complémentaires facultatives », et la « régionalisation » des options, qui risquerait d'aboutir à une « discrimination régionale contraire au principe d'égalité démocratique ». Ils s'inquiètent enfin des conséquences de la réforme du baccalauréat, qui passerait par une réduction du nombre des épreuves.

C. R.

Une décision du tribunal administratif

### Pas de « liberté des prix » pour les droits d'inscription universitaires

Le tribunal administratif de Lyon vient de déclarer « illégale » une « contribution pédagogique » obligatoire de 140 francs que l'université de Lyon-III avait, en 1982, demandé aux étudiants en droit de payer en plus des droits d'inscription. A l'époque, ces derniers étaient de 150 francs, et la contribution contestée, destinée, selon l'université, à financer des travaux pédagogiques modernes et l'entretien de bibliothèques spécialisées, représentait donc pour les étudiants un quasi-doublement des frais d'inscription annuels.

Deux étudiants de cette université avaient alors déposé un recours

pour obtenir le remboursement de la « contribution pédagogique ». Elles ont obtenu gain de cause. Le tribunal a en effet estimé que, selon la jurisprudence, « le conseil de l'université n'est pas compétent pour instituer ou augmenter les droits d'inscription ».

Après les tentatives récentes d'augmentation des droits par plusieurs universités (Nice, Amiens, Poitiers, Paris-V notamment), ce jugement résonne un peu comme un rappel à l'ordre. En attendant, s'il est adopté dans sa forme actuelle, le projet de M. Devaquet n'autorisera les universités à plus de souplesse en la matière.

## Sports

Football

### Le Syndicat des journalistes sportifs appelle à la « grève des matches »

Le comité directeur de l'Union syndicale des journalistes sportifs de France (USJSF) a lancé, lundi 3 novembre, un ordre de grève pour la présentation et le compte rendu des journées de championnats nationaux de football des 22 et 23 novembre. Cet ordre de grève intervient après plusieurs incidents qui ont opposé, notamment à Bordeaux, des

dirigeants de clubs à des représentants de la presse. Les journalistes sportifs veulent au moyen de cette action « répondre aux constantes agressions de certains dirigeants de clubs et, devant la carence des instances nationales du football, faire respecter partout et en toutes circonstances la liberté de travail due aux journalistes accrédités ».

● VOILE : Coupe Louis-Victor. — Les régates de la troisième journée du deuxième Round Robin, disputées mardi 4 novembre à Fremantle (Australie-Occidentale), ont vu la victoire de French-Kiss (Marc Pajot), qui a devancé USA (Tom Blackaller) de 44 s, et la défaite de Challenge France (Yves Pajot).

● CYCLISME : Six Jours de Grenoble. — L'Italien Francesco Moser et le Britannique Tony Doyle ont remporté, lundi 3 novembre, les Six Jours de Grenoble avec un tour d'avance sur Bernard Vallet et le Danois Gert Frank. Chez les femmes, la victoire est revenue à Jeannie Longo et à Isabelle Gautheron.

# LA DROGUE ET LES JEUNES

Suffit-il de punir les drogués pour enrayer le mal ?

Le Monde  
L'Éducation  
NUMÉRO DE NOVEMBRE EN VENTE PARTOUT



## MUSIQUES

Un an d'Orchestre national de jazz

## François Jeanneau : « Un potentiel inexploité »

Voulu par le ministère de la culture du temps de Jack Lang, l'Orchestre national de jazz n'a pas été remis en cause par François Léotard, ni par le nouveau directeur de la musique, Marc Bleuse. Les statuts de l'orchestre prévoient le renouvellement annuel de son chef et de la majeure partie des musiciens. Pour 1987, le jeune pianiste et compositeur Antoine Hervé a été désigné à la tête d'une formation réduite, pour cause de restrictions budgétaires. Nous avons demandé à François Jeanneau, son premier directeur musical, de tirer un bilan de son expérience.

« Elle valait d'être tentée, je le pense encore au moment où mon mandat touche à son terme. Mais j'ai surtout le sentiment d'un immense potentiel inexploité. Un an, c'est trop court. Je m'en doute dès le début, à présent j'en suis sûr. Musicalement, l'orchestre n'a cessé de progresser depuis le concert inaugural au Théâtre des Champs-Élysées, donné dans la précipitation, pour toutes sortes de raisons, et d'une façon prématurée. Un nouveau journal mettrait-il en vente son premier numéro zéro ?

« An total, nous aurons donné une bonne soixantaine de concerts durant cette année. Jamais un grand orchestre de jazz français n'a travaillé autant. Mais c'est peu en regard du Vienna Art Orchestra de Matthias Ringg qui peut servir de référence pour une expérience de ce type en Europe et qui donne une centaine de concerts par an, tournée à l'étranger, y compris aux États-Unis. Cet orchestre subventionné travaille sur un acquis d'expérience musicale et de notoriété qui s'est accumulé en dix ans.

« Nous avons tourné, avec succès, en Afrique, en France, nous avons joué à Francfort, Rome, Berlin-Est.

Le concert du Festival d'Antibes-Juan-les-Pins a été retransmis par la télévision. Pourtant le public parisien n'aura que pour la seconde fois l'occasion de nous entendre, lors du concert au Zénith, après Miles Davis. C'est très insuffisant pour établir la réputation d'un orchestre. Peut-être aurons-nous dû jouer tous les lundis soir dans un club parisien, comme l'a fait longtemps le Big Band de Mel Lewis/Thad Jones au Village Vanguard de New-York et comme le fait à présent celui de Gil Evans au Sweet Basil. Pour les musi-

ciens, c'est excellent. On n'a craint de dévaluer l'ONJ en le produisant trop fréquemment; le choix inverse a été une erreur.

« Malgré cela, à l'heure actuelle, les sections sont parfaitement rodées, le son d'ensemble est bon, en dépit du handicap de n'avoir pu salarier un sonoriisateur permanent, ce qui est indispensable pour un orchestre amplifié électroacoustiquement. L'instrument fonctionne, sur le plan technique comme sur le plan humain. Et le répertoire s'est enrichi et diversifié. Tout le monde a envie de continuer. Et il faut tout arrêter,

remiser les partitions au placard, pour tout reprendre de zéro, sauf sur le plan administratif, là les structures sont à peu près en place.

## « L'eau et le feu »

« Musicalement, dans le domaine du jazz plus encore que dans d'autres, l'identité d'un orchestre est liée aux choix esthétiques de son directeur. Antoine Hervé va rencontrer les mêmes obstacles et les mêmes réticences de la critique spécialisée que moi au début, et il éprouvera les mêmes frustrations quand il les aura enfin levés. Autant d'idées, en musique classique, de changer le chef et les musiciens d'un orchestre chaque année ? Ce choix, destiné à empêcher le fonctionarisme, risque au contraire d'aboutir à simplement subventionner pendant un an des orchestres déjà existants. Yvan Julien, Claude Bolling, Jean-Loup Longgan, qui ont des orchestres permanents, mais peu d'occasions de les faire jouer, ont postulé à l'ONJ. Antoine Hervé, élu, va-t-il faire autre chose qu'avec son orchestre actuel et qu'il reprendra après un an de salariat qui aura accru des exigences musicales auxquelles il n'aura alors plus les moyens de répondre ?

« En jazz, on ne peut marier l'eau et le feu, la recherche et la discontinuité, surtout en mettant beaucoup d'eau. J'ai demandé, au mois de juin, qu'on revête les statuts et que mon mandat soit prolongé, afin que l'expérience puisse porter ses fruits. Au CNRS, les laboratoires sont évalués tous les quatre ans, en vue d'un éventuel renouvellement; c'est un minimum pour faire avancer un programme et juger de sa validité. Venir en France un Orchestre national de jazz ? Alors, il faut lui donner le temps.

Propos recueillis par

MICHEL CONTAT.

« Orchestre national de jazz, dirigé par François Jeanneau, le 4 novembre au Zénith, en seconde partie de Miles Davis (Festival de jazz de Paris).

« Un double album de l'ONJ, avec John Scofield en soliste, produit par la Maison de la culture d'Amiens pour le Label bleu (Harmonia Mundi) sortira le 15 novembre.

## ALAIN WAIS.

« Le mercredi 5 novembre à 20 heures au Zénith.

« Disques chez Phonogram.

Huey Lewis and The News au Zénith  
Américain type

C'est pas le mauvais garçon, Huey, vigoureux à la tâche, solide sur les tempos, précis sur les mélodies, jamais le dernier à payer sa tournée et pas collet monté pour un son. On l'a vu rouler sa bosse de par le monde, et c'était pas toujours Paname, alors il mérite ce qui lui arrive : vendre par millions les satanés machins dans les hit-parades. Le cheveu soigné, le regard bleu, le complet-veston et la chemise à carreaux taillés chez Lewis (modèle 501, option à boutons, version noire), Huey Lewis est un Américain pur sang avec la caricature en kit : adolescent, il collectionnait les photos des champions de base-ball dans les boîtes de corn-flakes et se destinait à une carrière de pitcher. Les études terminées, il est allé visiter l'Europe, en stop et la guitare en bandoulière : la manche à la terrasse des cafés et les classiques du blues au répertoire.

Born in the USA, Hugh Anthony Greg III (excusez du peu) a suivi ses parents de New-York à San Francisco. Sa mère fréquentait les poètes de la beat generation, et son médecin de père a rendu ses ordonnances pour devenir batteur dans un groupe de jazz. Aussi, quand le rejeton a formé le sien (Clover), ce fut avec la bénédiction parentale. C'était un bon petit groupe de country-rock dans la mouvance pub anglaise qui avait le vent en poupe. Époque, sous la houlette de Jack Riviera (patron de Stiff et manager d'Elvis Costello qui les fit s'installer à Londres), Clover enregistra deux albums appréciés des professionnels, ignorés du public.

Les punks étaient en marche, Huey traversa l'Atlantique dans l'autre sens pour former son nouveau groupe : The News. Décision prise de chanter, ce qu'il ne faisait pas dans Clover, il se découvrit une voix répense et timbrée aigre. Partant, il s'attaqua à ce bon vieux rock'n'roll teinté de rhythm'n blues. C'était dans l'air : Bruce Springsteen cassait la baraque et son compère Southside Johnny était en train de quitter les clubs pour remplir les stades. Pour Huey, il suffisait de s'engouffrer dans la tourmente, son heure viendrait.

Quand elle a sonné avec l'album *Picture This* et le premier tube *You Believe in Love*, notre homme et son groupe étaient prêts. On l'a vérifié il y a deux ans lors d'un concert fulgurant au Casino de Paris. A défaut d'être neiges, les nouvelles étaient bonnes. Depuis, les hits se sont succédés dont le fameux *Power of Love*, chanson vedette de la production Spielberg (*Back to the Future*) qui figure sur le nouvel album (Fore). Bien en jambes, avec un groupe en forme de coup de poing et la section de cuivres *Lower of Power* en guise de psychobell, on comprend en voyant Huey Lewis sur une scène ce que « ser sacré » veut dire. Au Zénith, il faut surtout ne pas manquer son petit protégé, Bruce Hornsby and the Range, qui assure la première partie.

## ALAIN WAIS.

« Le mercredi 5 novembre à 20 heures au Zénith.

« Disques chez Phonogram.

## CINÉMA

« Husbands »  
de John  
Cassavetes

## La cavale

Husbands,  
tourné en 1970,  
est le premier film  
de Cassavetes  
comme producteur  
indépendant.  
Il est également  
réalisateur,  
scénariste et acteur.



John Cassavetes

Après la *Ballade des sans-espoir* et *Un enfant attendu*, réalisés, au début des années 60, pour les grands studios, John Cassavetes se fait producteur indépendant. Auteur, en fait, comme le rappelle *Husbands*, film de 1970, où il est scénariste, acteur et metteur en scène, où le « Cassavetes touch » prend l'aspect caractéristique toujours identifiable depuis.

Harry (Ben Gazzara), Archie (Peter Falk) et Gus (John Cassavetes), trois petits bourgeois new-yorkais, assistent aux obèques de leur ami Stuart. Ils tournent autour de la quarantaine, se ressemblent, sont presque habillés de la même façon. Ils sont mariés et pères de famille, mais, avec Stuart, c'était la bande de copains.

Cette mort-là, ils ne peuvent pas l'admettre par ce qu'elle les place en face d'eux-mêmes, de leur situation sociale, de leur confort artificiel. Sortis du cimetière, Harry, Archie et Gus rompent les amarres. Pour quelques temps. Ils vont errer, se bagarrer, aller à la piscine, se saouler dans

un bar. Ils vont prendre l'avion pour Londres en croyant que c'est très loin, y faire les quatre cents coups, ramasser des filles. Autant de façons de conjurer l'idée de la mort, renouée dans l'ordre familial et social.

*Husbands* peut, certes, passer pour un document sur la classe moyenne américaine, découvrant soudain l'ennui de l'establishment. Mais c'est aussi et surtout un prodigieux constat de la crise de la quarantaine. Cassavetes décrit les moments longs ou courts du temps vécu, tel qu'il est ressenti par les trois maris en cavale qui s'épanchent dans l'ivresse, se livrant à toutes sortes d'excès pour dissiper leur malaise.

Constantement au bord de la déprime, le film la refuse pour des détails cocasses, un humour qui, pour être noir, n'en est pas moins les attitudes incohérentes et les ambiguïtés des trois mousquetaires en bordée, acteurs et personnages admirablement confondus apprenant, tout compte fait, à vivre.

JACQUES SCLIER.

« The Actress » (l'Actrice), de George Cukor  
Hollywood rêve de Broadway

The Actress (1953), film inédit en France, est un morceau de folklore hollywoodien, plus attachant par les noms glorieux qui y sont associés que par ses qualités propres.

George Cukor adapte, avec l'aide de l'auteur, Ruth Gordon, une pièce autobiographique sur une jeune provinciale de dix-sept ans, piquée par le démon du théâtre dans les premières années du siècle. Ruth Gordon Jones (rôle tenu par Jean Simmons, alors âgée de vingt-trois ans) la rêve aux vedettes de Broadway, comme dans les années 30 elle aurait songé à Hollywood.

La confusion des données fournit la clef du film, à la fois son charme et ses limites. D'un côté, une famille moyenne américaine, très modeste, mais tendrement aimée pour le meilleur et pour le pire, avec le papa bourru, la maman effacée, et, derrière, la petite ville qui roucoule. De

l'autre, le vrai sujet, effleuré plus qu'approfondi, la révolte de Ruth contre son éducation et l'avenir tout tracé, l'affrontement avec le père, interprété haut de gamme par Spencer Tracy. Il en rajoute dans la bonhomie écrasante, mais nous touche quand, à son tour, il évoque ses propres souvenirs de théâtre. Jean Simmons, malheureusement, n'atteint pas cette qualité d'émotion.

L'action se passe pratiquement en un lieu unique, l'inévitable maison familiale, copiée sur celle où vécut réellement Ruth Gordon, et recrée par les décorateurs du studio avec le même amour que, quinze ans plus tôt, ils avaient mis dans la reconstruction du château de Versailles pour *Mario-Annette*.

La complexité est évidente entre George Cukor et Ruth Gordon, qui ont tous deux connu de l'intérieur le théâtre centré sur les seuls acteurs, comme du temps où D.W. Griffith faisait ses débuts sur les planches à Louisville.

LOUIS MARCORELLES.

## CONNAISSANCE DU MONDE

SALLES FLEYER, mardi 4 NOVEMBRE 1986 (18 h 30 et 21 h), mercredi 5 (15 h), jeudi 6 (20 h 30), vendredi 7 (15 h), samedi 8 (20 h 30 et 21 h), dimanche 9 (14 h 30)

**LA VIE EN ÉGYPTÉ**

film de Roland REMOND

KARNAK - LOUSOR - La Vallée du Nil - La vie du peuple égyptien sur les rives du Nil

Le XX<sup>e</sup> siècle : LE CAIRE, ASSOUAN, CANAL DE SUZ.

## LES VOISINS

de Michel Vinaver  
mise en scène Alain Francon

Les Voisins est une belle et grande pièce. Voilà une très grande soirée. Le bon théâtre qui fait naître le rire LIBÉRATION : La mise en scène souligne la part dérisoire de ce jeu, le port brutale et comique, douloureuse aussi. LE FIGARO - Cette « comédie masquée » est joyeusement communicative. LE MATIN - Vinaver est notre Tchekhov. L'HUMANITÉ

THEATRE OUVERT/JARDIN D'HIVER - LOC. 42 62 59 49

« L'Ange de feu », de Prokofiev, à l'Opéra  
Une lecture un peu courte

Pour ouvrir le grand cycle qui, à l'instigation de Rostropovitch, va présenter à Paris, d'ici au 21 décembre, des œuvres de Prokofiev, après l'aimable prologue de « Cendrillon », « L'Ange de feu » a été choisi.

*L'Ange de feu*, œuvre très étrange, sur un cas d'hystérie, qui s'apparente au drame des possédés de *Louder*, révèle un homme fasciné par la psychologie des profanes, très différent du satirique acide, du barbare plein de santé ou du dandy froid et étouffant, à quoi se résume souvent notre image du grand compositeur russe.

Il s'agit d'une œuvre quelque peu mandite, écrite après *Le Jouet* et *L'Amour des trois oranges*, sur une nouvelle de Valérien Brioussov, à laquelle Prokofiev travailla de 1920 à 1927, puis qu'il abandonna, ne pouvant la faire jouer. Restée dans les cartons de son éditeur parisien, elle fut remaniée le 25 novembre 1954, lors d'un concert dirigé par Charles Bruck au Théâtre des Champs-Élysées, puis créée à la scène en 1955 à la Biennale de Venise. Montée dans divers pays, et notamment à l'Opéra-Comique en novembre 1964, elle ne parvint pas cependant à devenir classique. *Les Diables de Louder*, de Penderecki, devait faire une tout autre carrière.

L'Opéra de Paris vient de reprendre *L'Ange de feu*, en concert avec succès, mais nous n'avons pas retrouvé vraiment l'intensité paroxystique de cette partition flamboyante et glaciale, grouillante de spectres et de démons, d'un expressionnisme saisissant. C'est surtout l'orchestre (le vrai théâtre intérieur) de Prokofiev (le décalé son génie) qui nous a paru un peu pâle, peu concerné, peu homogène, comme lors d'une première lecture, malgré la direction énergique et passionnée de Myung-whun Chung, récompensée par un troisième et un cinquième actes d'un tonus dramatique nettement supérieur.

Les chanteurs n'ont sans doute pas disposé de répétitions suffisantes pour se pénétrer de leurs personnages, alors qu'ils en avaient pour la plupart l'étouffant, en particulier Franz Grundheber, Ragnar Ulfung dans son quadruple rôle méphistophélique, et Jean-Philippe Coiré, incantateur de grande allure, ainsi que Victoria Cornejo, Jocelyne Taillon et Philippe Rouillon.

Dans le rôle écrasant de Renata, Livia Budaï aurait eu sans doute besoin de la scène pour nous faire réellement vivre des trames hallucinées de cette pyrolyse héroïque, mais sa voix sombre, sauvage, au phrasé ample, au lyrisme poignant, reflétait la profonde inhumanité de Prokofiev.

## JACQUES LONCHAMPT.

« Le concert sera redonné le 6 novembre au Palais Garnier (20 h). Le cycle Prokofiev/Paris est organisé par l'Association Académie (146, rue de Rennes, 75006 Paris) avec le concours de la Ville de Paris et de Radio-France.

## Musique de chambre à Radio France

## Les mardis de la découverte

Œuvres rares et création, par des interprètes de premier plan, qui ne sont pas nécessairement les plus connus : la recette-miracle des « Mardis » de Radio France.

Les « Mardis de la musique de chambre » organisés par Radio France et diffusés en direct sur France-Musique, entament leur deuxième saison sous les meilleurs auspices : le public suit avec une fidélité remarquable cette succession de concerts gratuits de 18 h 30 à minuit.

Le premier concert des derniers « Mardis » était consacré à des œuvres de Gérard Maillon — cinquante ans cette année, qui vient de voir paraître son premier disque (ERATO n° 75267) et reste encore à découvrir. Outre son *Duo alto violon*, d'une grande force lyrique, et *Piano solo*, qui figurent d'ailleurs sur ce disque, on a pu entendre sa nouvelle *Sonate Sonvichinsky* pour violon et piano, où s'affirme son sens des harmonies et des sonorités pleines, avec cette chaleur communicative qui n'appartient qu'à lui.

Autre temps fort de la soirée, la création de la *Symphonie de chambre* n° 4 du compositeur soviétique Alfred Schnittke (né en 1934), sous la direction de Luca Piffa, par l'ensemble 2 E 2 M, qui l'avait commandée, l'ensemble Alternance et l'excellent ensemble vocal Michel Pignatelli. Inspirée par les épisodes de la vie de la Vierge Marie, l'œuvre emprunte son matériau aux diverses traditions religieuses occidentales mais les fond et les transforme. Musique méditative, parfois incantatoire avec ses mélodies en canon, ses cloches qui se répondent, elle possède assez de souffle pour s'imposer pendant quarante minutes.

sans presque jamais faillir. Son exotisme, enfin, est assez loin des modes et des mots d'ordre pour apporter une salutaire bouffée d'air frais.

Un récit d'une jeune pianiste, soviétique, elle aussi, Ekaterina Sarantseva, offrait de terminer la soirée avec diverses œuvres de Rachmaninov, dont la *Deuxième Sonate* et les étonnantes *Variations sur un thème de Corelli*. Ce sont là des pages d'une virtuosité confondante, exigeant un interprète capable de dénouer les lignes enchevêtrées. A toutes ces qualités, Ekaterina Sarantseva joint un toucher puissant et velouté, jusque dans les fortissimo, une fougue soignée, une maturité rare chez une pianiste de vingt-trois ans.

GÉRARD CONDÉ.

« Le quatuor des « Mardis » de France-Musique aura lieu ce mardi 4 novembre au Grand Auditorium de la Maison de Radio-France. A 18 h 30, le Quatuor Arcana jouera des œuvres de Hasse, Schumann, Milhaud, Jolles et Chaynes. A 20 h 30, on entendra des pièces pour piano et quatuor à vent. A 22 h 30, le violoniste Patrice Fontana et le pianiste Youri Boukoff interpréteront des sonates de Brahms, Debussy et Strauss (entrée libre, diffusion en direct sur France-Musique).

THEATRE MUSIQUE & DANSE  
DANS LE VIEUX MARTELLERIE  
NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD  
50 représentations

**L'Idiot**  
de DOSTOËVSKI  
mise en scène  
JACQUES MAULAIR

à 20h30  
tous les jours  
Loc. : 43 31 11 92

Festival d'Automne à Paris  
FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

**JEROME DESCHAMPS**  
THEATRE DES BOUFFES DU NORD  
DU 5 AU 30 NOVEMBRE  
LES PETITS PAS

RÉSERVATION-LOCATION  
THEATRE DES BOUFFES DU NORD 42 39 34 50  
FNAC MONTFARNAISE 42 41 11 95  
FESTIVAL D'AUTOMNE 47 03 37 81  
42 96 12 27

مكتبة الجليل



# Culture

## THÉÂTRE

« La Petite Apocalypse » de Tadeusz Konwicki au Festival théâtral du Val-d'Oise

## Les allumettes suédoises...

Le Polonais Tadeusz Konwicki voit ses traductions françaises se multiplier. Un de ses romans vient d'être adapté pour la scène.

Il y a, cet automne, une « actualité » Tadeusz Konwicki. On annonce la sortie d'un film d'Andrzej Wajda, *Chroniques d'accidents amoureux*, adapté d'un de ses romans, et où l'écrivain tient le rôle du héros adulte. Les éditions Laffont, après le *Complexe polonais* et la *Petite Apocalypse*, publient *Pluie soulevée, oiseaux de nuit*, et les Presses de l'Université de Paris-Sorbonne un ouvrage collectif, *Tadeusz Konwicki, écrivain et cinéaste polonais d'aujourd'hui*.

A Enghien, Jean Gillibert signe et met en scène une adaptation théâtrale de la *Petite Apocalypse*. C'est

une commande du Festival du Val-d'Oise, qui regroupe une vingtaine de communes déclinées à partir de la création théâtrale (1). *La Petite Apocalypse* est le récit d'une folle journée, macabre et burlesque, en 1979, en Pologne. La précision de date a son importance pour la censure polonaise, qui, jusqu'alors, ne s'est surtout pas laissée attendrir : le roman est édité dans un circuit parallèle.

En 1979, donc, le secrétaire général du parti « frère », tout visité à son homologue polonais. Des oppositionnels décident de marquer l'événement à leur façon. Ils désignent un « volontaire », un écrivain un peu en panne d'inspiration, mal dans sa peau. Pour défendre la « cause », il devra s'immoler le soir même par le feu, devant le Palais des congrès.

L'écrivain, pas vraiment ravi, ne dit ni oui ni non. En compagnie d'As de Pique, son chien, il flicote, un peu hagar, au gré des événements, se rend à des rendez-vous clandestins,

subit de violents interrogatoires, ébauche une histoire d'amour impossible — son amante est russe, — le tout avec une sorte de détachement, d'étrangeté au monde. Le souci majeur de ses « amis » est de trouver des allumettes fiables (sûres si possible), de l'essence et un jerrycan, que l'écrivain choisit, luxe suprême, bien. Pénurie, corruption, crise du logement : la *Petite Apocalypse* est truffée d'allusions à la vie quotidienne en Pologne.

Jean Gillibert est resté fidèle au roman. Trop. Il accumule les scènes, personnages, anecdotes. L'attention se dilue, d'autant qu'il utilise un vocabulaire théâtral fourre-tout : masques et cinéma, changement de décor à vue, décor clinique assez attendu (lit d'hôpital, lavabo et w.c.). L'ensemble est répétitif, rarement baroque et grinçant. Les comédiens (Daniel Bessé, Marie-Hermès, Emmanuel Pierson) dépensent beaucoup d'énergie. Alain Lénard, dans son rôle d'écrivain, héros malgré lui, se laisse déborder par les

événements. Et le spectateur est, comme lui, égaré dans une histoire qui ne le concerne pas vraiment, du moins au théâtre. « Aujourd'hui, les gens veulent beaucoup d'esthétique, très peu de politique », dit, à peu près, un des héros de Konwicki. Faut-il le regretter, on ne sait. En tout cas, la dose d'esthétique théâtrale que Jean Gillibert injecte au roman de Konwicki est par trop volontariste et oiseuse.

ODLE QUIROT.

★ La *Petite Apocalypse*, jusqu'au 15 novembre. Théâtre du hall Garnier, Enghien.

(1) De l'abbaye de Royaumont à Sacré-Cœur, le Festival théâtral du Val-d'Oise se poursuit jusqu'au 16 novembre avec, notamment, *On ne badine pas avec l'amour* (Compagnie Viviane Thopphildt), *La Repasseuse* (MacLams), *Leiste tomber la neige* (de et par Pierre Depuyot). Renseignements : tél. 34-12-85-89.

## DIGRESSIONS par Bernard Frank

## Au fait, qui donc a aboli la peine de mort ?

### 1 Les bons morts de la droite

En faisant abolir la peine de mort par les représentants de la nation élus au suffrage universel, M. Mitterrand aura justifié son septennat. Je le dis dans les sondages que les Français continuent de faire confiance à M. Mitterrand. C'est normal. Ils doivent se dire qu'un président qui a su faire voter une mesure si peu populaire, n'allant pas du tout dans le sens de leurs convictions — nous n'avons jamais craché sur le sang du voisin, — et cela dans un contexte sans gaieté où le chômage, la violence, la récession et le terrorisme n'inclinent pas à la mansuétude, cet homme-là ne devait pas, au moins, manquer de courage.

M. Pompidou non plus n'était pas pour la peine de mort, ni M. Giscard d'Estaing, qui aurait préféré réserver ses balles à l'usage des rhinocéros, ni même M. Alain Peyrefitte, mais ce n'était pas le moment, l'époque ne s'y prêtait pas, on venait de plus tard. Ces messieurs étaient des abolitionnistes de salon. Dans la conversation, s'ils avaient écrit un opuscule sur la question, ils auraient penché pour l'abrogation tout en reconnaissant la beauté et la force des raisons qui militaient en faveur du coupet ou d'un produit de remplacement. Si tous les Français avaient été des présidents de la République ou même tout bêtement des ministres, s'ils avaient tous habité des palais nationaux, la guillotine aurait pu être rangée dans un placard. C'est en descendant de ces hauteurs, au niveau de la bonne cinquantaine de millions de Français, que l'invention du docteur Guillotin reprenait des forces.

C'est plus dur qu'on ne le croit pour un président de la République que de se priver de la peine de mort. Quand il arrive à l'Elysée, il trouve dans sa pénitence d'un côté les chrysanthèmes, les 14-Juillet, les inaugurations en tout genre et, dans un coin obscur, cette fameuse force de frappe qui est une belle chose mais dont il n'a guère l'occasion de se servir et pas plus d'une fois. Le droit de grâce restait donc la fleur la plus enviable de son palais. Mais quand le droit de grâce n'est plus une question de vie ou de mort, il perd de son mystère. On disait que c'était une dure épreuve pour un président de décider en dernier ressort, en son âme et conscience, de la vie d'un de ses sujets et qu'il fallait pour y résister une force d'âme peu commune. Je sais gré au président de ne pas avoir oublié la promesse du candidat, de s'être déseigné de ce privilège dernier de sa fonction dont il avait, il est vrai, humé à loisir les délices dans sa jeunesse politique, quand il était garde des sceaux.

Les traités contre ou pour la peine de mort m'ont toujours fait bâiller, ou sourire si vous préférez, fussent-ils de Camus ou de Bruckberger. Ils me semblaient avoir des vertus aussi persuasives que les preuves sur l'existence ou la non-existence de Dieu. Ils n'omettaient rien que l'essentiel : cette conviction que l'Etat n'a et n'aura jamais la vertu nécessaire pour se mêler de tuer légalement. En abolissant la peine de mort, le pouvoir reconnaît qu'il n'est pas infallible — plus criminel que lui, tu meurs ! — et ce doute avoué, public, même si ce n'est pas grand-chose, c'est comme une brise de civilisation.

On pouvait craindre — on le peut toujours — que le changement de majorité n'inclinerait l'actuel gouvernement en manque de résultats palpables dans notre vie quotidienne à revenir sur cet acquis. Faute de pouvoir changer la vie, la droite pouvait rétablir la mort. Au même titre que les dénationalisations et la privatisation des chaînes de télévision, le rétablissement de la peine de mort aurait été une de ces mesures idéologiques où le libéralisme triomphant aurait pu exprimer sans trop de difficultés sa pensée et sans doute sa haine de l'Etat. Le rétablissement n'avait sur le plan pratique que des avantages. A la différence du

### 2 Curieux débat

J'en suis ravi. Que la conversion à mes idées commences à Louis XVI et serait prête à s'arrêter à Louis XVIII et se termine à Louis XVIII. C'est le premier pas qui compte et qui coûte. Il y a peut-être en ce moment des personnes plus en danger que les rois et les reines de France. Ce ne sont pas aujourd'hui les Vendéens qui risquent le plus d'être trucidés, par des tisseurs de toutes les couleurs. N'empêche, le peu de chacun réagit à sa façon. S'il fallait vraiment l'encolure bourgeoise de Louis XVI, les genoux « khâgneux » de Robert Brasillach et les beaux yeux bleus du maréchal (qui, Dieu merci, furent conservés jusqu'à un âge respectable pour que des tempéraments à la complexion particulière régissent avec vivacité la peine de mort, alors que ces trois condamnés à mort-là soient bannis.

La chose était claire l'autre vendredi chez Pivrot, où chaque téléspectateur a pu constater une fois de plus que seule l'histoire, a le don de réveiller une émission. Ils étaient trois (l'omets à dessein Pivrot, trop content que ce bouge, poussé-au-crime de première) qui dominaient l'écran. Max Gallo, pathétique de maladresse et qui semblait voler la salle à force de mots, le professeur Chauvin qui jouait à merveille son rôle d'historien endurci sous le harnais, connaissant à fond son sujet, déshérité pourtant qu'il était, en protestant sincère, entre son attachement pour la République et son goût de la vérité. Thierry Ardisson enfin, qui fait partir de ces gérards qui ont découvert l'histoire de France juste après la télévision.

Un livre, pour eux, c'est un produit qui vous lance, autrement dit la continuation de la publicité par d'autres moyens. Attention ! Un livre d'histoire présente cette particularité que, suivant l'époque où il est publié, il y a des histoires à ne pas raconter et des histoires dans la vent. C'est une autre version du fameux sens de l'histoire. Il me semble que Thierry Ardisson dans son *Louis XX* (chez Oll-

vier Orban, 89 F) s'en est fort bien tiré. Ce mélange d'inculture studieuse (on écrit en même temps que l'on découvre son sujet. En quelques sortes, c'est de l'histoire au plus près, sur le vif !), de brin de pique et de culot, n'est pas dénué à tout le monde. En étant bref, Ardisson met son *Louis XX* à l'écart de l'ennui.

Ce qu'il y avait d'étonnant chez Pivrot, l'autre soir, c'est que Max Gallo, bourré de connaissances, habitué de la caméra, comme un poisson à Nice dans les débats publics, à la parole facile, abondante, se soit fait moucher comme un bleu par un galopin, assisté d'un vrai par un maître de l'histoire. Stupéfiant qu'il se soit vu reprocher la mort de Louis XVI, les turpitudes des gérards envers l'enfant Capet, le massacre des Vendéens, la Terreur, etc. Mais ce qui m'a le plus surpris, c'est que Chauvin ait pu en prendre directement à des gouvernements socialistes, sans que leur ancien porte-parole ait demandé à l'orateur : « Au fait, qui a aboli la peine de mort en France ? »

### 3 « Le Français qui se cause »

Au : « On nous a volé nos rois », de Thierry Ardisson semble répondre : « On nous a volé notre langue », d'Orlando de Rudder qui, dans un pamphlet inspiré et raisonnable, s'en prend à ce que nous avons de plus sacré au monde, notre mère à tous, la sacro-sainte orthographe dont je me flette d'être à la fois un piètre mais fervent serviteur. Les seules lettres défavorables de lecteurs que je supporte vraiment, ce sont celles qui touchent mon « français » quand bien même j'y respire une assez pestilentielle réformation. Après tout, me dis-je, même si l'orthographe n'est la plus savante qu'un prétexte à me signifier le peu d'estime dans lequel on me tient, une espèce de revanche d'un homme à court d'arguments, je n'aurais qu'à pas fauter !

C'est dire si le livre de M. de Rudder, dont le titre à lui seul sonne à nos oreilles comme une provocation, le Français qui se cause, avec en sous-titre *Splendours et misères de la langue française* (chez Balland, 99 F, 260 p.) me trouvait préparé. « Encore un de ces petits jeunes hommes (Orlando de R. est né à Rome en 1950) qui veulent se faire mousser aux dépens des justes mais sévères lois qui gouvernent notre langue. » Je fus vite désarmé. Rudder connaît son affaire. (La prière d'insérer nous signale qu'il est docteur en lettres, qu'il enseigne la littérature médiévale à l'école supérieure de commerce de Paris, qu'il a publié trois romans, bref qu'il est du bâtiment.)

Son Français qui se cause et sur lequel je compte bien revenir — foi de Gascogne ! — vous passionnera. Lisez-le dans sa fraîcheur avant que son succès — qui sera grand — ne lui ait donné ce goût de désodorisant qui s'attache aux choses dont il s'est emparé ! Rudder ose écrire par exemple : « Bernard Pivrot, qui fait tant pour nos lettres, en arrive à organiser un concours d'orthographe et à déclarer : « Faire des fautes d'orthographe est la marque d'une attitude dévoyée. » A mon avis, c'est plutôt un signe de santé. Et c'est en fait la preuve, ou presque, le bougre !

Mes amis, Reviel (avec qui je dîne aujourd'hui) et Dutoit, ne sont pas épargnés. Le livre touche à tout avec esprit et perspicacité. Vous n'avez qu'à lire d'instinct d'une façon superbe et sans fautes d'orthographe à ma connaissance ? Si, à mon honneur, dans sa brève dédicace, Rudder m'ajoute un « l'étais-ce bien la peine d'écrire : « Or, le nom a une importance psychique. En infirmant le nom, on infirme l'homme... » et les droits de l'homme devraient comprendre le droit au nom ? Ma vengeance sera terrible : désormais un seul d'à Rudder.

**SALLE PLEYEL**  
ALBERT SARFATI présente  
**DEUX CONCERTS EXCEPTIONNELS**  
Lundi 1<sup>er</sup> Décembre 20 h. 30  
Mardi 2 Décembre 20 h. 30

**ORCHESTRE NDR DE HAMBOURG**  
Direction **LORIN MAZEL**  
2 programmes différents  
**SAMUEL BARBER**  
Ouverture  
*The school of scandal*  
**R. STRAUSS**  
Till Eulenspiegel's Lustige streiche Op. 28  
**GUSTAV MAHLER**  
Symphonie N° 1 en Ré Majeur  
**JOHANNES BRAHMS**  
Symphonie N° 1 en Do Mineur  
**R. STRAUSS**  
Sinfonia domestica

**CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS**

**SALLE GAVEAU**  
18 novembre 20 h 30  
19 novembre 20 h 30  
(p.a. Kluge)

**SALLE GAVEAU**  
21 novembre 20 h 30  
(p.a. Kluge)

**L.H. FUMER PRODUCTIONS**  
dir.  
**BIRET**  
Bach : Les Suites  
à l'occasion de son 50<sup>e</sup> anniversaire  
**Amir KAVAFIAN**  
**Ida KAVAFIAN**  
**Jean-Ter MERGUERIAN**  
**Suzanne MILDONIAN**  
**Aida MOURADIAN**  
**Cosima JOUBERT**  
Ani et Rafi PETROSSIAN  
**Bernard SOUSTROT**  
Orchestre de la Jeune Philharmonie  
Dir. : J.-J. WERNER  
La Chorale SAHAK MESROP  
Dir. : K. YILMAZIAN  
MOZART - BEETHOVEN  
NAVONIAN - HAROUTYUNIAN  
KATCHATURIAN

**ORCHESTRE DE PARIS**

Directeur Daniel Barenboim  
MUSIQUE SYMPHONIQUE  
SALLE PLEYEL - 20H30

5. 6 novembre  
Christoph von Dohnanyi, direction  
Alain Moglia, violon  
SCHUBERT - LUTOSLAWSKI  
DYORAK

12. 13 novembre  
Christoph von Dohnanyi, direction  
Philippe Bianconi, piano  
Chœur de l'Orchestre de Paris  
Chef du Chœur : A. Oldham  
HAYDN - SCHUMANN - IVES

19. 20 novembre  
Günther Herbig, direction  
Jean-Pierre Rampol, flûte  
MOZART - SEIGFRIED WAGNER  
BEETHOVEN

26. 27 novembre  
Mstislav Rostropovitch, direction  
Jard Van Nes, mezzo-sop.  
Chœur de l'Orchestre de Paris  
Chef du Chœur : A. Oldham  
MOSKOV

MUSIQUE DE CHAMBRE  
SALLE CHOPIN-PLYEL - 18H15

25 novembre  
Solistes de l'Orchestre de Paris  
SCHUBERT - QUINETTE  
A DEUX VIOLONCELLES

LOCATION  
SALLE PLEYEL OU 45 63.07.96

**20 h 45**  
**DON CARLOS**  
D'APRÈS SCHILLER  
18 h 30  
mer. 5 - jeu. 6 - ven. 7  
sam. 8 - dim. 9 novembre  
(20 h 30)  
**LE GROUPE NASS EL GHIWANE**  
MAROC  
11. 12. 14. 15  
**JEAN-LOUIS MAHJUN**  
ET SON NOUVEAU GROUPE  
PRIX UNIQUE 48 F  
LOC. 2, PLACE DU CHATELET  
42 74 22 77

**CRETEIL**  
Maison des Arts  
DU 7 NOVEMBRE AU 14 DÉCEMBRE  
**HOSANNA**  
de Michel TREMBLAY  
Mise en scène  
Laurence FÉVRIER  
avec Michel QUIMET  
Charles MAYER  
48.99.94.50  
Métro Créteil Préfecture

**Ensemble InterContemporain eio**

Direction **PETER EÖTVÖS**

**Peter EÖTVÖS**  
**Zygmunt KRAUZE**  
Deux créations mondiales  
**György KURTAG**  
Messages de Feu Demoiselle  
R.V. Trousova  
Lundi 17 novembre 20 h 30  
Théâtre du Rond-Point Location : 42 56 08 80

**48 HEURES POUR LE CHILI A CRETEIL**  
14, rue des Ecoles (métro Créteil-université)  
**8 et 9 novembre**  
CINE - VIDEOS - MUSIQUE D'AMERIQUE LATINE  
EXPOS PHOTOS - DINERS - DEBATS - ARTISANAT  
MARIONNETTES

Sous la présidence d'honneur de :  
**MM. Laurent Catala (député-maire de Créteil)**  
et **Paul Quilès (ancien ministre, député de Paris)**

Samedi 8 novembre à 21 heures :  
**SALSA LATINO**, avec le Groupe Macondo  
Dimanche 9 novembre au soir :  
**DINER MUSICAL**  
avec la participation de Laurent Catala et Paul Quilès

Bon de soutien + Bal : 30 F  
Bon de soutien + bal + dîner : 150 F

peu courte

la découverte

DESCHAMPS

30 NOVEMBRE

ETTS PAS















مكتبة النور

## Le Monde MEDECINE

### Truquer la loterie des sexes

Au Japon, l'expérimentation d'une méthode qui permet de choisir le sexe des enfants pose des problèmes éthiques et ouvre le débat sur l'équilibre démographique.

TOKYO  
de notre correspondant

LES couples japonais pourraient dans l'avenir infléchir cet « ordre naturel » qui est pourtant l'une des bases de leur pensée religieuse ? C'est en tout cas ce que donnent à penser la découverte et l'expérimentation d'une méthode mise au point par une équipe de chercheurs japonais permettant de déterminer le sexe des enfants à naître. L'application de cette découverte à une quarantaine de cas a provoqué au Japon une polémique, tant sur ses implications morales et démographiques que sur l'éthique médicale en général.

Le docteur Rihachi Iizuka et des chercheurs du département de gynécologie de l'université de Keio à Tokyo ont mis au point en 1984 une méthode de séparation des chromosomes contenus dans les cellules spermatiques déterminant le sexe par l'utilisation d'une centrifugeuse

et d'un liquide nommé Percoll. La femme est ensuite fécondée *in vitro*.

A l'origine, l'équipe du docteur Iizuka cherchait à remédier aux maladies héréditaires (telles que l'hémophilie) qui affectent les hommes en permettant aux parents d'engendrer une fille, ou de pallier une concentration insuffisante du sperme dans le cas d'hommes souffrant d'une infirmité en ce domaine. Leur méthode permet avec 95 % de chances de succès d'avoir un enfant du sexe féminin ; les probabilités sont plus minces dans le cas des garçons.

Au ministère de la santé, M. Masaharu Nakajima, directeur adjoint du bureau de la politique sanitaire, estime que dans la quarantaine de cas d'enfants nés à la suite de la séparation des chromosomes du sperme du père, ce sont des raisons médicales (éviter la transmission de maladies héréditaires) qui ont motivé les médecins. Selon la presse japonaise, au moins une clinique privée a cependant appliqué

cette méthode à la demande de couples qui désiraient simplement un enfant d'un sexe déterminé.

« La méthode du docteur Iizuka et de son équipe semble plus efficace que celle connue aux Etats-Unis sous le nom de méthode Column, souligne M. Nakajima, qui s'empresse d'ajouter qu'elle n'a cependant pas été encore retenue par l'Académie de médecine japonaise ».

En revanche une autre méthode, appliquée, elle, depuis huit ans dans des dispensaires japonais, permet avec de fortes chances (90 %) de succès de faire naître des garçons : il s'agit dans ce cas d'un médicament à base de phosphate de calcium qui est administré à la mère. Deux mille cinq cents garçons sont nés au cours des dernières années grâce à cette méthode. « Dans le cas de la découverte du docteur Iizuka, il ne s'agit pas de combinaisons génétiques, précise M. Nakajima, mais simplement d'une manipulation des cellules spermatiques ».

#### La préférence aux garçons

Il naît en moyenne au Japon 5 % de plus de garçons que de filles, et M. Nakajima estime que même si la découverte de l'équipe de Keio était appliquée à l'échelle nationale, elle ne provoquerait pas de déséquilibre sensible dans la situation démographique.



NICOLAS VIAL

Elle pourrait se développer d'autant plus rapidement au Japon qu'après une période de résistance la conception *in vitro* commence à être largement pratiquée (on estime que 11 % des couples japonais ne peuvent pas concevoir normalement).

Certes, la conception *in vitro* n'est pas encore couverte par les assurances sociales et elle coûte encore cher (de 2 500 à 6 000 dollars). Mais ce n'est sans doute là qu'une des raisons du retard en la matière : d'une manière générale, les Japonais sembleraient réticents à ce genre de manipulation. Une résistance analogue est sensible en ce qui concerne les transplantations d'organes (les banques d'organes au Japon sont

pour la plupart moins bien fournies qu'en Occident).

La détermination du sexe des enfants à naître pose surtout des problèmes éthiques. Au Japon, le culte shinto, religion première des Japonais, considère, comme en Occident, qu'il faut se conformer à la volonté des dieux qui décident du sexe des enfants. Mais il y a aussi, comme dans les autres pays influencés par le confucianisme, une forte propension à préférer les garçons.

Bien que soit notable une évolution, et que chez les jeunes couples les désirs d'avoir un garçon ou une fille tendent à s'équilibrer, demeure une volonté profonde d'assurer la continuité de la lignée familiale. Après un examen prénatal permettant, entre autres, de connaître le sexe d'un fœtus, les médecins japonais s'informent généralement pas les parents, comme c'est le cas dans d'autres pays, de leur avis sur la décision d'une interruption de grossesse s'il s'agit d'une fille.

#### Marqués par le confucianisme

Légalement, le sexe d'un fœtus n'est pas une cause admise d'avortement. Mais celui-ci est particulièrement répandu (en 1984, on comptait 568 916 interruptions, de grossesses pour 1,4 million de naissances). Les femmes ne recourent certes pas volontiers à cette pratique, comme en témoignent les nombreux temples dédiés aux enfants avortés : mais la pilule ayant longtemps été interdite, l'interruption de grossesse est devenue courante.

PHILIPPE PONS.

### Procréation artificielle et sagesse des nations

Les « particularismes éthiques » et les lois de chaque Etat influent sur le travail des chercheurs, confiants pour la plupart dans des techniques qu'ils estiment maîtrisées.

SINGAPOUR  
de notre envoyé spécial

Le professeur Testart avait raison quand il avait affirmé qu'il n'y avait « pas plus loin », il ajoutait : « Ma position est ultra-minoritaire dans le monde scientifique ». Pas un chercheur au cours du douzième congrès mondial sur la fertilité et la stérilité, qui vient d'avoir lieu à Singapour,

ne s'est risqué à approuver la position du biologiste français.

Rejoint en cela par le docteur Robert Edwards, le « père » du premier bébé-éprouvette, le docteur Alan Trounson, directeur scientifique du Centre de l'utérus contre la stérilité de Monash (Melbourne), ne partage pas les craintes du professeur Testart, en particulier sur le choix du sexe des enfants. « Après tout, nous n'en avons pas besoin, ce peut être un moyen de prévenir des maladies

héréditaires liées au sexe. » « Il n'en reste pas moins vrai, ajoute-t-il, que si la technique de congélation d'embryons semble efficace et sans danger, il n'en va pas de même de la technique de congélation des ovules. Rien pour l'instant ne permet de penser que cette méthode n'expose pas au risque d'altération chromosomique. En réalité, la manière d'aborder ces problèmes dépend non seulement des conceptions morales de chaque pays mais encore de la morale personnelle de chaque chercheur. »

Deux exemples frappants de ces particularismes éthiques : au moment où, pour la première fois en France, naissait à l'hôpital Antoine-Bécclère de Clamart deux bébés atteints après implantation d'embryons congelés, le professeur René Frydman déclarait qu'il avait fixé à six mois le délai de conservation des embryons congelés après une fécondation *in vitro* (Le Monde du 11 avril). « En Australie, ex-

que le docteur Trounson, selon la région dans laquelle on se trouve, ce délai varie de cinq à dix ans. »

Autre exemple : dernièrement, en France, le conseil national des médecins a estimé que le don d'embryons n'était pas acceptable « dans la mesure où il conduit à la banque d'embryons et à un risque d'eugénisme ». Rien de tel en Australie où le docteur Trounson reconnaît avoir eu recours à cette pratique dans certains cas assez rares de stérilité. Certains chercheurs français présents à Singapour désapprouvent d'ailleurs l'attitude du conseil de l'ordre sur ce point et vont même, comme le docteur Jean Cohen (Paris), jusqu'à envisager une adoption amicale d'embryons. A l'heure actuelle, la position des scientifiques est donc d'aller aussi loin que la nécessité thérapeutique l'impose.

D'une manière générale, le petit monde des chercheurs en procréation assistée est apparu à Singapour confiant dans des techniques qu'il pense aujourd'hui bien maîtrisées. Plus de mille centres de fécondation *in vitro* ont aujourd'hui vu le jour de par le monde et plus de trois mille bébés sont nés grâce à cette méthode.

Cela dit, les chercheurs ne cachent pas que beaucoup de progrès doivent encore être accomplis, tant en ce qui concerne la qualité des grossesses que la qualité des naissances. La fréquence des naissances extra-utérines (4,1 % des cas), des avortements (10 % à 25 % des cas), des naissances prématurées (27 % des cas, selon une étude australienne) et des enfants au trop faible poids de naissance (33 % des cas) est encore très importante.

C'est pourquoi, même si les indications de fécondation *in vitro* ne cessent de se multiplier (obstruction en l'absence de trompes, endométriose, subfertilité masculine, infertilité immunologique), les scientifiques insistent beaucoup sur l'importance d'une collaboration internationale étroite entre les différentes équipes. A cet égard, l'absence - remarquée et regrettée - de l'équipe de l'hôpital Antoine-Bécclère, pourtant unanimement reconnue comme une des toutes premières au monde, était particulièrement significative.

Mais est-ce vraiment dans ces congrès scientifiques frappés de gigantisme - plus de trois mille chercheurs d'une centaine de pays étaient présents à Singapour - que peut se mettre en place une véritable coopération internationale ?

FRANCK MOUCHI.

### Tempête en Australie

MELBOURNE  
de notre correspondant

LES savants australiens qui travaillent sur les procréations artificielles n'auront plus le droit de « cloner » des embryons humains, et toute manipulation qui entraîne la destruction de l'embryon - même si elle fait progresser la science - sera bannie. Les personnes qui contreviendraient à ces règles, gérées désormais par un comité de contrôle fédéral, seront passibles de sanctions très sévères, voire de prison.

Telle pourrait être la teneur d'une future législation fédérale sur les procréations artificielles si le gouvernement décide d'enfin de conclure d'un rapport qu'une commission sénatoriale vient de présenter au Parlement et qui fait grand bruit en Australie.

Si les sénateurs se sont prononcés pour la poursuite des travaux sur l'embryon humain, c'est à la condition seulement que ceux-ci s'inscrivent dans le cadre d'une recherche « thé-

rapeutique ». Ils ont défini comme « thérapeutique » toute expérimentation dont le but est de « multiplier les chances de développement de l'embryon », et donc d'aider les couples stériles.

En revanche, les sénateurs considèrent que toute expérimentation « non thérapeutique » - c'est-à-dire dont la fin n'est pas le développement harmonieux de l'embryon - doit cesser.

#### La prison pour les médecins

Dans cette perspective, ils recommandent d'interdire le clonage d'embryons et les expériences au cours desquelles on fait se féconder les gamètes d'un homme ou d'une femme avec les gamètes d'un animal. Ils ne désapprouvent pas toutefois la congélation d'embryons dans la mesure où il est prouvé qu'il est préférable pour le bon développement de l'embryon de différer le moment où il sera réimplanté dans l'utérus de la mère.

C'est en faveur de la vie reste la seule justification possible pour ce type d'expérimentation aux yeux des sénateurs qui, s'ils n'ont pas dans leur rapport accordé à l'embryon un statut de « personne », en ont néanmoins donné cette définition : « Sur le plan génétique, c'est de la nouvelle vie humaine organisée comme une entité distincte qui demande à se développer plus avant. »

Le sénateur Michael Tate, président de la commission, estime qu'un juste milieu a été trouvé en différenciant la « recherche thérapeutique » de la « recherche à des fins non thérapeutiques ».

Ce n'est pas l'avis pourtant du docteur Alan Trounson, le père australien des bébés éprouvettes qui dirige le Centre for Early Human Development du complexe hospitalier universitaire Raine-Victoria à Melbourne et dont les travaux sur l'embryon humain sont universellement reconnus.

SYLVIE CROSSMAN.  
(Lire la suite page 20.)

130 CV

Plus vite, moins cher !

1000 PEUGEOT en stock permanent

Ne commandez pas votre nouvelle voiture sans nous avoir téléphoné !

NEUBAUER

c'est la garantie du prix et du service !

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34



# SIDA : un vaccin à l'horizon

**La vaccin anti-SIDA n'est plus un mirage. On sait aujourd'hui le fabriquer. Quand — et comment — pourra-t-on l'injecter pour la première fois chez l'homme ?**

**F**ORT de quelques dizaines de membres, le groupe international du SIDA a pris l'habitude de se réunir fréquemment de part et d'autre de l'Atlantique. Dernière étape : Marnes-la-Coquette (Hauts-de-Seine) dans le superbe cadre du siège de la société Pasteur Vaccins, là même où mourut Pasteur, le 28 septembre 1885 (1). Cette réunion importante aura été marquée par l'annonce du professeur Marc Girard, directeur scientifique de Pasteur Vaccins concernant le prochain lancement de la première expérimentation humaine d'une vaccination anti-SIDA. Un coup de théâtre scientifique qui n'a pas manqué de surprendre les meilleurs spécialistes américains de la question, comme le professeur Max Essex (Bos-

ton), et qui témoigne de l'avancée des recherches françaises dans ce domaine (*le Monde* du 31 octobre).

On est aujourd'hui, en ce qui concerne le vaccin anti-SIDA, très exactement à mi-chemin. La somme des recherches de virologie et de biologie moléculaire sur ce sujet permet de disposer de solides assurances. Le matériel biologique existe et on connaît les scénarios vaccinaux possibles. Le vaccin anti-SIDA, en d'autres termes, n'est plus le mirage qu'il était il y a quelques années.

Il reste pourtant de nombreux points d'interrogation concernant la composition de ce vaccin, la stratégie expérimentale qui doit être mise en œuvre et les modalités pratiques des premières campagnes de prévention à venir.

Les principales équipes en compétition dans ce domaine (Institut Pasteur en association avec Pasteur Vaccins et avec Transgene, les firmes californiennes Chiron et Genentech et la société Onco-

université libre de Bruxelles), est d'être plus proche de la configuration architecturale naturelle du virus. « Il reste pourtant à savoir, reconnaît le professeur Girard, si les autorités de santé acceptent la commercialisation d'un vaccin fabriqué à partir de virus vivants de la vaccine dont on sait qu'il a pu, dans une très faible proportion de cas, être à l'origine d'encéphalites chez l'homme. »

L'un des autres avantages de ce modèle tient au fait qu'il repose sur un procédé breveté par la firme américaine Virogenetics dont l'institut Mérieux détient depuis peu 51 % des actions (*le Monde* du 12 février).

Un des points importants de discussion dans l'un ou l'autre modèle concerne l'éventualité de l'utilisation des protéines internes du virus : faudra-t-il ou non les intégrer à la préparation vaccinale ? Les avis sur ce point sont divergents.

L'autre sujet de discussion porte sur l'attitude à adopter face aux sujets séro-positifs. Faudra-t-il les vacciner alors même que l'usage veut que l'on ne vaccine pas un sujet qui a déjà été en contact avec l'agent infectieux ? Peut-on, au contraire, comme le pensent plusieurs éminents spécialistes, parmi lesquels M. Charles Mérieux, se fonder sur le modèle de la rage (où l'on vaccine un sujet infecté) et vacciner malgré tout ? Faut-il aller jusqu'à envisager, comme certains, que les sujets séro-positifs étant des personnes potentiellement atteintes du SIDA on pourrait leur proposer un mode de protection plus risqué que celui utilisé chez les personnes séro-négatives ?

L'épidémie (notamment dans les pays d'Afrique noire comme le Zaïre, l'Ouganda et le Burundi) sera de nature à assouplir les règles communément admises en matière d'expérimentation thérapeutique vaccinale. Faut-il, en d'autres termes, compte tenu de l'évolution de la situation, adopter une politique d'urgence, plus axée sur la santé publique que sur le respect d'une éthique individuelle ?

Ces questions commencent à se poser alors même que le marché du SIDA (dépistage et vaccination) apparaît bien aujourd'hui comme l'un des plus considérables qui aient jamais existé. Ce marché a, en effet, déjà acquis une dimension planétaire et l'enjeu est, ni plus ni moins, la protection de l'ensemble de la population. Reste une question essentielle que ne posent pas, ou rarement, les fondamentalistes : pourquoi ne pas, dès aujourd'hui, mettre en place une véritable politique de prévention qui prendrait en compte la possibilité d'une transmission hétérosexuelle ?

Faute de quoi, le vaccin contre le SIDA pourrait bien n'être disponible qu'après que l'épidémie aura pris les dimensions d'un fléau mondial.

**JEAN-YVES NAU.**

(1) Colloque des « Cent gardes », organisé conjointement par Pasteur Vaccins et par la Fondation Marcel Mérieux. Sur Pasteur et l'impact de son œuvre on se reportera avec intérêt au récent et remarquable *Pasteur et la révolution pastorière*, de Claire Salomon-Bayet. Préface d'André Lwoff, Payot, 434 p., 180 F.

(2) Une équipe américaine de Chicago, révisée le dernier numéro de l'*hebdomadaire Science* (daté du 31 octobre), avait réussi à synthétiser par manipulation génétique une molécule jusqu'ici inconnue, hépatite neuroleptique, qui joue un rôle important chez le souris. Une partie de cette molécule ressemble de façon très proche à la protéine de surface du virus du SIDA. Hasard ou nécessité ?

Le professeur Michel Jouvet refuse délibérément de parler de l'« intérieur » du rêve, laissant l'interprétation des songes aux psychiatres et aux psychologues, dont on devine qu'il les tient en piètre estime. Depuis trente ans, les travaux sur l'animal de son équipe lyonnaise et les recherches cliniques sur les « dormeurs volontaires » ont permis de progresser très sensiblement. Du rêve comme manifestation « naturelle » on en est arrivé à une connaissance beaucoup plus précise des cycles du sommeil et de leur alternance avec le « sommeil paradoxal » : ainsi appelle-t-on le rêve, qui peut désormais être considéré comme le « troisième cycle » de l'activité cérébrale, les deux autres étant l'éveil et le sommeil.

« Chacun d'entre nous va réprogrammer ce pour quoi il a été fait, pour tel ou tel type de caractère », est une affirmation qui n'a pas encore reçu de démonstration expérimentale.

Le professeur Jouvet reconnaît d'ailleurs la nécessité d'approfondir les connaissances dans ce domaine. Si « on sait très bien à quoi rêvent les chats », les expériences sur l'animal n'ont pas encore ouvert toutes les portes. Les gros rêves, dont les chats, n'ont pas, dans leur comportement d'éveil, de soucis majeurs pour assurer leur survie (les lions et les tigres rêvent plus que... les vaches, qui passent décidément trop de temps à manger ou à ruminer). Une simple intervention chirurgicale sur la partie utile au rêve de leur cerveau, et plus précisément sur l'action inhibitrice qui empêche la réalisation gestuelle des rêves, a permis de mettre en évidence des comportements précis. Tel chat chassera des souris imaginaires, un autre aura pour son rêve agneau.

**Les chats et les vaches aussi...**

Les phases de rêve ont lieu toutes les quatre-vingt-dix minutes, leur durée augmente au fur et à mesure de l'avancement dans la nuit. Un dormeur rêve pendant le quart de son sommeil. Des manifestations précises permettent de localiser les moments de sommeil paradoxal : le sommeil est alors très profond, avec une disparition totale du tonus musculaire accompagnée de mouvements oculaires très rapides et, chez l'homme, d'une érection. L'activité cérébrale, à ce moment-là, est très intense. Comme s'il s'opérait un fonctionnement « génériquement programmé ».

Une hypothèse avancée en ces termes par le professeur Jouvet : « On ne rêve pas, on est réveillé par l'hypnotisme. » Une pierre dans le jardin des comportementalistes. M. Jouvet insiste : « La fonction du rêve est de maintenir l'hérédité psychologique, quelles que soient les choses apprises pendant la journée. » Une hypothèse, reconnaît-il, qui se situe sur un terrain qui « sent le souffre » puisque « téléologique » est un terme très marqué. Mais une hypothèse qui paraît encore incertaine. Dire qu'au moment du rêve

doit compter avec une « entrave » supplémentaire : le « décret de Victoris sur les procédures pour le traitement de l'infertilité ». Ce décret proscribait pratiquement toute expérimentation sur l'embryon humain, notamment la congélation. Seuls quelques travaux élémentaires sont autorisés sur des embryons excédentaires, mais encore faut-il pour les effectuer recevoir au préalable l'aval du comité Waller.

**Un ultimatum**

Là encore, à la grande indignation des savants, la prison menace les réfractaires : jusqu'à quatre ans d'emprisonnement pour ceux qui contreviennent au décret. Vendredi 10 octobre, le docteur Trounson et son équipe ont donc posé leur ultimatum : nous demandons, ont-ils dit, à être exemptés de ce décret. Sinon, dans six mois, nous aurons quitté l'Australie.

Les chercheurs de Melbourne estiment en effet qu'ils doivent être libres de continuer à expé-

riencer sur l'embryon humain, même si au cours de ces manipulations certains embryons viennent à être détruits. A leurs yeux, ces travaux sont nécessaires si l'on veut progresser non seulement dans la connaissance, mais aussi dans le traitement de l'infertilité. « A l'heure actuelle, dit le docteur Trounson, sur sept femmes qui entreprennent d'avoir un enfant, une seule a une chance d'en avoir un. »

Le débat est lancé : d'autant plus fascinant que deux des plus grands spécialistes au monde de la fécondation in vitro — le biologiste français Jacques Testart qui crée « chats » et l'australien Alan Trounson qui a déjà mis au monde cinq cents bébés-éprouvés — se situent aux antipodes.

**SYLVIE CROSSMAN.**

## Tempête en Australie

(Suite de la page 19.)

Le docteur Trounson et son équipe — l'une des meilleures au monde dans le domaine de la fécondation in vitro — ont critiqué très violemment les conclusions de la commission sénatoriale, notamment la peine de prison recommandée pour les savants qui cloneraient ou détruiraient des embryons humains. Ils ont menacé de quitter l'Australie et d'aller offrir à d'autres pays (les États-Unis, le Canada et l'Angleterre) leurs services de généticiens. « Si nous partons, c'est la fin de la recherche sur les procréations artificielles en Australie. »

Le docteur Trounson et ses collègues ne peuvent voir d'un très mauvais œil les sévères recommandations des sénateurs et l'éventuelle ingérence de l'État fédéral dans leur discipline. Cela fait deux années déjà qu'ils enragent contre le comité Waller, une instance d'État créée en 1984 dans le but de contrôler le travail des savants du Victoria sur les procréations artificielles. Le Victoria, où travaille l'équipe du docteur Trounson, est le seul État d'Australie à disposer d'une réglementation de ce type. En 1984, c'est dans le Victoria que, pour la première fois au monde, on a légitimé sur la congélation des embryons humains.

En décembre 1985 déjà, alors que le professeur Chen, du centre médical Flanders à Adélaïde, dans l'État de l'Australie du Sud, annonçait la première grossesse obtenue à partir d'ovules congelés, le docteur Trounson nous faisait part de ses frustrations. Cette « première » aurait pu être la sienne si le comité Waller n'avait pas tant tardé à donner son feu vert.

Or, depuis le mois d'août 1986, l'équipe de Melbourne

commagasinée à ce jour, il ne rêve pas ! Une curiosité d'autant plus surprenante que l'analyse du sommeil des dauphins a fait apparaître un phénomène troublant, dû à une prodigieuse capacité d'adaptation. En effet, le dauphin n'a pas d'alternance : soit il respire et ne dort pas, soit il dort et ne respire plus... dans se mode. La réponse extraordinaire apportée par l'évolution de l'espèce : le sommeil alterné. Vingt minutes de sommeil pour le lobe droit du cerveau, vingt minutes de sommeil pour le lobe gauche !

On comprend donc l'enthousiasme des chercheurs pour expliquer l'absence de rêve chez ce mammifère si performant. Les études porteront notamment sur les plus jeunes dauphins. M. Jouvet suggère : « Le rêve prend peut-être un autre masque chez cet animal. »

« Au-delà de la question anecdotique de savoir si oui ou non le dauphin rêve... d'un œil, la découverte de comportements oniriques différents pourrait ouvrir des voies nouvelles sur les « mystères » du rêve, dont on sait qu'ils ne font intervenir que huit mille des cinq milliards de neurones de notre cerveau. Et les experts du sommeil se découvrent alliés objectivement aux... écologistes ! », a plaidé M. Jouvet.

**CLAUDE RÉGENT.**

## Les dauphins ne dorment que d'un œil

**Les spécialistes de l'étude du sommeil, l'une des plus importantes pour la connaissance des mécanismes du cerveau, viennent de se réunir à Lyon et de confronter leurs travaux.**

**L**e professeur Michel Jouvet refuse délibérément de parler de l'« intérieur » du rêve, laissant l'interprétation des songes aux psychiatres et aux psychologues, dont on devine qu'il les tient en piètre estime. Depuis trente ans, les travaux sur l'animal de son équipe lyonnaise et les recherches cliniques sur les « dormeurs volontaires » ont permis de progresser très sensiblement. Du rêve comme manifestation « naturelle » on en est arrivé à une connaissance beaucoup plus précise des cycles du sommeil et de leur alternance avec le « sommeil paradoxal » : ainsi appelle-t-on le rêve, qui peut désormais être considéré comme le « troisième cycle » de l'activité cérébrale, les deux autres étant l'éveil et le sommeil.

**Les chats et les vaches aussi...**

Les phases de rêve ont lieu toutes les quatre-vingt-dix minutes, leur durée augmente au fur et à mesure de l'avancement dans la nuit. Un dormeur rêve pendant le quart de son sommeil. Des manifestations précises permettent de localiser les moments de sommeil paradoxal : le sommeil est alors très profond, avec une disparition totale du tonus musculaire accompagnée de mouvements oculaires très rapides et, chez l'homme, d'une érection. L'activité cérébrale, à ce moment-là, est très intense. Comme s'il s'opérait un fonctionnement « génériquement programmé ».

Une hypothèse avancée en ces termes par le professeur Jouvet : « On ne rêve pas, on est réveillé par l'hypnotisme. » Une pierre dans le jardin des comportementalistes. M. Jouvet insiste : « La fonction du rêve est de maintenir l'hérédité psychologique, quelles que soient les choses apprises pendant la journée. » Une hypothèse, reconnaît-il, qui se situe sur un terrain qui « sent le souffre » puisque « téléologique » est un terme très marqué. Mais une hypothèse qui paraît encore incertaine. Dire qu'au moment du rêve

« chacun d'entre nous va réprogrammer ce pour quoi il a été fait, pour tel ou tel type de caractère », est une affirmation qui n'a pas encore reçu de démonstration expérimentale.

Le professeur Jouvet reconnaît d'ailleurs la nécessité d'approfondir les connaissances dans ce domaine. Si « on sait très bien à quoi rêvent les chats », les expériences sur l'animal n'ont pas encore ouvert toutes les portes. Les gros rêves, dont les chats, n'ont pas, dans leur comportement d'éveil, de soucis majeurs pour assurer leur survie (les lions et les tigres rêvent plus que... les vaches, qui passent décidément trop de temps à manger ou à ruminer). Une simple intervention chirurgicale sur la partie utile au rêve de leur cerveau, et plus précisément sur l'action inhibitrice qui empêche la réalisation gestuelle des rêves, a permis de mettre en évidence des comportements précis. Tel chat chassera des souris imaginaires, un autre aura pour son rêve agneau.

**Les chats et les vaches aussi...**

Les phases de rêve ont lieu toutes les quatre-vingt-dix minutes, leur durée augmente au fur et à mesure de l'avancement dans la nuit. Un dormeur rêve pendant le quart de son sommeil. Des manifestations précises permettent de localiser les moments de sommeil paradoxal : le sommeil est alors très profond, avec une disparition totale du tonus musculaire accompagnée de mouvements oculaires très rapides et, chez l'homme, d'une érection. L'activité cérébrale, à ce moment-là, est très intense. Comme s'il s'opérait un fonctionnement « génériquement programmé ».

Une hypothèse avancée en ces termes par le professeur Jouvet : « On ne rêve pas, on est réveillé par l'hypnotisme. » Une pierre dans le jardin des comportementalistes. M. Jouvet insiste : « La fonction du rêve est de maintenir l'hérédité psychologique, quelles que soient les choses apprises pendant la journée. » Une hypothèse, reconnaît-il, qui se situe sur un terrain qui « sent le souffre » puisque « téléologique » est un terme très marqué. Mais une hypothèse qui paraît encore incertaine. Dire qu'au moment du rêve

## Une nouvelle collection : « IMAGERIE MÉDICALE »

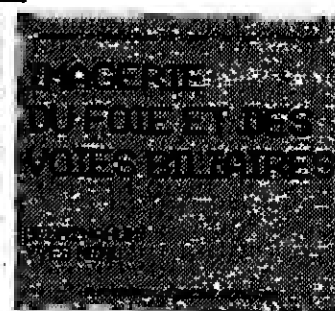
dirigée par Henri NAHUM

Devant une condition pathologique, la diversité des procédés d'imagerie est telle que la notion de bilan radiologique est devenue primordiale. On doit lui substituer celle de stratégie diagnostique, d'arbre de décision. Le radiologue doit parfaitement connaître toutes les possibilités de chaque examen dont il dispose, de manière à choisir le plus adapté à chaque étape du diagnostic. C'est dans cet esprit que s'inscrit la collection « Imagerie Médicale » ; c'est ce qui en fait l'originalité.

**VIENT DE PARAÎTRE**



**Imagerie du système nerveux. L'encéphale**  
C. MARSAULT, A. GASTON  
F. LE BRAS  
relié, 300 p., 600 ill., 590 F  
ISBN : 2.257.10475.7



**Imagerie du foie et des voies biliaires**  
H. NAHUM, Y. MENU  
relié, 340 p., 558 ill., 650 F  
ISBN : 2.257.10472.2

Ouvrages en vente en librairie ou par correspondance à VPC 26 - 26, rue Jacob - 75006 Paris. Joindre le règlement à l'ordre de VPC 26 en rappelant la référence AM/62 (frais de port : 1 vol. : 35 FF, 2 vol. : franco de port).

**Flammarion Médecine-Sciences**

**SCIENCE & VIE MICRO**

**SVM**

Compatible avec l'IBM PC-AT  
**COMPAQ DESKPRO 386**  
**LE MICRO-ORDINATEUR LE PLUS PUISSANT DU MONDE.**  
Au banc d'essai dans SVM.

**NOVEMBRE 86**

**Je fais mes courses d'un coup de baguette**

**Le Monde sur Minitel**  
36.15 tapez : LEMONDE

Le MINTEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

مكتبة الشامل



## SECTEURS DE POINTE

### RECHERCHES

## Quelques merveilles de FAUST

Les occasions d'étonnement n'ont pas manqué au cours du forum des arts et des technologies qui vient d'être organisé à Toulouse.

**P**OUR sa première édition, FAUST, le Forum des arts et de l'univers scientifique et technique aura permis de mettre en valeur les créations régionales, les produits de Midi-Pyrénées, région qui, selon l'expression de Dominique Baudis, maire de Toulouse, « assai sur un passé prestigieux son développement technologique et économique » (le Monde du 4 novembre).

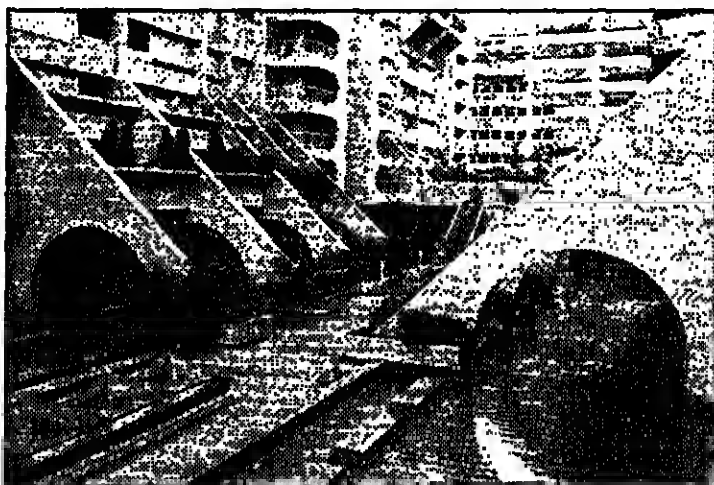
Premier tableau. Loin devant, la piste d'atterrissage. Sous les yeux, à portée de main, un tableau de bord aussi complexe, aussi hermétique aux profanes que celui de n'importe quel avion de ligne : sur les côtés, les hublots du cockpit. Voici la navette européenne Hermès, comme si vous y étiez. Si ce n'était le sentiment que la vision est fugitive, prête à s'effacer au moindre mouvement, l'illusion serait parfaite.

Et pour cause : il s'agit d'une image holographique, la plus grande du monde, conçue par l'Aérospatiale. Qui dit mieux pour entreprendre un voyage au pays des « arctéchnologies », selon le néologisme du secrétaire d'Etat à la culture, Philippe de Villiers.

Second tableau : la lune. Un instrument de lumière, Mariage

réussi du photon et du son, réalisé par des ingénieurs et des fabricants de guitares électriques déjà réputés. L'entreprise LAG, qui concourt à sa manière à expliquer dans les milieux branchés qu'il existe un « son toulousain », n'a que six ans d'existence et quelques mordus de musique pour tourner. Mais il a suffi qu'un ingé-

On joue de la lune avec les mains, avec les bras, comme dans une double invention et des notes de l'espace. Le procédé est simple : une source lumineuse, des capteurs sous une plaque de verre, le tout relié à des synthétiseurs. Les cellules analogiques interprètent le geste dans sa vigueur et son ampleur. « Mieux que l'orgue



Un aspect de Toulouse moderne : la place Occitane.

nier du cru, jaloux de son anonymat, passe par là pour que la petite société toulousaine puisse sérieusement envisager de redonner au musicien et à sa musique l'épaisseur d'un corps en mouvement. De la sculpture sonore.

de Jean-Michel Jarre », explique l'un des démonstrateurs. L'appareil n'est encore qu'un prototype, vendra 20 000 F ou 25 000 F sans les synthétiseurs. Deux versions, mélodique et pour percussions, sont actuellement à l'étude.

Troisième tableau : un disque-boule dans la troisième dimension, deux minutes de bonheur cathodique et neuf mois de travail pour un produit de présentation des Jeux olympiques. La société Artefact, à l'origine de cette création, n'existe pas encore. Elle sera officiellement créée le mois prochain. Mais les deux ingénieurs et les trois chercheurs de l'université toulousaine croient au marché, celui de l'image de synthèse. La société Thomson les a pris sous son aile. Par chance, les J.O. auront lieu à Barcelone. Artefact, qui ne croit pas au marché régional, a déjà jeté ses lignes du côté de la Catalogne.

Synelco, elle, joue son savoir-faire sur grand écran. « L'image vidéo en surmultiplexe », explique l'usé de ses publicités. Cette petite société aveyronnaise, dont le PDG inventeur est un ami de Jacques Godfrain, député du département, cherche à réinventer le mur d'images. Spacevision, son produit, est plus que l'empilage de plusieurs tubes cathodiques dont les images seraient numériquement traitées. Il ajoute un traitement optique à l'aide de lentilles de Fresnel qui restituent à l'image, quelle que soit sa taille, son intégrité sans déformation ni rupture. Certes, pour FAUST, le procédé a connu quelques défail- lances... le diable, probablement. Il s'empêche, Synelco propose même un mur de 256 tubes.

GÉRARD VALLÉS.

### TECHNOLOGIE

## Ces aciers qui viennent du froid

Une société française est chargée de mettre au point un acier résistant aux très basses températures et aux chocs violents.

**U**NE nouvelle technologie est en train de voir le jour : la métallurgie polaire. Dans le cadre d'un accord de coopération scientifique signé en mai dernier visant à mettre en valeur les richesses arctiques, la France et le Canada viennent d'écarter un programme de recherche sur les caractéristiques des aciers spéciaux destinés au Grand Nord.

Longtemps réservée aux pays côtiers, tels que les Etats-Unis, l'Union soviétique ou les pays scandinaves, l'exploitation des vastes ressources polaires de minerais, pétrole ou gaz naturel pousse aujourd'hui les pays industrialisés à s'intéresser de très près aux technologies arctiques.

Exploiter et transporter ces ressources nécessite en effet des moyens adaptés : pétroliers, méthaniers, navires brise-glace, oléoducs et plates-formes off shore... De telles structures doivent résister à la fois aux basses températures, qui vont jusqu'à moins 60 degrés, et aux chocs éventuels avec les glaces qui dérivent, d'où le besoin de mettre au point des matériaux idoies, principalement des aciers.

Ceux-ci, lorsqu'on les utilise en milieu froid, se classent en trois catégories : les aciers classiques, que l'on peut mettre en œuvre à moins 20 degrés ; ceux, plus élaborés, pour des températures allant jusqu'à moins 60 degrés ; enfin ceux, hautement techniques, employés dans l'industrie cryogénique pour le transport de gaz de pétrole et de gaz naturel liquéfiés, à moins 196 degrés.

Or les premiers sont fragiles comme du verre à très basse température. Les derniers, qui, en plus des additifs classiques, contiennent jusqu'à 9 % de nickel, résistent bien mais sont difficiles à souder. De plus, leur coût de revient est six fois supérieur à celui des aciers normaux, ce qui rend leur utilisation marginale... Restent les aciers intermédiaires, que l'on produit massivement : contenant de 0,2 à 0,5 % de nickel, ils résistent bien aux températures polaires, mais la présence de l'additif multiplie leur coût par deux.

« Seul le Japon a pu jusqu'ici produire et commercialiser à faibles coûts des aciers dont les propriétés à basse température sont satisfaisantes », insiste le responsable des produits énergie chez Usinor, Hugues Lecoq.

Pour combler ce vide technologique, le projet Arctique, qui réunit l'Institut de recherche pour la sidérurgie (IRSID), Usinor, Alstom-Atlantique, le bureau Veritas, auxquels sont associés le CNRS et plusieurs universités canadiennes, vise à produire un

acier des banquises à très faible teneur en nickel et à tester sa résistance. Etalé sur deux ans et doté, côté français, d'un budget de 2,5 millions de francs, dont 1 million provenant du ministère de la recherche, ce programme confie à Usinor le soin de mettre au point un nouveau procédé de fabrication.

A cet effet, l'usine de Dunkerque s'emploie déjà à supprimer le traitement thermique, opération qui s'effectue traditionnellement après la réalisation des plaques d'acier et leur confère une certaine résistance. On effectuera à la place un refroidissement par eau à grande vitesse. Cette technique, utilisée pour la première fois en France à l'occasion du programme Arctique, permettrait d'obtenir un acier doué de bonnes propriétés à froid, sans pour autant contenir une quantité élevée de nickel. La faible teneur en additif et la suppression de l'étape de traitement thermique devraient diminuer le coût de production.

### Un pari sur l'Arctique

C'est l'IRSID qui sera chargé de faire les tests. Au centre de Saint-Germain-en-Laye, on pourra étudier le comportement du matériau dans une enceinte de simulation de basses températures, effectuer des essais de rupture, étudier les défauts au niveau des soudures et simuler les effets « de fatigue » dus à la boue. Certains de ces essais seront faits sur une maquette de conteneur fabriqué par Alstom. Enfin, le bureau Veritas devra « caractériser » l'acier, c'est-à-dire déterminer et classer ses propriétés.

Le laboratoire de géographie physique du CNRS, à Meudon, mettra au point les instruments nécessaires pour déterminer avec précision la température minimale au-dessous de laquelle le matériau ne peut être utilisé. Des expériences ont eu lieu montrant que, en atmosphère froide, la température météorologique à proximité d'une plaque d'acier et celle de la plaque elle-même pouvaient différer de 10 degrés, ce qui est considérable pour la caractérisation du matériau.

Ce programme de recherche métallurgique fait donc un large pari sur l'Arctique : offshore et brise-glace destinés à la mer du Nord, aux régions septentrionales du Canada et à une partie des mers russes pourraient constituer un débouché considérable dans les années 90... à condition que l'exploitation du pétrole et du gaz se justifie économiquement dans ces régions. « Quoi qu'il en soit, fait remarquer Hugues Lecoq, de tels travaux sur des aciers difficiles à élaborer constituent un véritable moteur pour l'ensemble du programme de recherche et développement du groupe Usinor. »

MICHEL FANTIN.

## Demain

### Un plus pour le minitel

Une carte électronique qui se branche à l'arrière d'un minitel a été présentée au dernier SICOB. Fabriquée par un consultant d'entreprises et trois jeunes électroniciens de Montpellier, cette carte, nommée Maya, élargit les possibilités de cet appareil en permettant de stocker en mémoire ce qui est affiché sur l'écran, puis de le faire réapparaître après interruption de la communication.

Maya fait aussi du minitel, quand la liaison est coupée, un petit micro-ordinateur de bureau qui peut gérer un répertoire téléphonique, archiver quelques notes, faire des calculs simples, indiquer la date et l'heure. Enfin Maya permet de restreindre l'utilisation du minitel, en autorisant que les appels à une liste prédéfinie de services.

★ Alintel-Maya, 4, place du Marché-aux-Fleurs, 34000 Montpellier, 67-60-52-22 et 67-52-75-59.

### Ordinateurs en dialogue

Un système de communication interactive entre ordinateurs individuels vient d'être commercialisé, sous l'appellation B-Twin par la

société Grenat, à la suite d'une étude développée sur un marché du CNET.

Ce système offre aux utilisateurs de micro-ordinateurs la possibilité de communiquer et de travailler comme s'ils opéraient en même temps sur la même machine. Les opérateurs peuvent se parler, lire la même page sur l'écran et agir, chacun à son tour, sur le clavier et la souris.

Le système tire parti des facilités offertes par le réseau numérique à intégration de services en assurant, sur un canal à 64 kbits, outre la transmission de la voix, le transfert et la gestion d'informations nécessaires à la synchronisation de deux ordinateurs personnels déroulant une même application.

Les cartes du système s'insèrent dans l'ordinateur personnel.

● « LE STYLISTE ET L'ORDINATEUR ». — Après l'article publié sous ce titre dans le Monde du 15 octobre, M. Dominique Waquet, directeur général de l'Institut français de la mode (33, rue Jean-Goujon, 75008 Paris. Tél. : 42-89-42-42), nous signale que celui-ci dispense plusieurs cours sur ce thème, en particulier : « Du crayon à l'ordinateur » et « L'ordinateur à la conception des produits confectionnés ».

### Un catalogue pour le XXI<sup>e</sup> siècle

**O**RSAY avant Orsay. A quelques semaines de son ouverture au public, le nouveau musée parisien présenterait pour la première fois à Toulouse, au Forum des arts, de l'université scientifique et technique, les équipements dont il s'est doté. Une formidable machine électronique et de vidéo pour permettre aux visiteurs une « lecture » efficace du musée moderne, qui regroupe au rayon des antiquités tous les catalogues et autres diaporamas, présentés en d'autres lieux.

Trois sociétés, dans le cadre d'un Groupement d'entreprises de l'audiovisuel (l'entreprise industrielle Pey et Boirel), ont mis en commun leurs moyens et leurs compétences pour proposer un système unique combinant les supports traditionnels de projection, la vidéo interactive et les images numériques à haute résolution, l'ensemble étant intégré dans l'architecture conçue par Victor Laloux au début du siècle. Vingt-sept points de dessertes ont ainsi été créés, alimentés par trois réseaux différents.

Les projections audiovisuelles « classiques » sont entièrement automatisées, pilotées par un ordinateur chargé de surveiller le bon déroulement des opérations. En cas d'anomalie sur un poste,

l'image est immédiatement consultée en attendant que la panne soit localisée.

Mais le nouveauté à Orsay, c'est le vidéodisque interactif. Sept bornes doivent permettre au visiteur de consulter, selon sa fantaisie et avec un temps de réponse très bref, la banque d'images et de son du musée. La lecture de ce qu'il faut bien appeler un véritable livre d'art n'aura été possible que par l'application, nouvelle en France, de la technique du « son compressé ». Plus de quatorze heures d'enregistrement ont ainsi été gravées sur un même disque. Le son original a été échantillonné, réduit à sa structure la plus élémentaire. Un décodeur en bout de chaîne est chargé de le restituer dans sa configuration initiale. Le résultat, sans avoir la valeur d'un son stéréo, est tout à fait acceptable.

Enfin, la banque d'images d'Orsay, accessible aux adultes et aux chercheurs, propose des reproductions numériques des œuvres détenues par le musée. Ce procédé permet des images à très haute résolution, très proches donc de la vérité, véhiculées par fibres optiques jusqu'à seize postes de consultation.

G.V.

## DELTA DESSERT 100 VILLES AMÉRICAINES, D'EST EN OUEST.

De New York au Texas, de la Floride à la Californie, Delta Air Lines dessert les quatre coins des Etats-Unis.

Les vols directs Delta, reliant Paris à Atlanta, facilitent les voyages aux Etats-Unis en offrant aux passagers un large choix de correspondances Delta vers 100 villes dans tout le pays.

Delta assure également un service quotidien à grande fréquence au départ des deux plaques tournantes que sont New York et Boston, soit des liaisons vers 15 grandes stations balnéaires en Floride, ainsi que des vols en direction de la Nouvelle Orléans, Dallas/Ft. Worth et Houston.

Consultez votre agent de voyages ou appelez Delta à Paris au (1) 43.35.40.80.

Le bureau de réservation Delta se situe : 24, boulevard des Capucines, Paris. Les horaires, au départ de Paris, sont indiqués sous réserve de modifications sans avis préalable.

### DELTA GETS YOU THERE (TM)

Il existe d'autres vols Delta vers les Etats-Unis au départ de Londres, Shannon, Francfort, Munich et Stuttgart.

© 1986 Delta Air Lines, Inc.



SECTEURS  
DE POINTELOGICIEL  
Département GÉNIE LOGICIEL  
SON CHIEF DE DÉPARTEMENT

Vous développerez et piloterez l'activité du département (CAI personnel) sur le plan commercial, budgétaire et personnel. Ingénieur ou universitaire, environ 30 ans, une solide expérience en conduite et gestion de projets informatiques. Goût de l'animation et des contacts.  
Réf. AJ 133

Postes à pourvoir rapidement.  
Merci d'adresser CV, lettre manuscrite en précisant la référence du poste choisi à EUROSOFT  
38, Bd Henri Sellier 92150 SURESNES.

DES HOMMES DE POINTE POUR DES TECHNOLOGIES NOUVELLES

Filiale du GROUPE EUROSOFT GROUPE INDÉPENDANT  
D'INGÉNIEURS INFORMATIQUES AUX ACTIVITÉS DIVERSES,  
recherche pour ses divisions:

SYSTÈME D'INFORMATION ET DE  
COMMUNICATION

Département COLLECTIVITÉS LOCALES

## SON RESPONSABLE COMMERCIAL

Vous prospecterez pour l'informatisation des maires de plus de 30.000 habitants, basée sur l'utilisation d'un environnement de 4<sup>ème</sup> génération, développée sur IBM 38 et micro informatique.  
Négociateur de haut niveau et une 1<sup>ère</sup> expérience dans l'environnement des collectivités locales. La connaissance du matériel IBM 38 et de la micro informatique seraient un plus.  
Réf. AK 134

Notre futur directeur commercial :  
un ingénieur anglophone et latiniste.

PME, proche banlieue Est de Paris, filiale française d'un puissant groupe multinationnel anglo-américain, nous recherchons des produits consommables aux entreprises du secteur électronique. Nous avons compris que notre croissance nous impose une position de leader incontesté. Nous recherchons le responsable de notre service commercial.

Sa mission : définir la politique de vente, animer et former une petite équipe motivée, organiser les procédures internes, les actions publicitaires, etc... Son profil : un diplômé d'ingénieur d'une école de bon niveau, 3 à 5 ans d'expérience industrielle et, idéalement, un premier virage vers le technico-commercial. En tout cas, une motivation certaine pour cette orientation et des dispositions personnelles évidentes. La qualité de l'administrateur est un plus, mais nous ne voulons pas ignorer que nous recherchons un ingénieur organisé, ouvert et cultivé, sachant s'exprimer avec aisance et clarté tant à l'oral qu'à l'écrit, en français comme en anglais - l'anglais étant la langue de commerce du groupe -. Si ces premiers éléments vous ont intéressés, prenez contact avec notre référence 607 532 M avec notre conseil SIRCA 64 rue La Boétie 75008 Paris. Merci de joindre CV et de préciser votre rémunération actuelle.



Membre de Syntec

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL  
IMPLANTE EN FRANCE

propose des

POSTES DE  
CADRES COMMERCIAUX (H/F)

pour développer ses ventes de produits et services auprès d'une clientèle diversifiée d'utilisateurs de tous niveaux : Administrations, grandes entreprises, PME - PMI.

• Cette offre s'adresse à de JEUNES DIPLOMÉS, GRANDES ÉCOLES ou CYCLE LONG DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (Bac + 4 minimum) :

- Dégagés des obligations du Service National
- Débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience professionnelle
- Ambitieux, motivés par la vente
- Imaginatifs pour concevoir des solutions et des financements
- Aptes à négocier à niveau élevé.

• Vous bénéficierez :

- De bonnes conditions de travail et d'avantages sociaux
- D'une formation rémunérée spécifique, théorique et pratique
- De possibilités d'évolution de carrière.

Ces postes sont à pourvoir à Paris et en province.

Merci de nous faire parvenir votre candidature (lettre et CV détaillé) sous réf. ACB à Hyperbole 86, rue de Richelieu 75002 PARIS, qui transmettra.



MATRA DATASYSTÈME constructeur informatique à vocation européenne recherche (H/F) pour son département Administratif et Financier :

Responsable  
des Comptabilités

Vous garantirez la fiabilité de la comptabilité de nos deux activités de production : mini-informatique et terminaux spécialisés; vous effectuerez la consolidation de la société avec ses filiales en normes internationales; vous produirez les résultats mensuels par activité et par centre de profit; vous devrez également optimiser les procédures existantes et les moyens de traitement informatique.

Après un DECS et une expérience (au moins 4 ans) dans une entreprise industrielle, vous maîtriserez la comptabilité analytique par centre de profit. Vous avez une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne. L'anglais courant est nécessaire.

Veuillez envoyer votre dossier de candidature (lettre, références, CV, photo et prétentions) en indiquant la référence MC/101 à DRH MATRA DATASYSTÈME 1 avenue Héloïse - 78180 Montigny-Le Bretonneux

**MATRA DATASYSTÈME**  
L'INFORMATIQUE SIGNÉE MATRA

Ingénieur  
commercial CAO

CMG depuis sa création il y a 10 ans, c'est une triple compétence sur le marché informatique (informatique industrielle, de gestion, gestion de production sur mini et micro ordinateurs), une activité CAO de haut niveau et une philosophie d'entreprise : la qualité de vie de ses collaborateurs est la garantie d'un service optimum apporté à ses partenaires clients.

De formation grande école d'ingénieur, vous connaissez bien le milieu de la CAO et ses techniques. De plus, vous justifiez d'une expérience réussie dans la vente de produits techniques.

La mission que nous avons à vous confier ? Être le premier ingénieur commercial de notre Département CAO. Rattaché au Directeur de ce Département, vous prospecterez et vendrez nos compétences techniques de très haut niveau dans le domaine de la CAO. Mission motivante et passionnante qui requiert outre le « fibre commerciale », de l'initiative, des qualités d'organisation, d'écoute et un pouvoir de séduction et de conviction pour négocier à haut niveau.

Vous pourrez évoluer très vite au sein de ce Département ou de notre société... nous vous rappelons que notre progression depuis 10 ans est de 50 % par an.

Rencontrez-nous et parlez de vous.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions, sous réf. MC/101, à Camille Gouffier - CMG - ZA de Courtebois, BP 38, 91942 Les Ulis Cedex.

## CONCEPTEURS OU EXPERTS

REJOIGNEZ LE DÉPARTEMENT CONSEIL ET INGÉNIERIE  
CARTE BANCAIRE DE NOTRE DIVISION MOYENS DE PAIEMENT

De formation Grande École, vous avez acquis, si possible au sein d'une SSII, 6 à 8 ans d'expérience informatique et des compétences dans le domaine bancaire.

Vous avez évolué vers des missions de conseil et d'ingénierie ou souhaitez saisir l'opportunité de cette évolution de fonction.

Nous vous proposons de participer dans le milieu bancaire au développement de l'activité cartes.

Une bonne connaissance de l'environnement L.B.M. et des méthodes du type AXIAL ou MERISE sera un atout supplémentaire.

Plusieurs postes sont à pourvoir.  
Lieu de travail : LA DÉFENSE.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. PH 2/AS à Anna STAROSWIECKI - Service Recrutement - SLIGOS Immeuble Ile de France - Cédex 49 - 92067 PARIS La Défense 9.

Dans le cadre de ses développements en matière d'atelier logiciel et de réseaux centrés sur des matériels de pointe VAX, PEDS, SUN, APOLLO, le DÉPARTEMENT AVIONIQUE GÉNÉRALE souhaite intégrer pour l'une des deux fonctions suivantes, des

## INGÉNIEURS GÉNIE LOGICIEL CONFIRMÉS

Vous intégrez l'équipe ayant la responsabilité de la définition et de la réalisation de la partie réseau de l'atelier logiciel réparti.

Réf. 91372/M

Vous prospectez, développez et intégrez de nouveaux outils de génie logiciel dans l'atelier (spécifications, conception, production, intégration, validation...).

Réf. 91373/M

Nous souhaitons rencontrer des candidats justifiant de 4 à 5 années d'expérience professionnelle et possédant les connaissances générales suivantes: UNIX, langage C, réseau local, techniques en systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence du poste choisi, à Christian PARENT - THOMSON-CSF Département Avionique Générale 31, rue Camille-Desmoulins, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

**THOMSON-CSF**  
DIVISION AVIONIQUE

## MICRO TECHNOLOGIE ÉLECTRONIQUE

Nous sommes une jeune société qui a pour vocation de répondre aux besoins de l'ingénierie de développement en électronique. Notre succès est basé sur la compétitivité de nos produits et sur la stratégie de notre support technique. Pour assurer l'introduction et le développement de nouveaux produits IAO, nous recherchons des

## Ingénieurs produit

VOUS  
Jeune ingénieur électronique ayant des connaissances en CAO et/ou en développement de ASIC et/ou en développement de micro-processeurs. Vous avez une expérience de 2 ans minimum et si possible dans le domaine commercial.

NOUS VOUS PROPOSONS :  
La responsabilité de la gestion et de la promotion (interne et externe) d'une ligne de produits. Vous aurez aussi une activité opérationnelle d'assistance à la vente auprès de nos ingénieurs commerciaux. Notre structure est légère, favorise l'initiative personnelle et assure des conditions de travail et un salaire motivants.

Intéressez-vous, adressez C.V. + photo + rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 34 bis, rue Darru, 75008 Paris, sous la référence 42 1544 LM portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

C.I.J.L. Informatique - PARIS et BORDEAUX - recherche pour son département industriel :  
Ingénieurs GRANDES ÉCOLES Débutants

A - Connaissance CAO, Automatismes, Génie logiciel

B - Pour écrire des logiciels d'automatismes

Ingénieurs GRANDES ÉCOLES Expérimentés

Connaissant l'ASSEMBLEUR pour développement de projets importants :  
Réalisation d'un interface interprocesseurs et mise au point de procédures de contrôle.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature au :  
53, Bd Sébastopol - 75001 PARIS  
42.36.50.16

كاتبه



مكتبة الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 5 novembre 1986 23

## SECTEURS DE POINTE

**ABG-SEMCA**  
Filiale du Groupe THOMSON  
cherche pour son établissement de TOULOUSE

### Un ingénieur études

Équipement Aéronautique spécialisé dans le conditionnement d'air et la pressurisation, nous souhaitons intégrer au sein de notre Bureau d'Études un ingénieur. Il aura pour mission :

- l'étude des équipements entrant dans les systèmes de pressurisation cabine (conception et définitions),
- le suivi de la réalisation des équipements, leur mise au point et ce, jusqu'à l'aboutissement de la qualification.

Nous souhaitons rencontrer des candidats possédant un diplôme d'ingénieur mécanique (INSA, ENSMA, ENSEM, AM) ayant de bonnes connaissances en automatismes et électromécanismes. La pratique de l'anglais est indispensable.

Quelques déplacements sont à prévoir.

Merci d'écrire sous réf. DJ 115 à notre conseil Informa, 24, rue de Metz 31000 TOULOUSE.

**THOMSON**

LYON - LILLE - MARSEILLE - PARIS - PAU - TOULOUSE

**INFORAMA**  
carrières  
la technologie pour les hommes

Société Française affiliée à un grand groupe américain, ASHLAND CHEMICAL CO, nous sommes spécialisés dans la fabrication des polymères spéciaux appliqués principalement dans l'industrie de la fondrie.

Leader sur notre marché, nous employons aujourd'hui 80 personnes et souhaitons nous diversifier.

Pour notre laboratoire de recherche et développement de notre usine située près de Vernon dans l'Eure, nous cherchons à recruter un :

### Ingénieur chimiste

Après une solide formation en chimie organique, vous possédez 4 à 5 ans d'expérience de l'étude et de la fabrication des polymères thermoplastiques.

Vous souhaitez évoluer vers un poste à responsabilité dans le cadre d'une organisation internationale, la pratique de l'anglais vous est familière. Cette offre d'emploi serait satisfaisante.

Après une formation à l'application de nos techniques et produits, vous serez responsable de notre laboratoire, chargé de l'étude, du développement, du contrôle et de l'application des produits.

Vous encadrerez une équipe de 7 personnes.

### Technicien chimiste

BTS chimiste.

Une première expérience réussie vous a permis d'acquérir de bonnes connaissances de l'application des produits thermoplastiques.

Au sein de notre laboratoire de recherche vous prendrez en charge la mise en œuvre et le développement de nouvelles applications industrielles de résines synthétiques.

Merci de nous adresser votre candidature, C.V., photo et prêt à ASHLAND AVERNE - Mme K. LEFEVRE, 6/8 rue du 9 Septembre, 92136 Issy-les-Moulineaux, Cedex.

**Ashland - Avèbène**

Le Groupe SOCOPA, avec 5000 personnes et 12 MF de CA, est un des n° 1 de l'agro-alimentaire.

Nous recherchons pour notre unité d'ÉVRON (une nouvelle usine sera construite dans les 2 ans) notre :

### Jeune Responsable Informatique

Ingénieur Informaticien, vous souhaitez prendre des responsabilités au sein d'un service informatique amené à se développer.

Par votre rôle de coordinateur, vous interviendrez, tant sur les services de production que de gestion, pour en optimiser les résultats.

Cette fonction formatrice vous permettra de valoriser vos qualités relationnelles, votre sens du service et d'acquiescer une bonne connaissance des fonctionnements de l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à notre DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES B.P. 20 - 72401 LA FERTE BERNARD Cedex.

**SOCOPA**

une force de la nature

# SOFRES

Recherche pour ses départements :

- automobile
- industrie hautes technologies

2 senior consultants (5 ans d'expérience minimum)  
2 consultants (2 à 3 ans d'expérience).

Vous avez :

- une double formation, grande école (Centrale, AM, ENSI...) et formation complémentaire en marketing (MBA, ISA, CESMA).
- une expérience réussie du marketing dans une entreprise industrielle ou dans une société de services.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe jeune et performante, intervenant dans un secteur en fort développement, au niveau international l'anglais courant est indispensable.

Adresser votre curriculum vitae à Madame Jacqueline Thirion, SOFRES, 16-18, rue Barbès - 92129 Montrouge Cedex.

**SEMA-METRA** **SOFRES**

# TELIC ALCATEL

Groupe de premier plan et filiale C.G.E., nous sommes présents dans 60 pays avec un CA supérieur à 25 milliards de francs en 1985. Nous sommes l'un des leaders mondiaux de la communication électronique et le premier constructeur européen de terminaux bureautiques et télémanipulateurs. Notre forte croissance, plus de 40% par an depuis 1984, nous amène à renforcer en permanence nos équipes par des talents prêts à innover et entreprendre.

### DIRECTION QUALITE

Dans la compétition internationale, notre stratégie est de promouvoir la qualité de nos produits et services afin d'augmenter notre avance sur nos concurrents. Le développement de nos marchés, la diversification de nos produits et l'élargissement de notre métier conduisent la Direction Qualité à se doter d'outils nouveaux plus performants et à renforcer son équipe de STRASBOURG par :

## 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

### QUALITE CONCEPTION

En liaison avec les Services Techniques, Industriels et Commerciaux, vous aurez pour mission de définir et de mettre en œuvre les plans qualité des produits : essais climatiques, mécaniques, fiabilité, audits. Vous identifieriez les écarts et déclencheriez les actions correctives appropriées.

Vous pouvez vous prévaloir d'une première expérience en conception ou en industrialisation de produits électroniques.

Réf. 399 QC

### QUALITE APPROVISIONNEMENT

Vous serez chargé de suivre la qualité de nos produits en fabrication et en clientèle, de mettre en place des contrats qualité avec nos fournisseurs, de développer des outils de gestion de la qualité. En outre, vous aurez à animer des actions de formation à la qualité au sein de l'entreprise.

Vous connaissez les composants électroniques et vous avez plusieurs années d'expérience en conception ou en production.

Réf. 399 QA

A 25 km des Vosges et à 200 km des Alpes Suisses, STRASBOURG vous offrira une vie culturelle intense dans une région de tradition et d'équilibre au carrefour de l'Europe.

Créatifs et impliqués, si vous êtes intéressés par le développement de nos projets, merci d'adresser votre C.V. à Bernard CAMMAS, Directeur des Ressources Humaines Telic Alcatel - 206, route de Colmar 67023 Strasbourg Cedex, en précisant la référence du poste choisi.

## DES OPPORTUNITÉS DE CARRIÈRE A SOPHIA-ANTIPOLIS

Filiale de THOMSON-CSF, au tout premier rang de la compétition internationale, nous concevons et développons des équipements et systèmes de détection sous-marine pour la plupart des pays occidentaux et d'Extrême-Orient. Pour faire face à notre important développement, nous souhaitons étoffer nos équipes et intégrer deux ingénieurs électroniciens pour des fonctions de :

### INGENIEUR FORMATEUR REDACTEUR TECHNIQUE

Ingénieur électronicien position II, vous êtes responsable de :

- l'élaboration des manuels techniques destinés à nos clients,
- la préparation des supports pédagogiques et aides didactiques,
- la formation des utilisateurs (en Français et en Anglais) à l'exploitation et à la maintenance de nos équipements.

Justifiant si possible d'une expérience similaire d'une ou deux années, vous souhaitez utiliser pleinement votre potentiel alliant compétences techniques, qualités de contact et expression écrite et orale aisée. Vous maîtrisez l'Anglais.

Réf. 91359/ LM

### INGENIEUR D'AFFAIRES

De formation Grande Ecole d'Ingénieurs (type A & M) vous coordonnez la réalisation industrielle de systèmes électroniques complexes. En étroite relation avec le laboratoire, le client et les ateliers de production, vous exercez votre responsabilité sur les plans :

- industriel : qualité, délais,
- budgétaire : maîtrise et réduction des coûts,
- maîtrise d'œuvre : relation avec le co-traitant et le client.

Justifiant de quelques années d'expérience dans le développement de systèmes complexes, vous avez la volonté d'étendre votre champ d'action. Homme de contact, vous souhaitez mettre en œuvre vos qualités de gestionnaire et vous maîtrisez l'Anglais.

Réf. 91360/ LM

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en précisant la référence du poste choisi à Marcel MIGEON - THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES BP 38 - 06561 VALBONNE CEDEX.

**THOMSON SINTRA**  
ACTIVITES SOUS-MARINES

**INGEVISION**  
CHIFFRE DE FRANCE

Avec INGEAD, la solution intégrée pour la conception d'installation industrielle INGEVISION prend une place importante sur le marché de l'ingénierie assistée par ordinateur et cherche pour son service DEVELOPPEMENT :

## Ingénieurs Schématisistes

Ingénieur mécanicien ou électricien, vous avez acquis au travers d'une première expérience en Bureau d'Études des compétences dans le domaine de la simulation de process ou en conception de circuits fluides.

Vous possédez bien la technique de programmation en Fortran.

Nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe responsable des produits de schématisation qui a pour objectif le développement de produits logiciels industriels spécialisés dans les activités de conception et de réalisation des systèmes fluides et de contrôle commande.

Si vous êtes créatif, si vous aimez le travail en équipe, si notre challenge vous plaît car nous avons des ambitions sur les marchés France et Étranger, venez rejoindre notre équipe.

merci d'écrire à FRAMATOME - Département Recrutement - à l'attention de B. SECHET - PLACE DE LA COUPOLE - TOUR FIAT - 92084 PARIS-LA DEFENSE.

**FRAMATOME**



SECTEURS  
DE POINTEFAITES EXPLOSER  
VOTRE POTENTIEL  
HORS DE NOS FRONTIÈRESINGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX  
ÉLECTRONICIENS

Vous serez responsables du développement de la commercialisation, sur une partie du monde, d'une gamme de produits haute technologie destinés à l'un des marchés suivants :

- Radiodiffusion et Télévision (Amérique du Nord, Europe, Japon) Réf. 91369/M
- Radiologie médicale (USA, Europe) Réf. 91370/M
- Visualisation professionnelle (USA, Europe) Réf. 91371/M

Ingenieurs diplômés grande école, vous possédez de très bonnes connaissances en électronique.

Ambitieux, autonomes, vous souhaitez exploiter pleinement votre potentiel et étendre votre champ de responsabilités au-delà de nos frontières.

Vous êtes disponibles pour de fréquents déplacements en France et à l'étranger et bien sûr vous maîtrisez l'anglais.

Si ces challenges vous intéressent, d'importantes perspectives d'évolution vous seront offertes au sein de la Division ou du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence du poste choisi, à notre Directeur des Ressources Humaines, qui recevra personnellement les candidats.  
Jean-Pierre BOUCHEZ - THOMSON-CSF  
DIVISION TUBES ÉLECTRONIQUES  
38, rue Vauthier, 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT.

Nous sommes le deuxième compétiteur mondial dans notre secteur d'activité avec 3100 personnes, dont près de 500 Ingénieurs et Cadres, et une filiale aux USA.

Afin de conforter cette position, nous partons à la conquête de nouveaux marchés, tant en France qu'à l'étranger. Pour répondre à ces nouveaux challenges, nous souhaitons intégrer au sein de notre équipe commerciale présente sur les cinq continents, trois

**THOMSON-CSF**  
DIVISION TUBES ÉLECTRONIQUES

## NOTRE LANGAGE : LA PERFORMANCE !

Le marché des logiciels est suffisamment porteur pour s'y intéresser de très près. Notre département vente logiciel système est en pleine phase de développement et commercialise une gamme performante et variée de logiciels (Inter Test, Data Vantage, Verity, Omniguard...). Pour renforcer notre impact, nous recherchons un

## INGENIEUR COMMERCIAL LOGICIELS

400 000 F

Il s'agit de montrer vos talents de prospecteur, de négociateur auprès des sites IBM ou compatibles, sans pour autant décevoir notre important portefeuille de clients.

Tous travaillent sous moniteurs TP (CICS, ISO, IMS) dans des structures OS variées (DOS, MVS, VM)... des domaines que vous connaissez bien ! En outre, une formation supérieure (École de Commerce ou Ingénieur) - voire l'école du terrain - sont de très bons atouts pour réussir. Quelques années d'expérience de vente de logiciels en environnement IBM... Bref, un cursus idéal pour tenir le langage de la performance auquel nous prétendons. Anglais nécessaire. Réf. ICLM

Nous recherchons également un

## INGENIEUR TECHNICO COMMERCIAL

En tandem avec nos ingénieurs commerciaux, vous intervenez en avant et après vente. C'est en fait ce qui vous assure la gestion technique de l'installation des systèmes et de la mise en œuvre des logiciels. Le côté très opérationnel de la fonction en cache un autre : il faut être très relationnel, développer chez le client un climat favorable à l'obtention de nouveaux contrats de service. La connaissance de l'environnement moyens et grand systèmes IBM, une excellente pratique de CICS sont impératifs. Objectif quotidien : tenir, à notre image, le langage de la performance. Anglais nécessaire. Réf. ITLM

Adresser votre candidature complète sous référence correspondante à Jean RICHET, ITT Data Systems France, Tour Maine Montparnasse, 33 Avenue du Maine, 75755 PARIS CEDEX 15.

ITT Data Systems

ITT

Secteur Aéronautique et Spatial  
TOULOUSE

Notre Groupe occupe une place prépondérante dans le domaine de l'électronique et des télécommunications spatiales. Nous recherchons pour notre SERVICE INFORMATIQUE, le

Responsable gestion de production  
et gestion de projets

Au sein de l'équipe Etudes (12 personnes), vous aurez le rôle de véritable CONSULTANT interne.

Animateur et homme de communications, vous serez l'interlocuteur privilégié des services concernés, en vous appuyant sur vos qualités d'EXPERT en gestion de production et gestion de projets.

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure en informatique, vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans dans un environnement Gros Système. Vos compétences en informatique, liées à une bonne compréhension des mécanismes de gestion de production, vous permettront d'optimiser nos produits à base de logiciels, en réponse aux besoins des utilisateurs.

La dimension de notre Groupe offre de réelles perspectives d'évolution à une personne de valeur. Merci d'écrire, sous réf. DI/00M, à notre Conseil, 24 rue de Metz 31000 Toulouse.

**INFORAMA**  
carrières  
la technologie pour les hommes

LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

## Anator

S.A. AU CAPITAL  
DE 1.300.000 F.

recrute

## 1 DUT INFORMATIQUE

pour développer des applications en temps réel sur mini et micro-ordinateurs.

Ce poste s'adresse à un candidat jeune et motivé, de 2 à 3 ans d'expérience minimum, désireux évoluer au sein d'une entreprise en pleine expansion.

Envoyer C.V. manuscrit + photo + prétentions à :  
ANATOR S.A.  
44, rue Marcel-Paul  
78500 SARTROUVILLE.

## MIOT PYRENEES

Nous sommes une jeune entreprise née de la fusion de grands groupes internationaux. Notre dynamisme nous positionne déjà parmi les leaders de notre spécialité : les automatismes industriels. Nous recherchons un

## Ingénieur logiciel «embarqué»

pour participer aux spécifications, à la conception et au développement de logiciels temps réel embarqués pour la commande d'automatismes programmables. Ingénieur informaticien (grande école ou universitaire de haut niveau), vous débutez ou possédez une première expérience en informatique industrielle. Vous avez un bon potentiel de manager à de solides compétences en système, méthodologie, langage. Mobile et maîtrisant bien l'anglais, vous êtes créatif, entreprenant, motivé par un travail concret en équipe. Nous vous offrons de réelles perspectives d'évolution au sein d'une structure souple, jeune et en pleine expansion.

Merci d'écrire, avec prétentions et photo, à notre Conseil Informa Carrières, sous réf. M/T, 24 rue de Metz 31000 TOULOUSE.

**INFORAMA**  
carrières  
la technologie pour les hommes

LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

UN SPECIALISTE DE MARCHE  
POUR NOS SOLUTIONS  
INFORMATIQUES BANCAIRES

Chief de projet, consultant... Si vous êtes doué à la fois d'un réel esprit commercial et d'un bon sens de la communication, venez donner votre impulsion à notre développement dans le domaine de la Banque.

Identifier les besoins de la clientèle. Informer nos commerciaux sur le marché et son évolution. Proposer des solutions produits.

Assurer l'interface avec le siège européen...

Telles sont les principales missions que nous voulons confier à un informaticien confirmé, de formation supérieure, bilingue anglais, possédant une excellente connaissance du domaine bancaire. Nos performances et la taille de notre groupe faciliteront une progression à la hauteur de vos ambitions.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, curriculum vitae, prétentions) au Service du Personnel, 41-49 rue de la Gare, 92130 SEVRES.

**nt** northern  
telecom

L'informatique au service de la communication

## COMMUNICATION TELEMATIQUE :

## UN INGENIEUR COMMERCIAL

Spécialistes du vidéotex, de télé et de l'informatique ou service de la communication télématique, nous offrons à un Ingénieur Commercial expérimenté d'être le premier à vivre l'explosion commerciale de notre entreprise dont les perspectives de développement sont renforcées

par notre association avec un groupe international. Agé de 25/30 ans, de formation supérieure, vous aurez la responsabilité d'approcher les clients, de négocier et de conclure en élaborant une stratégie pour élever notre entreprise au premier rang des SSI. Poste basé à Paris.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à COMINFEL, 6 rue du Colonel MOLL, 75017 PARIS.

**cominfel**  
la communication télématique

مكتبة الزميل

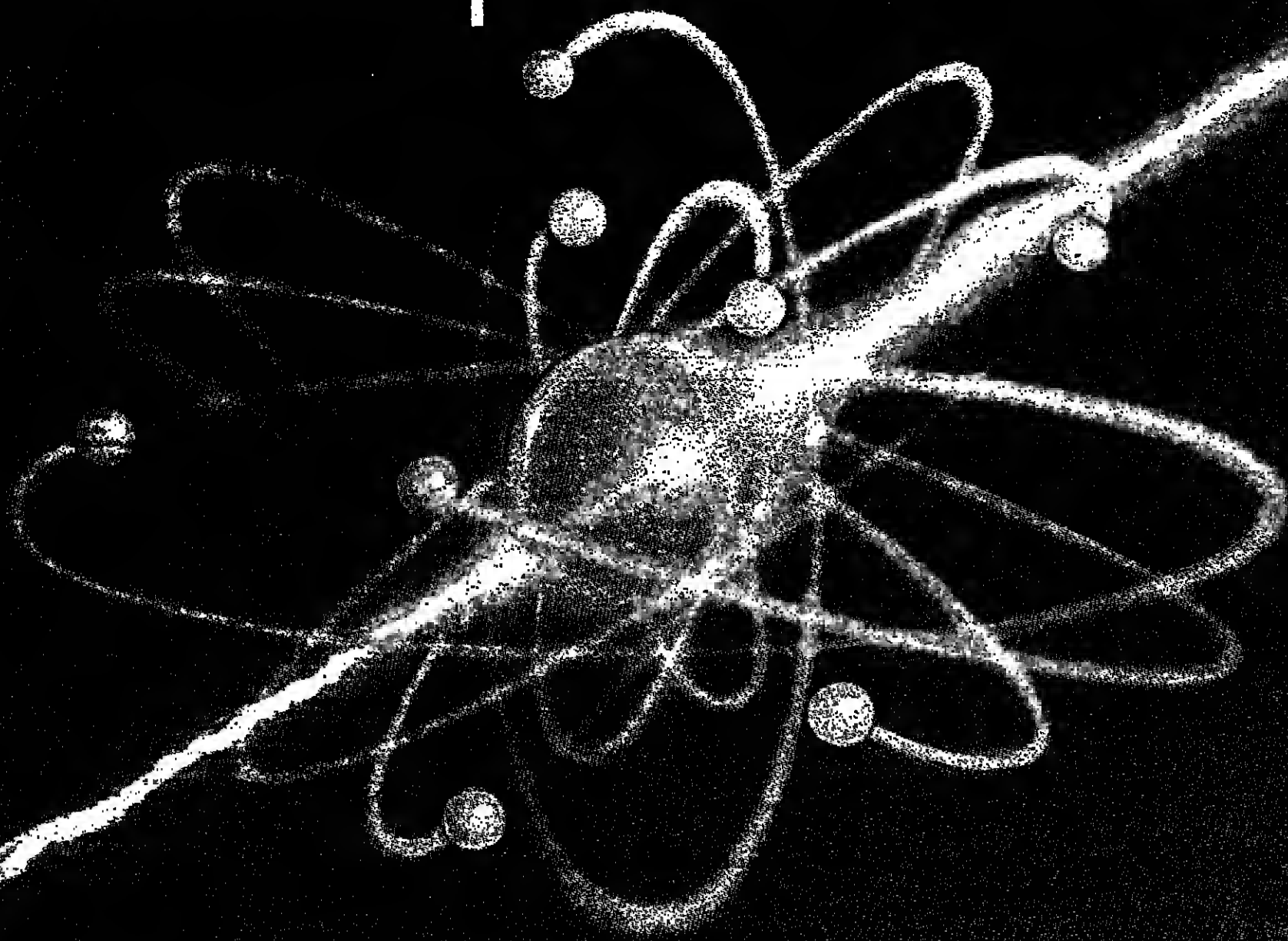


مكتبة الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 5 novembre 1986 25

# ce qui bouge beaucoup ne se voit pas forcément.



Le monde de demain est un monde où l'énergie électrique sera le moteur principal de la croissance. C'est pourquoi MERLIN GERIN, leader mondial de la maîtrise de l'énergie électrique, recrute des ingénieurs et cadres pour participer à la mise en œuvre de ses projets. Nous recherchons des personnes motivées, capables de relever les défis de la maîtrise de l'énergie électrique. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de Grande École ou d'un diplôme équivalent. Ils doivent également avoir une expérience professionnelle dans le domaine de la maîtrise de l'énergie électrique. Les candidats intéressés doivent adresser leur candidature à Colette FUSIER - MERLIN GERIN - Service Recrutement Ingénieurs et Cadres - 38050 Grenoble cedex.

**Responsable de la maîtrise de l'énergie électrique** (réf. LM 04-1)  
Vous serez responsable de la maîtrise de l'énergie électrique sur le plan international et gèrerez les contrats. Vous avez une expérience professionnelle de 3 à 5 ans. Formation supérieure en ingénierie. Anglais courant indispensable.

**Responsable de la maîtrise de l'énergie électrique** (réf. LM 04-2)  
Vous serez responsable de la maîtrise de l'énergie électrique sur le plan international et gèrerez les contrats. Vous avez une expérience professionnelle de 3 à 5 ans. Formation supérieure en ingénierie. Anglais courant indispensable.

**Responsable de la maîtrise de l'énergie électrique** (réf. LM 04-3)  
Vous serez responsable de la maîtrise de l'énergie électrique sur le plan international et gèrerez les contrats. Vous avez une expérience professionnelle de 3 à 5 ans. Formation supérieure en ingénierie. Anglais courant indispensable.

Dans un groupe comme le nôtre d'autres opportunités sont à saisir pour des Jeunes Ingénieurs et Diplômés de Grandes Ecoles. Rejoignez la réussite discrète de MERLIN GERIN et découvrez des procédures de recrutement qui inaugurent ce que pourra être votre activité demain sous le signe de la compétence et du dialogue. Adressez votre candidature à Colette FUSIER - MERLIN GERIN - Service Recrutement Ingénieurs et Cadres - 38050 Grenoble cedex.

la maîtrise de l'énergie électrique  
**M G** MERLIN GERIN



SECTEURS  
DE POINTE

## INGENIEURS LOGICIELS

## Informatique technique et industrielle

Avec 1050 personnes et un des taux le plus important du secteur (+ 36 %), ANSWARE, SSII du groupe C.G.E., compte parmi les 15 premières SSII françaises et les 30 premières européennes. Spécialistes de la conception de logiciels, la synergie des métiers nous permet de maîtriser l'ensemble des processus d'informatisation de l'entreprise.

Participez au développement de logiciels pour des applications sur systèmes temps réel dans les domaines :

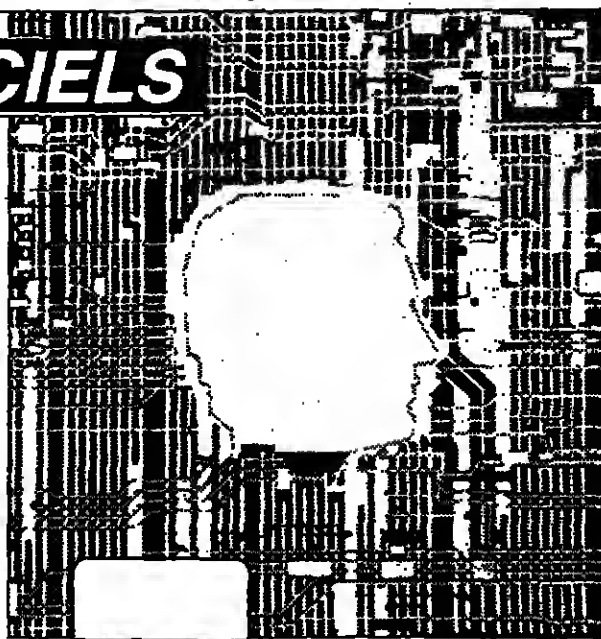
- Productique, Robotique, • Instrumentation,
- Contrôle de Processus, • Génie Logiciel,
- Systèmes embarqués, • Télécommunication,
- Traitement d'images, • Intelligence artificielle.

## Informaticiens, Automaticiens, Electronicien

Grandes Ecoles ou Universités, vous avez une expérience d'environ 2-3 ans en mini-ordinateurs sur matériels : DIGITAL, HP, BULL (SPS), GOULD et/ou en micro-processeurs : INTEL, MOTOROLA...

Vous pratiquez les langages : Assembleur, Pascal, PLM, PL 16, LTR. La connaissance d'UNIX et du langage C est un atout supplémentaire. Les postes sont à pourvoir sur Paris-Ile-de-France.

Adressez votre dossier de candidature, sous réf. RLB 86.6, à THOMSON-ANSWARE, groupe CGE, 135 rue de la Pompe, 75116 Paris.



4kate

THOMSON  
ANSWARE

## INGENIEURS

LA  
VOIE  
DU  
SUCCES

A 23-25 ans environ, vous sortez d'une grande école d'ingénieurs — ARTS ET METIERS, CENTRALE DE LYON, MINES DE NANCY... — vous êtes jeune diplômé ou vous avez une première expérience.

Quel qu'il en soit, vous recherchez, aujourd'hui, l'entreprise capable de vous former, de vous donner tous les atouts pour optimiser votre potentiel et votre professionnalisme.

Au départ, vous avez la rigueur, l'ambition et la mobilité pour prendre des responsabilités opérationnelles, après une première période d'intégration, dans un GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS comptant à ce jour 11 USINES EN FRANCE ET AUX ETATS-UNIS.

Tournés vers l'avenir, nous connaissons un taux de croissance constant, un développement et une diversification qui vous permettront, à court et moyen terme, de saisir de NOMBREUSES OPPORTUNITES DE CARRIERE en France comme à l'étranger.

Si vous souhaitez relever ce challenge et vous engager dans la voie du succès, merci d'adresser, sous réf. 4417/LM, votre lettre manuscrite, C.V. et photo exigée, à

## Communiqué

71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

ETABLISSEMENT FINANCIER INTERNATIONAL  
rechercheOrganisateur-Concepteur  
de systèmes d'information

pour mettre en place les différentes phases d'un projet informatique : organisation, analyse de l'existant, définition des objectifs, conception et animation des équipes chargées des applications.

Nous souhaitons :

- Formation Supérieure Scientifique ou Commerciale exigée.
- Expérience de 5/6 ans d'organisation/conception de gros projets dans le domaine tertiaire (Banque ou Assurances).

Adressez C.V., détaillé en précisant votre salaire actuel, sous référence : PB 611, à :

**CGS CARRIERES**  
58, Bd Gouvion-Saint-Cyr 75017 PARIS

PREMIER SPÉCIALISTE FRANÇAIS  
DE SERVO-VANES AÉRONAUTIQUES  
ET MILITAIRES

Nous recherchons pour notre usine (200 personnes) de CHATEAUDUN (28)

## un ingénieur

Possédant quelques années de pratique en hydraulique ou asservissement.

Sous les ordres directs du directeur technique, vous aurez à étudier, développer et mettre au point des produits nouveaux de haute technologie, en étroite coopération avec les clients.

Anglais indispensable.

Merci de nous adresser votre dossier complet : lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo et présentations sous référence LM.86.110, à :

L'HYDRAULIQUE CHATEAUDUN  
Service du Personnel  
Route de Jallans - 28200 CHATEAUDUN

UN INGENIEUR CONSEIL POUR ETUDIER  
ET METTRE EN PLACE NOS GRANDS PROJETS

De formation supérieure et bilingue anglais, vous évoluez depuis au moins 8 ans dans le milieu informatique. Vous avez notamment analysé et proposé des solutions de mise en place de systèmes informatiques chez un constructeur, une SSII importante ou un utilisateur. Vous y avez acquis vos capacités commerciales et apprécié le travail en équipe.

Rejoignez-nous et venez prendre en charge l'étude de projets importants ! Apportez une valeur ajoutée à nos clients par :

- l'analyse de cahiers des charges complexes,
- la proposition de solutions,
- l'identification de partenaires éventuels,
- la mise en place, et son suivi, des solutions vendues.

Votre capacité à évoluer sur un plan technologique, alliée à une forte implication personnelle, vous permettront d'évoluer au sein de notre société en pleine mutation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, curriculum vitae et présentations) au Service du Personnel, 41-49 rue de la Garenne, 92130 SEVRES.

**nt** northom  
telecom

L'informatique au service de la communication

Société d'Ingénierie Informatique (700 personnes)  
réputée pour le haut niveau de ses réalisations techniques,  
recherche

## INGENIEURS LOGICIEL

diplômés d'une grande école, débutants issus d'une filière ou d'une option informatique, ou possédant 3-5 ans d'expérience orientée mini-micro temps réel, vous vous intéressez à l'un de nos domaines :

- réseaux et systèmes de communication d'entreprise ;
- imagerie, graphique, vocal ;
- informatique industrielle ;
- systèmes temps réel...

Votre potentiel personnel, allié à la rigueur méthodologique, à votre goût des contacts, vous permettront de réussir et d'évoluer vers des responsabilités techniques ou humaines étendues.

Envoyez C.V., lettre, photo et prétentions au  
Service Recrutement :

TITN

T.I.T.N.  
1 à 5, rue Gustave Eiffel  
91420 MORANGIS.

NOUS LANCONS UN PRODUIT  
REVOLUTIONNAIRE AVEC LES MOYENS D'UN GROUPE  
INTERNATIONAL - 30 000 personnes -



Nous produisons et commercialisons des emballages  
plastiques totalement révolutionnaires qui révolutionnent à tous  
les niveaux.

Pour la mise en œuvre d'une unité de production en  
France, nous recherchons un

Responsable usine  
Région Rhône-Alpes

VOTRE MISSION :  
participer au lancement de cette nouvelle unité pour assurer l'entière respon-  
sabilité.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- une formation à nos procédés,
- de travailler dans un contexte international,
- une progression de vos responsabilités dans le poste (lancement de l'usine avec  
12 personnes, augmentation rapide),
- de réaliser possible d'évolution dans le groupe,
- une rémunération très motivante.

VOUS AVEZ :

- environ 30 ans,
- une expérience significative de la production,
- une bonne connaissance des matières plastiques,
- une formation d'ingénieur,
- un anglais courant.

Adressez C.V., photo et rémunération actuelle chez MERCURI URVAL  
140A, rue Dera, 75008 Paris, en précisant sur la lettre et sur l'enveloppe  
la réf. 53 1454.

Mercuri Urval

## Forts potentiels CAO

TECHNIP, groupe français d'ingénierie possède en politique  
de développement à l'étranger comme en France.  
Du pétrole aux aménagements tertiaires, de l'agro-  
alimentaire aux technologies de pointe, nos défis sont multi-  
ples et la CAO n'en est pas des moindres.

Aujourd'hui, nous recherchons pour notre siège situé à  
LA DEFENSE

## Ingénieur d'affaires CAO

Réf. 100

pour assurer la promotion, les prospects et la négociation des propositions.  
Ingénieur confirmé, vous avez naturellement une connaissance approfondie des  
systèmes CAO et une pratique technico-commerciale de tout premier plan.

Ingénieur de développement  
d'applications CAO

Réf. 10A

Véritable responsable de produit logiciel, vous devez maîtriser depuis au moins  
2 ans les techniques de logiciels CAO - ingénierie, mécanique, commande numé-  
rique ou cartographie.

Une bonne connaissance des systèmes CADAM - CATIA -  
GFG est un atout ainsi que la maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et présentations  
en précisant la référence du poste choisi, à TECHNIP  
- Division du Personnel - Cedex 23 - 92030 LA DEFENSE.

Les systèmes  
financiers  
vous intéressent ?  
Venez assister notre  
chef de projet !

Homme de rigueur, de réflexion et d'organisation,  
vous assisterez le Chef de Projet de la Direction  
Financière dans la conception et la réalisation de  
notre nouveau système de rapprochement.

Agé de 25 à 30 ans, diplômé de l'enseignement  
supérieur (niveau école de commerce ou école  
d'ingénieur), votre première expérience vous a  
permis de développer des connaissances informa-  
tiques notamment dans les domaines de  
la gestion.

A la charnière de différentes fonctions dans  
l'entreprise, ce poste ouvre à un candidat de  
valeur des perspectives d'évolution aussi bien dans  
les métiers de l'informatique, de la finance que de  
l'organisation.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, C.V.,  
photo) à Média-System (réf. 953),  
8 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui  
transmettra.

مكتبة الجليل



مكتبة المجلد

REPRODUCTION INTERDITE

... La Monde • Mercredi 5 novembre 1986 27

## SECTEURS DE POINTE

### Vendre du high-tech en Europe ?

**SOFICAR**

Filiale des groupes EF et Pechiney est l'un des 2 leaders européens de la FIBRE de CARBONE. Sa clientèle est constituée en majeure partie d'industries de pointe : aéronautique, matériels de sport, automobile...

L'extension de sa zone de chalandise en Europe par l'ouverture de 6 nouveaux pays rend nécessaire la création d'un poste (H/F)

### INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Après une formation dans notre usine et nos laboratoires, vous serez basé à La Défense mais voyagerez 60% de votre temps du Cercle Polaire à la Méditerranée. Vous animerez les agents locaux et mènerez vous-même les discussions techniques avec les ingénieurs de nos clients.

Agé d'au moins 30 ans, vous êtes ingénieur mécanicien ou chimiste, vous connaissez la résistance des matériaux et la chimie. Votre expérience a été acquise dans la vente de produits high-tech. Vous parlez absolument couramment l'anglais.

Merci d'adresser sous référence M/1120/A votre CV et votre rémunération actuelle à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE  
106 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

### JEUNES DIPLOMÉS

(H.E.C., Ecoles d'Ingénieurs, ESSEC, SUP de CO...)

#### VOTRE CARRIÈRE NOUS INTERESSE !

##### Nous offrons :

- un Marché porteur : L'ENVIRONNEMENT.
- un Groupe International Leader dans son créneau.
- C.A. annuel 480 MF.
- une situation financière saine et motivée vers l'investissement.
- un réseau bien organisé : 11 filiales, 15 succursales et agences.
- une activité de pointe en milieu industriel et en prestations de service.
- une équipe d'encadrement jeune et dynamique.
- un panel d'activités nouvelles à promouvoir.

##### Vous apportez :

- une volonté de réussir dans les domaines suivants : GESTION - COMMERCIAL - TECHNIQUE
- un esprit de compétition.
- l'aptitude à intégrer une équipe.
- une grande disponibilité.
- le Dérivé à participer à l'évolution de l'entreprise.

#### RENCONTREZ-NOUS

#### ENSEMBLE, NOUS VAINCRONS

Après première sélection, les candidats seront invités à participer à une table ronde sur nos activités, au siège de la Société :

Envoyer C.V. et photo sous réf. 12963 M à BLEU Publicité  
17, rue du Docteur Lebel - 93407 VINCENNES CEDEX

## Demain l'Europe

Nous sommes une société française à vocation internationale implantée en Europe et en Amérique du Nord (6,5 Mds de francs de CA, 6500 salariés). Nous exerçons nos activités principalement dans la maintenance des installations techniques et souhaitons accroître notre développement en Europe. Pour réaliser cet objectif, nous souhaitons intégrer dans notre équipe un

### JEUNE INGENIEUR

E.T.P. A & M. INSA.

Débutant ou ayant quelques années d'expérience, il aura un tempérament commercial certain. Après avoir réussi dans une première mission, il deviendra dans quelques années, le responsable de l'une ou plusieurs de nos filiales étrangères. En plus du Français, la connaissance de deux des langues suivantes est souhaitable : Allemand, Anglais, Espagnol, Italien.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions, sous réf. 7594 mentionnée sur l'enveloppe, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

MATRA TRANSPORT conçoit et réalise des systèmes de transports automatiques (VAL, ARAMIS)

Son développement rapide l'amène à rechercher (H/F)

## Jeune Ingénieur Courants Faibles

Au sein du groupe d'ouvrage courants faibles et dans le cadre de nos affaires américaines (Chicago, Jacksonville), il sera chargé en liaison avec nos groupes projets (L.S., des études et des réalisations des réseaux de communication et de l'installation des équipements d'automatisme. Ingénieur de formation électrotechnique ou électronique, il est débutant ou possède une première expérience de travail sur des projets américains.

Poste basé à LILLE pouvant exiger quelques déplacements à l'étranger.

Réf.A

## Jeune Ingénieur Mécanicien

Dans le cadre de nos nouveaux projets, il sera chargé du suivi de l'étude et du développement du Matériel Roulant, en particulier en ce qui concerne la définition de structures et de liaisons mécaniques et les calculs de stabilité. Outre sa formation mécanique, et ses connaissances en électrotechnique, il a une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine ferroviaire (ou équivalent).

Poste basé à VANVES (92) avec des déplacements éventuels.

Réf.B

## Jeune Ingénieur Electronicien

Intégré à l'équipe chargée des nouveaux développements du VAL, sa mission sera double : d'une part la maintenance des logiciels existants (VAL, LILLE), d'autre part le développement de logiciels pour les nouveaux projets (France et export). Ingénieur débutant (ou première expérience), il a impérativement une connaissance de la programmation des microprocesseurs des familles 8085 et 68000.

Poste basé à LILLE (déplacements France ou étranger à prévoir).

Réf.C

Pour ces postes, la pratique de l'ANGLAIS est impérative. De plus des qualités telles que l'esprit d'équipe, le sens de l'organisation, et l'autonomie permettront aux candidats de réussir dans ces postes et d'évoluer avec nous.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en précisant la référence du poste choisi à MATRA TRANSPORT Direction du Personnel 2 rue Auguste Comte - Immeuble Le Berry - 92170 VANVES



# MATRA TRANSPORT

Notre spécialité : la maîtrise de l'INSTRUMENTATION PAR LA SIMULATION. Nous avons une grande expérience dans l'élaboration d'un service recherche et développement. Une performance 200 % de notre effectif. Nous proposons à un

### JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

de l'assister à nos travaux de simulation et de réalisation. Diplômé d'une grande école électronique, vous avez, si possible, une première expérience dans un domaine électronique (ANALOGIQUE, MICROPROCESSEURS, VIDEO, ELECTRO-OPTIQUE). Bonne connaissance de l'anglais.

Poste basé en toute proximité de PARIS. Evolution de carrière possible au sein d'une équipe jeune et performante. Ecrire avec C.V. et prétentions à 801 - BP 30 - 92161 SURSENE.

LA DIRECTION REGIONALE LORRAINE DE

SPIE - TRINDEL

RECHERCHE pour son Service Automatismes et Informatique Industrielle

### DES CHEFS DE PROJETS ET DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

AVANT : 2 à 3 ans d'expérience en programmation et 1 à 2 ans d'expérience dans la fonction.

CONNAISSANCES SOUHAITEES : - matériel : DEC, HP, SUN, SIGMA - systèmes d'exploitation temps réel. - langages : FORTRAN, PASCAL, C, assembleurs.

Envoyer C.V. photo et lettre à MONTE PUBLICITE sous n° 0-000 5, rue de Montreuil, 75007 Paris.

### UN INGENIEUR SUR CONTRAT

CHARGÉ DES RELATIONS PUBLIQUES. RÉF. LMI 01

1. FONCTIONS : Cet ingénieur, en étroite collaboration avec la direction, sera l'animateur de la communication. Il assurera et coordonnera les actions vis-à-vis de l'extérieur : relations presse et médias, opérations de relations publiques, visites officielles, expositions.

2. PROFIL : 30 ans minimum, esprit créatif, pragmatique et rigoureux. Formation : Ecole d'ingénieurs ou ingénieur diplômé. Expérience de quelques années dans une fonction similaire. Anglais parlé et écrit indispensable.

### ADJOINT A L'INGENIEUR

"MOYENS INDUSTRIELS DE LA SECTION PRODUCTION". RÉF. LMI 02

1. FONCTIONS : Il définira et mettra en application la politique en matière de moyens industriels en tenant compte des perspectives du plan de charge à long terme et de l'évolution des techniques; il assurera les adaptations nécessaires de l'outil industriel existant; il participera à la définition de l'infrastructure immobilière du nouveau chantier construction; il sera l'élément moteur de l'introduction de techniques nouvelles dans le système de production (FAD, robotisation, commande numérique); il procédera à l'élaboration et à l'entretien du plan d'investissement global.

2. PROFIL : 30 ans minimum. Formation : Ecole Centrale des Arts et Manufactures de Paris, Ecole Centrale de Lyon ou équivalent. Expérience d'au moins 5 ans dans le domaine industriel orienté vers la grosse mécanique ou la chaudronnerie lourde.

Il est proposé pour ces postes une rémunération mensuelle nette de 9500 F pouvant être majorée en fonction des années d'expérience et de l'expérience acquise.

Ecrire en adressant curriculum-vitae et réf. du poste à DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES Chef de Section PERSONNEL - BP n° 10 - 50115 CHERBOURG NAVAL.

Société de distribution de 5 400 personnes. Filiale d'un groupe diversifié, renforce sa Direction Informatique (50 personnes) et recherche Pour son département Etudes

☐ CHEF DE PROJET RÉF. 802.PA.028 M

☐ ANALYSTE PROGRAMMEUR RÉF. 805.PA.029 M

Pour son département micro-informatique

☐ ANALYSTE PROGRAMMEUR RÉF. 805.PA.030 M

Intéressé par les systèmes de gestion des points de vente : lecture optique...

afin de poursuivre rapidement son plan de développement et faire évoluer sensiblement son environnement actuel 2 IBM 43XX, IBM-PC (DOS-SE, VAX-CHS, VAXA, CXX, COBOL).

La mission stratégique de l'informatique dans l'entreprise fait de cette proposition une réelle opportunité pour des jeunes candidats à fort potentiel, diplômés de l'enseignement Supérieur, déjà familiarisés de cet environnement informatique et fermement décidés à s'investir au sein d'une équipe dynamique.

Les postes sont à pourvoir en proche banlieue Nord (proximité RER). Si vous vous sentez concernés, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé), sous référence choisie, à notre Conseil Béatrice GALIEVSKY.

**centor** EMPLOI 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS.

## INFORMER ET INNOVER : DOUBLE MISSION POUR NOTRE SPECIALISTE RESEAUX INFORMATIQUES

Diplômé Grandes Ecoles (ESE, ESNT...), vous êtes un ingénieur informaticien confirmé et avez acquis durant ces dernières années des connaissances approfondies dans le domaine des réseaux (LOCAL - SNA - ISO). Bilingue anglais, vous possédez en outre une dimension commerciale et humaine qui vous confère une grande aisance dans les relations professionnelles.

Leader mondial de la commutation numérique, notre société propose aujourd'hui en France de nouvelles solutions informatiques intégrant systèmes de communication et d'information.

Rejoignez-nous et venez sous la responsabilité du Directeur Marketing :

- réunir et diffuser les informations internes et externes relatives aux réseaux,

- assister et former nos forces de vente en matière de réseaux,

- rechercher, ou adapter, de nouveaux produits selon les besoins du marché,

- assurer l'interface avec le siège européen.

Dans ce domaine de technologie très évolutive, nous apprécierons particulièrement votre capacité à progresser.

Merci de faire part de vos motivations au Service du Personnel, 41-49 rue de la Gare, 92130 SEVRES.

**nt** northern telecom

L'informatique au service de la communication

### INGENIEURS GRANDES ECOLES

MINES, ESE, ENST, ENSIAG, ENSIEHT

Ingénieurs grandes écoles, nous vous proposons de rejoindre le cap décisif de votre carrière en rejoignant notre département INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (systèmes embarqués, automates, logiciels de base...).

Vous avez acquis une première expérience sous l'un des environnements suivants : 68000, UNIX, C, PASCAL, VAX, 3008, 3008, IBM, PDP, MITRA, SOLAR.

Parmi les 20 premières sociétés de services informatiques au niveau de la péninsule, nous offrons une véritable opportunité à ceux qui ont le goût de l'aventure et un certain esprit d'équipe qui font de chacun des collaborateurs un professionnel qui réussit.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions, sous réf. M/110, à BETEL INGENIERIE - 23 rue de la Paix - 75002 Paris.

**Bétel Ingénierie**

Service de Recrutement



# SECTEURS DE POINTE

LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE LORIENT,  
Établissement industriel de l'État (4000 personnes) chargé des études, de la construction et de l'entretien des Navires de guerre  
recherche

## 6 INGÉNIEURS

### INGÉNIEUR D'ÉTUDES ET D'ESSAIS

• Electronicien (SUP-ELEC, ENSI ou équivalent), vous êtes attiré par les techniques modernes de l'optique et de l'optique. Débutant, une formation complémentaire vous sera assurée dans ces domaines.

• Vous serez chargé du développement de bancs d'essais, de l'analyse du traitement du signal et de l'expérimentation des systèmes optiques destinés aux navires de guerre.

### INGÉNIEUR D'ÉTUDES ET D'EXPÉRIMENTATIONS

• Diplômé grandes écoles (ENSTA - ENSAE), formation complémentaire chimie - poudres et mécanique des fluides. Vous avez si possible des connaissances en informatique et une expérience en pyrotechnie.

• Vous serez chargé, au sein d'un Centre d'études et d'essais, d'étudier la sécurité et la vulnérabilité des munitions et des substances explosives, en particulier.

A partir d'essais de mise en œuvre de produits, d'analyser les phénomènes et de les modéliser.

### INGÉNIEUR D'ÉTUDES

• Diplômé ENSI, ou grandes écoles, de formation mécanique, sciences physiques, ou généraliste, vous avez des connaissances en informatique scientifique et si possible une expérience des techniques de modélisation et simulation. Débutant, une formation complémentaire vous sera assurée.

• Vous serez chargé des études relatives aux agressions

générées par la détonation des charges aériennes et de leurs effets sur les navires.

### INGÉNIEUR DE PRODUCTION

• De formation mécanique (A.M. ou équivalent), vous avez quelques années d'expérience dans les techniques de l'usinage et la gestion d'une unité de production.

• Vous dirigerez un atelier de 200 personnes chargé de la confection et de la réparation de sous-ensembles mécaniques et électriques.

### CHEF DU SERVICE ÉNERGIE

• De formation électricité (ENSI, A.M. ou équivalent), vous avez au moins 2 ans d'expérience des réseaux HT et BT et une aptitude à la gestion d'un service d'environ 100 personnes.

• Vous serez responsable des installations électriques à terre et des réseaux de fluides.

### RESPONSABLE HYGIÈNE ET SÉCURITÉ / OFFICIER DE SÛRETÉ

• Adjoint direct du Sous-Directeur Personnel.

De formation généraliste, complétée de communication sociale et de sécurité, vous avez une expérience d'atelier ou de chantier.

• Vous serez chargé de l'animation de la formation en matière d'hygiène et de sécurité, de l'amélioration des conditions de travail, ainsi que de la protection du secret de défense.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) en précisant le poste choisi à D.C.A.N. Service Personnel B.P. 41 56998 LORIENT NAVAL.

# Le Monde CADRES

legrand®

12 000 personnes  
CA: 5 milliards dont 40 % à l'étranger  
l'un des premiers investisseurs français

## Des talents de négociateur, de financier...

A 30-35 ans, votre formation Grande Ecole ou Universitaire vous a familiarisé avec le droit des affaires et la fiscalité. Votre expérience vous a amené à détecter, préparer, voire négocier des achats d'entreprises et à connaître le milieu boursier. Vous maîtrisez l'anglais et aimez rédiger. Vous recherchez maintenant une équipe pour vous investir à fond dans des fonctions de développement de l'entreprise.

Nous vous offrons de rejoindre ce groupe industriel international de premier plan dont l'image boursière est excellente. Nous recherchons des talents pour développer l'entreprise de demain. Basé à Paris, très proche de l'équipe de Direction Générale à Limoges, vos missions recouvriront trois activités: la préparation des négociations d'affaires, les études approfondies de dossiers juridiques et fiscaux, les relations extérieures avec les organismes publics et privés (Ministères, COB...).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV et prétentions à notre Conseil, Edith Giacchetti, CPA, 3, rue de Liège 75009 Paris, sous réf. 26 M 318.



MEMBRE DE SYNTHEC

## DYNAMIQUE GROUPE D'ASSURANCES EN PLEINE ÉVOLUTION

recherche pour PARIS

### Jeune chargé (e) d'études

A bon potentiel.

Diplômé (e) formation supérieure (type gestion, statistiques...)

Pour lui confier, au sein du secteur ministères, et en relation avec les divers services de l'entreprise, les études statistiques (recensement et choix des données, mise au point d'indicateurs, analyse de résultat et proposition de tableaux de bord).

Le candidat devra, en outre, être capable de conduire les réflexions nécessaires à l'aboutissement de projets d'organisation.

Connaissance ou 1<sup>re</sup> approche de la micro-informatique vivement souhaitée.

Si vous faites preuve d'un esprit de rigueur, d'une excellente capacité d'analyse et de goût pour les relations humaines, merci d'envoyer avec C.V., photo et prétentions sous n° 8.152 M, LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montparnasse, PARIS-7.

## LYON

importante société de distribution recherche pour sa Direction Financière, son

## responsable monétique

Il devra gérer les relations avec les établissements émetteurs de cartes (contrats, reporting), coordonner la mise en place et le fonctionnement dans les magasins (matériels, réseaux de transmissions, procédures et formation), suivre l'évolution et la maintenance du système. Cette activité novatrice, en pleine évolution, peut intéresser un candidat de valeur, familiarisé avec les circuits bancaires et la télématique. L'appui logistique existant permet d'envisager un jeune débutant. Issu d'une formation supérieure de type Ecole Supérieure de Commerce, il sera prêt à relever un challenge avec la perspective de pouvoir poursuivre ensuite une évolution au sein du groupe dans une fonction commerciale ou d'organisation. Basé à LYON ce poste nécessitera de fréquents déplacements.

Merci d'adresser un dossier détaillé de candidature et prétentions, sous référence 1155-M, à REALISE, B.P. 3143, 69397 Lyon Cedex 03, qui nous assiste dans cette recherche et garantit une totale discrétion.

## COMPAGNIE EUROPÉENNE D'ACCUMULATEURS

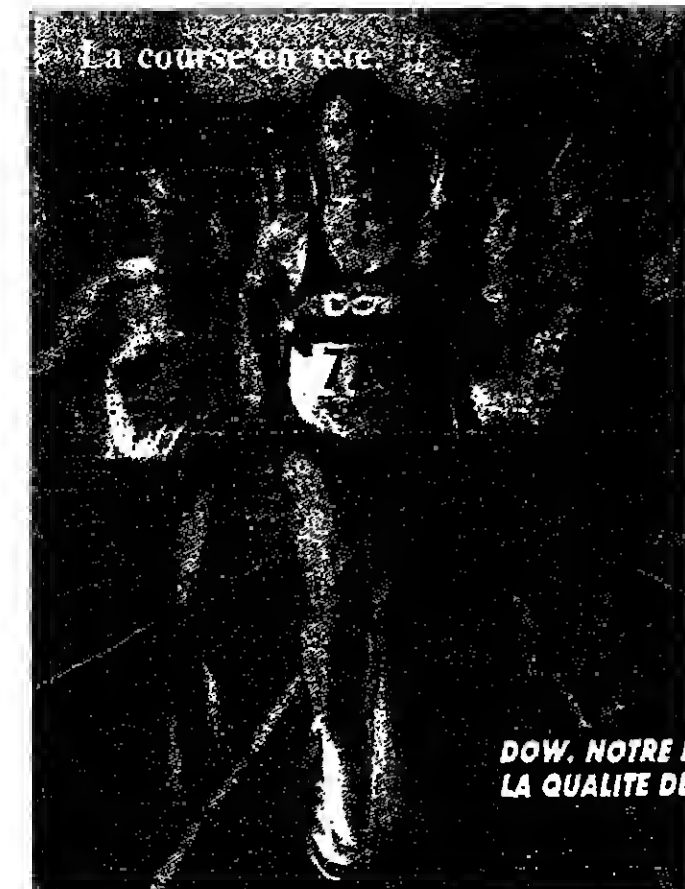
2.500 personnes, 1,3 Milliard de C.A., filiale du Groupe C.G.E. Premier fabricant français d'accumulateurs au plomb; nous recherchons pour notre usine de LILLE le

### CHEF DE FABRICATION

Rattaché hiérarchiquement au Directeur d'usine, il prend en charge l'ensemble des activités de production pour lesquelles il bénéficie d'un équipement moderne et performant. Il assure l'animation du personnel dans le respect des objectifs de qualité et de productivité. Ce poste peut ouvrir de réelles possibilités d'évolution dans les différentes unités de notre société.

Vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur de Centrale, Arts et Métiers ou équivalent, vous justifiez d'une expérience de 3 années environ dans un poste en fabrication, vous maîtrisez les méthodes de gestion de fabrication assistée par ordinateur et vous avez suivi une expérience de mise en place de circuits de qualité. Votre candidature nous intéresse.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre, C.V. détaillé, photo et prétentions) à l'attention de Mme THIELIN - C.E.A.C. 18, Quai de Cligny - 92111 CLICHY



## Gagnez avec Dow !

### Devenez nos analystes programmeurs

Dow est une entreprise aux dimensions internationales: 2ème groupe de chimie aux USA, 4ème dans le monde.

Dans chaque pays, sa structure est simple et adaptée aux réalités du "terrain", ce qui permet de créer et d'entretenir un cadre aux dimensions humaines dans lequel chacun doit s'investir.

La philosophie d'entreprises de Dow est de miser sur des hommes et des femmes à haut potentiel qui se sentent totalement responsables et engagés avec eux-mêmes. La priorité est donnée à l'initiative, à l'esprit d'équipe et à la compétence dans le cadre d'une grande responsabilité et d'une mobilité géographique compatibles avec une certaine humanité. Implantés en France depuis 1963, Dow exerce les activités suivantes: Chimie de base et chimie fine. Produits d'isolation. Produits pharmaceutiques. Produits phytochimiques. Recherche. Fabrication.

- Vous avez le niveau ingénieur ou MAGE.
- Vous êtes débutant ou avez éventuellement une première expérience en milieu informatique.
- Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais et vous souhaitez travailler dans un environnement international.
- Vous évoluez dans un secteur de pointe.
- Vous travaillerez dans nos centres informatiques situés à Boulogne (Seine) et à Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes) sur du matériel IBM 36 et 4381.

Envoyez en enveloppe CV + photo et précisez à M. J. LAJAP, DOW CHEMICAL FRANCE, DÉPARTEMENT RELATIONS HUMAINES, PARC DE SOPHIA-ANTIPOLIS, BP 31 - 06561 VALBOISSE CEDEX

Membre depuis - The Dow Chemical Company

DOW

## QUALITÉ, PRODUCTIVITÉ FLEXIBILITÉ, CRÉATIVITÉ

### RESPONSABLE METHODES

A la tête d'une équipe composée d'une dizaine de personnes, vous aurez pour mission d'optimiser les processus et les flux de production en améliorant les postes de travail et les implantations, et en tenant au mieux les temps d'exécution. Vous participerez au choix d'aménagements productifs et établirez un plan de développement de l'outil industriel à moyen terme. Ingénieur diplômé A.M. ou équivalent avec une expérience d'au moins cinq années, vous maîtrisez les techniques de productivité et vous êtes capable de mettre en œuvre une approche "série" des problèmes.

Référence S 8127/M.

### RESPONSABLE LABORATOIRE D'ESSAIS

Vous aurez pour mission d'accroître la productivité de notre laboratoire en développant le potentiel de votre équipe, en améliorant la qualité des essais et en optimisant le plan d'investissements. A terme, vous conduirez les actions de développement des performances techniques de nos produits. Ingénieur de formation avec idéalement une spécialisation IFFI, vous justifiez d'au moins trois années d'expérience acquise en laboratoire où vous avez notamment utilisé des équipements type centrale de mesure pour la conduite d'essais. Votre anglais est opérationnel.

Référence S 8128/M

Les deux postes sont basés en Province.



vous remercier d'adresser votre dossier en précisant la référence choisie à P.A. NEUILLY - 3, rue des Gravières - 92200 Neuilly s/Seine qui étudiera votre candidature avec attention.

THOMSON  
INDUSTRIES

مكتبة الشرق



مكتبة الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 5 novembre 1986 29

## Le Monde CADRES

### ACHETEUR LE PUNCH D'UN JEUNE PRO POUR GERER 100 MF. Nord de la Bourgogne.

Sous la responsabilité du patron des Achats, vous assurerez l'intégrité de la mission d'acheteur : définition du cahier des charges en liaison avec les Services Techniques, recherche des fournisseurs, négociation des prix, quantités, délais... et ce, dans le contexte d'une entreprise de 600 personnes, fabriquant des produits mécaniques de haute précision pour la Vidéo.

Cette opportunité concerne un jeune ingénieur ou technicien mécanicien possédant 3 à 4 ans d'expérience aux Achats - une formation ESAP serait un plus - prêt à s'investir dans cette mission très évolutive. Le contexte international exige la pratique courante de l'anglais (Allemand souhaité) et implique des déplacements courts mais fréquents en France et à l'Étranger.

Merci de nous adresser votre dossier sous la réf. 1562 M ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 43.59.40.25 sur votre minitel.



**Jean-Claude Maurice S.A.**

12, rue de Pontneuf - 75008 PARIS.

### Ingénieur de recherche biochimie analytique

**CREALIS**

Centre de Recherche et d'Analyses de la Branche Produits secs : une équipe de 50 spécialistes qui participent activement au développement de 6 sociétés représentant une très grande variété de produits : farines infantiles, aliments en pots, plats cuisinés, potages, sauces, confitures, moutardes, condiments, confiserie, pâtisseries...

Le responsable du service analytique recherche un ingénieur alliant une solide formation de base à une première expérience en biochimie alimentaire, chimie analytique et plus particulièrement en chromatographie (HPLC-CPG). Il sera à même de traiter des dossiers de A à Z : étude de faisabilité, établissement du protocole d'essais, réalisation des essais, élaboration de la synthèse et recommandations.

Chercheur mais aussi consultant, il est en prise directe avec les différentes sociétés pour lesquelles CREALIS intervient. La diversité que cela implique lui permettra de développer et enrichir son expérience et lui ouvrira à terme de larges possibilités d'évolution.

Le poste est basé à Brive-la-Gaillarde.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 43 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

### ACTIS RELATIONS PUBLIQUES

Entreprise leader de la profession en France (40 collaborateurs permanents, une marge brute en forte progression : 11 millions de francs en 1984, 16 millions de francs en 1985)

recrute

### 2 CHARGE(E)S DE DOSSIERS

Formation universitaire (Sciences Po, Sciences Eco, CELSA...). Très bonne capacité de rédaction, anglais courant. Expérience professionnelle d'au moins trois ans.

Une expérience acquise au sein d'un organisme financier, dans la direction financière d'une société cotée en Bourse ou dans une agence de communication financière constituerait un atout.

Adresser C.V., photo et prétentions à : Département Ressources Humaines ACTIS Relations Publiques, 78, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

### FONCTION PERSONNEL

Nous sommes un grand groupe industriel et nous recherchons pour compléter nos équipes de JEUNES ATTACHÉS.

Première expérience ou débutants.

Diplômés de l'enseignement supérieur (IEP - ESSEC - 3<sup>e</sup> CYCLE...).

Lieu de travail : région Parisienne.

**JEUNES  
ATTACHÉS**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous n° 15532 à Conessa Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01 qui transmettra.



GRENOBLE

### Réseaux locaux productique

Notre entreprise commercialise déjà le réseau local industriel FACTOR auprès des sociétés d'ingénierie et des usines de production. Dans le cadre de l'amplification de son offre produit, de l'adaptation aux nouvelles normes MAP et de notre expansion en Europe, nous recherchons :

#### 1 DIRECTEUR INDUSTRIEL

Homme de terrain qui n'est pas uniquement un gestionnaire, il possède 10 ans maximum d'expérience réussie et vérifiable en développement matériel, en transmission de donnée et en industrialisation chez un constructeur. Il connaît les caractéristiques de la production. Son objectif de réussite : temps minimum de mise en production. Ce "leader" sortira d'une grande école et maîtrisera parfaitement l'anglais ; son salaire et stock-option seront en rapport avec son expérience et ses résultats antérieurs.

#### 1 INGÉNIEUR COMMERCIAL

Basé à Paris pour la vente de réseaux locaux aux sociétés d'ingénierie.

Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions + références à Monsieur OTRAGE - Société APTOR 38240 MEYLAN 38127

Dans le cadre de l'expansion de son activité SYSTÈMES DE COMMUNICATION, nous recherchons :

### ingénieurs informaticiens confirmés

Spécialités : VAX, SOLAR, SPS7, MOTOROLA 68000

Domaines : Télécommunications, réseaux, gestion, technique de systèmes.

Profil : Expérience de 3 à 6 ans acquise de préférence en SSII dans le développement d'application de systèmes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M411 à GROUPE SYSECA, Direction du Personnel, 315, Boulevard de la Colonne, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.



SYSECA (300 MF de C.A., 850 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

### Responsable organisation et informatique

une société française de renommée internationale qui conçoit et distribue des produits de luxe (C.A. 100 MF) recherche un homme orchestre pour son informatique.

Rattaché au Directeur Général, il aura la charge du fonctionnement de l'informatique et de son évolution. Responsable de l'exploitation il pilotera et contrôlera directement les hommes chargés de faire fonctionner le système existant, hautement performant.

Concepteur confirmé, il préparera et assurera le développement du système existant, répondra aux demandes internes d'aménagement des logiciels existants.

N'étant pas d'équipe de développement, il devra être capable d'assurer lui-même les petits travaux de programmation, sous-traitant à une société de services les plus importants.

Organisateur, il devra rechercher l'amélioration de la productivité administrative en s'appuyant sur les possibilités de l'informatique, proposer et étudier des procédures de fonctionnement plus efficaces, étudier et réaliser les logiciels nécessaires.

Ce poste conviendrait de préférence à un jeune diplômé de grande école Scientifique ou Commerciale, ayant une expérience de quelques années dans l'informatique.

Son expérience l'aura familiarisé avec les différents aspects de la gestion des entreprises ainsi qu'avec la conception et la réalisation de systèmes conversationnels. Il aura personnellement mené à bien des réalisations importantes.

Ses qualités de contact doivent lui permettre de s'intégrer rapidement dans une équipe de direction très soudée, et de devenir un partenaire privilégié de tous les responsables au sein de la société.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à R.G. BOURDOT - 14, rue d'Estienne-d'Orves, 94300 VINCENNES il sera répondu à toutes les candidatures. La discrétion totale est assurée

### en Picardie être un gagnant ou ne pas être ...

SAMARA, domaine culturel régional, recrute son

### Directeur H/F

Sa mission sera de promouvoir auprès des professionnels du tourisme et de tous les prescripteurs, les services de SAMARA qui mettent en valeur le patrimoine archéologique, historique, botanique et artistique de la région. Ce challenge s'adresse à de jeunes candidats (30 ans environ) de formation BAC + 4, anglais courant, désireux après une première expérience commerciale réussie, de saisir la chance d'assumer totalement un poste de direction, de relever le défi de la promotion commerciale d'un complexe touristique fondé sur la découverte du patrimoine culturel picard.

Les candidats devront en outre, avoir du caractère, une mentalité de gagnant, une bonne maîtrise de la communication ainsi qu'une très bonne culture générale et des capacités de management certaines.

Merci d'adresser lettre de candidature motivée, CV, photo et prétentions à SAMARA - B.P. 921 - 80009 AMIENS CEDEX

### MANAGEZ NOS PROJETS

**SODETEG S.T.A.I.**

Spécialistes de l'ingénierie des systèmes sophistiqués d'automatique et d'informatique industrielles, nous sommes présents par nos réalisations dans 25 pays (60 % de notre C.A. à l'export). Afin de conforter nos équipes - 550 personnes dont 250 ingénieurs - et de poursuivre notre forte expansion tant dans le secteur public que privé, nous souhaitons intégrer des

### INGÉNIEURS D'AFFAIRES

De formation GRANDE ÉCOLE, vous avez acquis une expérience significative dans le domaine de l'Informatique Industrielle en qualité de Chef de Projet Logiciel.

Vous avez 30 ans, vous ne manquez pas d'ambition et vous souhaitez valoriser votre potentiel de compétences complémentaires (humaines, commerciales et financières).

Véritables CHEFS D'ENTREPRISES, vis à vis de vos clients et de vos partenaires, vous managez les équipes d'étude et de réalisation d'un projet d'avant-garde à dominante TEMPS REEL.

Notre forte expansion vous permettra, à terme, de prendre la responsabilité d'un centre de profit important. SODETEG/T.A.I. garantit à ses ingénieurs talentueux et disponibles, une évolution à la mesure de leur ambition.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence 8/LM à la Direction des Affaires Sociales - SODETEG/T.A.I. - Sandrine MANDIN 283, rue de la Minière - BP 11 - 78530 BUC.

**THOMSON**

NAVAS CONTACT



## Le Monde CADRES

SKF

**Premier Producteur Mondial de Roulements**  
Dans le cadre de sa politique de QUALITE GLOBALE, crée un poste

### Ingénieur qualité fournisseurs

(Centrale, A à M ou équivalent).

Débutant, ayant de préférence une spécialisation en concepts modernes de qualité, après une période de formation, il aura pour mission, en relation étroite avec les services Techniques, Méthodes et Contrôle Qualité des Usines :

- de sélectionner et homologuer les fournisseurs et sous-traitants sur le plan qualité,
- d'établir des contrats qualité et de suivre les performances.

Anglais opérationnel impératif.

Poste à pourvoir à Saint-Cyr-sur-Loire (près de Tours).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et  
prétentions à SKF France  
Mlle Claude TURPIN  
Direction des Relations Humaines  
8, avenue Réaumur - 92142 CLAMART.

Le monde tourne SKF



Emplacement et Entretien

PMI performante spécialisée dans la  
fabrication de ventilateurs industriels et  
équipements aéronautiques pour l'industrie  
recherche un jeune

### INGENIEUR COMMERCIAL

pour lui confier le développement de ses  
ventes en France (et à l'étranger).  
En liaison permanente avec les services  
techniques de l'usine et les commerciaux du  
siège, il aura une large autonomie dans son  
action.

Pour être tout de suite opérationnel au plus  
haut niveau, il est nécessaire d'avoir déjà une  
première expérience réussie dans un poste  
similaire.

Large possibilités d'évolution dans une  
société ambitieuse.  
Anglais très souhaité.  
Poste à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser avec C.V. détaillé en précisant  
la rémunération actuelle et souhaitée sous  
réf. 764 M à Denis JOUSSET

plein emploi

10, rue du Mail 75002 PARIS  
Conseils en ressources humaines

### FIRME FINANCIERE

liée à un Groupe Bancaire Américain  
recherche pour PARIS.

### JEUNE COLLABORATEUR HF

avec formation boursière d'analyse (USA-  
Europe) pour le Conseil à des Institutions  
et l'élaboration de placements privés.  
Nationalité Européenne.

Merci d'adresser votre dossier de candi-  
dature (lettre manuscrite, C.V., rémunération  
actuelle et souhaitée) en précisant  
bien sur l'enveloppe la référence 3855 à  
RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand  
75017 PARIS.

Société d'études et de documentation technique,  
450 personnes, 10 implantations nationales,  
recherche pour la région Sud-Ouest

### Chef de Bureau d'étude

Homme complet, technicien autant que relationnel, il enca-  
drera un effectif de 40 personnes (ingénieurs, techniciens,  
dessinateurs, techniciens de bureau, etc.).

Ses missions principales :  
- traitement de l'ensemble des dossiers techniques et leur  
évolution de production de documents normalisés.

- la gestion des affaires (délais, coûts, rentabilité)
- les relations clients et leur développement
- le suivi des dossiers administratifs.

Il devra avoir une expérience similaire.  
Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. : 15836  
à Condesse Publicité - 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris  
Cedex 01 qui transmettra.

### CONSEIL EN BREVETS

SAINT-ADREUSIN

recherche

### JURISTE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

pour suivi marques, modèles, contrats, contentieux, etc.

Ce poste peut aussi bien convenir à un jeune diplômé  
(CEPI, DESS, DEA) qu'à un juriste possédant une  
expérience confirmée de la Propriété Industrielle.

Notre Cabinet offre des perspectives de carrière  
intéressantes à un candidat de valeur.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions  
à M. 8.154

LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, Paris-7.

### ORGANISME CONSULAIRE SUD-OUEST

recherche, pour création animation  
et développement centre de formation  
action commerciale

### RESPONSABLE

- Formation supérieure niveau universitaire  
5ème cycle ou grande école de gestion.
- Expérience d'entreprises - niveau responsa-  
bilité vente, marketing, commerce interna-  
tional - minimum 5 ans.
- Pratique de l'informatique et notamment  
micro-informatique.
- Expérience en matière de formation et de  
pédagogie active.

Il s'agit d'une responsabilité de Cadre (homme  
ou femme) ayant en charge la gestion d'une  
unité pédagogique à créer, l'animation de  
l'équipe et la mise en œuvre de projets de for-  
mation première (Bac + 2 minimum) et de  
conseil toutes actions de formation continue.  
Adresser candidature, lettre et curriculum  
vitalis manuscrit, sous réf. 12946 M à :  
BLEU PUBLICITÉ - 17, rue du Docteur Leloir  
94007 VINCENNES CEDEX

### CRITIKON

œuvre Johnson-Johnson

Notre société (80 personnes) en progres-  
sion constante depuis sa création, filiale  
de Johnson & Johnson, spécialisée dans  
le matériel médico-chirurgical, recher-  
che son

### Directeur du Personnel HF

Il vous sera confié :

- L'ensemble de la Fonction Personnel (gestion, administration, formation, salaires).
  - La gestion prévisionnelle (promotions, mutations, potentiels).
  - La prise en charge de la participation du Personnel sous toutes ses formes.
  - L'animation des relations humaines (Personnel, CS).
- En interlocuteur averti, vous aurez un rôle de conseil et d'assistance auprès du P.D.G. auquel vous serez rattaché.  
Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure (Droit, Sciences Humaines, Gestion...), vous avez acquis une solide expérience dans une fonction similaire. Vous savez appliquer le respect des procédures et le dialogue sur le terrain.  
L'Anglais est indispensable pour évoluer dans notre groupe.  
Poste basé à Créteil.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence 11.622 M, à :



### Personnel conseil

86, rue de Lille 75007 PARIS

Etablissement financier situé en Région Parisienne,  
nous avons des agences en province.  
Nous recherchons un

### CONTROLEUR DE GESTION

Au sein de la Direction du contrôle de gestion, il aura pour  
mission de contrôler l'activité du réseau commercial composé  
de 80 agences.

Il participera à l'élaboration des budgets régionaux, contrôlera  
leurs réalisations, proposera des actions correctives.

Il assurera la mise en place de tableaux de bord et de procé-  
dures, il apportera sa contribution à l'évolution des structures  
et animera l'équipe des contrôleurs de gestion régionaux.

De formation supérieure (HEC ou équivalent), les candidats  
auront acquis une expérience de quelques années dans le  
contrôle de gestion d'activités à dominante commerciale.  
Pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons rencontrer un  
professionnel ayant des qualités de rigueur, d'autorité, de  
méthode et le sens du dialogue.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à  
Meca-System, (réf. 989), 2 rue de la Tour-des-Dames,  
75009 Paris, qui transmettra.

### Une entreprise et un service de prestige

BERNARD KRIEF CONSULTANTS - RESSOURCES HUMAINES

Vous recherchez aujourd'hui, dans votre région, un poste de respon-  
sabilité et une plus grande autonomie.  
Nous poursuivons notre développement dans le domaine du management  
et de la gestion des ressources humaines et vous offrons de devenir

### DIRECTEUR REGIONAL - LILLE

Bénéficiant du soutien du siège, vous lancerez et développerez votre  
agence, traitant vous-même les affaires que vous apporterez.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 30 ans environ et  
possédez déjà une expérience significative de la vente de services en  
entreprise.

Ce challenge représente pour des candidats performants une réelle  
opportunité qui s'accompagne d'une rémunération extrêmement  
motivante.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle  
sous la réf. 464 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
115, rue du Bac - 75007 Paris

PROFIL - Recrutement  
recherche  
pour société d'études  
de marché (Paris-G)

### DIRECTEURS D'ETUDES

de haut niveau  
(qualitatif et quantitatif).  
Expérience minimum 5 ans  
en secteur informatique.

19, rue de l'Ancre - Comédie,  
75008 Paris. Discreté assurée.

Style et boutique de luxe  
Saint-Germain, recherche

ATTACHÉ(E) DE PRESSE

Free Lance confirmé(e).  
Rémunération sur objectifs.  
URG. - Contact 43-43-15-82.

CABINET EXPERTISE  
COMPTABLE  
ET COMMISSARIAT  
AUX COMPTES

recherche  
RÉVISEUR CONFIRMÉ

3/4 ans  
d'expérience minimum  
Niveau Certifié expert  
Envoyer candidature

CABINET CONSTANTIN  
88, rue Casimir  
75008 PARIS

### Se réaliser dans la fonction chef du personnel !

C'est l'opportunité qu'offre le groupe  
WAGONS LITS à un jeune cadre,  
dans une unité d'exploitation ferro-  
viaire de 270 personnes, basée à  
LYON (les secteurs de Toulouse et  
Marseille y étant rattachés).

Sous l'autorité du Directeur de la res-  
tauration ferroviaire, vous assurerez  
l'ensemble des responsabilités liées à  
la fonction (gestion des ressources  
humaines, recrutement, formation,  
administration et relations sociales).

De formation supérieure droit ou ges-  
tion du personnel, à 35 ans environ,  
vous possédez une expérience d'au  
moins 5 années dans la fonction.

Homme de terrain et de contact, en  
intégrant notre groupe, vous aurez les  
moyens de réaliser vos ambitions.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et  
prétentions sous réf. 2830 à Lévi-Tournay/Ascom  
31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris  
Cedex 02, qui transmettra.

### Concevez nos applications logistiques

CA France : 5 milliards ! Nous distribuons sur toute la France les produits de  
notre maison mère multinationale.

Chez nous la logistique c'est 135 personnes et 20 dépôts. Nous souhai-  
tons intégrer un chef de projet, organisateur rompu à la logistique.

Vos interlocuteurs : les responsables d'unités sur toute la France. Vous  
comprenez leurs besoins, vous définissez les fonctionnalités des applica-  
tions informatiques, vous faites concevoir les systèmes, vous contrôlez  
leur réalisation, vous les testez, vous les mettez en place et vous  
assurez le démarrage.

Vous avez acquis une expérience opérationnelle de la logistique com-  
merciale et vous maîtrisez l'allemand. Gestion de stocks, suivi des com-  
mandes, transport, sont votre domaine. Sans être praticien top niveau, vos  
connaissances vous permettent d'être un interlocuteur efficace en  
matière informatique.

Ecrivez à notre Conseil.

Marie PERCHE vous remercie de lui envoyer votre  
lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 3478 M  
CORT, 65 Av. Kléber, 75116 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

- Diagnostic stratégique et financier.
- Redressement d'entreprises en difficulté.

Si vous êtes passionné (e) par des missions de ce type.

Si l'assistance de Comités d'Entreprise dans des conditions parfois difficiles ne vous rebute  
pas.

Si vous pensez que le redressement d'une entreprise passe aussi par la valorisation de ses  
ressources humaines.

Si le conseil auprès de structures du secteur associatif et de l'économie sociale vous attire.

Si vous êtes désireux de mettre à leur disposition votre réflexion et votre imagination.

Si vous souhaitez vous associer au développement d'un cabinet en plein développement, de  
dimension nationale.

Si vous êtes disponible et motivé (e) à assumer des responsabilités.

Si votre expérience et votre formation (HEC, ESSEC, SUP de Co, etc.) vous ont  
préparé (e) à travailler avec nous.

Transmettez votre C.V. et vos prétentions sous n° 8.153 M,  
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, Paris-7.



مكتبة الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 5 novembre 1986 31

Le Monde  
CADRES

INTERNATIONAL

**volvic - oasis**  
(900 pers. - 3 usines)

Une grande marque d'eau minérale, n° 1 sur le marché des boissons aux fruits, souhaite intégrer un

### ADJOINT DU DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES FUTUR DIRECTEUR DU PERSONNEL

Dans un esprit de concertation permanente avec le Directeur des Ressources Humaines, et secondé par une équipe de 4 personnes, il prendra en charge :  
- L'Administration du Personnel (paie, informatique, déclarations, états de gestion).  
- La Gestion des effectifs, le Recrutement, la Formation.  
- Le suivi d'application des procédures de gestion du Personnel pour les trois usines et la préparation des Tableaux de Bord.  
Pouvant devenir à terme Directeur du Personnel de l'ensemble de la Société, le candidat, âgé d'au moins 27 ans, devra manifester une grande rigueur d'esprit, du goût pour les chiffres et pour l'informatique, et beaucoup d'aisance dans le contact. Une formation Ecole Supérieure de Commerce, Maîtrise de Gestion, IEP... et 2 à 5 ans d'expérience dans une fonction Personnel, Administration, ou Gestion, seront appréciées. Le poste est à pourvoir à Bourg-La-Reine (92).  
Merci d'adresser CV + Lettre + Photo + Rémunération sous référence 104 à Ch.-A. de Gestines, VOLVIC, BP 41, 92340 Bourg-La-Reine.

SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS URBAINS  
SUD DE LA FRANCE  
recrute pour son service  
des relations humaines

### UN RESPONSABLE DE LA FONCTION PAIE ET GESTION PRÉVISIONNELLE DES CARRIÈRES

PROFIL : 30 ans minimum, expérience confirmée de la fonction, connaissances juridiques et de l'outil informatique.  
Merci d'envoyer lettre de candidature sous n° 7.817  
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montesson, Paris-7.

### ORGANISME D'ÉTUDE ET DE FORMATION DE L'ASSURANCE (QUARTIER OPÉRA) DOCUMENTALISTE

- Anglais indispensable.  
- Formation informatique nécessaire.  
Envoyer C.V. et photo à :  
M. 15 722 1815, 17, rue  
Label, 94307 Vincennes  
Cedex qui transmettra.

### INFO'ROP

### INGÉNIEUR CHEF DE PROJET

ARTEMIS  
(BP 3000)  
8 ans d'expérience  
Tél. : M-LANDON  
43-77-42-45.

### UN COORDONNATEUR

chargé de questions  
de prévision et de matériel  
sur le centre ville de Grenoble.  
Conditions de recrutement :  
- Diplôme social de base ou  
diplôme universitaire ;  
- Diplôme d'Etat d'assistant  
social ; diplôme d'Etat d'animateur  
social ;  
- Licence plus 5 ans d'exp.  
- Ou diplôme d'Etat d'animateur  
social ou équivalent dans le  
domaine social ;  
- Ou formation ou expérience  
d'animation de groupe  
sociale.

### UN COORDONNATEUR

chargé de questions  
de prévision et de matériel  
sur le centre ville de Grenoble.  
Conditions de recrutement :  
- Diplôme social de base ou  
diplôme universitaire ;  
- Diplôme d'Etat d'assistant  
social ; diplôme d'Etat d'animateur  
social ;  
- Licence plus 5 ans d'exp.  
- Ou diplôme d'Etat d'animateur  
social ou équivalent dans le  
domaine social ;  
- Ou formation ou expérience  
d'animation de groupe  
sociale.

### UN COORDONNATEUR

chargé de questions  
de prévision et de matériel  
sur le centre ville de Grenoble.  
Conditions de recrutement :  
- Diplôme social de base ou  
diplôme universitaire ;  
- Diplôme d'Etat d'assistant  
social ; diplôme d'Etat d'animateur  
social ;  
- Licence plus 5 ans d'exp.  
- Ou diplôme d'Etat d'animateur  
social ou équivalent dans le  
domaine social ;  
- Ou formation ou expérience  
d'animation de groupe  
sociale.

### UN COORDONNATEUR

chargé de questions  
de prévision et de matériel  
sur le centre ville de Grenoble.  
Conditions de recrutement :  
- Diplôme social de base ou  
diplôme universitaire ;  
- Diplôme d'Etat d'assistant  
social ; diplôme d'Etat d'animateur  
social ;  
- Licence plus 5 ans d'exp.  
- Ou diplôme d'Etat d'animateur  
social ou équivalent dans le  
domaine social ;  
- Ou formation ou expérience  
d'animation de groupe  
sociale.

### UN COORDONNATEUR

chargé de questions  
de prévision et de matériel  
sur le centre ville de Grenoble.  
Conditions de recrutement :  
- Diplôme social de base ou  
diplôme universitaire ;  
- Diplôme d'Etat d'assistant  
social ; diplôme d'Etat d'animateur  
social ;  
- Licence plus 5 ans d'exp.  
- Ou diplôme d'Etat d'animateur  
social ou équivalent dans le  
domaine social ;  
- Ou formation ou expérience  
d'animation de groupe  
sociale.

### UN COORDONNATEUR

chargé de questions  
de prévision et de matériel  
sur le centre ville de Grenoble.  
Conditions de recrutement :  
- Diplôme social de base ou  
diplôme universitaire ;  
- Diplôme d'Etat d'assistant  
social ; diplôme d'Etat d'animateur  
social ;  
- Licence plus 5 ans d'exp.  
- Ou diplôme d'Etat d'animateur  
social ou équivalent dans le  
domaine social ;  
- Ou formation ou expérience  
d'animation de groupe  
sociale.

### UN COORDONNATEUR

chargé de questions  
de prévision et de matériel  
sur le centre ville de Grenoble.  
Conditions de recrutement :  
- Diplôme social de base ou  
diplôme universitaire ;  
- Diplôme d'Etat d'assistant  
social ; diplôme d'Etat d'animateur  
social ;  
- Licence plus 5 ans d'exp.  
- Ou diplôme d'Etat d'animateur  
social ou équivalent dans le  
domaine social ;  
- Ou formation ou expérience  
d'animation de groupe  
sociale.

### ASSISTANT

Niveau certifié supérieur  
Diplôme enseignement  
supérieur spécialisé  
Expérience Cabinet  
Pour missions de révision  
comptable P.M.E. et entrepreneur  
Acr. C.V. à C.E.A. RM. C1  
5, av. Fontaine-Rousselle  
75008 PARIS.

### LA REVUE TECHNIQUE

REDACTION  
à temps partiel.  
Envoyer C.V. à : TSI  
155, bd Poincaré, Paris-17.

### JEUNE SOCIÉTÉ

D'INFORMATIQUE  
recherche  
Secrétaire  
Assistante

### SECURITE ASSURANCE

POUR  
- Gestion de dossiers clients.  
- Administration de la Sot.  
BTS, D à 2 ans d'expérience.  
Env. cv, photo + prêt. à DSB SA,  
22, av. de la République, 92170 Vanves.

### UN(E) TECHNICIEN(NE)

PAIE  
de bon niveau,  
seront le travail en équipe.  
Niveau sera responsable de la  
paie et de la base des déclarations  
sociales et sociales (y compris  
informatique et performance)  
niveau ainsi que du remboursement  
des frais professionnels, sous l'autorité  
de chef comptable.

### UN(E) TECHNICIEN(NE)

PAIE  
de bon niveau,  
seront le travail en équipe.  
Niveau sera responsable de la  
paie et de la base des déclarations  
sociales et sociales (y compris  
informatique et performance)  
niveau ainsi que du remboursement  
des frais professionnels, sous l'autorité  
de chef comptable.

### UN(E) TECHNICIEN(NE)

PAIE  
de bon niveau,  
seront le travail en équipe.  
Niveau sera responsable de la  
paie et de la base des déclarations  
sociales et sociales (y compris  
informatique et performance)  
niveau ainsi que du remboursement  
des frais professionnels, sous l'autorité  
de chef comptable.

### UN(E) TECHNICIEN(NE)

PAIE  
de bon niveau,  
seront le travail en équipe.  
Niveau sera responsable de la  
paie et de la base des déclarations  
sociales et sociales (y compris  
informatique et performance)  
niveau ainsi que du remboursement  
des frais professionnels, sous l'autorité  
de chef comptable.

### UN(E) TECHNICIEN(NE)

PAIE  
de bon niveau,  
seront le travail en équipe.  
Niveau sera responsable de la  
paie et de la base des déclarations  
sociales et sociales (y compris  
informatique et performance)  
niveau ainsi que du remboursement  
des frais professionnels, sous l'autorité  
de chef comptable.

### UN(E) TECHNICIEN(NE)

PAIE  
de bon niveau,  
seront le travail en équipe.  
Niveau sera responsable de la  
paie et de la base des déclarations  
sociales et sociales (y compris  
informatique et performance)  
niveau ainsi que du remboursement  
des frais professionnels, sous l'autorité  
de chef comptable.

### UN(E) TECHNICIEN(NE)

PAIE  
de bon niveau,  
seront le travail en équipe.  
Niveau sera responsable de la  
paie et de la base des déclarations  
sociales et sociales (y compris  
informatique et performance)  
niveau ainsi que du remboursement  
des frais professionnels, sous l'autorité  
de chef comptable.

### UN(E) TECHNICIEN(NE)

PAIE  
de bon niveau,  
seront le travail en équipe.  
Niveau sera responsable de la  
paie et de la base des déclarations  
sociales et sociales (y compris  
informatique et performance)  
niveau ainsi que du remboursement  
des frais professionnels, sous l'autorité  
de chef comptable.

### UN(E) TECHNICIEN(NE)

PAIE  
de bon niveau,  
seront le travail en équipe.  
Niveau sera responsable de la  
paie et de la base des déclarations  
sociales et sociales (y compris  
informatique et performance)  
niveau ainsi que du remboursement  
des frais professionnels, sous l'autorité  
de chef comptable.

### LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES A LUXEMBOURG

recherche (m/f)

### JURISTES LINGUISTES (traducteurs) de langue française

par voie de concours sur titres et épreuves constituant une réserve de recrutement  
(Concours général n° CJ 67/86).

Les traitements et les avantages sociaux sont comparables à ceux des autres institutions internationales.

#### Conditions requises:

- être ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes ;
- avoir moins de 38 ans au 5 décembre 1986 ;
- avoir une parfaite connaissance de la langue française et • soit une connaissance approfondie de la langue allemande et une bonne connaissance d'une autre langue officielle des Communautés européennes • soit une connaissance approfondie de la langue néerlandaise et une bonne connaissance soit de l'allemand, soit de l'anglais, soit de l'italien ;
- avoir obtenu la maîtrise en droit français (ou licence délivrée avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du 7 avril 1977) ou la licence en droit belge, ou le doctorat en droit belge.

De plus amples renseignements ainsi que l'acte de candidature obligatoire peuvent être obtenus sur simple demande écrite (référence Journal Officiel des C.E. n° C 273 du 29.10.1986) au :

- Bureau d'Information et de Presse de la Commission des C.E.,  
61, rue des Belles-Feuilles, F-75782 PARIS Cedex 16 ;
- C.M.C.I./Bureau 320, 2, rue Henri Barbusse, F-13241 MARSEILLE Cedex 01 ;
- Bureau d'Information et de Presse de la Commission des C.E.,  
73, rue Archimède, B-1040 BRUXELLES.

La date limite pour le dépôt des candidatures est le 5 décembre 1986.

### GOOD YEAR

Goodyear • Technical center in Colmar-Berg  
(Luxembourg) Has an immediate opening for a

### UNIVERSITY GRAD. ENGINEER (RAC 130)

The successful candidate will contribute to Goodyear's  
product leadership through the development of new tire  
reinforcement materials. This is a challenging assignment  
linked to applications development for our global tire lines,  
present and future.

Mechanical engineering is preferred but others will be  
considered. Some travelling will be required. Fluency in English,  
French and/or German languages is highly desirable.

Applicants please apply in writing to :  
Goodyear S.A.  
C/O employees relations dept  
7150 Colmar-Berg  
(G.D. of Luxembourg).

### COFOP HUNTING

### RECHERCHE

### INGÉNIEUR

### LOGGING

Formation électronique  
Qualité service d'export, en  
production industrielle.  
Lieu de travail : ITALIE  
Langue : anglais  
(français apprécié)  
Ecrire : 14, b. Z.A. Desbats  
Suresnes, 92127 VITROLLES.

### Senior analyst, competitive

salary. Proficiency in personal  
computer work. fluent with  
tools 1-2-3. Attractive candi-  
date will have university  
degree. Preferably pursuing an  
MBA or advanced degree.  
Excellent salary and benefits.  
Send C.V. to: John Street London WC1  
N 2 ES. The successful candi-  
date will be based in London.

### LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES LUXEMBOURG

recherche (m/f)

### JURISTES LINGUISTES de langue grecque

Parmi les conditions requises:

- avoir moins de 38 ans au 5 décembre 1986 ;
  - avoir une parfaite connaissance de la langue grecque, connaissance approfondie de la langue française et une bonne connaissance d'une autre langue officielle des Communautés européennes ;
  - formation juridique complète sanctionnée par le baccalauréat en droit ou par un diplôme équivalent.
- De plus amples renseignements ainsi que l'acte de candidature obligatoire peuvent être obtenus sur simple demande écrite (référence Journal Officiel des C.E. n° C 273 du 29.10.1986 - Concours général n° CJ 68/86). Division du Personnel, Cour de Justice des C.E., boîte postale 1406, 2925 LUXEMBOURG.

La date limite pour le dépôt des candidatures est le 5.12.1986.

### L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE met au concours

les postes suivants :

professeur ordinaire de Linguistique française et d'Informations,

professeur ordinaire d'Histoire de l'Art et de l'Architecture du Moyen Âge.

Ces deux postes sont à charge complète : 6 heures hebdomadaires de cours et de séminaires ; direction de recherches.

Titre exigé : doctorat en lettres ou titre équivalent.

Entrée en fonction : 1<sup>er</sup> octobre 1987 ou date à convenir.

Les dossiers de candidatures doivent être adressés avant le 15 janvier 1987 au secrétaire de la Faculté des lettres, rue de Candolle, 3, 1201 Genève 4 (Suisse) où peuvent être obtenus des renseignements complémentaires sur le cahier des charges et les conditions.

### MANAGEMENT CONSULTANCY

### Consultants

International Management Consultants are looking for  
bright and ambitious applicants from 26 to 35.  
The ideal candidate should have 3 to 4 years  
business experience in manufacturing, production,  
logistics or supervision. Applicants with  
knowledge in Swedish, Spanish, or German or  
other European languages will be given preference.

After an on-the-job training period, you will be able  
to apply proven management techniques for im-

proving business performance in diverse areas.  
The position involves extensive travel but does not  
require relocation. You will have an excellent oppor-  
tunity for rapid advancement in both earnings and  
responsibility.  
Send your application and complete cv with salary  
history to Universal Communication,  
chaussée de la Hulpe 122, 1050 Brussels,  
who will forward. Please mention the  
reference 468 on the envelope.

### DESCAMPS

### Développer notre Réseau à l'étranger

Nous sommes le premier, en France, dans le domaine du linge de maison haut de gamme. Notre notoriété dépasse  
largement les frontières et nous souhaitons y intensifier le développement. Votre rôle de CHEF DE ZONE sera de  
participer, en liaison avec la Direction Export, à l'élaboration de la stratégie marketing et de la mettre en place. Vous  
renforcerez notre implantation en coordonnant l'activité de nos agents et mettez en place de nouveaux points de  
vente. Votre premier champ d'action constitué par les Pays Scandinaves, le Bénélux puis l'Extrême-Orient  
implique de nombreux déplacements de courte durée.

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience d'au moins 3 ans en export, de préférence, dans le  
domaine de l'implantation de réseaux de boutiques. Bien sûr vous parlez l'anglais et si possible l'allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 814/M  
à M.J. WEBER, DMC, 88, rue de Rivoli 75004 Paris.

DMC

CURRICULUM



## L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

## appartements ventes

3<sup>e</sup> arrdt

**ARTS-ET-MÉTIER**  
**BEAU DUPLEX 73 m<sup>2</sup>**  
Charme, sol., 42-72-40-18.

5<sup>e</sup> arrdt

**CARDINAL-LEMOINE** 2 p. et ch.  
Prox. vend 50 m<sup>2</sup> OCC. 17  
calme, 350 000, 43-25-97-16.

11<sup>e</sup> arrdt

**BASTILLE 300 m<sup>2</sup>**  
Duplex, belle surt. à amén.  
gar, 20 m<sup>2</sup> comb. prof.  
belle, 8 500 F le m<sup>2</sup>. Esc.  
ACP, 5, r. de l'Ancre, Paris-5.

14<sup>e</sup> arrdt

**AV. DENFERT-ROCHEREAU**  
Dern. super. imm. ppière  
vend PLUSIEURS P. pièces,  
200 m<sup>2</sup> env., 45-25-99-04.

**MAISONNETTE**  
Denfert, gd séjour, 2 chbres  
Calme, 47-03-22-44, msth.

15<sup>e</sup> arrdt

**CONVENTION** rdo. gd  
n/dm, 475 000, 43-25-97-16.

7<sup>e</sup> arrdt

**7 000 F LE M<sup>2</sup>**  
Placem. recommandé pour  
vos enfants ou occupant per-  
sonnelle. Tél. : 42-90-30-15.

16<sup>e</sup> arrdt

**FAISANDERIE**  
Gd studio, cuis., bain, 42 m<sup>2</sup>.  
5<sup>e</sup> étage, SUR VERDURE.  
GARAGE 45-67-22-88.

M<sup>e</sup> EXELMANS

Imm. de la salle, ascenseur  
2 p., entrée, cuisine, bain  
10, rue CHAUMONT  
Vendredi, 14 h 30 à 17 h.

18<sup>e</sup> arrdt

**A RENOVER**  
24 m<sup>2</sup>, 150 000 F  
30 m<sup>2</sup>, 210 000 F  
10 m<sup>2</sup>, 40 000 F  
MMO MARCADET 43-62-01-82.

## BUTTE MONTMARTRE

**DUPLEX 300 m<sup>2</sup>**  
SUR JARDIN - RÉCEPTION  
+ 4 CHAMBRES, 2 b.  
Belle, 45-62-18-40.

## 92

**Hauts-de-Seine**  
BOULOGNE 52 m<sup>2</sup>, séjour,  
cuis., ch. ch. cent. indiv.  
450 000 F. T. 43-27-85-04.

## Province

A vendre très beau 2 p., bd des  
Pyrénées à Pau, 64000, de la  
vue imprenable, 550 000 F.  
69-27-01-79, apr. 19 h.

## appartements achats

**AGENCE LITRÉ**  
recherche pour clientèle tran-  
sactive et étrangère appart.  
et hôtels particuliers dans quar-  
tiers résidentiels. Paris, gd ch.  
notaire, 46-73-20-97.

## RECHERCHE

Recherche 2 à 4 pièces PARIS,  
préférence RIVE GAUCHE, avec ou  
sans travail. PACE COMPTANT  
chez notaire, 46-73-20-97,  
même le soir.

Recherche 1 à 3 pièces PARIS,  
préférence RIVE GAUCHE, avec ou  
sans travail. PACE COMPTANT  
chez notaire, 46-73-20-97,  
même le soir.

**MICHEL BERNARD**  
42, avenue Victor-Hugo  
APPTS, IMM. LOCAUX  
BON STAND. BON QUART.  
Tél. : 45-02-13-43.

## VOUS VENDEZ

**FENSE IMMO MARCADET**  
88, rue Marcadet, 75018 Paris.  
T. 43-62-40-40, 43-23-73-72.

## locations non meublées offres

**ST-GERMAIN-EN-LAYE**  
dans pav. bnd, 5<sup>e</sup> R.E.R.  
A louer sans commission  
appartement dans env. rural  
5 p., 4 p. à partir de 7 100 F.  
Loyer compris, par. et ch.  
5/14, du mardi au samedi,  
de 14 h à 17 h. 17, rue de la  
ROCHETTE, Saint-Germain-en-Laye.

## locations non meublées demandes

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

## Région parisienne

**locations meublées demandes**  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

## Paris

**EMBASSY SERVICE**  
28, rue de la Harpe, 75004  
PARIS, recherche en location  
ou à l'achat APPTS de  
5 p. à 10 p. CLASSE  
CLIENTELE ETRANGERE  
corps diplomatique et cadre  
de clientèle multinationale.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

## Région parisienne

**locations meublées demandes**  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

## Paris

**EMBASSY SERVICE**  
28, rue de la Harpe, 75004  
PARIS, recherche en location  
ou à l'achat APPTS de  
5 p. à 10 p. CLASSE  
CLIENTELE ETRANGERE  
corps diplomatique et cadre  
de clientèle multinationale.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

## Région parisienne

**locations meublées demandes**  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

## Paris

**EMBASSY SERVICE**  
28, rue de la Harpe, 75004  
PARIS, recherche en location  
ou à l'achat APPTS de  
5 p. à 10 p. CLASSE  
CLIENTELE ETRANGERE  
corps diplomatique et cadre  
de clientèle multinationale.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

## Région parisienne

**locations meublées demandes**  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

## Paris

**EMBASSY SERVICE**  
28, rue de la Harpe, 75004  
PARIS, recherche en location  
ou à l'achat APPTS de  
5 p. à 10 p. CLASSE  
CLIENTELE ETRANGERE  
corps diplomatique et cadre  
de clientèle multinationale.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

## Région parisienne

**locations meublées demandes**  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

## Paris

**EMBASSY SERVICE**  
28, rue de la Harpe, 75004  
PARIS, recherche en location  
ou à l'achat APPTS de  
5 p. à 10 p. CLASSE  
CLIENTELE ETRANGERE  
corps diplomatique et cadre  
de clientèle multinationale.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

## Région parisienne

**locations meublées demandes**  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

## Paris

**EMBASSY SERVICE**  
28, rue de la Harpe, 75004  
PARIS, recherche en location  
ou à l'achat APPTS de  
5 p. à 10 p. CLASSE  
CLIENTELE ETRANGERE  
corps diplomatique et cadre  
de clientèle multinationale.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

## Région parisienne

**locations meublées demandes**  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

## Paris

**EMBASSY SERVICE**  
28, rue de la Harpe, 75004  
PARIS, recherche en location  
ou à l'achat APPTS de  
5 p. à 10 p. CLASSE  
CLIENTELE ETRANGERE  
corps diplomatique et cadre  
de clientèle multinationale.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

## Région parisienne

**locations meublées demandes**  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

## Paris

**EMBASSY SERVICE**  
28, rue de la Harpe, 75004  
PARIS, recherche en location  
ou à l'achat APPTS de  
5 p. à 10 p. CLASSE  
CLIENTELE ETRANGERE  
corps diplomatique et cadre  
de clientèle multinationale.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

## Région parisienne

**locations meublées demandes**  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

## Paris

**EMBASSY SERVICE**  
28, rue de la Harpe, 75004  
PARIS, recherche en location  
ou à l'achat APPTS de  
5 p. à 10 p. CLASSE  
CLIENTELE ETRANGERE  
corps diplomatique et cadre  
de clientèle multinationale.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

## Région parisienne

**locations meublées demandes**  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

## Paris

**EMBASSY SERVICE**  
28, rue de la Harpe, 75004  
PARIS, recherche en location  
ou à l'achat APPTS de  
5 p. à 10 p. CLASSE  
CLIENTELE ETRANGERE  
corps diplomatique et cadre  
de clientèle multinationale.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

## Région parisienne

**locations meublées demandes**  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

## Paris

**EMBASSY SERVICE**  
28, rue de la Harpe, 75004  
PARIS, recherche en location  
ou à l'achat APPTS de  
5 p. à 10 p. CLASSE  
CLIENTELE ETRANGERE  
corps diplomatique et cadre  
de clientèle multinationale.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

## bureaux

## Locations

**DOMICIL. CGIALE 8<sup>e</sup>**  
TELEX/PERMANENCE TELEPH.  
Travailleur, bureau  
heures, 1/2 journée et journée  
**AGECO 42-84-95-28**  
(STATIONNEMENT AISE).

**COMPLIATION DEPUIS**  
50 F/MOIS  
RUE ST-HONORE 48 F  
OU PARIS 12 : 43-40-88-50  
CONSTITUTION SARL 2000 F/MT.

**ETOILE**  
Tous services, tous locaux  
tous services, tous locaux  
Téléphone : 111 47-37-15-89.

**BUREAUX MEUBLES**  
tous services, tous locaux  
tous services, tous locaux  
Téléphone : 111 47-37-15-89.

**B.O. ETOILE**  
COMPLIATIONS Bx meubles  
48-22-88-88, TELEX 649601.

**SIÈGE SOCIAL**  
Secrétariat + bureaux neufs  
Département R.C. et R.M.  
Société SERVING  
Champs-Élysées 47-23-55-47  
Nelson : 43-41-81-81.

**BUREAUX ÉQUIPÉS**  
DE 15 à 100 m<sup>2</sup> - STANDEING  
OUVERT 24 H SUR 24  
Loc. courts ou longs durée  
Tous services, tous locaux  
Téléphone : 111 47-37-15-89.

**ACTE 43-80-10**  
Loc. courts ou longs durée  
Tous services, tous locaux  
Téléphone : 111 47-37-15-89.

**FOCH BUILDING**  
INTERNATIONAL  
Vos bureaux depuis 4 PARIS  
Tous services, tous locaux  
Téléphone : 111 47-37-15-89.

**VOUS VENDEZ**  
FENSE IMMO MARCADET  
88, rue Marcadet, 75018 Paris.  
T. 43-62-40-40, 43-23-73-72.

**locations non meublées offres**  
ST-GERMAIN-EN-LAYE  
dans pav. bnd, 5<sup>e</sup> R.E.R.  
A louer sans commission  
appartement dans env. rural  
5 p., 4 p. à partir de 7 100 F.  
Loyer compris, par. et ch.  
5/14, du mardi au samedi,  
de 14 h à 17 h. 17, rue de la  
ROCHETTE, Saint-Germain-en-Laye.

**locations non meublées demandes**  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

## Région parisienne

**locations meublées demandes**  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

## Région parisienne

**locations meublées demandes**  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

**Région parisienne**  
locations meublées demandes  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

**Région parisienne**  
locations meublées demandes  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

**Région parisienne**  
locations meublées demandes  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

**Région parisienne**  
locations meublées demandes  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

**Région parisienne**  
locations meublées demandes  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

**Région parisienne**  
locations meublées demandes  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

**Région parisienne**  
locations meublées demandes  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

**Région parisienne**  
locations meublées demandes  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

**Région parisienne**  
locations meublées demandes  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

**Région parisienne**  
locations meublées demandes  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

**Région parisienne**  
locations meublées demandes  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

**Région parisienne**  
locations meublées demandes  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

**Région parisienne**  
locations meublées demandes  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

**Région parisienne**  
locations meublées demandes  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

**Paris**  
Pour personnel et dirigeant  
HABITAT 13, rue de la  
FRANCAISE INFORMATION  
recl. APPTS 2 à 4 p. PCESES,  
ETIENNE, Paris, 10 p. 20 p.  
45-04-04-45, 10 h/15 h 30.

**Région parisienne**  
locations meublées demandes  
Ezude cherche pour cadres  
villes très bel. Loyer garanti.  
(1) 49-89-89-86, 43-67-02.

## Communication

Du câble à la télévision hertzienne

## Les ambitions de la Compagnie générale des eaux

Discrettement, sans effet d'annonce spectaculaire, la Compagnie générale des eaux est en passe de devenir un des premiers acteurs du paysage audiovisuel. Depuis 1982, le groupe de la rue d'Anjou a investi dans les différents métiers de l'image pour acquiescer le savoir-faire, acquiescent les contours d'un ensemble de communication à forte intégration verticale. Un schéma de développement proche de celui des grands groupes américains comme Viacom ou Time Inc.

Premier étage de la construction : le câble. La Compagnie a aujourd'hui des conventions d'étude ou des accords d'opérateurs avec trente-huit villes ou regroupement de communes. Elle desservira à terme, en service de télévision, plus de six millions d'habitants, ce qui la place de loin au premier rang des exploitants sur ce marché.

La Générale des eaux observe attentivement la libéralisation du secteur du câble et la stratégie de la direction générale des télécommunications. Si elle juge le jeu de la concurrence assez ouvert, elle pourrait alors franchir une étape supplémentaire et investir dans le financement et la maîtrise d'ouvrage de tout ou partie des réseaux. Le groupe dispose à cet effet d'un allié puissant, Vidéotron, le premier câblodistributeur canadien dont elle possède 4 % du capital.

Des réseaux du futur, la Compagnie générale des eaux est en mesure à ce jour de présenter un plan d'investissement à la télévision hertzienne. Canal Plus d'abord, dont elle est le deuxième actionnaire avec 15,6 % du capital. Une participation que

M. Guy Dejonay, PDG de la CGE, souhaite augmenter : chaîne cryptée thématique, Canal Plus n'est-il pas le prototype des services que peuvent offrir à moindre coût les réseaux câblés ? Dans le même esprit, le groupe s'intéresse de près au projet TV Plus, un autre ensemble de programmes thématiques codés (enfant, musique) qui, diffusé sur l'actuel réseau de TV 6, associe à la fois les vocations thématiques et locales du câble.

Mais les ambitions de la Compagnie ne s'arrêtent pas à la télévision payante. On la retrouve aussi dans les négociations pour la reprise de la « 5 », où elle



## Communication

Assuré de prendre le contrôle des Presses de la Cité

### M. Goldsmith précise sa stratégie

On le croyait installé dans les bureaux parisiens de sa société, la Générale Occidentale (GO), uniquement occupé à déjouer les appétits que pouvait susciter son offensive sur les Presses de la Cité. En fait, Sir James Goldsmith avait transféré sa ligne téléphonique à New-York, d'où il venait de se lancer dans une nouvelle bataille boursière. Dirigée, cette fois-ci, contre Goodyear, le numéro un mondial du pneumatique dont il détient déjà 11,5 % du capital (*le Monde* du 4 novembre).

Le financier franco-britannique se savait-il assuré d'emporter le contrôle du numéro deux français de l'édition ? Oui si l'on en croit l'entrevue accordée par le président de la Générale Occidentale au magazine *l'Express*, dont le patron n'est autre que... le même Jimmy Goldsmith.

« Nous sommes intervenus à la demande de nos amis Claude Nielsen et Bernard de Fallois, respectivement président et directeur général des Presses de la Cité, rappelle Sir Jimmy. Nous avons leur appui et celui d'un bloc représentant 22 % du capital (1), il me semblerait bien téméraire qu'un troisième groupe se manifeste. »

Ses propos étaient préannonciés. Le vendredi 31 octobre, à l'heure limite fixée pour une éventuelle surenchère, ni CEP-Communication dont le président, M. Christian Brogou, avait dit qu'il n'était pas sur les rangs, ni l'agence Havas ni Hachette, dont le nom était le plus souvent cité, n'avaient présenté de contre-offre. Pourtant, le numéro un français de l'édition avait régulièrement fait figure d'"outsider". Avant que n'éclate au grand jour le divorce entre MM. Claude Pichon-Brossette, président de Ceres, et le représentant en France de l'homme d'affaires italien, M. Alain Miné, celui-ci affirmait détenir dans la

manche la carte Hachette, seule susceptible de l'aider à l'emporter face au tir d'artillerie déclenché par le patron de *l'Express*.

Mais c'était aller un peu vite en besogne. « Le mythe Hachette a été inventé uniquement pour peser dans la négociation avec Générale Occidentale », affirme aujourd'hui M. Pichon-Brossette, rappelant que les dirigeants d'Hachette étaient très partagés, tandis que leur propre président, M. Jean-Luc Lagardère, « ne voulait pas entendre parler des Presses de la Cité ».

#### Candidats à la « 5 »

Faute de combattants, M. Goldsmith a donc semblé-t-il gagné la bataille, et la voie est libre pour mettre en place une stratégie qui vise à « regrouper les Presses de la Cité avec le groupe *Express* pour créer l'un des premiers groupes européens de la communication ». Les « équipes spécialisées » qui seront alors constituées, pourraient « affronter avec confiance la création d'une grande chaîne de télévision. C'est pour cela que nous serons candidats à la « 5 », confirme le président de la Générale Occidentale.

Interrogé sur ses relations (qu'il juge « excellentes ») avec le groupe ouest-allemand Bertelsmann, gestionnaire de Franco-Lesire, filiale à parts égales (49,85 %) de l'éditeur allemand et des Presses de la Cité, M. Goldsmith ajoute toutefois qu'il n'a eu « aucune conversation » en vue de conclure d'autres alliances avec la firme Bertelsmann dans le domaine de la télévision. On remarquera à ce sujet que le patron de *l'Express* ne paraît guère troublé par les réserves émises à propos de Franco-Lesire par la Commission

des opérations de Bourse (*le Monde* du 1<sup>er</sup> novembre). MM. Nielsen, Fallois et de Caro (ce dernier étant un ancien administrateur des Presses) avaient accordé à la GO une promesse de vente des 0,15 % du capital de Franco-Lesire qu'ils détenaient en commun — contrairement à un accord signé en 1985 pour dix ans au profit des Presses de la Cité.

La COB estime qu'il s'agit là d'un acte de nature à modifier la situation des Presses de la Cité telle qu'elle existait à la date du lancement de l'offre initiale, celle de l'association Ceres-Pechelbronn. D'aucuns pourraient s'étonner que, forte de ces conclusions, la Commission n'aillie pas jusqu'à exiger l'annulation pure et simple de cette promesse de vente qui fait si bien les affaires de Sir James.

Mais peut-être s'agit-il là d'un gag donné à « la paix des braves », conclue entre Générale Occidentale et Ceres-Pechelbronn. « Le groupe GO poursuivra son offre publique (elle est valable jusqu'au 20 novembre prochain) pour obtenir 55 % du capital des Presses de la Cité. Ensuite, nous travaillerons ensemble. J'espère que les discussions qui existent au sein des groupes Ceres et Pechelbronn n'affecteront pas notre association », indique encore M. Goldsmith, volontiers acrobatique.

« En ce qui nous concerne, nous restons, assure M. Pichon-Brossette au nom de Pechelbronn, détenteur de la moitié des 22,5 % des actions Presses de la Cité achetées pour le compte du tandem Ceres-Pechelbronn. Dans le pire des cas, nous pourrions céder nos titres à la Générale Occidentale, et notre sortie est assurée à terme avec une rémunération importante. » Ces 16 % ont été, en effet, initialement achetés à des cours voisins de

2200 F, alors que l'action Presses de la Cité vaut aujourd'hui 2700 F.

M. Goldsmith, lui, n'entre pas dans cette querelle. « Lorsque nous aurons digéré l'importante croissance du groupe *Express*, nous visons la création d'un quotidien national. » L'idée n'est pas nouvelle. Un autre patron de *l'Express*, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, avait déjà en cette ambition. C'était à la fin des années 60.

SERGE MARTI

(1). Il s'agit de la participation détenue par Ceres (De Benedetti) et Pechelbronn (groupe Worms) à l'issue de leur première OPA, avant de se rallier à M. Goldsmith.

## BOUTIQUE PAULE MARROT

Linge de table, linge de lit, nappes, sets, plateaux, parapluies, trousses, etc.

EN VENTE A PARIS

Grands magasins et 16, rue de l'Arcade (8<sup>e</sup>)  
M<sup>e</sup> Madeleine - Tél. : 42-65-76-02  
Ouvert du lundi au vendredi de 10 heures à 18 h 30



#### LOGICIELS AU BANC D'ESSAI :

- MORE : un traitement d'idées épatant.
- EVOLUTION : l'un des meilleurs traitements de texte pour IBM PC.
- REFLEX FOR THE MAC : pour bien gérer vos fichiers sur Macintosh.

## LE CREDIT LYONNAIS AU SPONCOM

Quoi de plus naturel puisque le Crédit Lyonnais a été parmi les premiers à aider les sportifs à gagner, les artistes à s'exprimer, les chercheurs à découvrir.

Au Sponcom - 1<sup>er</sup> Salon International du Sponsoring et du Mécénat à Cannes du 12 au 15 novembre 1986 - le Crédit Lyonnais :

— présente sur son stand (n°26/01) ses nombreuses actions de mécénat scientifique, de parrainage sportif et culturel,

— patronne deux tables rondes sur le thème "L'avenir du sponsoring est-il entre les mains de la presse ?" avec la participation de Jacqueline CHABRIDON, Directrice de la Communication du Crédit Lyonnais, Luc DERIEUX, Responsable du Parrainage au Crédit Lyonnais,

— parraine le REQUIEM de MOZART avec la Grande Ecurie et la Chambre du Roy (Direction Jean-Claude MALGOIRE) le vendredi 14 novembre à 20 h 30.

Palais des Festivals - Cannes.



## CREDIT LYONNAIS

LE POUVOIR DE DIRE OUI

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR - TOME 4 : UNE AUSSI LONGUE CRISE 1974-1985 - L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

### 1974-1985 UNE AUSSI LONGUE CRISE L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR : TOME 4



Avec un index complet des quatre tomes

Le siècle soudain de chavirer : le vieux mythe

■ L'Amérique retire ses G.I. du Vietnam, mais le génocide au Cambodge discrédite les vieilles idéologies ■ Sadate fait le pèlerinage de Jérusalem, mais le Liban explose et l'Irak entame une « guerre de cent ans » contre l'Irak et... les ennemis de Dieu ■ En Europe, le Portugal, la Grèce et l'Espagne enterrent leur dictature, mais en Pologne le vent de la liberté est étouffé ■ La France choisit Mitterrand et fait l'expérience de l'alternance ■ Le Monde termine la publication de l'Histoire au jour le jour, sélection de ses articles les plus significatifs et des « unes » historiques de la période 1974-1985 ■ L'Histoire au jour le jour est un ouvrage de référence qu'il faut lire et conserver dans sa bibliothèque.

240 PAGES

En vente chez tous les marchands de journaux

## Le Monde

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR - TOME 4 : UNE AUSSI LONGUE CRISE 1974-1985 - L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR - TOME 4 : UNE



## Le Carnet du Monde

## Naissances

— Brigitte et Jean-François SCHMITT.  
Clémence et Pierre-Olivier,  
ont la joie d'annoncer la naissance de  
Cassidy,  
à Saint-Germain-en-Laye, le 27 octobre  
1986.  
17, avenue Guy-de-Maupassant,  
78400 Chateau.

## Décès

— M<sup>me</sup> Etienne Berthet,  
M. et M<sup>me</sup> François Bonniex et  
Fabien.  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Berthet,  
Véronique, Marc et Virginie,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Berthet-Hiebert,  
Isabelle, Delphine et Stéphane,  
Et leurs familles,  
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Etienne BERTHET,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
commandeur des Palmes académiques,  
officier de l'Ordre de la Santé publique,  
expert à l'Organisation mondiale  
de la santé,  
directeur général honoraire  
du Centre international de l'enfance,  
ancien secrétaire général  
de l'Union internationale d'éducation  
pour la santé,

survenu le 1<sup>er</sup> novembre 1986, à l'âge de  
soixante-dix-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mercredi 5 novembre, à 14 heures, en  
l'église Saint-Ferdinand des Termes, à  
Paris-17<sup>e</sup>.  
L'inhumation se fera dans l'intimité  
de la famille.  
Ni fleurs ni couronnes.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

21, avenue Niel,  
75017 Paris.

— M<sup>me</sup> Paul Corpel,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> Jean-Louis Lesage-Corpel,  
sa fille,  
M<sup>me</sup> Anne-Marie Lesage,  
M<sup>me</sup> Elisabeth Lesage-Couët,  
M. et M<sup>me</sup> Alain Lesage,  
ses petits-enfants,  
Marie, Carl et Emmanuelle,  
ses arrière-petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Suzanne Hamel,  
sa belle-sœur,

Les familles Hiele, Colarossi, Hamel,  
Roussilhat, Ramanit,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul CORPEL,  
médaille militaire,  
croix de guerre,

muni des sacrements de l'Eglise, le  
31 octobre 1986, à l'âge de quatre-vingt-  
dix ans, à Antibes.

Prier pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le jeudi 6 novembre, à 10 heures, en  
l'église Notre-Dame de Ris-Orangis, sui-  
vie de l'inhumation au cimetière dans la  
sépulture de famille.

On se réunira à l'église.

Domaine des Clausonnes,  
06410 Biot.  
15, avenue de Rigny,  
91130 Ris-Orangis.  
3, route des Caillasses,  
78110 Le Vésinet.

— M. Georges Durieu,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Durieu  
et leur fille, Laurence,  
Parents et alliés,

ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Georges DURIEU,  
née Georges Lacoste,

survenue le 2 novembre 1986, dans sa  
soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-  
tion ont eu lieu dans l'intimité, à Mar-  
seille.

38, boulevard Molière,  
13008 Marseille.  
1, rue Alfred-de-Vigny,  
75008 Paris.

— M<sup>me</sup> Jacques Garnier,  
Le docteur Christian Garnier,  
Jean-François Garnier,  
Valérie Garnier,  
Les familles Bassevi, Duval,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques GARNIER,  
journaliste honoraire de l'AFP,

survenu le 23 octobre 1986.

8, rue du Languedoc,  
95200 Sarcelles-les-Rosières.

— Fiancée Jacot-Descombes,  
son épouse,  
Pierre Jacot-Descombes,  
son fils,  
La famille, ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Paul JACOT-DESCOMBES,  
compositeur,

membre du conseil national  
du Mouvement de la paix,  
collaborateur  
de la section de politique extérieure  
du comité central  
du Parti communiste français,  
survenu le 31 octobre 1986.

Les obsèques auront lieu le jeudi  
6 novembre, au cimetière parisien de  
Bagneux.

On se réunira, à 14 heures, devant la  
porte principale.

10, rue de l'Industrie,  
94300 Vincennes.  
M. et M<sup>me</sup> Brunner-Jacot,  
Alsat, 21,  
8800 Thailw (Zürich).

— M<sup>me</sup> Pierre Labbé,  
Ses enfants, petits-enfants,  
Et les familles Duran y Rivat, Gayet,  
Lazerges,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre LABBÉ,

survenu le 30 octobre 1986, dans sa  
soixante-septième année.

Les obsèques ont été célébrées en  
l'église de Saint-Nom-le-Breche, le  
mardi 4 novembre, à 16 heures.

— Aix-en-Provence.

M<sup>me</sup> Claudia Mollard,  
son épouse,  
Le docteur Robert Mollard,  
son fils,  
Florence et Fabienne,  
ses petites-filles,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. René MOLLARD,  
ingénieur SNCF en retraite,

survenu à Aix-en-Provence, à l'âge de  
quatre-vingt-cinq ans.  
La cérémonie religieuse a eu lieu en  
l'église de Saint-Laurent-sous-Rochefort  
(Loire), dans l'intimité familiale.

— On nous prie d'annoncer le décès à  
Arras, le 31 octobre 1986, de

Léonore PETITOT,  
président-fondateur  
du centre culturel Nostre,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier des Arts et Lettres,  
officier des Palmes académiques.

Les obsèques ont eu lieu le 4 novem-  
bre, à Arras.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue des Capucins,  
62000 Arras.

— Cusset, Paris.  
M<sup>me</sup> André Pruneyre,  
M<sup>me</sup> Françoise Pruneyre,  
M<sup>me</sup> Viviane Pruneyre,  
M<sup>me</sup> Marcelle Georges,  
Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de

docteur André PRUNEYRE,  
ancien externe au premier  
des hôpitaux de Paris,  
ancien maire de Cusset,

survenu dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu le mardi  
3 novembre 1986, en l'église de  
Cusset (03).

2, rue Antoninette-Mizon,  
03300 Cusset.

— Toulouse.  
M<sup>me</sup> André Riser,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Riser  
et leurs filles,  
à Rueil-Malmaison,  
Le docteur Odile Riser,  
à Montreuil,

son épouse, ses enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> G. Riser,  
à Montréal,

M. C. Schmitt et M<sup>me</sup> née Riser,  
ainsi que leurs enfants,

à Genève,  
M. C. Sorlier et M<sup>me</sup> née Riser,  
à Montpellier,

ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-  
sœurs,

Les familles Benazet, Sonnet,  
Planques, Monnier, Verdier, Renoual-  
Magnia,  
Parents et alliés.

Le personnel de son laboratoire à la  
clinique des Cédres,

ont la grande tristesse de faire part du  
rapport à Dieu de

M. André RISER,  
médecin biologiste,  
docteur en sciences chimiques  
de l'université de Genève.

survenu à l'âge de soixante-quatre ans,  
des suites d'une longue maladie.

Les obsèques religieuses auront lieu  
le mercredi 5 novembre 1986, à 13 h 30,  
en l'église Sainte-Thérèse, à Toulouse.

La famille ne reçoit pas.  
Réunion à l'église.

6, rue Fourquaux,  
31400 Toulouse.

— Concarneau.

Le président,  
Les membres du conseil d'administra-  
tion,  
Les médecins et le personnel de la cli-  
nique des Cédres,

ont la douleur de faire part du décès de

M. le docteur André RISER,  
chef du laboratoire  
d'analyses biologiques  
de la clinique des Cédres,  
administrateur-fondateur.

— M. Jean-Pierre Chassaret  
et M<sup>me</sup> née Roumanille,  
leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Patrick Moraine-  
Roumanille  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Albert Deville,  
M. et M<sup>me</sup> Louis Deville,  
Parents, amis et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marie-Antoinette  
ROUMANILLE,  
en littérature Marie Maurel,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier des Arts et Lettres,  
chevalier des Palmes académiques,  
major de l'Éclaircie.

survenu le vendredi 31 octobre 1986, à  
l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu le  
lundi 3 novembre, à 15 heures, à Saint-  
Rémy-de-Provence.

[Marie Maurel est l'auteur de très nombreux  
romans, récits, essais consacrés à sa Provence  
natale et à ses mœurs rustiques. Membre de la  
Ligue de défense des Alpes et de l'écologie avant  
la lettre, elle lutte pour la protection de la Pro-  
vence, région d'origine de toutes parties par  
le tourisme, le pétrole, la beauté, les  
fontaines... à l'Officier des Arts et Lettres, son  
œuvre a été de nombreuses récompenses,  
notamment de l'Académie française.]

— M<sup>me</sup> Omar Thaminy  
et ses enfants, Yacine et Aya,  
M. et M<sup>me</sup> Mohammed Thaminy  
et leurs enfants, Sfax,  
M. Bakir Thaminy, Tunis,  
M. et M<sup>me</sup> Brahim Thaminy  
et leurs enfants, Alger,  
Et tous les parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

Omar THAMINY,  
professeur à la faculté de droit  
de Marrakech,

survenu à Lyon, le 31 octobre 1986.

L'inhumation a lieu à Alger, le  
5 novembre.

M<sup>me</sup> Omar Thaminy,  
67, rue Garibaldi,  
69006 Lyon.

## Remerciements

— M<sup>me</sup> Francette Bernad,  
Et toute la famille,

profondément touchées des marques de  
sympathie qui leur ont été témoignées  
lors du décès de

M. Gilbert BERAUD,

remercient toutes les personnes qui se  
sont associées à leur peine.

## Anniversaires

— Le 22 septembre 1986 nous quit-  
tât.

Louise DENNEL.

Ses amis, R. Chén et enfants la  
regretteront profondément.

## Messes anniversaires

— Une messe sera célébrée le ven-  
dredi 7 novembre, à 18 heures, en  
l'église Saint-Salpière, chapelle de  
l'Assomption, 2, rue Garancière, à  
Paris-6<sup>e</sup>.

pour le vingtième anniversaire du décès  
à Dieu de

M<sup>me</sup> Jean POIROT-DELPECH,  
née Jenny Havette.

On y associera le souvenir du docteur

Jean POIROT-DELPECH,  
et du docteur

Jean-Pierre POIROT-DELPECH.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## L'ÉLAN D'UN BATISSEUR

## Augmentation de capital

par émission de 922 879 Certificats d'Investissement.

Montant global : 1 Milliard de F.

Prix d'émission : 1085 F.

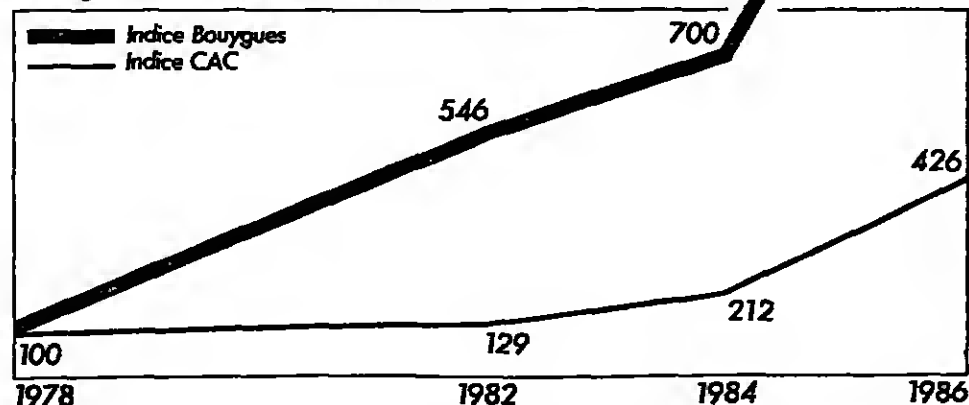
Jouissance : 1.01.1986

Les actionnaires bénéficient d'une priorité  
de souscription du 29 Octobre ou 5 Novembre inclus à raison  
d'un Certificat d'Investissement pour 6 actions.

La souscription du public débutera le Jeudi 6 Novembre 1986  
et sera close sans préavis.

Simultanément à cette émission, les actionnaires  
de Bouygues ou 3 Novembre 1986  
se verront attribuer gratuitement des Certificats  
de droit de vote.

Note COB, visa n° 86-354 du 28-10-1986, disponible chez votre banquier ou agent  
de change et dans tout établissement financier. BALO du 3-11-1986

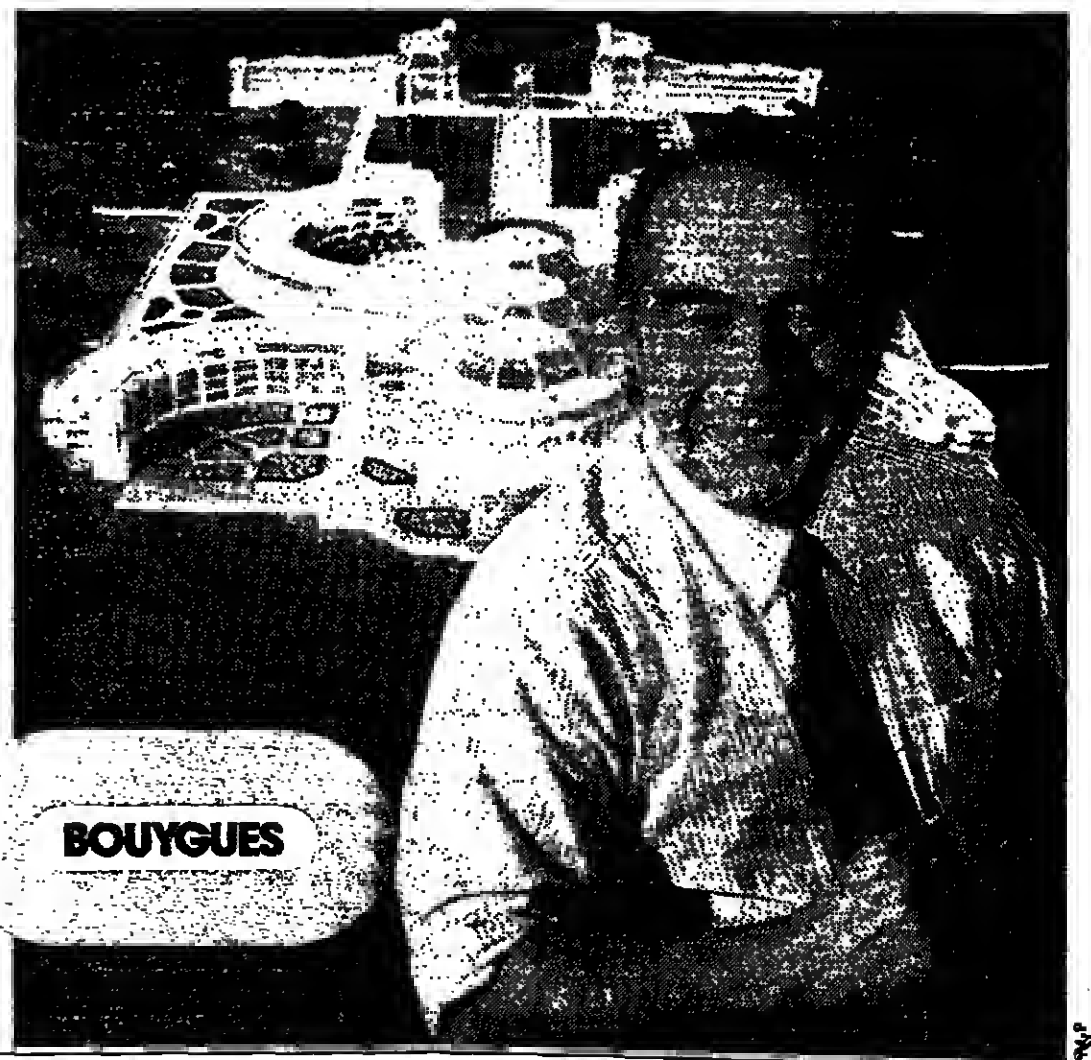


En 16 ans, Bouygues a réalisé 8 attributions d'actions gratuites  
et 1 augmentation de capital en numéraire.

L'actionnaire, fidèle depuis l'introduction, a multiplié par 13  
le nombre d'actions qu'il détient et par près de 32  
son investissement initial.

Le  
leader  
du BTP

Avec son tempérament d'entrepreneur exigeant, passionné et moderne,  
Francis Bouygues a fait de son Groupe le leader de la construction  
avec un chiffre d'affaires de 45 milliards de francs en 1986  
et des bénéfices consolidés en croissance ininterrompue.  
"Nous voulons investir, dit-il, pour continuer de nous développer dans  
notre métier de base, la construction, et poursuivre notre diversification  
vers des métiers nouveaux". Cette politique d'investissement traduit  
l'élan d'un vrai bâtisseur et sa volonté de bien préparer l'avenir.



BOUYGUES



مكتبة المجلد

# Economie

• Le Monde • Mercredi 5 novembre 1986 35

## Le gouvernement définit le nouveau droit de la concurrence

(Suite de la première page.)

La durée de ces mesures est au plus de six mois. Le Conseil de la concurrence peut, de son côté, intervenir de la même façon, lorsqu'il existe une impossibilité de régulation par le marché dans un secteur ou une profession (entraves légales ou monopoles).

La transparence du marché est de règle. La publicité des prix au détail reste obligatoire, et la valeur des primes ou cadeaux faits aux consommateurs ne doit pas dépasser 5 % du prix TTC du produit (au lieu de 10 %), et un décret précisera cette limite pour les objets de toute petite valeur. La remise d'échantillons, les escomptes et les remises en espèces restent autorisés.

### • Les rapports entre professionnels

Entre professionnels, c'est la clarté : les tarifs sont remis à qui en fait la demande, la facture est obligatoire et précise tous les rabais, ristournes et remises. La définition des pratiques anticoncurrentielles (qui sont interdites, c'est la base même du fonctionnement du marché) a donné lieu à beaucoup de tergiversations, les intérêts des industriels et des distributeurs, grands ou petits, étant souvent contradictoires. C'est

ainsi que conventions, actions concertées, ententes expresses ou tacites sont prohibées, tout comme le refus de vente (sans que ce mot soit prononcé), mais... le ministre garde la possibilité d'autoriser, après avis en forme du Conseil de la concurrence, certaines pratiques, comme par exemple la distribution sélective (ce qui permettrait à un parfumeur d'empêcher la vente de ses produits de luxe dans les grandes surfaces). L'abus de position dominante ou l'exploitation de dépendance économique (la faiblesse du partenaire), les ventes liées, sont interdites, ainsi que les pratiques discriminatoires : on ne pourra plus, par exemple, rompre des relations commerciales établies pour le seul motif que le partenaire refuse de se soumettre à des conditions commerciales injustifiées (et cela vise les parties de bras de fer entre industriels et supercentrales).

La vente à perte (c'est la pomme de discorde entre le grand et le petit commerce, mais aussi entre les magasins de grande surface) est interdite et le seul prix en compte est celui du prix d'achat réel, figurant sur la facture. En cas de contesta-

tion, le commerçant mis en cause pourrait apporter la preuve d'autres éléments de son prix de revient. Le texte devrait définir aussi le « droit d'alignement » : lorsqu'un concurrent immédiat pratique un prix inférieur sur un produit, le commerçant aura le droit d'aligner ses prix sur celui de son concurrent, mais il devrait en prévenir l'administration, qui vérifiera si le concurrent a ou non pratiqué une vente à perte. Mais cela reste à trancher.

### • Fusions et rapprochements

Dans un autre registre, celui des fusions et rapprochements entreprises, le Conseil de la concurrence n'a à connaître que des concentrations importantes, celles qui entraînent 25 % du marché d'un produit ou d'un service (c'est la loi de 1985) et permettant un chiffre d'affaires de plus de 7 milliards de francs. Les entreprises concernées peuvent informer le ministre chargé de l'économie et le Conseil de la concurrence mais n'y sont pas tenues toutefois, le ministre et le conseil peuvent d'eux-mêmes se saisir d'un dossier. Ils ont peu de temps pour intervenir, mais le ministre peut, si cette concentra-

tion porte atteinte à la concurrence ou renforce une position dominante sans apport au progrès économique, rétablir la situation antérieure ou modifier l'opération, ou prendre toute mesure propre à assurer ou à rétablir une concurrence suffisante.

### • Composition et rôle du Conseil de la concurrence

Chargé d'une triple mission (contrôle des pratiques anticoncurrentielles, surveillance des concentrations, consultation sur les textes législatifs et réglementaires en préparation), le nouveau Conseil de la concurrence prend des décisions et publie un rapport annuel. Il est composé de seize membres (un président et deux vice-présidents venus du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation ou de la Cour des comptes, quatre magistrats, quatre personnalités qualifiées cooptées par les précédents, et cinq professionnels). Les membres sont nommés pour six ans et renouvelables. Il comporte également un rapporteur général et des rapporteurs permanents. Autre changement important par rapport à l'actuelle Commission de la concurrence : la saisine est large et non plus administrative. Le Conseil peut se saisir lui-même d'un dossier, mais le ministre chargé de l'économie, les entreprises, les collectivités territoriales, les autorités administratives indépendantes, les organisations professionnelles, syndicales, les associations de consommateurs, les chambres consulaires peuvent aussi saisir le Conseil.

### • Droit de veto en question

Les procédures d'investigation sont décrites par le menu, avec l'évident souci de protéger les droits de la défense, la cour d'appel de Paris jouant le rôle de recours. Il existe de plus une procédure simplifiée et une procédure d'urgence. La dépen-

sité des infractions est large, mais les sanctions pécuniaires (assorties ou non d'infractions) de la Commission de la concurrence peuvent être lourdes (5 % du montant du chiffre d'affaires annuel, ou 5 millions de francs si le contrevenant n'est pas une entreprise). Dans certains cas graves, le dossier peut être transmis au procureur de la République.

Enfin, le ministre chargé de l'économie disposera-t-il d'un droit de veto pour s'opposer aux décisions du Conseil ? Il serait très restrictif, ne pouvant s'exercer que pour des motifs très graves, relevant d'un intérêt supérieur essentiel du point de vue général de l'économie. C'est M. Balladur qui décidera.

Les professionnels ont en grande partie satisfaction mais pas complètement cependant. Leur rêve inavoué et inavouable aurait été une liberté totale, sans éventualité de retour à une taxation des prix. Il ne pouvait en

être question, les comportements depuis quarante ans portant les acteurs à se couvrir par des hausses anticipées : la carotte sans le bâton était inconcevable. Quant à la transparence des marchés, il ne faut pas se faire d'illusion : le poids des habitudes est grand, là aussi. La doctrine de l'effet de la concurrence sur les prix est loin de faire l'unanimité, et M. Alain Cottat, professeur de sciences économiques, bien connu des professionnels, a pu écrire : « Le maintien d'une concurrence favorable aux consommateurs implique absolument l'absence de transparence ».

L'année 1987 - puisque ces textes, ordonnances et décrets, seront applicables le 1<sup>er</sup> janvier prochain - permettra à M. Balladur d'affiner sa pensée sur la doctrine et sur ses effets.

JOSÉE DOYÈRE.

### SELON L'INSEE

## L'année 1986 s'achèvera sur « une note assez optimiste »

Dans leur « point conjoncturel », publié le 4 novembre, les experts de l'INSEE estiment que l'année 1986 devrait s'achever sur « une note assez optimiste ». L'année écoulée confirme cependant les difficultés persistantes de l'appareil productif français à répondre aux reprises de la demande tant intérieure qu'extérieure.

Une activité en légère reprise, un commerce extérieur en amélioration, l'investissement des entreprises plus soutenu, l'emploi stabilisé : au cours du quatrième trimestre de cette année, les principaux indicateurs de l'économie française devraient être notés favorablement, d'après les prévisions de l'INSEE rendues publiques mardi 4 novembre. La légère reprise de l'activité devrait ainsi permettre

d'atteindre, pour l'ensemble de l'année 1986, une croissance du produit intérieur brut de 2,3 %.

Les moteurs de la croissance seront cependant différents, au quatrième trimestre, de ceux qui l'avaient alimentée au cours des trois premiers trimestres. Au début de l'année, la forte progression de la consommation totale des ménages avait joué un rôle essentiel. Celui-ci sera moindre d'ici à la fin de 1986. La consommation des ménages continuera à croître, mais à un rythme plus modéré (+ 0,8 % au quatrième trimestre).

Puis, au départ de ce bon début de la consommation, les entreprises françaises avaient été amenées à puiser dans leurs stocks pour satisfaire la demande. Elles ont reconstitué ces stocks, ce qui explique à la fois le maintien d'une activité soutenue et d'un niveau d'importations élevé.

An quatrième trimestre, la croissance devrait être davantage soutenue par l'investissement des entreprises. Dans l'industrie en particulier, après la stabilisation du troisième trimestre, l'INSEE prévoit une nouvelle reprise en fin d'année. Sur l'ensemble de 1986, l'investissement des entreprises aura ainsi progressé de 3 % en volume, en accélération sensible par rapport à l'année précédente. Mais contrairement à 1985, l'investissement aura été plus dynamique en 1986 dans les services et les commerces que dans l'industrie.

### Les exportations ramassées

Les exportations seront, d'après l'INSEE, l'autre moteur de la croissance au cours du dernier trimestre de 1986. « Déjà bien amorcée au troisième trimestre, la réanimation des exportations devrait se prolonger sur la fin de l'année », notent les auteurs de ce « point conjoncturel ». Sur l'ensemble de 1986, la demande étrangère adressée à la France s'annonce en définitive augmentée que de 2 % environ (l'INSEE avait prévu 4 % dans sa note de conjoncture de juillet dernier), les exportations françaises de 1 %.

Cette progression des exportations en fin d'année devrait permettre une amélioration de la balance commerciale. L'INSEE ne prévoit plus, cependant, pour l'ensemble de 1986 qu'un excédent de 5 milliards de francs. L'augmentation du prix du pétrole brut devrait, en effet, se traduire par un alourdissement de la facture énergétique de 1 milliard de francs par mois sur le dernier trimestre.

### Stabilité de l'emploi

Le tableau conjoncturel de l'INSEE présente deux autres aspects positifs, sur les prix et le chômage. Sur le front des prix, l'objectif du gouvernement (2,3 %) devrait être approché. Les effets baissiers du prix du pétrole et du dollar ayant été supérieurs à ceux qu'ils avaient initialement prévus, les experts de l'INSEE attendent pour 1986 une hausse des prix de 2,4 %, en glissement annuel. Quant à l'emploi, il devrait être stabilisé : « D'ici à la fin de l'année, notent les conjoncturistes de l'INSEE, la baisse du chômage des jeunes, liée aux mesures spécifiques prises à leur endroit, pourrait compenser la poursuite de l'accroissement du chômage des adultes ».

Malgré l'analyse conjoncturelle de l'INSEE fait à nouveau ressortir d'une manière étonnante l'une des faiblesses de l'économie française : l'incapacité de l'appareil productif à répondre aux augmentations de la demande tant intérieure qu'extérieure. La forte progression de la consommation en début d'année a surtout profité aux fabricants étrangers (sauf dans l'automobile), ce qui s'est traduit par d'importantes pertes de parts du marché national par les industriels français - comme en 1981-1982. Il en est de même vis-à-vis de la demande étrangère. En 1986, « nos pertes de parts de marché en volume à l'extérieur pourraient atteindre 1 % du chiffre comparable à ceux observés depuis deux ans... », estiment les auteurs de ce « point conjoncturel ».

ERIK IZRALEWICZ.

### REPÈRES

#### Construction

Hausse de 1,4 % aux Etats-Unis

Les dépenses de construction ont progressé de 1,4 % en septembre aux Etats-Unis, le plus fort accroissement mensuel depuis avril, annonce le département du commerce. En rythme annuel, ces dépenses ont atteint 385,7 milliards de dollars, après avoir enregistré une baisse de 1 % en août par rapport à juillet. Pour les neuf premiers mois de l'année, elles se situent à 6,8 % au-dessus de leur niveau de la période janvier-septembre 1985.

#### Croissance

Amélioration dans les pays industriels

La croissance pourrait se raffermir dans les pays industriels au

cours des mois à venir, si l'on en croit l'indice composite du Conference Board, organisme d'étude économique du monde des affaires américain.

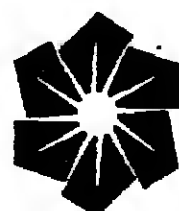
Selon cet indice basé sur une série d'indicateurs et censé indiquer les grandes orientations de la conjoncture à court terme, les sept principaux pays industrialisés sont orientés à la hausse avec un rythme annuel de 5 % de l'indice en juillet, contre 4 % en avril. Une moyenne qui recouvre des réalités différentes : une légère amélioration à un bon niveau pour la France avec un indice de 9 %, contre 8 % trois mois auparavant, une forte poussée pour le Japon à 8 %, contre 2 % en avril, mais une modeste progression pour la RFA (4 % contre 2 %) et les Etats-Unis (5 % contre 2 %).

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## NOUS COLLECTIONNONS LES RECORDS DANS LES DOMAINES DE L'ENERGIE ET DE LA COMMUNICATION.

Pour les Sociétés du Groupe CGE, battre des records est l'aboutissement logique de près d'un siècle d'innovation dans les domaines de l'énergie et de la Communication. ALCATEL détient le record mondial du nombre d'abonnés desservis par des centraux téléphoniques numériques en service. ALSTHOM construit le TGV, train le plus rapide du monde en service commercial. LES CABLES DE LYON ont installé la plus longue liaison de télécommunications

sous-marine mondiale entre Singapour et la France. CGEE ALSTHOM a réalisé l'automatisation du plus grand barrage hydroélectrique du monde. CERAVER est le premier fabricant mondial d'isolateurs pour lignes électriques. FRAMATOME est le premier constructeur mondial de chaudières nucléaires en service depuis 10 ans. SAFT est le premier fabricant mondial d'accumulateurs alcalins.



GRUPE  
**CIGIE**  
COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE

### SOCIOLOGIE :

## LA TELE VOUS MANIPULE

SCIENCE & VIE fait le point sur une étude menée pendant 15 ans par l'INSEE.

## SCIENCE & VIE



## Affaires

Les projets gouvernementaux de déréglementation des services de communication

## Ouvrir la concurrence dans les télécommunications, c'est la fermer dans l'informatique

nous déclare M. Jacques Stern, PDG de Bull

Faut-il, comme le prévoyait la plate-forme RPR-UDF, abandonner le monopole d'Etat sur les télécommunications, et comment ? Le débat, engagé en France depuis le 16 mars, porte concrètement sur l'ouverture à la concurrence privée, non du téléphone, service dit « de

base », mais des services avancés de communications entre ordinateurs appelés « services à valeur ajoutée ».

M. Gérard Longuet, ministre délégué aux P et T, a donné son aval de principe à une telle « déréglementation ». La question reste posée

de savoir qui aura le droit d'entrer sur ce marché. Pour l'instant, le seul candidat sérieux est IBM, associé à Paris et Sans-Métra. Le ministre doit lui donner son « autorisation », aux environs du 15 novembre. Le PDG du groupe informatique français Bull, M. Jacques

Stern, a une position de principe très claire : les constructeurs informatiques ne devraient pas être autorisés à entrer en force dans ce secteur. Il faut en laisser la maîtrise d'œuvre aux utilisateurs et aux sociétés de services informatiques.

« Quel est l'enjeu de ces services à valeur ajoutée ?

— Enorme. Ce sont eux qui vont faciliter les milliards de transactions électroniques quotidiennes nécessaires dans notre monde de communication. Tous les systèmes d'information des entreprises, des administrations puis des citoyens vont s'articuler autour de ces réseaux avancés d'ordinateurs. L'enjeu est donc déterminant pour l'avenir de tous. Face à cela, la question posée est simple : comment faire pour qu'ils soient les meilleurs possibles ? Comment faire pour que chacun puisse conserver sa liberté de choix ?

— Vous estimez que c'est aux utilisateurs aidés par les sociétés de services informatiques de se regrouper et d'agir ?

— Oui. Ces services, on en parle beaucoup en ce moment, mais beaucoup existent déjà dans divers secteurs d'activité. Regardez les banques françaises. Elles se sont regroupées, en 1983, dans un organisme qui s'appelle le GSIT pour échanger entre elles des informations sur les opérations de compensation, de paiement par carte ban-

caire, des images de chèques. Cela représente plusieurs millions de transactions par jour. C'est une société de services et d'ingénierie informatique, la SESA, que les banques ont choisie pour en assurer la maîtrise d'œuvre, et deux constructeurs d'ordinateurs, dont Bull, ont été retenus pour sa réalisation. Les banques ont ainsi le choix entre deux fabricants concurrents.

— C'est un bon système. Mais il en existe beaucoup d'autres, comme le réseau Esterel qui relie les agences de voyages, les compagnies aériennes, la SNCF, des hôtels, etc., pour faire des réservations et acheter des billets. Tous ont une caractéristique commune : celle d'avoir été créés et d'être gérés par les professionnels concernés. Ils sont indépendants des constructeurs et conçus pour fournir des services définis, connus et contrôlés.

— IBM, avec ses alliés, propose pourtant un service « général » qui pourrait servir à plusieurs regroupements d'utilisateurs.

— A côté des services internes à une profession, il existe aussi des besoins de communication généraux communs à toutes les professions. C'est le cas des messageries électro-

niques ou des transferts de fichiers à l'intérieur d'une entreprise ou entre entreprises. Le marché de ces services « généraux » sera très important à terme, aussi est-il tentant pour un constructeur d'ordinateurs d'y investir. Mais il y a un danger, car ces réseaux peuvent être utilisés pour conforter la domination des constructeurs sur leurs utilisateurs.

## « Architecture » et « protocoles »

— Comment ?

— Pour faire dialoguer ses machines, chaque constructeur a développé ce qu'on appelle une « architecture » interne et des « protocoles » de conversation : DSA chez Bull, ou SNA chez IBM. La tentation est grande de convertir les protocoles des concurrents en les siens propres, et ainsi d'attirer les clients vers ses produits et ses services. Ces réseaux avancés peuvent donc servir comme moyen de captation des marchés. C'est-à-dire qu'il faudrait ouvrir la concurrence sur les télécommunications, on fermerait la concurrence dans l'informatique. Le résultat serait une catastrophe pour tout le monde.

— Que faire pour l'éviter ?

— De deux choses l'une : ou bien l'on réserve ces services aux sociétés indépendantes des constructeurs ou bien, si on ne le peut, on fixe des règles très strictes : définition de standards sur les contenus des documents échangés, création de filiales séparées, publication des prix, etc. Et avant tout, recourir aux normes internationales définies par les organismes dont c'est la tâche (ISO, CCITT, ECMA...). En tout état de cause, les « conversions de protocoles » devraient être interdites aux constructeurs.

— En somme, « pas de concurrence pour les ennemis de la concurrence », pour paraphraser Saint-Just ?

— Je suis étonné de voir que dans la presse écrite on audiovisuelle de très nombreuses précautions sont prises pour éviter que ne se constituent des monopoles. Et pourtant, il n'y a pas dans ces secteurs un groupe mondialement dominant comme IBM l'est en informatique. Les réseaux d'ordinateurs méritent encore beaucoup plus d'attention que ceux de l'audiovisuel.

— Un Français pourra toujours choisir son journal, son programme de radio ou de TV, et on pourra toujours, sans difficulté, changer le bénéficiaire d'une concession. Dans l'informatique, rien ne sera réversible. Il faut bien comprendre que le développement des services de valeur ajoutée nécessitera de très lourds investissements de développement et d'organisation tant du côté des prestataires que des utilisateurs. Ces investissements créent une irréversibilité de fait et rendent tout à fait illusoire toute notion d'autorisation provisoire.

— Et pour Bull, quels projets avez-vous ?

— Nous serons toujours un partenaire, soit pour les sociétés de services, soit pour les professionnels. Pour les services généraux, Bull a entamé des discussions avec plusieurs sociétés internationales spécialisées dans les services pour envisager des coopérations. C'est ainsi que des discussions sérieuses sont toujours en cours avec General Electric, mais également avec d'autres sociétés.

— Quel doit être, selon vous, le rôle du propriétaire des réseaux, à savoir, en France, de la direction générale des télécommunications (DGT) ?

— Ses efforts doivent se concentrer pour développer des infrastructures de télécommunication compétitives, de très haute qualité, adaptées aux besoins nouveaux de l'informatique avec une variété de produits de base performants afin de répondre aux diverses situations de nos clients. Le réseau Transpac, qui est infiniment supérieur — et de très loin — à tous ses concurrents américains par la quantité de données transportées, la qualité du service, les tarifs, a ainsi permis un développement considérable du télétraitement en France.

— D'autres réseaux adaptés à différents types de trafic sont également nécessaires ou utiles comme ceux utilisant les satellites Tifocom. Le vidéotex en est une excellente illustration. En fournissant une infrastructure de communication et de facturation, la DGT a permis une éclosion de nouvelles entreprises se développant sur un marché concurrentiel et proposant des services nouveaux. Dans l'avenir, la DGT aura à investir considérablement pour la mise en place d'un réseau numérique à intégration de services.

— Il faut donc préserver le monopole au-delà du téléphone ?

— Je suis persuadé qu'une déréglementation des services de base fournis par la DGT, comme ceux que je viens de citer, conduira

immédiatement à une baisse de qualité des télécommunications, à une augmentation significative des coûts pour les particuliers et les PME/PMI, et à un ralentissement brutal des investissements pour les services nouveaux.

— Mais une coordination et une étroite concertation sur les nouvelles réglementations entre tous les pays européens s'imposent. Il est indispensable que les entreprises européennes puissent échanger des informations et des données sur des réseaux cohérents, disposent des mêmes services et que la réglementation qui s'applique dans ce domaine soit la même partout. Faute d'une cohérence assurée par les administrations des postes et télécommunications européennes, les entreprises s'adresseront à des exploitants de réseaux ou même à des constructeurs qui sauront, eux, proposer des services homogènes à tous leurs clients avec les mêmes conditions de raccordement, de qualité de service et de tarifs.

## « Mieux vaut réfléchir »

— L'Europe des télécommunications est loin d'être faite. Alors comment faire entre-temps ?

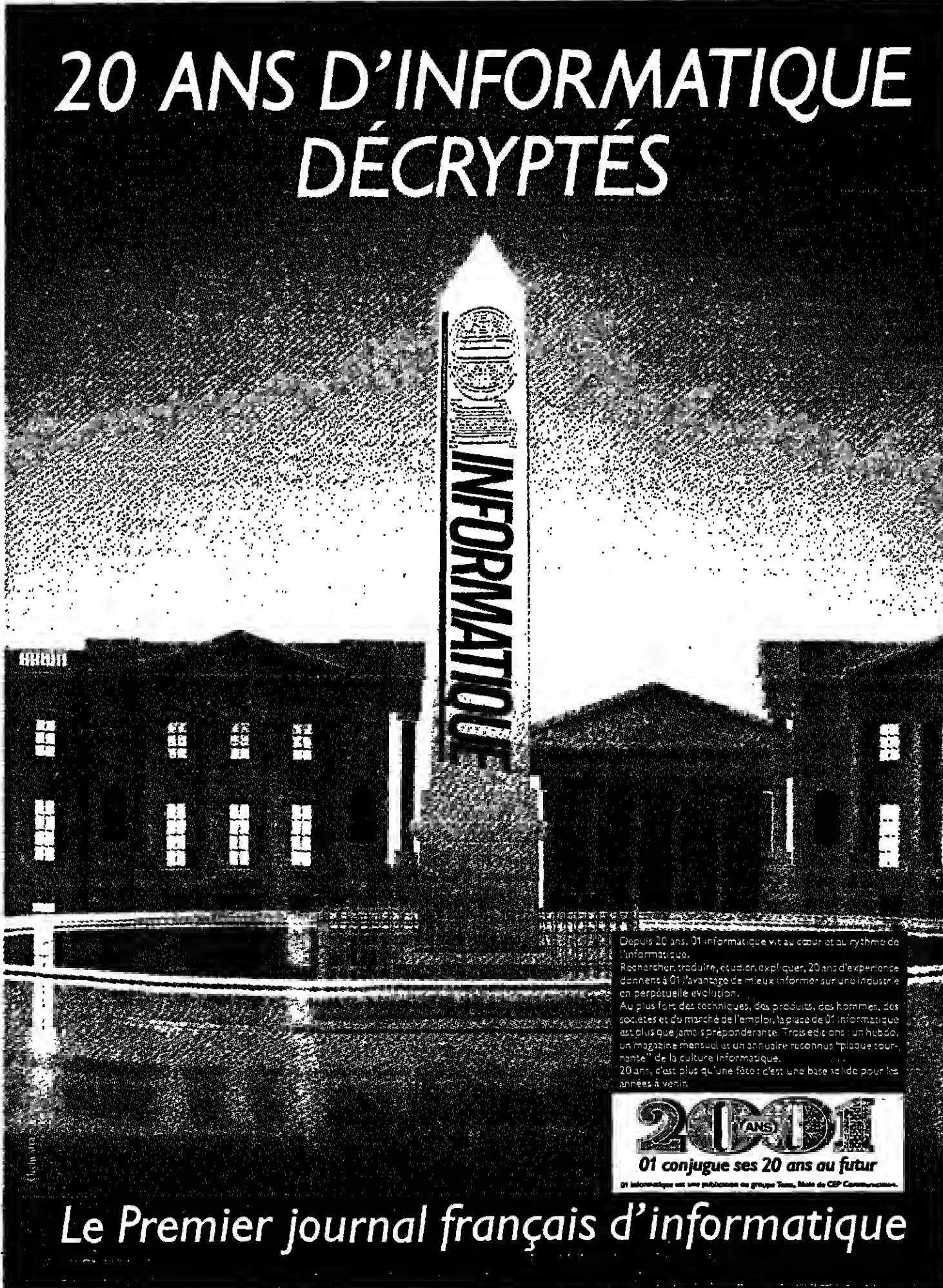
— Mais nous avons le temps ! Des services se créent pour ceux qui en ont besoin maintenant, comme je vous l'ai montré. La question est posée en France par un grand constructeur américain. Il faut rappeler qu'au Japon ce constructeur a dû se contenter d'une participation de 20 % dans un réseau contrôlé par NTT, et qu'en Grande-Bretagne M<sup>rs</sup> Thatcher, en raison du risque de monopole, se contre son projet avec British Telecom.

— Actuellement, en Grande-Bretagne, de nouvelles conditions d'autorisation des opérateurs des réseaux avancés sont en cours de discussion. Il est d'ores et déjà admis que ces opérateurs se verront imposer des standards internationaux. Aux Etats-Unis, la dérégulation y est toute relative : les compagnies régionales — issues d'ATT — ont, en fait, un monopole plus fort que celui de la DGT. Ces compagnies sont au point de passage obligé pour les prestataires de services à valeur ajoutée. Dans les autres pays importants, comme l'Allemagne, il n'est pas question de dérégulation.

— Rien en France, ne justifie donc l'urgence d'une décision. Le risque est grand. Mieux vaut réfléchir et définir les règles qui s'appliqueront à tous, et, pour longtemps, sur ces marchés.

Propos recueillis par ERIC LE BOUCHER.

# 20 ANS D'INFORMATIQUE DÉCRYPTÉS



Depuis 20 ans, 01 informatique vit au cœur et au rythme de l'informatique. Reconstruite, traduite, étendue, expliquée, 20 ans d'expérience donnent à 01 informatique le mieux informé sur une industrie en perpétuelle évolution.

Au plus fort des techniques, des produits, des hommes, des sociétés et du marché de l'emploi, la place de 01 informatique est plus que jamais prépondérante. Trois décennies, un hebdo, un magazine mensuel, un annuaire, des rubriques, des journaux, 20 ans, plus qu'une fête, c'est une base solide pour les années à venir.

**20 ANS**  
01 conjugue ses 20 ans au futur  
01 informatique est une publication du groupe Témis, filiale du CIP Communication.

## Le Premier journal français d'informatique

**SCIENCE & TECHNIQUE**

**SVM**

NOVEMBRE 86

Logiciel professionnel : **FRAMEWORK** : à la fois traitement de texte, tableur, gestionnaire de fichier et module graphique. Le tout pour 990 F !

Au banc d'essai dans SVM.

## Je fais mes courses d'un coup de baguette

**TeleMarket**

Faites vos courses de votre fauteuil.

Le Monde sur Minitel  
36.15 tapez : LEMONDE



LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

مكتبة الأمل



## Affaires

Premier groupe d'information économique

### CEP-Communication entre en Bourse

*« Je crois à la permanence de l'écrit et au relatif - faible coût - que représente ce média. Mais il ne doit s'entendre que comme un instrument de diffusion de communication. »* A l'heure où tout le monde ne jure que par l'audio-visuel, cette déclaration a quelque chose de réconfortant. Elle est faite par la bouche de M. Christian Bregon, président de l'Union nouvelle et PDG de CEP-Communication, une société qui fait son entrée en Bourse le 4 novembre. Derrière cette nouvelle raison sociale, qui se substitue à l'ancienne Compagnie européenne de publication, figure le premier groupe français d'information économique et, accessoirement, d'Europe continentale.

Il n'a pas fallu plus d'une dizaine d'années à cet ancien directeur financier du groupe Havas pour réaliser progressivement, autour de trois publications (*l'Union nouvelle*, *le Monde des travaux publics* et *le Nouvel Economiste*) dont Hachette possède à présent 55 % du capital, un petit empire de presse qui englobe aujourd'hui une soixantaine de titres et 26 millions d'exemplaires vendus. On trouve de tout à la CEP, des revues d'électronique, de transports, de bâtiment, d'hôtellerie et de tourisme, des publications traitant de l'actualité juridique, de l'action municipale, de l'industrie pétrolière ou des métaux ; quand il ne s'agit pas de la distribution (USA) ou de l'imprimerie et du papier-carton. Sans parler de *Telecom Magazine*, qui verra le jour en janvier prochain après quelques changements provoqués dans la presse informatique par le rapprochement avec les éditions Les (O) Informatique.

Parallèlement à cette politique visant à « grossir » par voie externe, dès 1975, la CEP a axé son développement sur l'« édition de référence » à caractère éditorial, culturel ou pratique. Il s'agit, bien sûr, du groupe Larousse-Nathan, deuxième éditeur français, né de la prise de contrôle, en 1980, de la Librairie Nathan, puis de la Librairie Larousse, fin 1983.

Issu du rapprochement opéré en 1984 entre deux grandes maisons d'édition, le groupe Larousse-Nathan affiche un chiffre d'affaires annuel de 1,8 milliard de francs environ (contre 1,2 milliard pour la partie publications professionnelles). Filiale à 51 % de CEP-Communication, ce groupe, qui édite chaque année 33 millions de livres et dictionnaires, 5 millions de fascicules divers et 8 millions de jeux, emploie 1 600 collaborateurs en France et près de 200 à l'étranger. La CEP pour l'information économique emploie, elle, 1 500 personnes dont plus de 300 journalistes.

#### Le redressement de Larousse

Pour l'heure, le redressement de Larousse n'est pas terminé. « La situation financière s'est améliorée, mais elle ne paraît pas prête à se stabiliser », concède M. Bregon. Quant à la Librairie Nathan, elle va se doter, d'ici à la fin de l'année, d'un nouveau président en la personne d'un inspecteur des finances, M. Bertrand Ewano, jusqu'ici directeur général adjoint des éditions André, et qui succédera à M. Jean-Jacques Nathan.

En 1986, le groupe Larousse-Nathan (qui « pourrait être introduit en Bourse en 1987-1988 ») aura réalisé 90 millions de francs de profits, courants avant impôts. Le groupe CEP-Communication, lui, devrait atteindre un chiffre consolidé de 225 millions de francs (dont 85 millions pour la part du groupe) provenant de la première (115 millions), de l'édition (95 millions) et d'activités diverses (salons, 15 millions), estime la charge d'agents de change Ferri-Germe à qui a été confiée l'introduction en Bourse. Conduite par la Banque Indosuez et par la CCF, cette opération, qui doit permettre au groupe de financer son développement international, s'effectuera sur le second marché de la Bourse de Paris au cours de 750 F par action et sous forme d'offre publique de vente.

Celle-ci portera sur environ 10 % du capital de CEP-Communication, dont les actionnaires sont, outre les cadres, et quelques personnes physiques (12,5 %), le groupe Havas (38,5 %), la CLT et Ouest-France (14 %) et divers investisseurs institutionnels.

Au-delà de ces détails financiers, cette répartition dans le public des actions d'un important groupe d'édition et de presse conforte la thèse selon laquelle le « culturel » est devenu une valeur, dans la double acception du terme, qui mérite d'être cotée en Bourse. On rappellera au passage qu'aux côtés des deux grands pères de la profession, Hachette et Presses de la Cité, une demi-douzaine d'éditeurs (Belfond, Grand Livre du mois, Agnès, Publications Denis-Jacob et Filipacchi) ont fait leur entrée à la cote au cours des deux dernières années. Et l'on dit même que certaines maisons prestigieuses acceptent à présent de parler de la Bourse sans prendre nécessairement un air pincé.

JOSYANE SAYVIGNEAU  
et SERGE MARTIN

## Energie

L'achat par la France de gaz norvégien

### Paris a jusqu'au 15 novembre pour donner sa réponse

OSLO  
de notre envoyée spéciale

Le gouvernement français a jusqu'au 15 novembre pour donner ou refuser son feu vert au contrat de livraison de gaz naturel norvégien, a déclaré le ministre de l'énergie de la Norvège, lundi 3 novembre, au cours d'un entretien avec un petit groupe de journalistes français. L'abrogation de ce contrat, d'une valeur globale d'environ 500 milliards de francs, qui prévoit la fourniture à partir de 1993 et jusqu'en 2020 de 20 milliards de mètres cubes de gaz par an à quatre pays européens, dont 8 milliards de mètres cubes pour la France (40 % du total), divise depuis plusieurs mois les deux pays.

Le gouvernement français devait approuver le 15 octobre l'accord signé en juin par Gaz de France. Mais, inquiet de la dégradation de la balance commerciale entre les deux pays (déjà déficitaire de 8,6 milliards de francs en 1987), il a repoussé sa décision à une date indéterminée et réclame des contreparties. Le ministre norvégien, qui reve-

nait d'une visite à Paris, a recommandé les négociations « ont l'air d'être totalement bloquées ». « Nous sommes ouverts aux discussions », a déclaré M. Arne Oeien ; nous pouvons resserrer les liens commerciaux et culturels entre les deux pays. Nous avons signalé quelques secteurs où nous pouvons faire quelque chose, mais nous ne ferons rien pour donner à la France une position préférentielle par rapport aux autres pays. Et nous ne ferons pas d'accord de compensation. »

Les trois autres pays qui reçoivent de gaz norvégien (RFA, Belgique et Pays-Bas) ont, en effet, fait savoir que « si un autre acheteur obtenait un avantage, ils réclameraient la même chose », a expliqué le ministre. Les Pays-Bas, a-t-il ajouté, ont même été plus loin en exigeant par lettre, avant d'approuver le contrat, que la Norvège leur donne l'assurance qu'aucune position privilégiée ne serait accordée à un autre partenaire.

C'est le raison pour lequel la Norvège ne peut garantir à la France que ce contrat n'aura pas d'impact négatif sur sa balance commerciale : « Si nous donnons cette garantie, les autres pays l'exigeraient aussi, et notre commerce extérieur serait alors totalement lié. »

#### Calmer le jeu

Tout en manifestant sa volonté de calmer le jeu - « Il ne faut rien dramatiser », a-t-il déclaré - M. Oeien a expliqué que la Norvège était tenue, elle, de prendre une décision avant la fin de l'année afin de respecter les engagements pris vis-à-vis des autres partenaires du contrat. Compte tenu des délais exigés par le Parlement norvégien, à qui le projet final doit être soumis, le gouvernement doit donc formuler une réponse précise avant le 15 novembre. Les autorités norvégiennes comptent, en cas de refus français, poursuivre leur projet à une échelle réduite : 12 ou 14 milliards de mètres cubes par an au lieu de 20 milliards de mètres cubes. Les possibilités de compenser

la défection française par de nouvelles livraisons aux trois autres clients (RFA, Belgique, Pays-Bas) ou à d'autres pays européens actuellement en négociation avec Oslo, sont, en effet, faibles : 2 milliards de mètres cubes au mieux, dans l'immédiat. Les investissements devront donc être fortement réduits pour que le projet reste économiquement viable.

Pour l'heure, le gouvernement attend la réponse des compagnies consultées sur ce dernier point. « Nous pensons pouvoir développer le champ de toute façon. Il nous manque l'accord commercial des compagnies, mais nous pensons l'avoir avant le 15 novembre », a dit M. Oeien, précisant toutefois que la valeur économique de ce projet serait bien supérieure si la France en restait partenaire. »

Dans le domaine pétrolier, M. Arne Oeien, a par ailleurs, précisé que le gouvernement consultait le Parlement norvégien avant de décider s'il continuerait à soutenir l'OEPEP l'an prochain. Oslo a, en effet, réduit ses exportations de 10 % en novembre et en décembre afin de soutenir les efforts de l'OEPEP pour assainir le marché pétrolier. « Les nouvelles mesures dépendront de l'OEPEP et du marché, a assuré le ministre. L'après que l'organisation parviendra à s'entendre sur des bases plus durables qui pousseront les prix à un niveau raisonnable. 15 dollars par baril ou plus. Pour nous, c'est un prix minimum. »

VÉRONIQUE MAURIS.

**INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE**  
CERTIFICATS ACCEPTÉS ET RECONNUS MONDIALEMENT  
ANTWERP NEW YORK  
COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR  
Pour tous renseignements :  
Schepstraat 1/7 - 2018 Antwerpen  
Tél. 03/252.07.50 Belgique

## Social

Les procédures de licenciement

### Trois syndicats signent un accord dans les travaux publics

La majorité des syndicats ont finalement signé, le lundi 3 novembre, l'accord sur les procédures de licenciement dans les travaux publics : la CGT a confirmé le refus qu'elle avait exprimé en quittant la dernière réunion le 30 octobre, la CGC, la CFDT et FO ont ratifié le texte mis au point avec la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), la CFCT n'ayant pas encore pu se décider.

La CGC, la première, s'était montrée disposée à signer dès la fin de la négociation, parce qu'elle avait notamment obtenu un délai de notification des licenciements pour les cadres, une amélioration des indemnités pour les cadres licenciés de plus de quinze ans et la mise en place d'un répertoire des offres et des demandes d'emploi.

De façon générale, deux arguments ont décidé les syndicats. D'une part, l'établissement d'une protection pour les salariés licenciés au fin de chantier - « cas fréquents dans la profession, qui bénéficieraient d'une priorité de réembauche et des dispositions du plus social (allocations du Fonds national de l'emploi, contrats de conversion et aides à la réinsertion) ; d'autre part, le fait que ces dispositions s'appliquent même aux licenciements de un à cinq salariés (le seul des licenciements avec procédure simplifiée étant ramené à six salariés, contre dix dans l'accord interprofessionnel). « Le verrou du nombre a sauté », disait un syndicaliste.

S'y sont ajoutés, pour FO, le relèvement des indemnités de licenciement et, pour la CFDT, l'allongement des délais prévus pour la consultation des représentants du personnel. Ces concessions patronales ont amené les syndicats à passer sur le délai de notification des licenciements de six à trente salariés, plus court que dans l'accord interprofessionnel (quinze jours au lieu de trente).

D'autre part, le volet « formation » de l'accord a été unanimement jugé intéressant. Il permet notamment la mise en place de stages de qualification d'un à deux ans, devant déboucher normalement sur une embauche, avec une meilleure rémunération et les avantages de la convention collective pour les stagiaires.

Reste que les concessions faites par les syndicats, en particulier par FO, ont été dictées par « la réalité dans une situation difficile » et par le souci de « limiter la casse ». A cet égard, l'article 23 du texte, qui prévoit une renégociation de l'accord si les dispositions de la future loi sur le droit de licenciement s'en écartaient trop, comporte une menace. C'est ce qui a empêché la CFCT de signer.

• **Thomson-CSF** : suraffectés dans l'électronique de défense. — La direction de Thomson-CSF a, lundi 3 novembre, le comité central d'entreprise que les prévisions d'activités d'ici à la fin de 1987 dont elle dispose actuellement font apparaître un suraffecté de 900 à 1 000 personnes dans l'ex-branche « équipements et systèmes » (électronique de défense, 41 000 salariés). Ce chiffre inclut des suppressions d'emplois déjà annoncées il y a quelques semaines dans la division « télécommunications » (112 à Gennevilliers et 150 à Chalon).

GUY HERZLICH.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## NOUS AMÉLIORONS NOTRE RENTABILITÉ.

#### Résultats du premier semestre 1986

Avec un bénéfice net consolidé de 957 millions de francs, le Groupe CIE a enregistré au premier semestre 1986 une nouvelle amélioration de sa rentabilité confirmant les progrès réalisés au cours des exercices précédents (+ 79 % entre 1983 et 1985).

Compte de résultat consolidé en MF	année 1985	1 <sup>er</sup> semestre 1986
chiffre d'affaires hors taxes	71 942	35 370
résultat d'exploitation	1 853	1 481
résultat net hors plus et moins valeurs à long terme	1 011	643
dont : - part du Groupe	944	450
- part tiers	367	194
résultat net	1 185	957
dont : - part du Groupe	761	762
- part tiers	424	195

\* compte de résultat consolidé semestriel publié pour la première fois en 1986 et incluant la société FRAMATOME retenue par intégration proportionnelle.

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes des 6 premiers mois de l'exercice 1986 s'élève à 35,4 milliards de francs. A structures comparables, ce montant marque une légère progression par rapport à la période correspondante de 1985. Le bénéfice consolidé des 6 premiers mois 1986 s'élève à

957 millions de francs, dont 762 millions de francs pour la part CIE et 195 millions pour la part tiers. Hors plus et moins valeurs à long terme, il atteint 643 millions de francs. Ce montant est sensiblement supérieur à la moitié du résultat consolidé de 1985, qui s'élevait à 1 011 millions de francs et représente 1,7 % du chiffre d'affaires consolidé, contre 1,4 % pour l'exercice 1985 et 1,1 % pour l'exercice 1984.

Comme l'essentiel des plus ou moins valeurs sur cession d'actifs de l'exercice aura été dégagé au cours du premier semestre, le résultat net total de l'ensemble de l'exercice 1986 ne saurait être extrapolé à partir du montant correspondant des six premiers mois ; mais il devrait connaître une sensible amélioration par rapport à celui de 1985.

#### Faits majeurs du premier semestre 1986

Le 1<sup>er</sup> semestre de 1986 a été marqué, pour le Groupe CIE, par la négociation de l'accord avec l'ITT prévoyant le regroupement de l'ensemble des activités de télécommunications et de communication d'entreprise d'ITT et d'ALCATEL dans une nouvelle société de caractère européen. Le nouvel ensemble, dont la CIE assurera la gestion, deviendra la 2<sup>e</sup> entreprise mondiale dans son domaine, avec un chiffre d'affaires d'environ 10 milliards de dollars.

En outre, plusieurs acquisitions importantes sont intervenues au cours du 1<sup>er</sup> semestre :

- prise d'une participation de 40 % dans FRAMATOME, acquisition par ALSTHOM des activités Haute et Moyenne Tension du Groupe suisse SPRECHER & SCHULZ, désormais regroupées dans la société SPRECHER-ENERGIE, reprise des activités de la Cible de Charente par les Câbles de Lyon, associés à des partenaires belges.

Pour des informations plus détaillées, adressez votre carte de visite à CIE Direction de la Communication, 54-56, rue La Boétie - 75008 Paris.



GRUPPO  
**CIE**  
COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

### Concentration dans la chimie internationale

#### L'allemand Hoechst lance une OPA sur l'américain Celanese

Coup de tonnerre dans l'industrie chimique américaine. Sans crier gare, le géant ouest-allemand Hoechst, numéro deux mondial de la spécialité, vient de lancer une OPA (1,4 milliards de francs) sur Celanese Corp., seizième chimiste aux États-Unis et quarante et unième à l'échelon international. En même temps, le conseil d'administration de Celanese a donné son plein accord à l'opération et recommandé l'offre faite par Hoechst de céder leurs titres au prix unitaire de 245 dollars. Cette double annonce a provoqué une hausse rapide (+ 10 %) de l'action Celanese à Wall Street.

Si l'OPA réussit - sans rebondissement le succès paraît garanti - la firme de Francfort redeviendra numéro un mondial de la chimie avec un chiffre d'affaires voisin de 158 milliards de francs.

Cette offre publique est la plus importante jamais lancée par un groupe européen sur une entreprise du Nouveau Monde. En Amérique, elle dépasse même les plus récentes opérations de ce type outre-Atlantique : rachat de Big Three par la française L'Air liquide (1 milliard de dollars), d'Inmont par l'allemand BASF (1 milliard de dollars), de Beatrice Chemicals par le britannique ICI (750 millions de dollars).

Le secret avait été bien gardé mais cette prise de contrôle n'a rien, à première vue, pour surprendre. Les deux entreprises se connaissent bien depuis vingt-cinq ans et avaient noué des accords de licences dans les fibres polymères, même des « joint ventures ».

• **RFA** : Veba entre dans le capital de Hapag Lloyd (transport maritime). — La holding ouest-allemande Veba (qui a des intérêts dans les secteurs de l'énergie et des transports), contrôlée à 25,7 % par l'État fédéral, va prendre une participation de 10 % à 25 % dans le capital du numéro un du transport maritime ouest-allemand, Hapag Lloyd, a indiqué le 3 novembre la direction de Hapag Lloyd. Les 120 millions de deutschemarks du capital sont actuellement répartis ainsi : 40 % à la Deutsche Bank, 40 % à la Dresdner Bank, 10 % à la holding municipale de Veba, le reste étant dispersé dans le public. Les deux grandes banques souhaitent ramener leur participation à 15 % chacune, a précisé M. von Hooven, président du conseil de surveillance de la société maritime. — (AFP.)

En outre, depuis cinq ans la filiale américaine, de Hoechst aux États-Unis, American Hoechst (11,3 milliards de francs de chiffre d'affaires dans les produits chimiques, la pharmacie, les fibres synthétiques, les arts graphiques) avait connu des fortunes diverses marquées, pour quelques-unes de ses divisions, par quelques succès retentissants. Le groupe de Francfort s'était employé à la restructurer. En 1985, il avait revendu à Huntsman Chemicals tous les plastiques de grande consommation, en grande partie responsables de l'hémorragie. Il était temps : le bénéfice d'American Hoechst avait fondu comme neige au soleil (5,7 millions de dollars contre 53 millions en 1984).

Hoechst devait impérativement se redresser pour lutter plus efficacement contre ses grands rivaux, BASF et Bayer, qui, bien avant lui, avaient renforcé leurs positions aux États-Unis. L'occasion a fait le larron avec la baisse rapide du dollar vis-à-vis du deutschemark (environ 30 % en l'espace d'un an).

Plus singulier dans l'affaire apparaît la sphère d'activité choisie par Hoechst pour effectuer ce redéploiement. Celanese est un spécialiste des « commodités » et fier de l'être, notamment le deuxième fabricant américain de fibres synthétiques polyester. Ce type de fabrication n'est plus très rentable et, en RFA notamment, Hoechst a largement désinvesti dans ce genre de secteur. Certes, le géant de Francfort est numéro trois mondial dans cette branche et, avec Celanese, atteindra la première place, mais ainsi se couronne à Du Pont de Nemours.

Hoechst s'est refusé pour l'instant à fournir la moindre indication sur les raisons de son choix. D'après ce que l'on peut en juger, l'opération aurait pour but de contrer la montée en puissance des producteurs de l'Asie du Sud-Est, la Corée du Sud et Taiwan en particulier. Il s'agirait donc, en premier lieu, d'une opération défensive menée dans la but de s'approprier les licences de fabrication de Celanese, qui possède les meilleurs procédés du monde. Mais la firme allemande a peut-être été séduite par l'idée de prendre pied dans la pétrochimie américaine avec la participation de 25 % détenue par Celanese dans IBN SINA, gros producteur local de méthanol (650 000 t/an). Reste que la commission antitrust américaine, va peut-être s'intéresser à cette fusion. A moins que, sûr de son affaire, Hoechst n'ait déjà emporté la décision.

ANDRÉ DESSOT.



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## C.F.A.O.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Chef actionnaire,

J'ai plaisir à venir vous informer de nos résultats du premier semestre 1986 :

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé à 7,1 milliards de francs, en progression de 6 % sur celui du premier semestre 1985, et le bénéfice consolidé s'est établi à 225 millions de francs, en avance de 9,8 % sur celui du 30 juin 1985.

Le profit net de la compagnie, société holding du groupe, publié à la suite du conseil d'administration du 10 septembre dernier, atteint 74,6 millions de francs pour la même période, en augmentation de 9,9 % sur celui des six premiers mois de 1985.

Ce sont là des résultats appréciables si l'on considère l'environnement économique tourmenté, la grande amplitude des variations monétaires, la faiblesse des cours du pétrole et de la plupart des matières premières. En revanche, la réduction des taux d'intérêt, l'étalement de la dette extérieure d'un montant important de pays en voie de développement dans lesquels nous opérons, la prise de conscience progressive d'une solidarité internationale plus effective constituent, à moyen terme, autant d'éléments favorables à nos activités.

En France, l'effet conjugué de la maîtrise de l'inflation et de la baisse des taux d'intérêt a créé une timide reprise

de la consommation des ménages dont commencent à bénéficier beaucoup de nos filiales. Nous devrions en sentir plus largement les résultats dans le courant de 1987.

En Afrique, la situation économique demeure toujours très contrastée. Certains États, où nos affaires occupent une bonne position : la Côte-d'Ivoire, le Togo, le Mali, le Burkina, la République centrafricaine, entre autres, bénéficient de bonnes récoltes et de revenus plus sables que ceux de leurs voisins qui dépendent trop largement du pétrole. Ces derniers : le Congo, le Gabon, le Cameroun et surtout le Nigeria, subissent durement la chute sensible de leurs revenus. Des mesures d'ajustement, tant au niveau des États qu'à celui des entreprises, sont mises en place pour faire face à cette situation défavorable qui devrait s'améliorer progressivement l'an prochain. C'est ainsi que le Nigeria vient de signer avec le Fonds monétaire international un accord financier dont les effets positifs devraient rétablir, à moyen terme, des équilibres économiques particulièrement intéressants pour notre groupe. La création, le 29 septembre 1986, d'un second marché des changes à Lagos concrétise un ajustement très important de la monnaie nationale, le naira, dont le cours aura géré une dépréciation de plus de 50 %

par rapport au taux officiel en vigueur avant cette date. En contrepartie, la Banque centrale, confortée par la perspective de la mise en place imminente d'un crédit de 4,3 milliards de dollars sur 3 ans, signé le 16 octobre 1986 avec la Banque mondiale, a déposé depuis le début de ce même mois des monnaies importantes de devises mis à la disposition des banques et des importateurs. On peut raisonnablement espérer que la réussite de ce plan, approuvé par les instances monétaires internationales, déboulera progressivement une situation figée depuis près de deux ans. Vous vous souviendrez qu'un cours de l'exercice 1985 votre Conseil avait décidé de constituer une provision de 50 millions de francs dans l'attente de cet ajustement monétaire prévisible. Ce montant sera utilisé conformément à son objet et viendra compenser dans les comptes du groupe de l'exercice en cours l'incidence du changement de parité du naira.

Les évolutions brutales qui prévalent depuis le début de 1986 rendent évidemment délicat l'énoncé de prévisions à court terme. Cependant, si le résultat de l'année en cours devrait atteindre le bon niveau prévu en début d'exercice.

Le groupe poursuit par ailleurs sa politique d'investissements diversifiés dans les secteurs économiques qu'il maîtrise bien, avec les prises de contrôle récentes de la Société Universale Express (SUEX) (courriers et colis express), de l'Industrie des Câbles (IC) (câbles), d'une concession automobile à Cayenne (Guyane), investissements qui font suite à d'autres ouvertures et acquisitions dans le domaine des supermarchés du Sud-Est (Sodim) et du Sud-Ouest (Cantelma) et à la reprise de la concession Peugeot à Valence (Sovac) par la C.I.C.A. D'autres créations et prises de participations majoritaires, portées d'avenir, sont susceptibles d'être conclues avant la fin de l'exercice en cours. Je ne manquerai pas de vous en informer dès leur réalisation effective.

L'intérêt de la Bourse pour votre action se maintient à un bon niveau, avec des cours oscillant depuis l'Assemblée du 18 juin 1986 entre 1 440 et 1 840 francs.

À la veille de l'Assemblée 1987, qui marquera le centenaire de votre compagnie, je vous remercie de votre fidélité et de votre confiance. Je peux vous assurer que, de son côté, l'ensemble du personnel du groupe continuera sans relâche à servir avec énergie et dévouement pour la pérennité et la prospérité de la C.F.A.O.

Je vous prie d'agréer, Chef actionnaire, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

PAUL PAOLI

## SOCIÉTÉ CENTRALE D'INVESTISSEMENTS

## BANQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DU MARAIS



Le conseil d'administration de la Société centrale d'investissements s'est réuni le 24 octobre 1986 sous la présidence de M. Jean-Marie Vernes.

Usant des pouvoirs reçus de l'assemblée générale ordinaire du 20 octobre 1986, il a décidé l'émission d'un emprunt obligataire de 133 993 000 F représenté par 133 993 obligations de 1 000 F, émises au pair, d'une durée de huit ans, remboursables en totalité à l'échéance et assorties d'un intérêt de 6,5 % l'an.

A chaque obligation sera attaché un bon d'échéance contre un bon de souscription à une action de la Banque Industrielle et Commerciale du Marais (BICM) au prix de 270 F du 1<sup>er</sup> janvier 1987 au 30 novembre 1988.

Les actionnaires de la Société centrale d'investissements bénéficieront d'un délai de priorité sur un tiers environ de l'émission. Ils pourront ainsi souscrire à une obligation pour 12 actions possédées du 3 novembre au 17 novembre 1986.

Le solde disponible des obligations sera offert au public du 18 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 1986.

Le conseil d'administration.

## EPARGNER POUR INVESTIR

## LE LION VOUS PROPOSE SES SICAV

**S**ituation au 30.09.1986

	Revenu liquidable de l'action (en F)	Actif net (en MF)	Performances en % comparées aux références	Sur 5 ans au 30.09.1986
<b>SIVAM</b> Une portefeuille équilibrée de valeurs françaises et étrangères	400,86	3.015,30	+ 23,4	+ 163,5
<b>SIVAFRANCE</b> Une sélection de valeurs françaises dynamiques	517,75	1.662,61	+ 34,8	+ 215,0
<b>SIVARENTE</b> Une sélection de valeurs françaises dynamiques	219,01	6.164,77	+ 19,9	+ 134,6
<b>SIVINTER</b> Une sélection de valeurs de rendement	395,80	692,46	+ 19,6	+ 123,9
<b>SICAV 5000</b> SICAV gérée par les sociétés SICAV 12.770 et 23.12.82	340,52	14.806,71	+ 34,8	+ 234,7
<b>GESTILION</b> Une capital gestion et bon rendement	60.156,47	7.915,21	+ 12,8	+ 83,5* (23.03.1986)
<b>LION-ASSOCIATIONS</b> Une sélection de valeurs françaises dynamiques	12.066,18	12.058,44	+ 12,3	+ 53,0* (22.03.1986)
<b>LIONPLUS</b> Une sélection de valeurs françaises dynamiques	74.371,32	5.316,66	+ 17,1	+ 51,2* (02.03.1986)
<b>OBULION</b> Une sélection de valeurs françaises dynamiques	1.136,40	393,39	+ 15,9	+ 30,2* (23.03.1986)
<b>LION INSTITUTIONNELS</b> Une sélection de valeurs françaises dynamiques	25.620,15	2.281,50	+ 18,6	+ 40,0* (27.03.1986)



CREDIT LYONNAIS

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

**La Bourse c'est ma vie**  
La Bourse sur Minitel.  
L'évolution de votre portefeuille personnel au jour le jour.  
**Le Monde sur Minitel**  
36.15 taping : LEMONDE  
LE MINTEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

## Économie Marchés financiers

## Le président de la RATP propose de conclure avec l'État un contrat plurianuel

M. Paul Reverdy, président de la RATP depuis quatre mois, a expliqué, le 3 novembre, quel était le programme qu'il comptait mettre en œuvre pendant la durée de son mandat. Il mettra l'accent sur la qualité des services, la vitesse des autobus (1), la propreté dans le métro, l'information du public, la sécurité des voyageurs.

À propos de ce dernier point, la RATP a enregistré une diminution de nombre des agressions de 30 % pour les neuf premiers mois de 1986 par rapport à la même période de 1985. Avec la présence de forces de l'ordre nombreuses dans le métro depuis la vague d'attentats de septembre dans la capitale, ce chiffre devrait encore baisser.

Le président de la RATP a fait part au gouvernement de son intention de conclure avec les pouvoirs publics (État, région Ile-de-France) un contrat de plan plurianuel qui, selon lui, ne devrait pas être inférieur à trois ans pour être efficace (cinq ans serait mieux). Ce plan concernerait les tarifs, les investissements, l'emploi, les gains de productivité. Parmi les hypothèses envisagées en matière de prix, la RATP a proposé une hausse de 30 % pour les neuf premiers mois de 1986 par rapport à la même période de 1985. Il faut savoir que, par rapport au Lillois, au Lyonnais ou au Marseillais, l'usager parisien de la RATP paye son billet deux fois moins cher.

M. Michel Rousselot, directeur général de la Régie, a indiqué, pour sa part, que l'objectif était d'atteindre le chiffre de 38 450 agents de la RATP à la fin de l'année au lieu de 38 850 aujourd'hui.

(1) Malgré l'existence de 115 kilomètres de conduits, la vitesse commerciale des bus ne parvient pas à dépasser 10 kilomètres/heure en moyenne.

● Air France s'associe à Air Guadeloupe et à Air Martinique. — Air France s'est associé à Air Martinique et à Air Guadeloupe pour exploiter en commun dans les Antilles trois avions de transport régional du type ATR-42, ont indiqué le 3 novembre les dirigeants de la compagnie nationale. Le premier de ces avions doit être livré à Air Guadeloupe prochainement. Air Martinique recevra le second appareil en juin 1987, le troisième allant à Air Guadeloupe en mars 1988. Ces ATR-42, qui sont fabriqués par Aérospatiale et Aeritalia (Italie), seront achetés par un pool financier constitué par le Crédit lyonnais, la Société générale et Air France. Grâce aux facilités fiscales accordées aux investissements dans les départements d'outre-mer, ces avions ne reviendront en fait à leurs acheteurs qu'à la moitié environ de leur prix de vente.

**Signature d'un plan d'incitation au recrutement d'éducateurs sportifs**

Les associations sportives qui embauchent des jeunes de moins de vingt-six ans pour des stages d'initiation à la vie professionnelle avant le 1<sup>er</sup> février 1987 bénéficieront d'une exonération totale de charges sociales, aux termes d'un accord conclu le lundi 3 novembre entre M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, et M. Christian Bergelin, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports. Pouvaient intéresser cent soixante mille associations sportives, ce « plan d'incitation au recrutement d'éducateurs et vacataires sportifs » pourrait concerner douze mille personnes.

Dix mille personnes pourraient être concernées par les stages d'initiation à la vie professionnelle. Si les associations proposent ensuite à ces jeunes des contrats à durée déterminée et à mi-temps, elles bénéficieront d'une exonération de 50 % sur les cotisations sociales patronales pendant un an, ainsi que d'une subvention de 15 516 F la première année et de 11 574 F la seconde, correspondant à une partie des salaires et charges sociales.

Les associations peuvent enfin recruter des jeunes de moins de vingt-six ans, titulaires d'un brevet d'État du premier degré comme « éducateurs sportifs » avec des contrats d'adaptation à durée indéterminée. Si elles embauchent avant le 1<sup>er</sup> février 1987, elles bénéficieront d'une exonération totale de charges sociales pour la première année et de la moitié pour la seconde.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde**  
ARTS ET SPECTACLES

## BOURSE DE PARIS

4 novembre

## Calme et résistants

Le calme le plus plat a continué de régner mardi sur la Bourse de Paris. Comme la veille, les cotations ont été expédiées sans pas de charge. Cependant, malgré la maîtrise des échanges sur les valeurs françaises (598 millions de francs lundi), celles-ci n'ont pas trop mal résisté. Si l'irrégularité a derechef été au rendez-vous, un nombre à peu près égal de hausses et de baisses ont été répertoriées. Dans la matinée, l'indice de cotation avait réussi à redevenir très légèrement positif (+0,32 %). À l'issue de la grande séance, il se mettait en retrait de quelques fractions (-0,15 %).

Le seul fait marquant de la journée a été la hausse d'Alcatel (+5,6 %), dont la cotation, suspendue vingt-quatre heures auparavant, fut initialement réservée en raison du déséquilibre entre l'offre et la demande. L'on sait en effet que l'accord CGE-ITT est étendu aux câbles téléphoniques et aux fibres optiques et que, dans ce cadre, Alcatel apportera au nouvel ensemble ses activités dans ce domaine.

Autour de la corbeille, les professionnels s'ennuyaient ferme et repoussaient l'ouverture des opérations étrangères. Ils parlaient de tout et de rien : pétrole, de l'indice des prix pour octobre, qui pourrait, d'après certaines informations, être monté de 0,2 % ou de 0,3 %, de l'accord américano-japonais sur le maintien de la parité actuelle du dollar, du temps pluvieux, de leur dernier tableau de chasse. Rien de bien nouveau ni de très bouleversant.

Au premier étage, la tendance était plutôt lourde sur le marché obligataire. Le MATIF n'avait pas bien meilleure mine.

## NEW-YORK, 4 novembre

## Nouvelle hausse

Réajusté à la veille du week-end, le mouvement de hausse a repris lundi à Wall Street en s'amplifiant notablement. Un moment, même, l'indice des industries a pu franchir la barre des 1 900 points (1 902,28). Des ventes bénéficiaires de dernière minute obligèrent le marché à faire quelque peu marche arrière. Il reste qu'à la clôture, le Dow s'élevait à 1 894,26, en progrès de 16,45 points. Le bilan de la journée n'a toutefois pas été de la qualité de ce résultat. Sur 2 021 valeurs traitées, 977 ont monté, 608 ont baissé et 436 n'ont pas varié.

La réaction du marché a été entièrement dictée par la décision du Japon d'abaisser son taux d'escompte. Avec l'embourgeoisement du dollar et la confirmation des obligations américaines qui en ont résulté, les actions sont redevenues attractives. Qui plus est : de nouvelles nouvelles d'une détente monétaire, qui pourrait être décidée par la Réserve fédérale, ont incité des investisseurs à repousser des positions. Des professionnels se disent persuadés que le Dow pourrait rapidement battre son record d'altitude décroché le 9 juillet dernier (1 919,71 points).

Tandis que des débauches ininterrompues ont ramené modestes à 138,22 millions de titres échangés, contre 147,21 millions vendredi.

VALEURS	Cours de 31 oct.	Cours de 3 nov.
Alcatel	29 3/8	31 1/4
A.T.T.	28 7/8	29 1/2
Banq. Par.	28 1/2	28 1/2
Chem. de France	28 1/2	28 1/2
Compt. Indus.	28 1/2	28 1/2
Edf	28 1/2	28 1/2
Elf	28 1/2	28 1/2
Gen. Indus.	28 1/2	28 1/2
Ind. Min.	28 1/2	28 1/2
Lyonnaise	28 1/2	28 1/2
Mar. Ind.	28 1/2	28 1/2
Matif	28 1/2	28 1/2
Michelin	28 1/2	28 1/2
Orcl	28 1/2	28 1/2
Peugeot	28 1/2	28 1/2
Renault	28 1/2	28 1/2
Saatchi	28 1/2	28 1/2
Schneider	28 1/2	28 1/2
Soc. Ind.	28 1/2	28 1/2
St. Gobain	28 1/2	28 1/2
T. Com.	28 1/2	28 1/2
U.A.L.	28 1/2	28 1/2
Union Ind.	28 1/2	28 1/2
U.S. X.	28 1/2	28 1/2
Veolia Ind.	28 1/2	28 1/2
Went. Ind.	28 1/2	28 1/2

## CHANGES

## PARIS

Dollar : 6,717 F

Sur des marchés des changes très calmes, les cours du dollar ont fléchi dans l'attente du résultat des élections législatives américaines, très incertain. Ils sont, néanmoins, restés fermes à Tokyo après une déclaration du ministre des finances nippon, suivant laquelle l'Etat-Unis et le Japon étaient prêts à intervenir conjointement pour stabiliser les changes.

FRANCOFRANCE : 3 nov. 4 nov.  
Dollar (en DM) : 2,8735 2,8580

TOKYO : 31 oct. 4 nov.  
Dollar (en yen) : 162,50 164

MARCHÉ MONÉTAIRE (cote officielle)

Paris (4 nov.) : 73/16 %

New-York (3 nov.) : 61/8 %

## INDICES BOURSISERS

## PARIS

(INSEE, base 100 : 31 oct. 1985)

31 oct. 3 nov.

Valeurs françaises : 147,1 146,3

Valeurs étrangères : 118,1 118,4

C<sup>o</sup> des agents de change (base 100 : 31 oct. 1981)

Indice général : 363,4 362,6

## NEW-YORK

(indice Dow Jones)

31 oct. 3 nov.

Industrielles : 1877,81 1884,36

## LONDRES

(indice Financial Times)

31 oct. 3 nov.

Industrielles : 1285,4 1294,1

Minist. d'oc. : 277,2 271,3

Fonds d'Etat : 32,60 33,19

## TOKYO

1<sup>er</sup> nov. 4 nov.

Nikkei : 16626,00 16766,90

Indice général : 1481,29 1396,94

## MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 3 novembre

Nombre de contrats : 11 262

COURS	Nov. 86	Déc. 86	Mars 87	Jun 87
Dernier	108,60	108,80	109,50	108,50
Précédent	108,65	109,85	109,80	109,45

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

**TÉLÉMECANIQUE** : 19 % DE BÉNÉFICE EN PLUS. — Pour le premier semestre, le bénéfice net du groupe ressort à 115,97 millions de francs, en augmentation de 19,7 % par rapport à celui dégagé en 1985 à pareille époque. Le résultat de la société mère progresse de façon plus modérée pour atteindre 71,82 millions de francs (+3,4 %). D'après la direction de l'entreprise, le résultat courant de 269,10 millions de francs (+11,7 %), le plus représentatif de la rentabilité, correspond à l'objectif fixé. Au sujet des différences importantes apparues aux

niveaux des progressions de résultats, les dirigeants de l'entreprise font notamment valoir les hausses de Télémeccanique Inc., filiale américaine, dont l'activité a été perturbée par le ralentissement de la production industrielle aux États-Unis et par la chute brutale du dollar. Les sociétés filiales mexicaine et vénézuélienne sont déficitaires.

En Europe, les marges se sont améliorées avec le rajustement du franc par rapport aux devises du système monétaire.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
+ les + les	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	6,728	6,738	6,748
SE-IL	6,728	6,738	6,748
SE-IL	6,728	6,738	6,748
SE-IL	6,728	6,738	6,748
SE-IL	6,728	6,738	6,748
SE-IL	6,728	6,738	6,748
SE-IL	6,728	6,738	6,748
SE-IL	6,728	6,738	6,748
SE-IL	6,728	6,738	6,748
SE-IL	6,728	6,738	6,748

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6	5 7/8	6	5 13/16	5 13/16
SE-IL	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 13/16	4 13/16
SE-IL	5 3/4	5 3/8	5 3/8	5 7/16	5 3/8	5 7/16	5 7/16	5 7/16
SE-IL	6 3/4	7 1/4	7 3/16	7 1/2	6 3/4	7 1/2	7 1/2	7 1/2
SE-IL	8 3/4	1 1/4	1 1/4	3 1/16	8 3/4	3 1/16	3 1/16	3 1/16
SE-IL	10 1/2	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 3/4	10 3/4
SE-IL	12 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/4
SE-IL	14 1/2	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 1/2	14 3/4	14 3/4	14 3/4
SE-IL	16 1/2	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 1/2	16 3/4	16 3/4	16 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de séance par une grande banque de la place.

مكتبة الجليل



—  
S

- : droit détaché
- d : demandé
- ◆ : prix précédent
- ★ : marché continu.



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 La lutte contre le terrorisme. 4 Égypte : le gouvernement est passé à l'offensive contre les maximalistes musulmans. 5 Haïti : les limites de la liberté retrouvée. 6-7 La conférence pour la sécurité et la coopération en Europe.	8 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale. 9 Interview de M. Jacques Barrot. 10 Les élections municipales de Draguignan.  <b>DÉBATS</b> 2 La violence politique.	11 M. Toubon et le nouveau code de la nationalité. 12 Un arbitrage financier pourrait réduire les ambitions de M. Alain Chandon sur les prisons privées. 13 Les actions en faveur des victimes des attentats.	14 Un an d'Orchestre national de jazz. — L'Ange de feu, de Prokofiev, à l'Opéra. 15 La Petite Apocalypse, de Tadeusz Konwicki. — « Digressions », par Bernard Frank. 32-33 Communication.	35 Selon l'INSEE, l'année 1986 s'achève sur « une note optimiste ». 36 Un entretien avec le PDG de Bull. 37 CEP Communication entre en Bourse. 38-39 Marchés financiers.	Radio-télévision ..... 17 Petites annonces ..... 22 à 32 Carnet ..... 34 Météorologie ..... 18 Mots croisés ..... 18 Loto et Suspense ..... 18 Programmes des spectacles ..... 18

## En Polynésie française

## Six cents manifestants demandent un référendum sur le maintien du centre de Mururoa

PAPEETE  
de notre correspondant

Près de six cents manifestants ont défilé, lundi soir 3 novembre (mardi en début de matinée, heure de métropole), dans les rues de Papeete pour protester contre la poursuite des essais nucléaires en Polynésie française, à l'appel de trois des partis d'opposition au gouvernement territorial qui préside M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud, le Amutahiraa No Poronisia (Union pour la Polynésie française, appellation UDF), le la Mana Te Nuiua (« Que le pouvoir soit au peuple », socialiste autogestionnaire) et le Te E'a Maohi Nui (« La Voix du Maohi », divers droite). Cette manifestation était organisée à l'occasion de l'ouverture de la vingt-sixième conférence de la Commission du Pacifique sud qui regroupe tous les Etats de la région.

Pendant ce temps, une délégation composée des deux principaux animateurs de l'Union pour la Polynésie française, MM. Emile Vernaudon et Quito Braun-Ortega, leaders de l'opposition locale, ainsi que de MM. Marins Raapoto, Monil Tetani et Jacky Drollet, au nom des deux autres formations représentées aux représentants de l'Etat et du territoire une motion demandant l'organisation avant six mois d'un référendum sur le maintien à Mururoa du Centre d'expérimentation nucléaire. Ce rassemblement s'est déroulé sans incident.

La défection des autres partis locaux d'opposition, explique sans doute que la mobilisation populaire ait été moins importante que prévu. C'est un échec relatif pour les dirigeants de l'Union pour la Polynésie française qui souhaitent regrouper sous la bannière antinucléaire tous les adversaires de M. Flosse dont ils avaient dénoncé il y a deux semaines, à Paris, « l'affaire, l'ingénierie et la corruption », créant un malaise au sein du gouvernement (le Monde du 28 octobre). Ni le maire de Papeete, M. Jean Juventin, ancien député, qui a pourtant réaffirmé l'opposition de son propre parti, le Hère Aï'A (« Groupe amant son pays pour le bien du peuple », divers gauches), aux expériences nucléaires, ni le maire de Fa'a, M. Oscar Tamara, chef de file

## La Commission européenne ouvre une enquête sur les facilités accordées à Daimler-Benz

BRUXELLES

de notre correspondant

La Commission européenne a ouvert, le 29 octobre, une enquête sur la cession au constructeur automobile Daimler-Benz (Mercedes) d'un terrain aménagé évalué entre 170 et 200 millions de deutschemarks par les experts européens pour l'implantation dans le Bade-Württemberg d'une usine destinée à produire cent mille véhicules par an, créant sept mille emplois. L'investissement global étant estimé à 1,5 milliard de deutschemarks.

Bruxelles recueillera d'ici un mois les observations des autorités allemandes et des autres gouvernements membres. Au terme de ce délai, la Commission peut conclure que les facilités consenties à Mercedes ne sont pas conformes à l'obligation européenne, auquel cas Bruxelles est en droit de demander la modification et même la suppression de l'aide consentie.

M. C.

des indépendantistes, qui avait organisé son propre rassemblement la veille (deux cents personnes) sur le même mot d'ordre, ne se sont finalement associés à l'initiative de MM. Vernaudon et Braun-Ortega. Ceux-ci n'ont donc pas totalement atteint leur objectif, bien que M. Flosse n'ait pas répondu aux accusations précises portées contre lui.

En outre, à la veille de la manifestation, M. Jacques Chirac en personne avait une nouvelle fois réaffirmé sa confiance en M. Flosse, avec beaucoup de fermeté, pour dissuader la population de Tahiti de répondre au mot d'ordre des contestataires. « Si certains souhaitent utiliser la polémique, voire la diffamation, pour mobiliser des forces antinucléaires qui traitent exactement à l'encontre des intérêts des Polynésiens, avait notamment déclaré le premier ministre, alors ils deviendront des adversaires, et nous aurons à les combattre. » (l'Asahi.)

## DEUX DISPARITIONS

## Le prix Nobel de chimie, Robert Mulliken

L'Américain Robert Mulliken, prix Nobel de chimie en 1966, est décédé, le vendredi 31 octobre, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Son nom est par ses collègues « Monsieur Molécule », il avait introduit la mécanique quantique en chimie et élaboré une théorie dite « des orbitales moléculaires » qui permet d'expliquer comment se lient chimiquement les atomes pour former une molécule.

[Né le 7 juin 1895 à Newburyport (Massachusetts), Robert Mulliken fit ses études au Massachusetts Institute of Technology, puis soutint son doctorat à l'université de Chicago où il a enseigné la physique et la chimie pendant cinquante-huit ans. A trente-deux ans, il est élu à l'Académie nationale des sciences, devenant le plus jeune membre que cette institution ait jamais eu.]

## Le saxophoniste de jazz Eddie « Lockjaw » Davis

Le saxophoniste ténor de jazz Eddie « Lockjaw » Davis est mort lundi 3 novembre à Culver-City (Californie) des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-cinq ans.

[Eddie « Lockjaw » Davis avait joué dans les années 40 avec Louis Armstrong, Lucky Miller et André Kirk avant de rejoindre la section de saxophones de Count Basie où il fit plusieurs séjours. Davis avait également accompagné en tournée la chanteuse Ella Fitzgerald et constitué, à la fin des années 50, un petit groupe au sein duquel il développait ses propres qualités de soliste d'un jazz de transition.]

Le numéro de « Monde » daté 4 novembre 1986 a été tiré à 499 615 exemplaires

**LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN: LES PRIX! TISSUS RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Compatible avec l'IBM PC-AT  
**COMPAQ DESKPRO 386**  
LE MICRO-ORDINATEUR LE PLUS PUISSANT DU MONDE.  
Au banc d'essai dans SVM.

**SCIENCE & VIE**  
**SVM**  
NOVEMBRE 86

## TUNISIE : des élections sans opposition

## Le Parti socialiste destourien a remporté la quasi-totalité des suffrages

TUNIS  
de notre correspondant

Tirant lundi 3 novembre les conclusions des processus législatives, qui s'étaient déroulées la veille, le ministre de l'Intérieur, M. Zine El Abidine Ben Ali, a déclaré qu'en votant pour les cent vingt-cinq candidats du Parti socialiste destourien (PSD) les Tunisiens avaient choisi « ceux qui répondent le mieux à leurs aspirations et qui sont les plus aptes à répondre aux objectifs de développement économique du pays ».

Sur les 2 622 482 électeurs inscrits, 2 175 093 ont voté. Il y a eu 10 036 bulletins nuls et 2 165 057 suffrages exprimés, presque exclusivement en faveur du PSD. Le taux de participation, selon le ministre, a été de 82,54 %.

M. Ben Ali a affirmé que toutes les étapes du processus électoral, depuis le dépôt des déclarations de candidatures jusqu'au dépouillement des votes, s'étaient déroulées « dans le respect de la légalité constitutionnelle et des dispositions du code électoral ». Il a expliqué que l'« effluence importante » dans les bureaux de vote avait été « peu apparente » du fait que le nombre des bureaux « avait été fortement augmenté par rapport à la précédente

consultation, passant de 11 900 en 1981 à 16 170 cette année.

Les deux listes « indépendantes », qui se présentaient face aux candidats du pouvoir, ont obtenu 2,66 % des voix à Sfax et 1,4 % à Ben-Arous, dans la périphérie de Tunis.

Si pour M. Ben Ali ces élections ont « contribué à consolider la démocratie consciente et responsable », l'opposition considère au contraire qu'elles ont été significatives de la volonté du pouvoir d'« empêcher toute expression démocratique ». Le secrétaire général du PC, M. Mohammed Harmel, a déclaré : « Si, en 1981, les résultats avaient été scandalement faussés, en 1986 c'est au départ que tout le processus électoral a été faussé. Le pouvoir tourne le dos aux réalités les plus élémentaires d'une société qui a connu de profondes mutations et des crises graves. »

An nom du Mouvement des démocrates socialistes, qui avait décidé depuis un mois de boycotter la consultation, M. Dali Jazi a remarqué : « Les cent vingt-cinq candidats du PSD sont élus ; mais cela ne change rien à la situation du pays qui reste bloquée. Au lendemain de ces élections, le PSD se retrouve donc dans la situation d'avant 1981, celle d'un parti unique au pouvoir. »

MICHEL DEURÉ.

## Entrainement Carnegie®

(Publicité)

**Prenez plaisir à Communiquer**  
L'entraînement, réunion, l'assemblée, devant une vingtaine de personnes, cultivez cet art qui vous a acquis les leaders.

L'Entrainement Carnegie® est un « formidable retour en arrière » pour la branche armée du Congrès national africain (ANC), Umkhonto We Sizwe. Il s'agit de la première Sud-Africaine blanche à être accusée pour appartenance à la branche armée de l'ANC. (AFP.)

• République Soudanaise : une ancienne journaliste blanche reconnue coupable de trahison. — Marion Spang, arrêtée en mars dernier après l'explosion de mines dans des postes de police d'East-London et de Johannesburg, a été reconnue coupable de trahison.

2.000 nouveaux diplômés dans le monde chaque semaine.

• Conférence gratuite d'information, où interviendront d'anciens participants :

**Jeu 6 Novembre de 18 h 15 à 20 h**

La Défense / Résidence Orion / Parking Les Saisons

• Entrainement Carnegie®. Resp. France : G. Weyne (1) 39.54.61.06.

**DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT**  
**PRIX EXCEPTIONNELS**

avec la garantie d'un grand maître tailleur

**PANTALONS MESURE**

A partir de **660 F**

**COSTUMES MESURE**

A partir de **1950 F**

3 000 tissus

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

**TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX SUR MESURE**

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

**LEGRAND Tailleur**

27, rue de la République, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61

De lundi au samedi de 10 h à 18 h.

A B C D E F G

## Sur le vif

## On peut se tromper !

Marrant, non, l'histoire de ce Boeing qui a fait fausse route hier, il étonnait deux cent vingt et un garçons membres du Club Med à Eilat en Israël. Au bout de cinq heures de vol, le commandant du bord voit un aéroport. Il se pose. C'était pas le bon. C'était celui d'Alqaba en Jordanie. Faut dire, c'est à deux pas.

A Eilat, les mecs de la tour de contrôle s'enquêtent : où vous êtes ? On est là. Ou là ? Sur la piste. Non, vous y êtes pas. Enfin quoi, puisqu'on vous dit qu'on y est. Non, si, non, si, bon, il relie la nez, la piste, il regarde par le hublot. L'appareil était déjà ancré par des cars de police jordaniens. Passeports, s'il vous plaît. Explications. Vérifications. Bon, ça va, mais n'y revenez pas. Et le chariot décolla pour retomber à kilomètres plus loin, du bon côté de la frontière.

C'est des choses qui arrivent. Les gens se gavent. En tout bon, bon. Regardez tous ces Tamouls, ces Indiens, qui se baladent dans le métro à Berlin-Est. Ils se trompent de correspondance. Ils voient pas bien le nom de la station. Ils sortent. Et

les voilà, le nez écrasé sur des vitrines où s'étaient des montagnes de victuailles, des piles d'appareils électroménagers, des valises de fringues. Ils s'étonnent : où c'est qu'on est ? A l'Ouest ? Ça par exemple ! Ben, ben, tant pis, on y est, on y resta.

Moi, ce qui m'étonne, c'est que ça ne se produise pas plus souvent. Ça m'arrive, j'ai essayé, pour voir. Je suis allé m'installer, mine de rien, dans le bureau de mon chef. Il est bien plus grand, bien plus choquant que mon placard à bêtises. Au bout de trente secondes, j'étais repêché. Ou c'est-à-dire que tu fous ? Ouverts ton sac de gym. Montre ton papier. Allez, dégage. Tire-toi ou je tire. Et ne viens pas me dire que t'es un avion coréen qui s'est trompé de couloir.

CLAUDE GARRAUTE.

## Le projet de réforme hospitalière est vivement critiqué par les socialistes

Le projet de loi de réforme hospitalière présenté lundi 3 novembre par M. Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, et qui prévoit notamment le rétablissement d'un secteur privé dans l'hôpital public, a été mal accueilli par les responsables de l'opposition.

M. Georgina Dufour, ancien ministre des affaires sociales, l'a qualifié de « bonnet » ajoutant que M. Barzach « est en train de mettre en place en France un régime à deux vitesses pour la santé, qui augmente l'inégalité à l'hôpital ». Réaction similaire au Parti socialiste, qui estime que le projet de M. Barzach est un « formidable retour en arrière » pour la branche armée de la santé, la plus conservatrice de la hiérarchie hospitalière.

Du côté de la majorité, les réactions sont mitigées. Ainsi, le professeur Bernard Delort, député RPR, nous a déclaré que cette loi « n'est pas mauvaise, car elle reconnaît l'échec de la politique de la gauche ». « Cela dit, ajoute le professeur Delort, je regrette que ce projet laisse peser une suspicion permanente sur les médecins. Pourquoi ce mandat de cinq ans ? Sur quels critères les quinze mille chefs de service vont-ils être reconduits ? Tout cela est de la poudre aux yeux. Et je regrette que M. Barzach utilise une dialectique de gauche pour s'excuser de faire une bonne politique. Il faut rendre leur dignité aux médecins qui travaillent dans les hôpitaux publics et cesser de sous-entendre qu'ils sont incapables ou malhonnêtes. »

Réagissant plus spécifiquement à l'interview de M. Barzach publiée

hier dans nos colonnes, le Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH) a tenu à faire part de son étonnement devant l'affirmation du ministre délégué à la santé selon laquelle, aujourd'hui, l'hôpital ne fonctionne pas : « La réalité est tout autre, il suffit de vivre dans les établissements pour le constater, et les malades hospitalisés peuvent en témoigner. » Par ailleurs, poursuit le SNCH, il est profondément vexant de lire qu'il y a trop de personnel dans les hôpitaux. Les comparaisons avec les hôpitaux étrangers, y compris anglais, qui servent souvent de référence, prouvent en ce domaine la sous-dotation des établissements français.

Enfin, au sujet de ceux que l'on appelle communément les « grands patrons », le rétablissement du service comme structure de base du système hospitalier est plutôt accueilli avec satisfaction.

Préservez votre dos fragile avec **Pirax** antalgique

soigner articulé à l'aide de bois

**DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MEDECIN**

**CAPELOU**

DISTRIBUTEUR

37, rue de la République 75001 PARIS

Tél. : 47-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00

**SOCIOLOGIE :**

**LA TELE VOUS MANIPULE**

SCIENCE & VIE fait le point sur une étude menée pendant 25 ans aux USA.

**SCIENCE & VIE**

**LES AMATEURS D'APPLE ONT LE SERVICE APRES-VENTE D'INTERNATIONAL COMPUTER LES N'ONT QUE DES PEPINS.**

Un disque dur 20 Mo. externe SCSI pour Macintosh plus

7.158 F HT

8.499 F TTC jusqu'au 15 11

**INTERNATIONAL COMPUTER**

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> 42.72.26.28

64, av. du Prado Marseille 13006 91.32.23.03

مكتبة محمد